



HAL
open science

Taiwan : la fabrique d'un Etat

Françoise Mengin

► **To cite this version:**

Françoise Mengin (Dir.). Taiwan : la fabrique d'un Etat. Françoise Mengin. Centre d'études et de recherches internationales, 36, pp.159, 2014. hal-03460392

HAL Id: hal-03460392

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460392>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



n° 36, novembre 2014

Taiwan : la fabrique d'un Etat

sous la direction de
Françoise Mengin

Publié avec le concours du Centre d'études et de recherches internationales
de Sciences Po

Sommaire

Des injonctions politiques aux pratiques sociales : la formation inachevée d'un Etat-nation à Taiwan	5
<i>Françoise Mengin</i>	
When Taiwan's Fate Changed Dramatically in the 1940s: The Price of War, the Nationalists' Game, and the Vagaries of International Politics	25
<i>Philippe Chevalérias</i>	
Les imaginaires du « sport national » : les représentations du baseball entre État et société civile	49
<i>Jérôme Soldani</i>	
Écriture, mémoire et transmission d'une histoire nationale à Taiwan : le rôle de la sphère privée et des réseaux para-académiques	75
<i>Damien Morier-Genoud</i>	
Processus de construction nationale et génération post-réformes à Taiwan	91
<i>Tanguy Lepesant</i>	
L'univers littéraire de Wuhe : de l'individu à la communauté, de la sexualité à la politique, de la raison à la folie	135
<i>Esther Lin</i>	
Les auteurs	159



n° 36, novembre 2014

Françoise Mengin

Sciences Po-CERI

**Des injonctions politiques aux pratiques sociales :
la formation inachevée d'un Etat-nation à Taiwan**

Après la proclamation de la République populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949 à Pékin, le gouvernement nationaliste était officiellement transféré à Taiwan le 7 décembre suivant, Taipei devenant la nouvelle capitale provisoire de la République de Chine. Les Etats du bloc socialiste, des pays asiatiques récemment indépendants, telle l'Inde, ou quelques chancelleries du bloc occidental – sept en Europe dont le Royaume-Uni, membre permanent du Conseil de sécurité – ont aussitôt reconnu la Chine populaire. Mais le déclenchement de la guerre de Corée a freiné la reconnaissance du régime communiste et limité sa participation aux instances internationales, notamment aux Nations unies, où le gouvernement de Taipei a continué d'occuper le siège de la Chine. Il faudra attendre les signes précurseurs, en 1970, d'une future normalisation sino-américaine pour que la quasi-totalité des chancelleries se tournent vers Pékin et rompent avec Taipei, une majorité se dégageant à l'ONU le 25 octobre 1971 pour y troquer une Chine contre l'autre. Ce processus signe la spécificité de la partition de la Chine : contrairement aux autres partitions cristallisées par la guerre froide, comme celles de l'Allemagne et de la Corée, il n'y a jamais eu coexistence à Taiwan, tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral, de deux Etats mais substitution de l'un à l'autre, chacun représentant tour à tour l'ensemble du territoire chinois, continental et insulaire.

Ce raccourci de l'histoire de la République de Chine à Taiwan fait apparaître l'irréductibilité à toute catégorie de cette entité politique et pose la question centrale de sa légitimité ou de son illégitimité. La démocratisation du régime au cours des années 1990 a complexifié ce

questionnement, puisque les institutions de cet Etat non reconnu sur la scène internationale sont désormais l'émanation de la souveraineté populaire à travers des élections régulières, libres et compétitives. Dès lors, les *Taiwan studies* qui se sont développées à la faveur de la démocratisation ont axé une part non négligeable de leurs travaux sur la question de l'identité nationale. Si elles ont répondu à l'engouement des sciences sociales, depuis la fin de la guerre froide, pour les problématiques identitaires, elles se sont aussi fait l'écho, sur le terrain taiwanais, de l'enfermement de l'entité politique insulaire dans des modes de domination hégémonique résultant des séquences coloniales japonaise puis nationaliste chinoise, relayées aujourd'hui par la menace militaire de Pékin qui continue de brider tout nationalisme indépendantiste.

De fait, le groupe de recherche du CNRS sur Taiwan qui a financé les enquêtes de terrain des cinq autres auteurs du présent volume avait axé son projet scientifique sur la construction identitaire : dans la mesure où toute identité est un construit social, il avait été décidé, au sein de l'axe dont j'étais responsable, d'aborder la question de l'identité nationale à Taiwan à l'aune du clivage public-privé¹. A partir d'approches disciplinaires variées – l'économie, l'anthropologie du sport, l'historiographie, la sociologie des générations et les études littéraires – et de cinq objets très disparates – les échanges Chine-Taiwan-Japon dans les années 1940, le baseball, l'histoire insulaire, la jeunesse des années 2000 et l'œuvre de l'écrivain Wuhe –, les articles qui suivent rendent compte des logiques de décalage ou de concordance entre les injonctions des gouvernements centraux et les pratiques sociales dans les reconfigurations successives de l'identité nationale et, plus encore que partout ailleurs, de l'ambivalence comme de l'inachèvement de ces processus en l'absence d'une souveraineté internationalement reconnue.

Legs des centralisations impériales japonaise et nationaliste chinoise

Selon la thèse désormais classique de Benedict Anderson, la condition première de la formation d'une identité nationale moderne est l'administration unificatrice imposée par l'Etat colonial². Les sociétés insulaires ont été pétries par toutes formes d'expériences coloniales. Terre de frontière de l'Empire peuplée d'aborigènes d'origine austronésienne, Taiwan a été dès le XIII^e siècle la destination de colons han qui ont progressivement assujetti les autochtones. Objet de convoitise des puissances coloniales européennes, l'île a été découverte au XVI^e siècle par les navigateurs portugais, puis partiellement occupée au siècle suivant par les Espagnols établis dans le Nord à partir

¹ Ce groupe interdisciplinaire a été institué de 2006 à 2009 au sein de la Maison Asie-Pacifique et dirigé par Fiorella Allio (CNRS-IRSEA). Je tiens par ailleurs à remercier Sylvie Tailland pour tout le soin qu'elle a apporté à la préparation éditoriale de ce volume.

² Benedict ANDERSON, *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 [1983], pp. 143-144 et 167-188.

de 1626, avant d'en être chassés en 1642 par les Hollandais installés dans le Sud depuis 1624. Si ceux-ci commencèrent de doter Taiwan d'un système administratif et fiscal, leur entreprise coloniale fut interrompue lorsque l'île devint, en 1661, le refuge des loyalistes ming et le dernier bastion de résistance à l'avènement de la dynastie mandchoue, qui parvint cependant à la rattacher à l'Empire dès 1683. Ces différents épisodes témoignent d'un lien somme toute lâche avec le pouvoir central chinois et peuvent donc, à ce titre, être instrumentalisés de nos jours par des causes indépendantistes. Mais la formation de l'Etat insulaire contemporain est avant tout tributaire des séquences coloniales japonaise et nationaliste chinoise : une colonisation en bonne et due forme par Tokyo (1895-1945), puis, à partir de 1949, une colonisation fictive mais à travers des pratiques concrètement coercitives par le régime du Parti nationaliste (Kuomintang, KMT).

L'empreinte de la colonisation japonaise : distinguer legs mémoriel et legs institutionnel

Décidée par les Alliées dès 1943 à la conférence du Caire, confirmée par la déclaration de Potsdam du 26 juillet 1945, la rétrocession de Taiwan à la Chine³ a pourtant été vécue comme fortuite par les insulaires comme par les colons japonais. Pendant l'été 1945, l'île se préparait à un siège de l'armée américaine, et trente mille Taiwanais, engagés dans la guerre du Pacifique, avaient déjà péri dans les rangs de l'armée impériale nipponne⁴. C'est à la radio, le 15 août 1945 à 12h15, que la nouvelle fut diffusée : l'empereur Hirohito annonçait à la nation la capitulation sans conditions du Japon.

Le départ du colonisateur n'a donc pas été le résultat d'un processus conflictuel et/ou négocié entre Taiwanais et Japonais. De surcroît, cette décolonisation ne s'est traduite ni par l'indépendance de Taiwan, ni par l'application du droit commun régissant les provinces chinoises. Du fait de la nipponification (*ribenhua* 日本化), réelle ou supposée, de la population insulaire, les revendications taiwanaises en faveur d'un haut degré d'autonomie locale ont non seulement été écartées, mais le statut administratif de l'île, arrêté dès août 1945, s'est révélé d'emblée dérogoratoire par rapport à celui des autres provinces du continent. Les organes administratifs, judiciaires et militaires ont été placés sous le contrôle d'un gouverneur général, commandant de la Garnison provinciale de Taiwan, et l'essentiel de l'administration comme de l'économie, hier aux mains des Japonais, est passé dans celles de Chinois dépêchés du continent. En outre, toutes les transactions opérées à la fin de la guerre entre Taiwanais et Japonais ont été invalidées et les propriétés japonaises, qu'elles aient été

³ Outre Taiwan et l'archipel des Pescadores dans le détroit de Formose, la Mandchourie devait également être restituée à la Chine.

⁴ Harry J. LAMLEY, « Taiwan under Japanese rule, 1895-1945 : the vicissitudes of colonialism », in Murray A. RUBINSTEIN (ed.), *Taiwan : A New History*, Armonk, Londres, M. E. Sharpe, 1999, note 228, p. 260.

publiques ou privées, ont été nationalisées⁵. Après avoir été dirigée, dès 1937, pour les besoins de la guerre sino-japonaise, puis à partir de 1941 pour ceux de la guerre du Pacifique, l'économie taiwanaise a été tout entière réorientée au service de la guerre civile en Chine continentale. Dans le présent volume, l'ampleur de la politique prédatrice des nationalistes et ses conséquences socio-économiques sont étudiées à partir de diverses sources statistiques et rapports administratifs par Philippe Chevalérias.

Face aux exactions commises à la suite de la permutation des colonisateurs japonais et chinois, la société insulaire va rapidement réévaluer les premiers. Les cinquante années de colonisation japonaise se sont traduites par un système de domination d'une minorité étrangère sur une population culturellement différente, *via* l'exploitation des ressources insulaires et des pratiques hautement discriminatoires. La politique d'assimilation (*dōka* 同化) pratiquée entre 1920 et 1937 invitait l'élite locale à se nipponifier – en renonçant au bandage des pieds et au port de la natte et en adoptant les us et coutumes du colonisateur –, sans toutefois s'accompagner de l'octroi de droits politiques – les insulaires n'ont pas accédé au rang de sujet impérial à part entière. Quant à la politique d'impérialisation (*kōminka* 皇民化) mise en œuvre à partir de 1937 dans le cadre de la guerre sino-japonaise, elle a consisté en une politique d'assimilation – coercitive cette fois – marquée par la prohibition des dialectes chinois, l'obligation de nipponifier les noms de famille, la conversion forcée au shintoïsme, mais aussi la fermeture de tous les journaux, syndicats et partis politiques, ainsi que l'emprisonnement ou la mise en résidence surveillée des opposants réels ou présumés – soit l'interdiction de toute forme d'opposition politique locale.

Dans ce contexte, alors même que la population n'y était pas préparée, l'annonce en août 1945 du retour à la « mère patrie » (*zuguo* 祖國) a été favorablement accueillie. Mais, tout aussitôt confrontés à une administration dépêchée du continent dépourvue de moyens, fortement corrompue et ouvertement méprisante à l'égard de ses nouveaux administrés « empoisonnés par la mentalité d'esclave japonais » (*riben nuhua sixiang* 日本奴化思想), les Taiwanais ont été prompts à réévaluer la colonisation japonaise, davantage encore lorsqu'en 1947 leur soulèvement contre les abus nationalistes s'est soldé par l'envoi de la troupe et plusieurs dizaines de milliers de victimes⁶. A la

⁵ Thomas B. GOLD, « Colonial origins of Taiwanese capitalism », in Edwin A. WINCKLER et Susan GREENHALGH (eds), *Contending Approaches to the Political Economy of Taiwan*, Armonk, Londres, M. E. Sharpe, 1988, pp. 40-41, Richard BOYD, « Rents and economic outcomes in Japan and Taiwan », in Luigi TOMBA (ed.), *East Asian Capitalism : Conflicts, Growth and Crisis*, Milan, Feltrinelli Editore, 2002, pp. 175-177, et Steven E. PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence : The Taiwanese Encounter Nationalist China, 1945-1950*, Stanford, Stanford University Press, 2003, pp. 66 et 94.

⁶ Dans la soirée du 27 février 1947, à Taipei, un passant tentant de s'interposer lors de l'interpellation d'une marchande de cigarettes soupçonnée de se livrer à la contrebande est tué par un agent du bureau des monopoles ; le lendemain, la population se soulève contre l'administration nationaliste. Au lieu de faire droit aux demandes réformistes formulées par l'élite insulaire, Chiang Kai-shek envoie des renforts de troupes le 8 mars et l'ordre est rétabli le 21 mars. LAI Tse-han, Ramon H. MYERS et WEI Wou, *A Tragic Beginning : The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford, Stanford University Press, 1991 ; Phillips, *Between Assimilation and Independence...*, *op. cit.*

suite de cet « incident du 28 février » (*er er ba shijian* 二二八事件) – selon la terminologie imposée par les nationalistes, les indépendantistes taiwanais parlant quant à eux de soulèvement populaire (*minbian* 民變), voire de massacre (*can'an* 慘案) –, et avant même que le régime nationaliste se soit replié à Taiwan, la Terreur blanche (*baise kongbu* 白色恐怖) s'est généralisée, et ce en toute légalité à partir du 20 mai 1949 lorsque la loi martiale a été imposée pour près de quarante ans. De fait, en raison de l'intensification de la guerre civile sur le continent, Chiang Kai-shek avait imputé le soulèvement à l'activité communiste⁷, pourtant marginale à Taiwan. Selon la thèse forte de Steven Philipps, les nationalistes ont importé le « problème » du communisme sur l'île⁸, devenue dans l'après-28 février le réceptacle de la débâcle nationaliste et le fleuron de l'idéologie anticommuniste. En outre, après le transfert du gouvernement à Taipei le 7 décembre 1949, la fiction d'un régime représentant l'ensemble de la Chine a eu pour corolaire sur le plan culturel la sinisation forcée de la population insulaire, afin de faire de Taiwan le conservatoire de la Chine. Le japonais et les dialectes locaux ont été interdits, seul le mandarin, langue nationale (*guoyu* 國語), étant autorisé dans l'espace public, tandis qu'en occultant le passé distinctif de l'île au profit de l'histoire impériale et républicaine les manuels d'histoire ont différé tout retour, y compris critique, sur la colonisation japonaise.

Mais, au-delà des impératifs politiques, demeurait l'impossible dialogue des mémoires entre les nouveaux colons et leurs colonisés : les premiers avaient combattu l'armée impériale nipponne pendant huit années et vécu les exactions japonaises sur le continent, tel le massacre de Nankin ; les seconds avaient lutté dans les rangs de l'armée impériale et réévalué le legs japonais à la lumière des exactions commises par les nationalistes en 1945, du massacre de 1947 et de la Terreur blanche. Pour autant, les processus de recomposition identitaire ne se résument pas aux legs mémoriels. Dans le cas de la colonisation japonaise, il convient de distinguer legs mémoriels et legs institutionnels, ces derniers ayant été de puissants vecteurs de l'entreprise de domination politique, économique et culturelle des nationalistes à Taiwan.

La colonisation japonaise n'a pas engendré un nationalisme taiwanais s'affirmant comme tel – le mouvement indépendantiste est né avec le massacre du 28 février 1947 –, mais bien d'avantage une identité taiwanaise. Ce faisant, elle a inventé une entité territoriale susceptible d'accueillir un projet totalisant et hégémonique. Parallèlement à une politique ouvertement discriminatoire, le colonisateur japonais a soumis la population insulaire, pour la première fois de son histoire, à un système administratif unificateur dans les domaines foncier, agricole, commercial, monétaire, éducatif. Il lui a en particulier légué l'usage d'une langue véhiculaire. Outre les tribus aborigènes

⁷ Lai, Myers et Wei, *A Tragic Beginning...*, *op. cit.*, pp. 139-140.

⁸ Philipps, *Between Assimilation and Independence...*, *op. cit.*, p. 98.

parlant chacune leur langue, la majorité han se répartissait en deux groupes principaux : les Hoklo, originaires du sud de la province du Fujian et parlant une langue *min*, le dialecte hokkien (*minnanhua* en mandarin) ; les Hakka, de langue *kejia*, originaires du nord de la Chine mais ayant été progressivement repoussés vers les provinces du Sud⁹. Comme leurs homologues sur le continent, les intellectuels insulaires recouraient au chinois classique (*wenyan* 文言) et avaient tenté, entre 1917 et 1919, de propager un chinois vernaculaire (*baihua* 白話). Une initiative vouée à l'échec dans la mesure où cette langue est issue du mandarin parlé dans le nord et une partie du sud-ouest de la Chine, mais ignoré à Taiwan par les descendants de colons provenant des provinces côtières du Sud. Dès lors, avant même que les langues et dialectes chinois soient interdits par le colonisateur en 1937, le japonais s'était déjà imposé comme langue véhiculaire à Taiwan.

La prohibition du japonais et la consigne impérative de parler mandarin traduisent à la fois des processus complexes de redéfinition de l'identité insulaire mais également, sur le plan institutionnel, une entreprise d'édification statonationale qui se distingue de l'entreprise impériale expansionniste. Espaces ouverts à visée universaliste, les empires tolèrent l'affirmation d'identités locales, alors que, dans son épure, « l'Etat-nation a tous les traits d'une communauté totalisante et hégémonique »¹⁰. Pour violente qu'ait été la politique linguistique nationaliste, elle a participé d'un processus de centralisation étatique, prélude à la formation d'un Etat-nation insulaire appelé à supplanter progressivement la province de Taiwan.

L'invention d'une nation chinoise fictive et l'activation du legs institutionnel japonais

Après sa défaite sur le continent en 1949, le régime nationaliste ne s'est pas contenté de soustraire Taiwan à l'administration communiste et d'y préparer une opération militaire de reconquête du continent. Il a fait de Taipei la nouvelle capitale provisoire de la République de Chine dont les frontières continuaient d'englober l'île et le continent, reconnue de surcroît sur la scène interétatique. Sur le plan intérieur, cette prétention s'est traduite par la superposition des institutions dites centrales (*zhongyang* 中央), importées de Nankin, aux institutions provinciales, et par le gel de la souveraineté populaire : face à l'impossibilité d'organiser des élections sur le continent, les mandats des élus des trois assemblées ont été prorogés indéfiniment à partir de 1954. Certes, dès les années 1950, la fiction de la République de Chine a fait débat au sein même du Kuomintang, et suscité un mouvement d'opposition démocratique plaidant pour l'abandon du projet de reconquête

⁹ Les aborigènes représentent aujourd'hui moins de 2 % de la population totale de l'île, les Hoklo entre 60 % et 70 % et les Hakka 20 %. Pour une rapide présentation de la distinction entre dialectes et langues chinoises, voir Viviane ALLETON, « Dialecte », in Thierry SANJUAN (dir.), *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006, pp. 66-67.

¹⁰ Christian COULON, « Etat et identités », in Denis-Constant MARTIN (dir.), *Comment dit-on « nous » en politique ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 286.

du continent et la mise en place d'un régime représentatif de la seule population sous contrôle effectif de Taipei ; mais cette tentative d'institutionnalisation partisane a aussitôt été interdite¹¹.

Outre ce dispositif constitutionnel d'exception, l'essentiel des positions de pouvoir et d'accumulation a été réservé à la minorité de continentaux, rapidement dénommés *waishengren* (外省人, littéralement « extérieurs à la province »). Sur le plan symbolique, institutionnaliser la domination des continentaux sur la population insulaire revenait à ne pas consacrer la partition de la Chine, et donc à ne pas entériner la défaite face aux communistes. A cet égard, il convient de souligner la taille démesurée de l'appareil bureaucratique inhérente à la fiction nationaliste : non seulement l'administration de Nankin, conçue pour gouverner l'ensemble de la Chine, avait été transférée à Taipei, mais de nouveaux postes ont été créés pour récompenser les fidèles soutiens du régime. Par ailleurs, grâce à la nationalisation des entreprises japonaises, le gouvernement a disposé dès 1945 d'un monopole dans dix-sept secteurs-clefs¹² et, en 1949, 72,5 % de la production industrielle de l'île étaient assurés par le secteur public¹³. Si cet accaparement de l'économie insulaire renvoie à l'idéologie anticapitaliste du régime¹⁴ et aux impératifs d'une économie de guerre – puisqu'il va alimenter le budget de la défense en vue de la reconquête du continent –, il répond aussi à la logique de domination coloniale qui sous-tend la fiction nationaliste. Il a en effet accru le clivage communautaire, les Taiwanais étant quasiment exclus de ce vaste secteur public offrant la sécurité de l'emploi et de nombreux avantages sociaux. En outre, c'est grâce à la protection de l'Etat que les quelques entrepreneurs *waishengren* ayant rallié le régime après 1949 et les rares entrepreneurs taiwanais cooptés dans une logique toute coloniale ont pu faire prospérer leurs entreprises.

Enfin, l'ancienne puissance coloniale va rapidement devenir le partenaire économique obligé du régime nationaliste en exil. L'article de Philippe Chevalérias relate les réorientations successives et brutales du commerce extérieur taiwanais au cours des années 1940. Après avoir fait du Japon la principale destination de ses exportations (93,2 % en 1937) et la principale source de ses importations (89,4 % en 1938), l'île a réorienté l'ensemble de ses échanges extérieurs vers le continent chinois : entre 1945 et 1948, celui-ci représentait les quatre cinquièmes de son commerce extérieur. Cela n'a pas été sans incidences socio-économiques pour nombre d'entreprises d'import-export et de transport. Mais, derechef, tout contact avec les communistes étant passible de

¹¹ Mené par des intellectuels et des libéraux continentaux groupés autour de Hu Shi et de Lei Zhen, et associant des Taiwanais, le projet de former un Parti démocratique de Chine (*Zhongguo minzhudang* 中國民主黨) a conduit à l'arrestation et à la condamnation de Lei Zhen le 4 septembre 1960.

¹² Boyd, « Rents and economic outcomes in Japan and Taiwan », chap. cité, p. 175.

¹³ Gilles GUIHEUX, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan : la main visible de la prospérité*, Paris, CNRS, 2002, p. 59.

¹⁴ Sur ce point, voir Françoise MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013, pp. 55-62.

condamnation pour haute trahison aux termes de la loi martiale – seul un commerce de contrebande a pu se maintenir pendant quelques années –, Taiwan est redevenue l'un des principaux débouchés des exportations japonaises.

Si les *waishengren* ont monopolisé les positions de pouvoir pendant trois décennies, il n'y a jamais eu de ségrégation institutionnalisée, d'autant plus que le dessein nationaliste reposait sur une sinisation de la population insulaire. La superposition des institutions centrales aux institutions locales s'est doublée d'un processus d'invention d'une culture chinoise traditionnelle, substrat identitaire de la fiction nationaliste. Pour l'anthropologue Allen Chun, ce processus a consisté à « nationaliser » la culture chinoise pour en faire une métaphore ou une allégorie d'une communauté imaginée, celle d'un Etat-nation¹⁵. Outre l'éradication du passé distinctif de l'île avant et pendant la colonisation japonaise, une politique culturelle volontariste¹⁶ et coercitive a réactualisé le mouvement Vie nouvelle (*Xin shenghuo yundong* 新生活運動), soit une réappropriation de l'héritage confucéen qui, dans l'ordre idéologique, avait marqué la restauration autoritaire et conservatrice de la décennie de Nankin (1927-1937). Après 1949, la relance du mouvement a visé à supprimer toute taiwanité afin de mieux rivaliser avec la Chine populaire pour imposer la légitimité de la République de Chine à incarner la nation chinoise. Et, sur le plan intérieur, les neuf années de scolarité obligatoire ont été le relais privilégié de la propagation de l'enseignement de Confucius comme de l'apprentissage du mandarin.

La contribution de Jérôme Soldani sur la pratique du baseball éclaire le rôle ambivalent d'un des legs de la colonisation japonaise et son articulation à l'hégémonie culturelle nationaliste. Importé sur l'île par les Japonais au début du XX^e siècle, diffusé grâce à la généralisation de la scolarité obligatoire, ce sport est l'un des stigmates de la colonisation japonaise. De fait, dans les années 1950 et 1960, les pratiques sportives épousent le clivage subethnique : le basket-ball est le sport de l'élite continentale et urbaine parlant le mandarin ; le baseball celui de la société rurale taiwanaise dont les langues véhiculaires sont le hokkien et le japonais. Mais, avec le baseball scolaire, le colonisateur japonais a légué un système hiérarchique rigide, où priment la morale et la discipline, susceptible de se fondre dans le programme de la « culture physique » pétrie de valeurs confucéennes promu par le Parti nationaliste sur le continent sous l'ère républicaine. Ainsi, plutôt que d'interdire cette pratique sportive locale, les autorités nationalistes vont se la réapproprier pour mieux asseoir leur propre domination coloniale. Après la généralisation des tournois scolaires, érigés en cause nationale, le baseball est promu au rang de « sport national », instrumentalisé à ce titre par un

¹⁵ Allen CHUN, « From nationalism to nationalizing : cultural imagination and state formation in postwar Taiwan », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, 31, janvier 1994, p. 54.

¹⁶ Edwin A. WINCKLER, « Cultural policy on postwar Taiwan », in Stevan HARREL et HUANG Chün-chieh (eds), *Cultural Change in Postwar Taiwan*, Boulder (Colo.), Westview, 1994, pp. 27-28.

gouvernement en quête de reconnaissance sur la scène internationale. Parallèlement, les Austronésiens occupent une place centrale dans ce sport et ses représentations, au prix d'une tradition largement inventée, mais également d'une rhétorique d'ordre racial perpétuant les inégalités socioéconomiques préexistantes.

Vers une territorialisation du politique

Dé légitimation internationale et ré appropriation des positions de pouvoir et d'accumulation par la majorité insulaire

Quelle que fût l'idéologie anticapitaliste du Kuomintang, le régime nationaliste ne pouvait supprimer l'entreprise privée au risque de perdre le soutien américain. Dès la fin des années 1950, à la faveur de la libéralisation du commerce extérieur fortement recommandée par Washington et source de devises pour Taipei, un secteur de petites et moyennes entreprises opérant pour des donneurs d'ordre étrangers a pu se développer. Exclues du marché intérieur réservé aux colons continentaux et aux quelques insulaires cooptés par le régime, ces PME se sont spécialisées dans l'exportation ; faute d'avoir accès aux crédits bancaires, elles sont restées de taille modeste et familiales. Ce qui ne les a pas empêchées d'être les acteurs principaux de la croissance économique : en 1980, elles assuraient plus de 85 % de la production et 20 % des exportations industrielles ; en 2014, elles représentent 97 % du tissu économique taiwanais et emploient 78 % de la population active¹⁷.

Or, du fait du clivage du secteur productif entre grandes entreprises monopolisant le marché intérieur et PME tournées vers les marchés extérieurs, la croissance économique a reposé sur l'auto-exploitation des familles de petits entrepreneurs et l'absence corrélative d'une classe ouvrière s'affirmant comme telle. En effet, si la part des ouvriers dans la population active a augmenté¹⁸, la progression des prix moins rapide que celle des salaires, pourtant très faibles, et les opportunités d'enrichissement dans la sous-traitance ont incité les ouvriers du secteur industriel, plutôt que de s'organiser collectivement, à passer temporairement par le salariat pour accumuler un capital minimum leur permettant de fonder, à leur tour, une PME¹⁹. Et, du côté du grand patronat, derrière un discours confucéen représentant l'entreprise comme une famille, une personnalisation du pouvoir

¹⁷ *Taiwan Info*, 20 février 2014 (taiwaninfo.nat.gov.tw).

¹⁸ Entre 1956 et 1989, elle est passée de 14,4 % à 35,4 %. Voir Hsin-Huang Michael HSIAO, « The changing state-society relation in the ROC : economic change, the transformation of the class structure, and the rise of social movements », in Ramon H. MYERS (ed.), *Two Societies in Opposition : The Republic of China and the People's Republic of China after Forty Years*, Stanford, Hoover Institution Press, 1991, pp. 127-140, notamment p. 134.

¹⁹ Voir Hill GATES, « Dependency and the part-time proletariat in Taiwan », *Modern China*, 5 (3), juillet 1979, pp. 381-407, ainsi que Norma DIAMOND, « Women and industry in Taiwan », *ibid.*, pp. 317-340.

des entrepreneurs et une définition morale de l'autorité patronale²⁰, l'exploitation de la main-d'œuvre s'est traduite par le maintien de bas salaires et une organisation quasi militaire du travail. Ce faisant, en mobilisant les valeurs du mouvement Vie nouvelle, le modèle entrepreneurial s'est construit en miroir de la société édifiante promue par les nationalistes. A cet égard, Jérôme Soldani montre dans sa contribution comment l'entreprise familiale Brother, fondatrice de l'un des plus importants clubs de baseball, a eu recours à des préceptes moraux confucéens pour légitimer son autorité.

Parallèlement à l'émergence d'un patronat insulaire – grand et petit – et à l'absence de classe ouvrière, la tenue régulière d'élections locales a créé d'autres possibilités d'enrichissement, tout en jetant les bases de protoclivages partisans. Si les mandats électifs des assemblées centrales ont été gelés pour maintenir la fiction d'institutions représentatives de l'ensemble de la Chine, les assemblées locales ont été régulièrement renouvelées au suffrage universel direct. En outre, à partir de 1969, des élections partielles ont permis à l'électorat taiwanais de pourvoir des sièges vacants dans les trois assemblées centrales, le nombre d'élus représentant la province de Taiwan étant élargi dès 1972. La tenue d'élections dans le cadre d'un régime de parti unique ne pouvait que favoriser le factionnalisme, le clientélisme et la corruption²¹, et donc l'enrichissement des élus locaux. Legs de l'ère coloniale japonaise, les factions locales (*difang paixi* 地方派系) sont nées dans les années 1920 et 1930. Au début des années 1950, lors du renouvellement des mandats électifs locaux, le factionnalisme a été encouragé par le KMT, soucieux de compenser l'exclusion des insulaires du débat national par leur active participation à la vie politique locale²². De plus, des candidats non investis par le Parti, « sans affiliation partisane et sans faction » (*wudang wupai* 無黨無派), ont été autorisés à participer à la compétition électorale. Lors des élections locales de 1977, ils ont pour la première fois tenté de se coordonner en se regroupant sous l'étiquette *dangwai* (黨外, littéralement « hors parti »), tandis que la lutte partisane s'est doublée d'une opération plus vaste de sensibilisation de l'opinion avec le lancement de nombreuses revues. En 1979, deux titres, *The Eighties* (*Bashi niandai* 八十年代) et *Formosa* (*Meilidao* 美麗島), scellaient un clivage durable au sein de l'opposition *dangwai* entre une faction modérée, critique du pouvoir nationaliste mais réformiste dans ses objectifs, et une faction ouvertement indépendantiste.

²⁰ Guiheux, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan...*, op. cit., pp. 184-200.

²¹ Joseph BOSCO, « Faction versus ideology : mobilization strategies in Taiwan's elections », *The China Quarterly*, 137, mars 1994, pp. 28-62.

²² Tak-Wing NGO, « "Bad governance" under democratic rule in Taiwan », in Jolle DEMMERS, Alex E. FERNANDEZ JILBERTO et Barbara HOGENBOOM (eds), *Global Governance in the Era of Global Neoliberalism : Conflict and Depoliticisation in Latin America, Eastern Europe, Asia and Africa*, Londres, New York, Routledge, 2004, p. 240.

Or, dans les années 1970, le processus de déreconnaissance internationale concomitant à la succession de Chiang Kai-shek par son fils Chiang Ching-kuo²³ n'a pas entraîné de remise en cause de la prétention souverainiste de Taipei. Pour raffermir leur pouvoir, les dirigeants nationalistes se sont appuyés sur les sites d'enrichissement ménagés au sein de l'Etat-parti, et, dès le début de la décennie 1970, le KMT pouvait arguer des retombées des exportations, notamment sur l'augmentation du revenu par habitant. Il s'agissait donc à la fois de donner une nouvelle légitimité au régime nationaliste en favorisant la croissance économique, et de reconnaître les entrepreneurs en tant que groupe social légitime à part entière, bienfaiteur de la société, pour s'assurer de leur soutien politique²⁴. Parallèlement, à la faveur des élections locales, une taiwanisation de l'Etat-KMT s'est amorcée. La compétition factionnelle a conduit les continentaux à se rapprocher de la population insulaire et permis aux Taiwanais de s'élever dans la hiérarchie du Parti. De même, le choix de Chiang Ching-kuo de confier à des insulaires le poste de vice-président – Shih Tung-min en 1978, Lee Teng-hui en 1984 – a été décisif, celui-ci étant susceptible d'accéder à la tête de l'Etat en cas d'empêchement du président : ainsi, à la mort de Chiang Ching-kuo en 1988, le pouvoir suprême quittait non seulement la famille Chiang mais aussi, et pendant vingt ans, la communauté continentale. Et, à l'instar de la mouvance *dangwai*, le KMT s'est clivé entre une vieille garde minoritaire, crispée sur le dogme nationaliste, et une majorité plus libérale qui, sans remettre en cause le principe de l'unité de la Chine, ne subordonnait plus les réformes à la fiction d'un régime représentatif de l'ensemble de la Chine. De fait, lorsque dans la nuit du 28 au 29 septembre 1986 les *dangwai* ont enfreint la loi martiale en fondant illégalement le Parti démocrate progressiste (PDP), Chiang Ching-kuo passa outre les pressions de la vieille garde d'interdire le nouveau parti, le multipartisme étant pleinement légalisé avec la levée de la loi martiale le 15 juillet 1987.

Dès lors, avant même la démocratisation du régime, l'appropriation des positions de pouvoir et d'accumulation par la majorité taiwanaise de la population avait progressivement dilué la variable subethnique à la base du clivage politique initial, colons continentaux *versus* colonisés insulaires, consacrant une indigénisation progressive de la République de Chine à Taiwan qui allait déboucher sur des questionnements d'ordre historiographique et identitaire. Avant la refonte des institutions, ces interrogations ne pouvaient être posées que dans des instances périphériques telles que les revues militantes de l'opposition, l'espace sportif et, bien sûr, les œuvres de fiction. Comme l'explique Damien Morier-Genoud dans son article, c'est aux écrits des activistes *dangwai* que l'on doit les premières tentatives de remise en cause de l'historiographie nationaliste sino-centrée et l'élaboration

²³ Quand Chiang Kai-shek meurt le 5 avril 1975, le vice-président de la République lui succède jusqu'au terme de son mandat en 1978 ; Chiang Ching-kuo, Premier ministre de 1972 à 1978, est élu à la présidence du KMT dès le 28 avril 1975, puis à la présidence de la République en 1978, cumulant ces deux fonctions jusqu'à sa mort le 13 janvier 1988.

²⁴ Guiheux, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan...*, *op. cit.*, p. 83. Sur la montée en gamme industrielle, à l'initiative du gouvernement, dans les années 1970, voir Mengin, *Fragments d'une guerre inachevée...*, *op. cit.*, pp. 118-130.

d'un récit historique ancré sur l'île et ses habitants. Dans la perspective narrative qu'ils embrassent, le régime nationaliste à Taiwan apparaît comme une ère de domination étrangère au même titre que les autres pouvoirs et régimes précédents, qu'ils soient européens, mandchou ou japonais. Du fait de l'espace, si limité fût-il, laissé aux *dangwai*, les courants para-académiques ont bénéficié pour repenser l'histoire de l'île d'une marge de manœuvre beaucoup plus importante que celle dont disposaient les chercheurs du milieu académique, contraints de composer avec l'idéologie officielle du régime qui les avait cooptés. Il n'est pas jusqu'au « sport national » qui ne soit devenu le lieu de la mobilisation d'une mémoire contre l'historiographie officielle. Pour dégager l'imaginaire du baseball du cadre de la culture physique nationaliste, les indépendantistes, ainsi que le montre la contribution de Jérôme Soldani, ont puisé dans le récit des exploits des formations taiwanaises durant la première moitié du XX^e siècle.

En raison du lien fort unissant l'ordre politique et l'ordre littéraire dans les espaces nationaux qui revendiquent leur existence pleine et entière²⁵, les questionnements identitaires ne cessent d'irriguer les œuvres fictionnelles littéraires et cinématographiques produites à Taiwan. Dans le climat de Terreur blanche, de prohibition du japonais et du mouvement Vie nouvelle, la scène littéraire a d'abord été dominée, pendant les années 1950, par les écrivains continentaux dont les œuvres véhiculaient un anticommunisme prononcé, puis, durant la décennie suivante, par une littérature moderniste fortement élitiste et influencée par l'Occident. La délégitimation du régime sur la scène internationale au cours des années 1970 a engendré une première remise en cause du pouvoir nationaliste, qui s'est traduite par la réappropriation d'un courant littéraire né et censuré sous la colonisation japonaise. Cette littérature nativiste (*xiangtu wenxue* 鄉土文學) prenait le contre-pied de la littérature moderniste en rejetant toute influence étrangère pour se centrer sur un questionnement et des genres spécifiquement taiwanais, et, par là même, contestait l'hégémonie culturelle nationaliste.

La spécificité de ces œuvres est de refuser toute falsification de l'histoire mais aussi tout dualisme – indépendance *versus* unification, identité taiwanaise *versus* identité chinoise. Ecrites par des indépendantistes comme par des unionistes, par des Taiwanais de souche comme par des continentaux de la deuxième génération ne se reconnaissant pas dans l'histoire véhiculée par leurs parents²⁶, ces œuvres partagent généralement une grande virtuosité stylistique – incisives, flash-back, mises en abîme de la représentation ou du rêve, jeu sur l'homonymie des mots chinois – rendant

²⁵ Voir Pascale CASANOVA, « La guerre de l'ancienneté ou il n'y a pas d'identité nationale », in Pascale CASANOVA (dir.), *Des littératures combattives : l'internationale des nationalismes littéraires*, Paris, Raisons d'agir, 2011, pp. 9-31 (notamment pp. 21-23).

²⁶ Sung-Sheng Yvonne CHANG, « Literature in post-1949 Taiwan, 1950 to 1980s », in Murray A. RUBINSTEIN (ed.), *Taiwan : A New History*, Armonk, Londres, M. E. Sharpe, 1999, p. 413 ; Hélène LE BAIL, *Colonisation japonaise et identité taiwanaise : représentations de la colonisation japonaise dans la fiction contemporaine taiwanaise*, mémoire de troisième année, IEP de Paris, 2000, multigr.

toute la complexité et l'hybridité des subjectivités produites par les hégémonies coloniales successives et concurrentes²⁷. Avec la démocratisation des institutions, cette littérature a été relevée de sa fonction politique²⁸, mais elle a conservé toute son actualité critique.

Bien qu'irréductible à toute catégorie, les écrits de Wuhe, présentés dans ce volume par Esther Lin, sont emblématiques des questionnements identitaires comme des recherches formelles qui parcourent l'avant-garde artistique insulaire. Difficile, voire provocatrice aux yeux des conservateurs et des puristes de la langue chinoise, l'œuvre de Wuhe relève de la littérature mineure telle qu'elle a été pensée par Kafka – une littérature écrite par une minorité dans une langue majeure²⁹. A ce titre, si elle remet en cause le chauvinisme culturel panchnois, elle ne nie pas l'héritage chinois. Entre autres exemples, on retrouve dans l'une de ses nouvelles une syntaxe à laquelle recouraient les lettrés chinois, l'incise de critiques, annotations et commentaires dans des parenthèses ou des notes en fin de paragraphe dont la longueur dépasse celle du corps du texte. Au-delà de leurs éléments purement fictionnels ou autobiographiques, les écrits de Wuhe se nourrissent de questionnements d'ordre anthropologique et moral étayés par de véritables enquêtes de terrain et concourent, par là même, à une (ré)écriture de l'histoire insulaire, en particulier de ses événements les plus traumatiques sous la colonisation japonaise ou sous la Terreur blanche nationaliste. Figures récurrentes de son œuvre, le Petit moi (*xiao wo* 小我) et le Grand moi (*da wo* 大我) expriment la tension entre le marginal qui rejette conventions, valeurs confucéennes et progrès technologiques et le collectif, la communauté, voire la société tout entière – la frontière entre le Petit moi et le Grand moi étant toujours mouvante. De même, au-delà des clivages ethniques et subethniques, c'est à travers la figure de l'*insider/outsider* que Wuhe sonde la psychologie d'une population sans cesse confrontée au phénomène migratoire.

Engagée par le président Lee Teng-hui à partir de 1991, la démocratisation s'est inscrite dans le cadre de la Constitution adoptée sur le continent en 1947. Une refonte complète du compromis constitutionnel étant inenvisageable du fait non seulement de l'opposition de la vieille garde nationaliste, mais aussi et surtout de celle des dirigeants chinois – résolus à recourir à la force face à toute initiative susceptible de sceller la partition de la Chine –, la Constitution a été amendée par toute une série d'articles additionnels (*zengxiu tiaowen* 增修條文). Ce réaménagement institutionnel s'est prolongé dans de multiples domaines – dont la suspension de l'institution provinciale,

²⁷ Françoise MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique sur l'île de Taiwan, à la reconduction des modes d'accommodement à la sujétion impériale », in Richard BANEGAS, Jean-François BAYART *et al.*, *Legs colonial et gouvernance contemporaine*, vol. 2, Paris, FASOPO, 2006 (disponible en version électronique sur le site <http://www.fasopo.org/>), pp. 91-99.

²⁸ Le Bail, *Colonisation japonaise et identité taiwanaise...*, mémoire cité, p. 13.

²⁹ Voir Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI, *Kafka. Pour une littérature mineure*, Paris, Minuit, 1975, plus particulièrement le chapitre 3, « La littérature mineure », pp. 29-50.

pratiquement redondante avec le territoire contrôlé par Taipei –, tandis que l'arsenal répressif mis en place par les nationalistes lors de leur retrait sur l'île a été démantelé. Ainsi, dès la seconde moitié des années 1990, le système politique taiwanais s'est caractérisé par le multipartisme, des institutions représentatives, des élections libres et régulières, un Etat de droit et un régime protecteur des libertés publiques. Et la levée de tous les interdits dans le domaine culturel a conduit, entre autres, à une réécriture des manuels libérant l'enseignement de l'histoire de toute doxa nationaliste et à l'allocation de budgets substantiels aux recherches sur Taiwan (*Taiwan yanjiu* 台灣研究).

Mais, comme l'explique Damien Morier-Genoud, ce n'est pas seulement à la faveur de la réforme des programmes scolaires que les études historiques se sont développées après la levée de la loi martiale. L'entrepreneuriat représentant la principale voie d'ascension sociale pour la majorité insulaire de la population avant la démocratisation du régime, nombre de patrons vont activement financer des structures privées – maisons d'édition, fondations – comme des activités scientifiques variées – conférences, séminaires, universités d'été –, contribuant à la production d'un savoir historique alternatif à caractère nativiste. Or, tous ces travaux ont opéré un renversement de la perspective nationaliste : ce n'est plus l'histoire de Taiwan qui s'imbrique dans l'histoire chinoise, celle de la République de Chine en particulier, mais l'exode, puis la sédentarisation de la République de Chine sur le sol insulaire qui s'insèrent dans le cadre narratif de l'histoire de Taiwan. L'espace sportif est également emblématique de ce processus de réappropriation de l'ensemble des sphères symboliques par la majorité insulaire au cours des années 1990. Ainsi, c'est au grand patronat privé que l'on doit la professionnalisation du sport national qui accompagne la démocratisation. Car si l'Etat s'est progressivement désengagé du financement du baseball amateur, ce transfert de responsabilité n'est pas uniquement lié à la libéralisation des politiques économiques, il a aussi répondu à des impératifs identitaires de taiwanisation. L'un des clubs de baseball les plus populaires sur l'île, celui de l'entreprise Brother des frères Hung, importants mécènes du milieu sportif et fortement impliqués dans la professionnalisation de ce sport, se revendique de la tradition austère du baseball japonais.

Pour autant, malgré la mise en place d'un régime représentatif de la seule population contrôlée par Taipei, la tension entre la souveraineté effective et la souveraineté juridiquement reconnue demeure. Du fait du non-règlement de la question statutaire, la démocratisation du régime au cours des années 1990 n'a pas pleinement émancipé Taiwan, et donc les questionnements identitaires, de l'hégémonie chinoise.

Sur le plan diplomatique, Taipei a, dès 1989, admis le principe de la double reconnaissance, soit, sans poser la question de l'indépendance de Taiwan, accepté de siéger au côté, et non plus à la place, de la Chine populaire. Mais chacune de ses tentatives pour revenir sur la scène internationale s'est heurtée à l'opposition de Pékin, sur le plan bilatéral comme sur le plan multilatéral. C'est donc par le biais de la définition de sa politique continentale que la question de la souveraineté de l'Etat a été abordée. Les Lignes directrices pour l'unification nationale (*guojia tongyi gangling* 國家統一綱領) approuvées le 14 mars 1991 par le Yuan exécutif ne remettent pas en cause le principe de l'unité de la Chine, le territoire chinois y étant présenté comme partagé en deux régions (*diqu* 地區) sur lesquelles chacune des parties exerce sa propre juridiction (*tongzhiquan* 統治權). Dès lors, le dixième article additionnel à la Constitution adopté le 22 avril 1991 dispose que les relations entre les peuples de la région continentale (*dalu diqu* 大陸地區) et de la région libre (*ziyou diqu* 自由地區) seront désormais régies par la loi³⁰. Mais, faute d'un consensus sur les frontières nationales, cet accommodement n'a pas libéré les forces partisans de l'emprise de la question statutaire.

Progressivement, au sein des deux principaux partis, la scission de factions radicales, unionistes d'un côté, indépendantistes de l'autre, a fractionné le spectre partisan en autant de clivages que l'option statutaire peut se décliner, de l'unification immédiate avec la Chine à la proclamation immédiate de l'indépendance de Taiwan. Nommées d'après les couleurs du KMT et du PDP, les coalitions parlementaires bleue et verte recouvrent, dans leurs options majoritaires, l'alternative *refus de renoncer à l'unification à long terme* versus *refus de renoncer à l'indépendance à long terme* – autrement dit le maintien du statu quo dans le détroit de Formose.

Face à ce clivage durable autour de la question statutaire, les autorités chinoises ont légalisé la criminalisation d'une partie de la scène partisane taiwanaise lorsque l'Assemblée nationale populaire a adopté, le 14 mars 2005, la loi contre la sécession de la nation (*fan fenlie guojia fa* 反分裂國家法) dont les articles 1^{er}, 2 et 8 visent nommément les « forces sécessionnistes "indépendantistes de Taiwan" » (« *Taidu* » *fenlie shili* 「台獨」分裂勢力), l'article 8 autorisant le recours à des moyens non pacifiques (*fei heping fangshi* 非和平方式) si la sécession de Taiwan devenait effective, mais également si les possibilités d'une réunification pacifique étaient complètement épuisées. Or, pendant les huit années de la présidence de Chen Shui-bian, l'exécutif n'a jamais disposé de majorité au Yuan législatif, tandis que la pression des entrepreneurs taiwanais

³⁰ Le 16 juillet 1992, le Yuan législatif a adopté le Statut relatif aux relations entre les peuples de la région de Taiwan et de la région continentale (*Taiwan diqu yu dalu diqu renmin guanxi tiaoli* 台灣地區與大陸地區人民關係條例) ; amendé à plusieurs reprises, il est toujours en vigueur.

en faveur d'une ouverture de la frontière sino-taiwanaise et d'une libéralisation des échanges entre les deux rives du détroit ne s'est pas relâchée. Dans ce contexte, le KMT a accepté en 2005 de négocier avec le Parti communiste chinois les conditions de cette ouverture sur la base d'un consensus, dit le « consensus de 1992 » (*jiu er gongshi* 九二共識) en référence à une entrevue à Hong Kong, cette année-là, entre des délégations chinoise et taiwanaise qui s'étaient entendues pour laisser de côté leurs différends et centrer leur dialogue sur des questions techniques. Par la suite, le KMT y a ajouté un accord de principe : « une Chine, différentes interprétations » (*yi ge Zhongguo, gezi biaoshu* 一個中國各自表述).

Sur le plan identitaire, les séquences présidentielles du PDP Chen Shui-bian de 2000 à 2008, celles du KMT Ma Ying-jeou depuis, se sont traduites par deux injonctions opposées visant à une désinisation puis à une resinisation de la République de Chine à Taiwan. Mais ces injonctions n'ont été relayées ni par le milieu académique, attaché à une pratique historique scientifique, ni par l'électorat insulaire confronté à la menace militaire de Pékin.

En raison, tout à la fois, de la non-congruence des majorités présidentielle et législative et de l'obstruction parlementaire pratiquée par les députés de la coalition bleue, de la délocalisation de l'industrie taiwanaise sur le continent, de l'absence de reconnaissance diplomatique et de la menace militaire chinoise, les huit années de présidence de Chen Shui-bian ont été marquées par un recentrage progressif des débats sur le terrain identitaire. L'article de Tanguy Lepesant revient en détail sur ce processus complexe qui ne s'est véritablement radicalisé qu'à la fin du mandat de Chen. Il révèle notamment tous les compromis que l'administration Chen a dû concéder autour des symboles nationaux, qu'il s'agisse du drapeau, de l'hymne ou de la figure tutélaire de Sun Yat-sen, avant que soit lancée une entreprise de désinisation (*qu Zhongguo hua* 去中國化) qui s'est matérialisée par une politique de rectification des noms tendant à substituer la dénomination « Taiwan » à celle de « Chine » dans les intitulés de toutes les institutions et entreprises affiliées à l'Etat.

Pour autant, sur le plan académique, la nouvelle historiographie taiwanaise a obéi à un dessein plus mesuré. Sous la présidence de Chen Shui-bian, les études historiques sur Taiwan ont bénéficié de moyens matériels et humains substantiels qui ont conduit à leur institutionnalisation progressive, l'histoire de l'île étant désormais considérée comme une discipline à part entière. Mais, comme le montre Damien Morier-Genoud, ces historiens n'ont pas tenté d'éradiquer l'historiographie nationaliste pour lui substituer les fondations historiographiques d'un régime nouveau qui aurait pris la succession de la République de Chine : ils ont simplement cherché à se départir d'une vision qui les dépossédait de leur héritage et de leur vécu historiques propres.

De son côté, l'électorat insulaire s'est toujours refusé à trancher toute question relative au futur statut de Taiwan. La première consultation référendaire, organisée parallèlement à l'élection présidentielle de 2004, posait deux questions relatives à l'acquisition de nouveaux systèmes antimissiles et à l'opportunité de renouer le dialogue avec Pékin. Or, elle n'a pas soulevé de débat de fond sur ces questions entre formations politiques ; surtout, elle n'a pu être validée, faute d'une participation supérieure à 50 % de l'électorat³¹. Derechef, quatre ans plus tard, le jour de l'élection présidentielle, 36 % seulement de l'électorat acceptait de répondre aux deux référendums organisés par le KMT et le PDP sur l'appellation à privilégier pour requérir la réadmission de Taipei aux Nations unies.

Depuis le retour au pouvoir exécutif du KMT avec l'élection de Ma Ying-jeou à la présidence de la République en 2008, non seulement il a été mis un terme à l'entreprise de désinisation, mais, comme le montre Tanguy Lepesant, le Parti promeut un nationalisme panchinois – les populations des deux rives du détroit font partie de la même nation, elle-même conçue en termes essentialistes –, tout en présumant du pouvoir d'exemplarité des institutions démocratiques taiwanaises sur le régime de Pékin à travers la multiplication des échanges entre les deux rives.

Ce processus s'inscrit dans le contexte de la politique volontariste de libéralisation des relations sino-taiwanaises menée par l'administration Ma, qui s'est traduite, entre autres, par la signature de dix-neuf accords avec la Chine entre juin 2008 et juin 2013³². Certes, les négociations ont été placées sous le principe d'une éviction du politique : toute discussion sur le conflit de souveraineté a été écartée, les accords ne portant que sur des questions considérées comme techniques. Pour autant, cette libéralisation n'a pas été sans conséquence sur l'Etat de droit et les libertés publiques à Taiwan. Ainsi, les pratiques d'autocensure se multiplient dans la presse proche du KMT lorsqu'il s'agit de relater des activités dissidentes en Chine, pratiques qui ne pourront que se développer à la faveur de l'afflux de capitaux chinois dans l'économie insulaire. De même, la venue sur l'île de négociateurs chinois s'est accompagnée de restrictions au droit de manifester comme au déploiement du drapeau national, ce qui conduit les indépendantistes, inquiets d'une remise en cause radicale de la souveraineté de l'Etat, à se le réapproprier. Surtout, l'hypothèse d'une démocratisation de la Chine par la propagation des valeurs défendues à Taiwan omet que tout changement politique est contingent et historiquement situé : la démocratisation taiwanaise est

³¹ Un référendum ne peut être validé si la participation de l'électorat est inférieure à 50 % : en 2004, elle était de 45,17 % pour la première question et de 45,12 % pour la seconde. Mais, parmi les bulletins valides, les deux questions ont respectivement reçu 95,17 % et 92,23 % de réponses positives.

³² Ces accords portent, notamment, sur la mise en place de vols directs entre les deux rives du détroit, l'institution d'une coopération dans les domaines sanitaire, nucléaire ou judiciaire, tandis qu'un accord-cadre de coopération économique signé le 29 juin 2010 prévoit la réduction progressive des droits de douane et l'ouverture du secteur des services.

ancrée dans le legs nationaliste, alors que les mutations du régime communiste se nourrissent d'une toute autre historicité³³.

De fait, toutes les enquêtes sur le positionnement identitaire des Taiwanais – en particulier celles menées par Tanguy Lepesant auprès de la génération post-réformes qui a accédé à la citoyenneté dans les années 2000 – révèlent que l'identification à Taiwan en tant qu'Etat-nation ne cesse de progresser. Sur un tout autre registre, Jérôme Soldani montre que les imaginaires du baseball à Taiwan ne sauraient se résumer à la dichotomie du clivage partisan bleu/vert. Toutes les sensibilités politiques demeurent attachées aux symboles de la République de Chine, les indépendantistes se ralliant à la même bannière que leurs adversaires politiques lors des compétitions sportives internationales.

Comme beaucoup d'autres, la trajectoire taiwanaise atteste que la fabrique d'un sentiment national d'appartenance est un travail heurté, ambivalent et inachevé qui opère à l'articulation des injonctions du pouvoir central et des dynamiques sociales, par sélection et réinterprétation d'événements passés et de marqueurs culturels. Le cas du baseball est, là aussi, éclairant : un gouvernement peut instrumentaliser une pratique pour encadrer la société, mais le sport en tant que prérogative de l'Etat devient aussitôt, par le recours à des représentations concurrentes, un lieu de contestation de cette hégémonie. Pourtant, faute d'un consensus sur les frontières à venir de l'Etat, ce sentiment d'allégeance entretient un rapport protéiforme à la nation, *a fortiori* au nationalisme. En matière de patriotisme, il ressort des enquêtes de Tanguy Lepesant que les enfants de la démocratisation et de la réhabilitation des cultures locales assument mieux que leurs aînés leur identité taiwanaise, mais que l'individualisme qui a nourri leur génération limite leur allégeance à la nation en cas de conflit armé avec la Chine.

En définitive, la tension née de la mise en place d'un régime représentatif de la seule population insulaire sans résolution du conflit de souveraineté illustre *a contrario* l'analyse faite par Benedict Anderson de la convergence de deux processus ayant récemment conduit à lier par un simple trait d'union l'Etat et la nation pour former l'Etat-nation. Pour Anderson, ce signe typographique met en rapport deux entités porteuses d'histoires, d'éléments constitutifs et d'« intérêts » distincts³⁴ : d'une part la nation, en tant que communauté imaginée, mais non moins imaginaire³⁵, dont la légitimité et le droit à l'autodétermination sont devenus des normes partagées et dont l'autonomie est garantie par un Etat qui lui est propre ; et d'autre part l'Etat, dont l'existence ne peut à elle seule justifier ce qui est exigé de la communauté en termes de travail, de temps, de

³³ Voir Mengin, *Fragments d'une guerre inachevée...*, *op. cit.*, pp. 265-283 et 460-462.

³⁴ Benedict R. O'G. ANDERSON, *Language and Power : Exploring Political Cultures in Indonesia*, Ithaca, Londres, Cornell University Press, 1990, p. 94.

³⁵ Anderson, *L'Imaginaire national...*, *op. cit.*, plus spécifiquement pp. 44-47.

richesse, et dont la légitimation repose sur la nation, l'Etat-nation étant dès lors un « curieux amalgame de fictions légitimes et d'illégitimités concrètes »³⁶. Dans le cas de la République de Chine à Taiwan, la légitimité de l'Etat a d'abord procédé d'un redoublement du processus d'invention de la nation : une nation fictive détachée de toute société repérable dans la réalité. Mais cette légitimité est bien, aujourd'hui, fondée sur des institutions réellement représentatives de la société qu'elles contrôlent. Or, si la démocratisation s'est doublée de l'invention d'un nouvel Etat-nation, celui-ci n'a pu s'affirmer comme tel sur la scène internationale. L'Etat-nation taiwanais est bien davantage, du moins lorsqu'il est saisi dans sa dimension statutaire, un amalgame de fictions illégitimes et de légitimités concrètes.

³⁶ Anderson, *Language and Power ...*, *op. cit.*, p. 95.



n° 36, novembre 2014

Philippe Chevalérias

Université Charles de Gaulle-Lille 3

**When Taiwan's Fate Changed Dramatically in the 1940s:
The Price of War, the Nationalists' Game, and the Vagaries of International Politics**

In the course of its history, Taiwan's destiny has often been linked to the policies carried out by the leading global powers, Asian or Western – that were eager to protect their political and economic interests in the region.¹ This was particularly the case between the late 1930s and the early 1950s, when, within the space of only a few years, Japan, China and the USA all, in varying degrees, made their influence felt on Taiwan. As a Japanese colony, Formosa was first forcibly involved in the war against China (1937) and, subsequently, against the United States (1941). In 1945, as a former Chinese province, the island was handed over by the Allies to the Republic of China (ROC), and its relations with Japan were temporarily interrupted. Later still, whereas the conflict between

¹ During the 17th century, Formosa opened itself to the world mainly through the impetus given by the Dutch, who colonized Formosa from 1624 to 1662 (the Spanish who landed on Taiwan in 1626 controlled the North of the island until the Dutch expelled them in 1642). They developed agriculture on the island and made it the core of their international trade. Whether as an exporter of local products, such as cane sugar or camphor, or as a point of transit for foreign goods, Formosa developed economic relations with Japan, China, Southeast Asia and even Europe. The takeover of Taiwan by the Zheng family in 1662, and subsequently by the Qing dynasty in 1683 (the Ming dynasty's loyalist Zheng Chenggong (鄭成功) – also called Koxinga – expelled the Dutch from Taiwan in 1662, his son Zheng Jing (鄭經) controlled the island until 1683, and his grandson Zheng Keshuang (鄭克塽) recognized the Qing dynasty the same year) saw these multilateral economic exchanges steadily contract as the island became closer to Mainland China. From the early 18th to the mid 19th century, trade across the Strait flourished either officially through the ports of Luerhmen (*Lu'ermen* 鹿耳門), Lukang (*Lugang* 鹿港), Palipen (*Baliben* 八里坌), Wushih (*Wushi* 烏石) or unofficially through a throng of other small ports along Formosa's Western coast. Following the signing of the Treaty of Tianjin (June 1858), English merchants extended the island's external trade as far as North America (Los Angeles, New York, Boston) for tea, Australia, New Zealand and Japan for sugar, Germany, England and India for camphor. Cf. LIN, Manhong, *Si bai nian lai de liang'an fenhe – Yi ge jingmao shi de huigu (400 Years of Exchanges Between Taiwan and Mainland China – An Historical Overview of the Trade Across the Taiwan Strait)*, Taipei, Zili wanbao wenhua, Taiwan lishi da xi, 1994, pp. 10-32.

the Chinese Communists and the Nationalists isolated Taiwan from the Mainland (1949), the Korean War drove it to the American side as well as its former colonizer, Japan (from 1950 onwards).

Throughout the 1940s, Taiwan was in some ways a hostage of others' ambitions. Japan's ambition to expand southwards had brought war to Formosa. After 1945, led by their own ambition to capture power, the Nationalists siphoned off the island's resources to the sole benefit of the Chinese Mainland. The Formosans could do little about this except grin and bear it, for what they expected to be a long period of domination. In the event, however, the vagaries of international politics reshuffled all the cards. Chiang Kai-shek's (*Jiang Jieshi* 蔣介石) defeat on the Mainland, soon afterwards followed by the Korean War, led to a marriage of convenience between the Nationalists, the United States and Japan that would eventually benefit Taiwan, at least in economic terms. Although the Nationalist government's ambition remained unchanged, its behavior changed completely. Acknowledging that he was likely to be confined in Formosa for some time, Chiang Kai-shek began to carry out a policy designed to strengthen Taiwan's economy. The Americans for their part were extremely worried about the expansion of communism in Asia, and their main ambition – even obsession – was to contain it at any price. This led the United States not only to draw closer to the Nationalists who had taken refuge in Formosa, but also to provide them with substantial military and economic aid. As for the Japanese government, it was highly dependent on the US for the preservation of its security, while Japan's economy remained very weak. There was a clear political and economic logic in joining the safety zone Washington was building up in East Asia.

The purpose of this article is to review these years of transition, during which the Island of Formosa gave up its status as a Japanese colony – and even in some ways as a Chinese province – to follow its own path within the constraints imposed by the interaction of political and economic forces at the time. We seek to address the following questions: To what extent was Taiwan affected by WW2? What part did political factors play in the economic crisis that hit the island in the immediate aftermath of this war? How did political and economic factors influence the position in the region taken by the US, as well as that of the Nationalists? What was the effect on Formosa's economic recovery?

The first part of this article will assess the scale and impact of the political and economic watersheds experienced by Taiwan during the 1940s: i.e., the war (physical damage, human losses), the economic slump (declining domestic production, surging prices) and the “228 Incident” (tension

between “Mainlanders”² and “native Taiwanese”³ who were victims of political repression). It will not only analyze the impact of goods and capital (public and/or private) flows across the Taiwan Strait, but will also assess the extent to which the Nationalist government exacerbated the situation.

The second part will examine the influence of the split between the Chinese Communist Party and the Nationalist Party (Kuomintang or KMT) across the Strait on the American government’s policy towards Taiwan on the one hand, and the Nationalist government’s policy towards Japan on the other hand. It will highlight the dilemmas faced by these governments when they had to arbitrate between political and geo-strategic/economic interests. It will also underline other conflicts of interests, such as those between Chinese and foreign merchants, or Central and Provincial governments.

Finally, there are some concluding remarks which examine the significance of this period in terms of the island’s postwar economic and political developments.

Trapped in the War

At the end of the 19th century, Taiwan became a Japanese colony through the Treaty of Shimonoseki (April 1895). While gradually becoming the island’s main trading partner, the new colonizer also made a major economic contribution by developing Formosa’s infrastructure, educating its population and modernizing its economy.⁴ However, Japan also brought war to the island as, from the 1940s onwards, the island was transformed into a military base in order to support Japan’s expansionist policy in Asia. This was the beginning of a dark decade for the Taiwanese people: not only did Japan mobilize them for war purposes, but the island was also bombed by the Allied Forces, inflicting many casualties and causing much destruction.

From September 1937 onwards, the colonial government started to requisition young men aged between twenty and thirty as “military workers” (*junfu* 軍伕).⁵ The first group (450 men) was sent to Mainland China to help Japanese soldiers transport weapons and ammunition. Subsequently, others were forced to work as laborers (construction of bridges, farming), cooks, physicians,

² “Mainlanders” (*waishengren* 外省人) refers to Chinese originally from the Mainland who migrated to Taiwan after 1945.

³ “Native Taiwanese” (*benshengren* 本省人), also called “Formosans”, refers to Chinese originally from the Mainland who migrated to Taiwan before 1945.

⁴ A description of Japan’s legacy in Taiwan can be found in LI, Xiaofeng, LIN, Chengrong, *Taiwan shi (History of Taiwan)*, Taipei, Hualu tushu, 2004, pp. 175-187 [Chapter 8, “Ribei diguo tongzhi shiqi de Taiwan” (“Taiwan Under the Rule of Imperial Japan”)].

⁵ They were later called “*junshu*” (軍屬). This term, translated as “soldier’s dependent” or “army man’s family (member)”, was used in an attempt not to instil fear among a population that had been shocked by the first roundup of “military workers” carried out by the Japanese.

interprets, etc⁶ in Japanese garrisons stationed on the Mainland, in Southeast Asia (Philippines, Malaysia, Indonesia, Burma, Singapore) and even in New Guinea. From the early 1940s onwards, so-called “volunteers” were recruited as “soldiers” (*junren* 軍人) in both the army and navy. From late 1943, Japanese authorities began to provide military training to Taiwanese males in anticipation of an American attack.⁷ On 22nd August 1944, a state of war was officially declared on the island. On 1st September 1944, the “conscription system for Taiwanese’s mobilization” (*Taimin zhengbing zhidu* 臺民徵兵制度), intended to provide for the defense of Formosa, came into force. Finally, from 9th January 1945, the colonial government began to undertake the physical examination of every mobilized conscript.⁸ Overall, of the 200,000 or so Taiwanese enrolled either as “military workers” or “soldiers” between 1937 and 1945, about thirty thousand died.⁹

The Allied Forces carried out air raids against Taiwan. The island suffered its first air attack on 25th November 1943, when aircrafts targeted the airport of Hsinchu (*Xinzhu* 新竹).¹⁰ Afterwards, the Americans bombed intensively Formosa between 12th October 1944 and 10th August 1945.¹¹ On 9th March 1945, Taiwan’s main power plant, located near Sun Moon Lake (*Ri yue tan* 日月潭), was completely destroyed.¹² On 31st May 1945, the governor-general’s office in Taipei was also destroyed.¹³ According to statistics published by the “colonial government’s police headquarters” (*zongdufu jingwuju* 總督府警務局), the final toll of these ten months of bombing was about 6,500 people reported dead or missing (92% Taiwanese, 8% Japanese) and 14,300 wounded (60% Taiwanese, 40% Japanese).¹⁴ Physical damage was also heavy. British sources reported that at the end of 1945 between 10% and 50% of housing in main cities had been destroyed.¹⁵ For its part, the colonial government indicated that bombing and/or related fires had partially or completely

⁶ There were also girls known as “comfort women” (*wei’an fu* 慰安婦) who went overseas initially to work in Japanese garrisons, but were then forced to work as prostitutes for soldiers. Statistics based on the number of passports issued by mayors in Taiwan’s main cities during 1938-41 point to at least 350 such cases, although the true number is probably far higher. Cf. ZHU, Delan, *Taiwan wei’an fu (Taiwan’s “Comfort Women”)*, Taipei, Wunan tushu, 2009, pp. 19-20 and 317-326.

⁷ Cf. ZHENG, Liling, *Taiwan ren Riben bing de zhanzheng jingyan (The War Experience of Taiwanese as Japanese Soldiers)*, Taipei, Xianli wenhua zhongxin, 1995, pp. 1-7.

⁸ Cf. YANG, Bichuan, *Taiwan lishi nianbiao (A Chronology of Taiwan’s History)*, Taipei, Zili wanbao, 1988, p. 176 and 178.

⁹ This relatively low rate of deaths can probably be explained by the fact that the great majority of “recruits” were “military workers” and not “soldiers”. Cf. Zheng, *Taiwan ren Riben bing de zhanzheng jingyan, op. cit.*, p. 1.

¹⁰ Cf. YE, Rongzhong, *Ri ju xia Taiwan da shi nianbiao (A Chronology of Major Events in Colonial Taiwan)*, 1895-1945, Taichung, Chengxing, Taiwan lishi guan, 17, 2000, p. 374.

¹¹ Cf. QI, Jialin, *Taiwan shi (A History of Taiwan)*, Taipei, Haixia xueshu, 2008, p. 432.

¹² Cf. Ye, *Ri ju xia Taiwan da shi nianbiao, op. cit.*, p. 384.

¹³ Cf. Yuanliu, *Taiwan shi xiao shidian (Concise Chronological Dictionary of Taiwan History)*, Taipei, Yuanliu, Renshi Taiwan shidian xilie, 2002, p. 159.

¹⁴ Cf. Qi, *Taiwan shi, op. cit.*, pp. 432-434.

¹⁵ 10% in Taichung (Taizhong 臺中), 20% in Taipei (Taibei 臺北), 40% in Hsinchu, Tainan (臺南), Kaohsiung (Gaoxiong 高雄), 50% in Keelung (Jilong 基隆). Cf. Report written by the British Consul in post in Fuzhou following a tour of Formosa between 24th October and 14th November, 1945, in Robert L. JARMAN (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, Slough, UK, Archive Editions, 1997, p. 127.

destroyed around 46,300 houses and left some 277,400 people homeless. As for the railway network, 1,400 engines / (freight) cars were destroyed (48% of the engines and 20% of the (freight) cars), as well as 1,500 buildings (stations, hangars, etc.) located along the railways. Nor were production facilities spared, as with 200 or more factories demolished by war damage.¹⁶

Economic Recession

The end of the Pacific War signaled Taiwan's return to China's political and economic sphere.¹⁷ However, far from bringing relief to the Formosans, the return of the island to Chinese rule led to new hardship. The heavy damage inflicted on the island's infrastructure during the war had already caused a sharp fall in production levels: by 52.3% in the agricultural sector, and by 63% in the industrial sector (1937-45).¹⁸ In terms of some key products, the output decline was even more dramatic: in 1945, rice production was just 41.7% (0.58 million MT (Metric Tons)) of its pre-war peak (1.39 million MT in 1938); for cane the corresponding figure was 32.4% (4.16 million MT, compared with 12.84 million MT in 1939); and for refined sugar it was a mere 23.2% (0.33 million MT, compared with 1.42 million MT in 1939).¹⁹

¹⁶ Cf. Qi, *Taiwan shi*, *op. cit.*, pp. 432-434.

¹⁷ It had been agreed as early as December 1943 at the Cairo Conference by Franklin D. Roosevelt, Winston Churchill and Chiang Kai-shek, later accepted by Stalin, and officially confirmed at the Potsdam Conference in July 1945, that at the end of the war all former "Chinese" territories considered as having been occupied by Japanese – including Taiwan – would be returned to China, meaning the Republic of China founded by Sun Yat-sen (*Sun Yixian* 孫逸仙) on 1st January 1912.

¹⁸ In value terms. Cf. WU, Ruoyu, *Zhan hou Taiwan gongying shiye zhi zheng jing fenxi (Political and Economic Analysis of Taiwan's Postwar Public Enterprises)*, Taipei, Yeqi, Zhang Yongfa jijinhui, Guojia zhengce yanjiu zhongxin, 1992, p. 56. The agricultural sector suffered from a lack of fertilizers (phosphorus fertilizers: 400 MT in 1945 versus 24,768 MT in 1937; nitrogenous fertilizers: "nil" in 1945 versus 12,778 MT in 1942) [a], and from the reduction of cultivated land turned over to military use (cultivated land area: 816,017 hectares in 1945 compared with 860,439 hectares in 1940) [b]. The industrial sector for its part suffered a sharp fall in the production of electric power following the destruction of the Sun Moon Lake power plant (electric power: 0.36 billion KWH in 1945; 1.17 billion KWH in 1943) [c]. Sources: [a] Cf. (1945) Chinese American Joint Commission on Rural Reconstruction, "Taiwan Agricultural Statistics, 1901-1965", *Economic Digest Series*, 18, December 1966, p. 257; "(1937, 1942) Taiwan sheng xingzheng zhangguan gongshu tongjishi", *Taiwan sheng tongji yaolan*, 1, October 1946, p. 89; [b] Cf. Chinese American Joint Commission on Rural Reconstruction, "Taiwan Agricultural Statistics, 1901-1965", art. cited, p. 11; [c] Cf. "Taiwan sheng xingzheng zhangguan gongshu tongjishi", *Taiwan sheng tongji yaolan*, 1, October 1946, p. 89.

¹⁹ Cf. (1945) Chinese American Joint Commission on Rural Reconstruction, "Taiwan Agricultural Statistics, 1901-1965", art. cited, p. 23 and p. 47.

From late 1945, not only did domestic production only slowly begin to recover²⁰, but prices on the island also began to soar²¹: by 21.6% per month on average between January and May 1946.²² Although the creation, on 22nd May, 1946, by the Nationalist authorities of a new currency called “taibi” (臺幣) or “Taiwan dollar” (T.W.\$)²³ slowed down the inflation rate for a few months (+ 2.6% per month on average between May and September 1946), the upward trend was resumed in the last quarter of the year (rising by 7.4% per month on average between September and December 1946), and accelerating during the following years: (average monthly rate) by 19.3% between January and December 1947; 26.8% between January and December 1948; and by 52.6% between January and June 1949.²⁴

At a first glance, this runaway inflation can be explained by conventional factors. Firstly, with overall production already below those of pre-war levels, massive immigration from Mainland China led to excess demand in domestic markets, generating demand-pull inflation. After the return of the island to the ROC, Formosa’s population increased by about one quarter in just a few years: by 23% between June 1946 (6,013,719) and December 1949 (7,398,200), according to official statistics²⁵; and by 28.4% if we include the military troops stationed in Formosa (324,150 in 1949)²⁶, taking the total population to 7,722,350 inhabitants.²⁷ Secondly, the exponential growth of the money supply in Formosa during the 1940s induced a depreciation of the Taiwanese currency,

²⁰ In early 1946, the British Consul in Fuzhou underlined the slow pace of reconstruction works: “No effort appeared yet to have been made by the government to proceed with the repair or cleaning up of bombed areas. (...) No repairs have been made on bombed factories and, in consequence the steady deterioration of plant owing to action of wind and weather continues”. Cf. British Report (16th February-4th March, 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 226. In 1949, if a few products, i.e. fertilizers, had already recovered their pre-war production levels (31,830 MT for phosphorus fertilizers and 14,010 MT for nitrogenous fertilizers) [a], most of them had still to do so: 72.6% (0.85 billion KWH) of pre-war record for electric power [b]; 87.1% (1.21 million MT) for rice; 48.2% (6.19 million MT) for cane; 45.8% (0.65 million MT) for sugar [c]. Source: [a] Cf. Chinese American Joint Commission on Rural Reconstruction, “Taiwan Agricultural Statistics, 1901-1965”, art. cited, p. 257; [b] Cf. *Industry of Free China IV* (6), December 1955, p. 56; [c] Cf. Chinese American Joint Commission on Rural Reconstruction, “Taiwan Agricultural Statistics, 1901-1965”, art. cited, p. 23 and p. 47.

²¹ Actually, the price of foodstuffs started to increase from August 1945 onwards as the price-control legislation put in force by the Japanese was breaking down. Cf. British Report (24th October-14th November, 1945), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 126.

²² Calculated by the author from the monthly wholesale price index in Taipei reported in YUAN, Yingsheng, *Guangfu qianhou de Taiwan jingji (Taiwan’s Economy Before and After the “Retrossion”)*, Taipei, Lianjing, Zhonghua minguo jingji fazhan cellie congshu, 1998, p. 191.

²³ The purpose was to prevent inflation to spread from the Mainland to Taiwan. During the war, prices had already soared in Mainland China where the currency in use since 4th November 1935 was the “fabi” (法幣). Cf. CHANG, Kia-Ngau, *The Inflationary Spiral – The Experience in China, 1939-1950*, London, Chapman and Hall, The Massachusetts Institute of Technology, 1958, pp. 34-58.

²⁴ Calculated by the author from the monthly wholesale price index in Taipei reported in Yuan, *Guangfu qianhou de Taiwan jingji*, *op. cit.*, p. 191. Finally, the “T.W.\$” was replaced by the “New Taiwan Dollar” (NT\$) – “xin taibi” (新臺幣) – in June 1949 (NT\$1 = T.W.\$40,000).

²⁵ + 83,398 in 1946, + 400,617 in 1947, + 309,867 in 1948, + 590,599 in 1949. Cf. “Taiwan sheng xingzheng zhangguan gongshu tongjishi”, *Taiwan sheng tongji yaolan*, 9, 1949, p. 8.

²⁶ Cf. WU, Congmin, *1945-1949 nian guomin zhengfu dui Taiwan de jingji zhengce (National Government’s Economic Policy in Taiwan between 1945 and 1949)*, Taipei, Xingzhengyuan guojia kexue weiyuanhui, Zhuanti yanjiu jihua chengguo baogao, Taida jingji xi, 12th June, 1997, p. 26.

²⁷ Note that 284,220 Japanese left Taiwan between February and August 1946. Cf. “Taiwan sheng xingzheng zhangguan gongshu tongjishi”, *Taiwan sheng tongji yaolan*, 1, October 1946, p. 39.

generating a rise in prices (monetary inflation). Taiwan suffered a serious lack of capital. Japanese capital had disappeared, Western capital had not yet arrived, and Chinese capital was insufficient to meet Taiwan's needs. In order to "kick-start" the island's economy, as well as to finance its war against the Chinese Communists, the Nationalist government – now in control of virtually all Taiwan's production facilities – could not help but to turn to the Bank of Taiwan (*Taiwan yinhang* 臺灣銀行) for credit. As a result, the Bank issued excessive amounts of money. Huge inflows of capital further exacerbated the growth of the money supply. As the Civil War intensified in Mainland China, private capital began to pour into Formosa, where conditions seemed safer and more stable than in the Mainland. When the Nationalists faced obvious defeat, public capital was too remitted from the Mainland to Taiwan to prevent it from falling into the hands of the Communists.²⁸

However, these conventional explanations do not capture the entire story. In particular, they omit the fact that mishandling of the situation, or even trafficking, by the Nationalist government made inflationary pressures even more severe. Firstly, the politically-motivated decision to keep a fixed exchange rate between the "taibi" in Taiwan and the "fabi" on the Mainland²⁹ offset, if not nullified, the positive effects of the creation of an "independent" currency in Taiwan, and thereby encouraged the diffusion of inflation through imports of goods from the Mainland.³⁰ On the one hand, since the island was now part of China, it was hard for Chiang Kai-shek to accept a floating rate of exchange between the Taiwanese currency and the "fabi". On the other hand, since the Mainland imported a lot of products from Taiwan, the Nationalist Party sought to control prices on the island. Secondly, the shortage of rice that fuelled price inflation³¹ was due less to insufficient local production than to bad management of the stocks and smuggling activities. At this point in time, average per capita rice consumption in Formosa was 250 lbs (113.5 kg) per year. Based on this estimate, only 0.88 million MT of rice a year should have been required to feed the entire population of Taiwan (7,722,350 in 1949) – i.e., less than the island's total rice production (1.21 million MT in 1949).³² In fact, the Nationalist government appropriated large quantities of rice produced locally, whether by taking control of stocks³³ or by compelling farmers to sell all or part of their output to

²⁸ The inflation process is well described in PAN, Zhiqi, *Guangfu chuqi Taiwan tonghuo pengzhang de fenxi (Analysis of the Inflationary Phenomenon in Taiwan during the Early "Retrosession" Period)*, Taipei, Lianjing, 1980, pp. 43-78.

²⁹ This policy of fixed exchange rates prevailed until 15th January 1948.

³⁰ Raw materials and other necessities that had previously been imported from Japan were henceforth shipped from the Mainland.

³¹ For instance, the price of rice increased from T.W.\$5,200 to T.W.\$9,700 a "picul" (*dan* 擔 = 60.5 kg) between January and June 1948. Cf. British Report entitled "Summary of Events in Formosa during the First Six Months of 1948" (24th July, 1948), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 323.

³² Calculated by the author on the basis of the home consumption estimate reported in the British Report entitled "A Survey of Present Conditions in Formosa" (12th January-5th February, 1946) taken from Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 170.

³³ This was done through the "Taiwan Province Provisional Regulation for the Management of Foodstuffs" (*Taiwan sheng guanli liangshi linshi banfa* 臺灣省管理糧食臨時辦法) implemented from 31st October 1945 to 11th January 1946. Cf. Wu, *1945-1949 nian guomin zhengfu dui Taiwan de jingji zhengce*, *op. cit.*, pp. 10-12.

them at a very low price.³⁴ Most of this rice was either exported to the military for use in Northern China and Manchuria or smuggled (trade exports of rice was officially prohibited) to the Mainland where prices were much higher offering substantial profits to the authorities.³⁵ Some rice was also smuggled by unscrupulous merchants who bought it from farmers resentful of the controlled price fixed by the government.³⁶ Thirdly, the lack of foreign exchange that led to wide-scale resort to credit is largely explained by the fact that the Central government was operating serious drain on the island's export's resources. Take, for example the Taiwan Sugar Company (TSC) (*Taiwan tangye gongsi* 臺灣糖業公司), a public enterprise based on the merger of private sugar firms operating in Taiwan in the early 1940s, which saw its revenues melt away after the handover. Although it had the control of all the sugar produced on the island, the TSC was compelled to give up its sugar stocks without compensation (in March 1946, the Nationalist government requisitioned the stocks dating from the colonial period as well as output from 1945-46)³⁷, or to sell them in Shanghai at a price far below the world market price. Moreover, in the latter case, the Shanghai office of the Bank of Taiwan did not even secure the proceeds of the sales, since the Central government instead negotiated a new loan with the island's Bank of Taiwan.³⁸ Thus, the TSC, which had to advance the production costs (seeds, fertilizers, etc.) to farmers for the growing of cane, had no alternative but to borrow these funds from the Bank of Taiwan.

From Disillusion to Anger

According to British representatives in Taiwan, the Formosans were initially happy to see the departure of the Japanese and the arrival of the Chinese:

“The Formosan appeared to have (...) no regret for the Japanese regime. Wherever I went I heard voluble complaints of Japanese discrimination against Formosan and unwarrantable interference in their way of life” (British Report, 24th October-14th November, 1945).³⁹

³⁴ The government also obtained rice by swapping it for fertilizers or by collecting land taxes in the form of rice. Cf. Wu, *Zhan hou Taiwan gongying shiye zhi zheng jing fenxi*, *op. cit.*, pp. 68-70.

³⁵ Cf. British Report entitled “Formosan News Summary for January and February 1948” (10th March, 1948), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 309.

³⁶ Cf. British Report (16th February-4th March, 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 227.

³⁷ Cf. WU, Congmin, “Taiwan changqi zong chanchu zhi biandong yu jingji jiegou bianqian” (“Taiwan’s Long-Term Global Output Fluctuations and Economic Structure Evolution”), in Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, *Taiwan jindai shi – jingji bian* (*Taiwan’s Modern History – Economy*), Nantou, Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1995, pp. 621-623.

³⁸ Cf. British Report about the situation in Formosa after fifteen months of Chinese control, 12th February, 1947, in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 235.

³⁹ Cf. Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 125.

“[The Taiwanese]’ enthusiasm for China at the conclusion of the Pacific War was strong and sincere (...)” (British Report, 12th February, 1947).⁴⁰

However, it did not take long before they changed their minds. The rapid deterioration of living standards caused by the economic slump brought great disillusion. Corrupt practices and political discrimination turned disillusion into discontent. A police blunder transformed discontent into anger.

The decline in the standard of living mainly reflects the sharp rise in the prices of most staple foodstuffs, which was underway as early as late 1945 (+ 4.45% per month for groundnut oil, + 8.97% for pork, + 44.34% for vegetables, + 51.47% for rice between November 1945 and January 1946)⁴¹ and continued into early 1946 (+ 2.60% per month for pork, + 17.70% for groundnut oil, + 22.47% for vegetables, + 26.50% for eggs, + 71.98% for rice between January and March 1946).⁴² Such price rises were a new experience for the Formosans (the Japanese had enacted price-control legislation that kept prices stable),⁴³ and they felt that the Chinese authorities, either through mishandling or trafficking, were responsible for it. Worse, the new masters who took over most production facilities on the island rapidly appeared in Formosans’ eyes to be not only incompetent, but also corrupt. This was underlined by both British and American representatives on the ground:

“There is little doubt that the majority of Formosans disliked Japanese rule (...), [but] since the [Chinese] civil administration began to ‘function’ however, there have been grave disappointment, and the inability of the Chinese to deal with the situation and the many corrupt practices which have appeared have not gone un-noticed” (British Lieutenant Commander Max Berman, 1946).⁴⁴

“The people anticipated sincerely and enthusiastically deliverance from the Japanese yoke. However, Chen Yi and his henchmen ruthlessly, corruptly and avariciously imposed their regime upon a happy and amenable population” (American General Wedemeyer, 1947).⁴⁵

⁴⁰ Cf. *ibid.*, p. 238.

⁴¹ Groundnut oil: from ¥176 to ¥192 (per 4 kg); pork: from ¥320 to ¥380 (per 5 kg); vegetables: from ¥144 to ¥300 (per 60 kg); rice: from ¥350 to ¥803 (per 75 kg). Eggs were an exception as their prices decreased from ¥375 to ¥300 (per 150 pcs) during the same period. Cf. British Report (16th February-4th March, 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 227.

⁴² Pork: from ¥380 to ¥400; groundnut oil: from ¥192 to ¥266; vegetables: from ¥300 to ¥450; eggs: from ¥300 to ¥480; rice: from ¥803 to ¥2375. Cf. *ibid.*

⁴³ Cf. British Report (24th October-14th November, 1945), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 126.

⁴⁴ Cf. British Report entitled “A Survey of Present Conditions in Formosa” (12th January-5th February, 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 218.

⁴⁵ Report by General Wedemeyer to the Secretary of State following a mission to China, August 17, 1947. Cf. Lyman P. VAN SLYKE, *The China White Paper – August 1949*, Stanford, Stanford University Press, 1967, p. 309. This “paper” was originally issued as *United States Relations with China (with Special Reference to the Period 1945-1949)* by the American Department of State.

The Formosans were also deprived of their political rights. Firstly, the Mainlanders, behaving more like conquerors than liberators, excluded native Taiwanese from positions of administrative responsibility. The background of personnel in the nine departments of the Governor's office in July 1946 bears this out: out of 1,275 total employees, two-thirds (850) were Mainlanders, and one third (425) were native Taiwanese. The imbalance was even more striking for the most senior positions: the posts of governor (1), secretary-general (1) and commissioners (8) were all held by Mainland Chinese; out of 355 vice-commissioner and technical expert positions, 93% (330) were held by Mainlanders. Only at the lowest levels in the hierarchy was there greater parity: out of 910 posts of clerks, 44% (400) were held by Formosans.⁴⁶ Secondly, the Chinese authorities decided not to enact in full the new constitution of the Republic of China (promulgated in January 1947) in Formosa. For example, they permitted the election by popular vote of the heads of the villages and small towns in December 1947, but postponed the election of the mayors and county heads until 1948 – and that of higher officials until 1949.⁴⁷

While anger against the Mainlanders was growing amongst the Formosans, a police blunder precipitated a major incident that was to have lasting implications. On 27th February 1947, a local resident was killed following the arrest by the police of a woman trafficking in the street in Taipei.⁴⁸ The following day, around two thousand people protested outside the Governor's office, demanding that disciplinary action be taken against the policeman responsible for the shooting. Guards opened fire on the crowd, killing several people.⁴⁹ From 1st March onwards, strikes and riots broke out in Taipei and all over the island, as Formosans hunted down Mainland Chinese in the streets. The situation became so critical that on 4th March the Governor, Chen Yi (陳儀), asked Chiang Kai-shek to dispatch troops from the Mainland. On the morning of 8th March, more than 8,000 soldiers sailed from Shanghai for Formosa.⁵⁰ The same day in the afternoon, another ship from Fuzhou disembarked 2,000 soldiers in the port of Keelung.⁵¹ On 18th March, the entire island was under the control of the army.⁵² To the profound anger and distress of the indigenous Taiwanese population,

⁴⁶ Cf. British Report (12th February, 1947), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 234.

⁴⁷ This decision was taken at the conference on administration in Formosa, held in January 1947 under the aegis of – among others – the governor of Taiwan and the chairman of KMT's provincial headquarters. Cf. *ibid.*, p. 235.

⁴⁸ Officials of the Tobacco Monopoly Bureau and police in Taipei detained a woman selling smuggled cigarettes. When she refused to hand over her takings, one of the policemen hit her over the head with the butt of his pistol. Bystanders witnessing the scene closed in on the police, and when the police fired some shots to make their escape, a bystander was killed.

⁴⁹ A chronology of the events can be found in Guo shi guan, *Er er ba shijian cidian (Dictionary of the 228 Incident)*, Taipei, Guo shi guan, er er ba shijian jinian jijinhui, 2008, pp. 761-776.

⁵⁰ Cf. LIN, Delong, *Er er ba guanfang jimi shiliao (Official Confidential Historical Data of the 228 Incident)*, Taipei, Zili wanbao, 1992, p. 146.

⁵¹ Cf. Letter sent by the British Consulate in Tamsui to the British Ambassador in Nanking on 10th March 1947, in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 259.

⁵² About 16,000 soldiers were probably involved in the 228 incident: 3,444 soldiers already stationed on the island + 12,500 soldiers dispatched from the Mainland. Cf. ZENG, Qingguo, *Er er ba xianchang (shang) – Dang'an zhi ji (The 228 Incident on the Spot (Vol. 1) – Direct Evidence Gathered from Archives)*, Taipei, Taiwan shufang, 2008, pp. 13-29.

this rebellion was crushed by the Nationalist government with violence and bloodshed, making thousands of victims.⁵³

This rebellion known in Chinese as the “228 Incident” (*er er ba shijian* 二二八事件) left profound aftermath and had a great impact on relations between Mainlanders and native Taiwanese.⁵⁴ It was followed by a period of political repression against opponents of the Kuomintang – known as the “White Terror” (*baise kongbu* 白色恐怖) period – that was to last almost fifteen years during which two thousand people were reported to have been shot dead and eight thousand put in jail.⁵⁵ Many opponents also fled to Japan where they were given political asylum.⁵⁶

Division Across the Strait

The turn of history reversed the island’s destiny when in late 1949 the war between the Nationalists and the Communists in Mainland China divided the two countries on the two sides of the Taiwan Strait. While Mao Zedong (毛澤東) was proclaiming the People’s Republic of China on the Mainland in October, Chiang Kai-shek fled to Taiwan where in December he officially re-established the Republic of China.⁵⁷ As the Civil War between the Communists and the Nationalists intensified, it had become increasingly dangerous to travel across the Strait. The Nationalist leader had imposed martial law in May 1949, forbidding all contacts with the enemy (the Communists), with offenders facing a charge of high treason. All this delivered a serious blow to maritime transport across the Strait: many merchant ships were taken out of commission and many coastal businesses

⁵³ There is no accurate figure of the total number of dead, and published data reveal major discrepancies: from 240 (an official figure announced by the Chinese authorities in Taiwan through the channel of the garrison headquarters) to more than 100,000 (an estimate based on the number of people taken out of the island’s domiciliary registers after being classified as “whereabouts unknown” following the 1953 census of the population, most of these being considered as victims of the 228 incident). A more sensible figure may be around 20,000 victims, an estimate based on the death rate recorded in 1947, which appears to be much higher than the death rates observed in 1946, 1948, 1949 and 1950. Cf. ZENG, Qingguo, *Er er ba xianchang (xia) – Jie hou yusheng (The 228 Incident on the Spot (Vol. 2) – Surviving after the Disaster)*, Taipei, Taiwan shufang, 2008, pp. 195-206. Further analysis of the figures can be found in Xingzheng yuan yanjiu 228 shijian xiaozu, *228 shijian yanjiu baogao (Study Report on the 228 Incident)*, Taipei, Shibao wenhua, 1994, pp. 261-363.

⁵⁴ The victims had to wait almost fifty years (28th February 1995) before Lee Teng-hui, as Chairman of the Kuomintang as well as President of the Republic of China in Taiwan, officially apologized to them and unveiled a memorial dedicated to their memory. On 23rd March 1995, Taiwan’s Legislative Council (*Lifa yuan* 立法院) passed a law awarding compensation to “228 Incident”’s victims (*er er ba shijian chuli ji buchang tiaoli* 二二八事件處理及補償條例). The statutory order was published by the Presidency on 7th April, and the law came into force on 7th October. The same year, the “228 Incident” was for the first time referred to in the island’s textbooks. Cf. *Er er ba shijian cidian, op. cit.*, pp. 785-786.

⁵⁵ For details about this period, see CHEN, Zhengmao, LIN, Baozong, LIN, Shizong, *Xin bian Taiwan shi (The History of Taiwan: A Contemporary Introduction)*, Zhonghe, Xinwenjing kaifa, 2008, pp. 364-376.

⁵⁶ In the mid 1960s, there were about 2,500 Taiwanese political refugees living in Japan belonging to or at least inclined towards Taiwan independence groups. Cf. Douglas H. MENDEL, Jr., “Japan’s Taiwan Tangle”, *Asian Survey* IV (10), October 1964, pp. 1075-1076.

⁵⁷ From that time onwards, Formosa (Taiwan) was identified with the Republic of China, and Mainland China became the People’s Republic of China.

went bankrupt.⁵⁸ This was especially harmful to the island's economy since about four fifths of Taiwan's total external trade⁵⁹ was at that time with the Mainland.⁶⁰

Trade between the two sides of the Strait fell dramatically during 1949.⁶¹ It continued on a very small scale and under military control through Canton and other southern Chinese ports after the Communists took Shanghai (May 1949), and through the Chusan Islands (*Zhoushan dao* 舟山島) off the Hangzhou Bay after the fall of Canton (October 1949).⁶² But smuggling activities also have to be taken into account. Often in collusion with local authorities, Taiwanese ships went to the Mainland where they stocked up with foodstuffs and other daily consumption goods, as well as timber for construction. Chinese ships involved in illegal trade would usually set a course other than for Taiwan, but then change direction and make for the island to take on board supplies of cane sugar, coal or Western medicine.⁶³ Large quantities of produce originating from North China, especially bean cakes (*doubing* 豆餅) for feeding animals, and groundnuts for cooking oil were also imported through Hong Kong.⁶⁴ Such illegal trade went on until the early 1950s⁶⁵, when heightened cross-Strait tensions put a stop to it.

On 3rd September 1954, the Communists demanded the "liberation of Taiwan" and shelled the Quemoy (*Jinmen* 金門) archipelago.⁶⁶ This led the United States to sign a mutual defense treaty with the Nationalist government, which committed it to intervene militarily should the communist forces launch a major attack on Taiwan.⁶⁷ This treaty notwithstanding, four years later (on 23rd August 1958) the Communists resumed shelling Quemoy for a period of 44 days during which 80 Taiwanese military personnel were killed.⁶⁸ The KMT administration's response was to urge

⁵⁸ Cf. Lin, *Si bai nian lai de liang'an fenhe...*, *op. cit.*, p. 46.

⁵⁹ Such trade had been under the control of the Chinese authorities since December 1945 (when trade between the two sides of the Strait was "reorganized" through the setting up of the "Taiwan Province Trading Company" (*Taiwan sheng maoyi gongsi* 臺灣省貿易公司) that was renamed "Taiwan Province Trading Bureau" (*Taiwan sheng maoyi ju* 臺灣省貿易局)) in February 1946.

⁶⁰ Mainland China's part of Taiwan's trade was 94.1% in 1946, 90.8% in 1947 and 86.5% in 1948. Cf. *Taiwan Trade Statistics for the Last Fifty-Three Years (Taiwan maoyi wushisan nian biao) (1896-1948)*, Bureau of Accounting and Statistics, Provincial Government of Taiwan, China (*Taiwan sheng zhengfu zhujichu*) (date of edition invisible), p. 4.

⁶¹ No official statistics are available for 1949 concerning the structure of Taiwan's trade by countries, although some estimates are available in British sources (see note 105).

⁶² Cf. Formosa Economic Notes (British Report) (15th May, 1949-15th January, 1950), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 576.

⁶³ Cf. Lin, *Si bai nian lai de liang'an fenhe...*, *op. cit.*, p. 46.

⁶⁴ Cf. Formosa Economic Notes (15th May, 1949-15th January, 1950), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960*, 8 (1945-1949), *op. cit.*, p. 576.

⁶⁵ It is difficult to estimate the scale of these activities. Since trade between Taiwan and the Mainland was forbidden, no figure appears in official statistics. There is a strong presumption that part of the island's imports from Hong Kong (18.3% in 1950, 12.9% in 1952, 5% in 1954) and part of the island's exports to Hong Kong (17.1% in 1950, 7.7% in 1952, 8.1% in 1954) in fact includes trade with Mainland China. Cf. *Industry of Free China* III (6), June 1955, p. 82.

⁶⁶ The archipelago, then under the control of the Nationalists, is located less than 3 kilometers from the Mainland. Today, Taiwan's authorities exert their sovereignty over Taiwan, Penghu (澎湖), Quemoy and Matsu.

⁶⁷ Nevertheless, in order to minimize the possibility of its military becoming involved in a conflict, the U.S. government deliberately excluded Quemoy and Matsu from this treaty. Cf. LIAO, Yifan, *Tujie Taiwan shi (An Illustrated History of Taiwan)*, Taipei, Yiboshi chuban, Yice tongxiao, 2005, p. 207.

⁶⁸ Cf. *Taiwan shi xiao shidian*, *op. cit.*, p. 177.

Washington to provide the “offshore” islands, i.e. Quemoy and Matsu (*Mazu* 馬祖), with necessary supplies and military equipment.⁶⁹ Eventually, on 25th October 1958 the People’s Republic of China’s authorities adopted a new strategy, whereby the shelling of Quemoy took place every other day.⁷⁰ That put a brake on any form of trade across the Strait.

Paradoxically, the splitting of the Strait also marked a new start for Formosa. The 1940s had witnessed a dramatic deterioration in economic conditions on the island. By 1950, Taiwan’s national income (US\$730 m.) was far below that of Japan (c. \$10,233 m.), let alone that of the United States (c. \$240,632 m.)⁷¹, as was its average per capita income (US\$89.5, compared with \$123 for Japan and \$1,596.8 for the United States).⁷² Its exports also lagged far behind those of Japan and the USA (US\$72 m., compared with \$820 m. (Japan) and \$10,149 m. (United States))⁷³ and even its per capita export ratio.⁷⁴ However, new opportunities were about to emerge that would soon dramatically raise Taiwan’s international economic profile.

Washington to the Rescue

In the early 1950s, Chiang Kai-shek faced a difficult dilemma. He needed to maintain adequate military defense capabilities in case the island was invaded by Chinese communist forces.⁷⁵ He had to provide for the subsistence needs of Mainland civil servants and soldiers who had followed him to Taiwan. He needed too to begin the task of rehabilitating the island’s economy (e.g., to restore transport infrastructure and production facilities) in order to maintain economic and social stability. However, there was a desperate shortage of funds to finance such activities. At the end of 1950,

⁶⁹ Cf. Nancy BERNKOPF TUCKER, *Taiwan, Hong Kong and the United States, 1945-1992*, New York, Twayne Publishers, Twayne’s International History Series, 1994, p. 43.

⁷⁰ Cf. *Taiwan shi xiao shidian*, *op. cit.*, p. 177.

⁷¹ Taiwan, cf. *Industry of Free China* IX (6), June 1958, p. 38; Japan, United States, cf. *UN Statistical Yearbook*, 1953, New York, United Nations, p. 419.

⁷² Taiwan, cf. *Industry of Free China* IX (6), June 1958, p. 38; Japan, United States, calculated by the author by dividing the national income by population figures (83,199,637 for Japan ; 150,697,361 for the United States), cf. *UN Statistical Yearbook*, 1953, *op. cit.*, p. 24 and p. 27.

⁷³ Cf. *ibid.*, p. 371 and p. 373.

⁷⁴ US\$9.3 versus US\$9.9 for Japan and US\$67.3 for the United States. Calculated by the author by dividing the export volume by population figures (7,722,350 for Taiwan), cf. (Taiwan) notes 25, 26 and 27; (Japan, United States) note 72. Japan’s national income was originally ¥3,683,700 million. We used the exchange rate of US\$0.002778 for ¥1 to obtain the value in US\$. Taiwan’s national income and per capita income were originally respectively NT\$6,106 million and NT\$749. We used the exchange rate of US\$0.1195 for NT\$1 (an average of the selling rate of US\$0.1134 and the buying rate of US\$0.1255) to obtain the values in US\$. Cf. *Industry of Free China* III (6), June 1955, pp. 104-105.

⁷⁵ Actually, the Nationalist leader had also in mind the recapture of the Mainland.

Taipei's gold and foreign exchange reserves were a mere US\$15 million⁷⁶, insufficient to cover imports even for two months.⁷⁷

Against the background of deficient foreign exchange, American aid was providential, even if initially it was not as self-evident as it seemed.⁷⁸ Certainly, US financial support for Chiang Kai-shek was not new. In the early 1930s, for example, Washington provided assistance to the Chinese leader in his struggle against both the Japanese and the Communists. After the Japanese attack on Pearl Harbor, American support for the Generalissimo increased significantly. Even so, relations between Chiang and Washington were always tense. Although Chiang Kai-shek had his supporters in the US Congress, both President Roosevelt and President Truman seemed to have no great liking for him. Chiang refused to give President Roosevelt's military representative to the Chinese government (General Joe Stilwell) unrestricted command of all Chinese forces (1944)⁷⁹, and in a subsequent (1949) White Paper published by President Truman's Secretary of State (Dean Acheson), reference was made to the Generalissimo's military ineptitude.⁸⁰

American support to the Nationalist government was, in fact, driven by pragmatism. Above all, it sought to defend and strengthen the United States' geo-strategic interests in the region. After the failure to achieve the hoped-for reconciliation between Communists and Nationalists, Washington even considered abandoning Chiang Kai-shek and recognizing the Communist regime in Peking. But any such eventuality was overtaken by the Korean War and the subsequent Cold War, when a new priority – that of preventing the expansion of communism in Asia – came to the fore. In short, Washington had no choice but to assist the Nationalist regime as an ally in the struggle against communism.

Greater economic independence and stability for Taiwan, as well as strengthened defense capabilities were seen as necessary conditions for a successful outcome in this struggle.⁸¹

⁷⁶ Cf. Maurice SCOTT, "Foreign Trade", in Walter GALENSON (ed.), *Economic Growth and Structural Change in Taiwan – The Postwar Experience of the Republic of China*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1979, p. 314.

⁷⁷ Taiwan's total imports (1950): US\$116.5 million (NT\$974.5 million X 0.1195) [US aid imports included]. Cf. (imports) *Statistical Abstract of Taiwan Province, ROC (Taiwan sheng tongji tiyao) (1946-1967)*, Bureau of Accounting and Statistics, Taiwan Provincial Government (*Taiwan sheng zhengfu zhujichu*), October 1971, p. 432; (exchange rate) *Industry of Free China* III (6), June 1955, pp. 104-105.

⁷⁸ The following description is based mainly on Bernkopf Tucker, *Taiwan, Hong Kong and the United States, 1945-1992*, *op. cit.*, pp. 8-51.

⁷⁹ In fact, Stilwell and Chiang Kai-shek had divergent opinion on the way to wage the war against the Japanese. Cf. Barbara W. TUCHMAN, *Stilwell and the American Experience in China, 1911-1945*, New York, The MacMillan Company, 1971, pp. 483-509.

⁸⁰ The "military debacle [of the Nationalist forces] (...) can all be attributed to the worst leadership (...). The complete ineptness of high military leaders and the widespread corruption and dishonesty throughout the Armed Forces, could, in some measure, have been controlled and directed had the above authority and facilities been available" (Report by General Barr to the Department of the Army, November 16, 1948), cf. Van Slyke, *The China White Paper – August 1949*, *op. cit.*, p. 358.

⁸¹ Cf. Neil H. JACOBY, *An Evaluation of U.S. Economic Aid to Free China, 1951-1965*, Washington, Department of State, Agency for International Development, A.I.D. Discussion Paper No. 11, January 1966, p. 5.

Accordingly, the USA provided Taipei with substantial military and non-military assistance that was to contribute significantly to the island's economic growth. Firstly, between 1950 and 1970, the United States delivered commodities (mainly raw materials, but also capital and consumption goods)⁸² worth US\$1.34 billion to Taiwan. This commodity aid covered a significant share of the cost of the island's annual imports: more than 40% from 1952 to 1957 (49.8% in 1956), more than 30% from 1958 to 1961 (36.4% in 1958), and more than 20% from 1962 to 1963 (26.3% in 1962).⁸³ This aid in kind spared the Nationalist government the temptation of cutting back the island's trade deficit earlier by using floating exchange rates or reducing the volume of imports.⁸⁴

Secondly, in addition to these deliveries, the Nationalist government also received some US\$1.48 billion of economic aid from the Americans (on average, US\$82.2 m. per year between 1951 and 1968).⁸⁵ This financial support was all the more useful in helping the island's economic recovery since during the same period direct foreign and overseas Chinese investment on the island was limited, totalling US\$310.9 m., or averaging \$17.3 million per year.⁸⁶

Finally, although Washington's assistance to Taiwan was mainly motivated by wishing to defend US national security interests⁸⁷, there was also an economic agenda. As early as 1946, the United States established a Public Relations Office in Taipei which, as a British representative in Formosa noted, held out the promise of significant future benefits for US involvement with Taiwan:

“In true American fashion they have gone the ‘whole hog’, taken over an entire three storey building, fitted it out with all the necessary equipment, and provided an adequate staff of civilian experts. This organization pours out a flood of information on the U.S.A., its way of life, its industry, and its products. (...) The benefits which will accrue to the U.S.A., as a result of all this propaganda, are plain to see” (British Lieutenant Commander Max Berman, 1946).⁸⁸

⁸² Cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, Council for Economic Planning and Development, Taipei, ROC, p. 234.

⁸³ US aid imports: (1956) US\$96.5 million, (1958) US\$82.3 million, (1962) US\$80.1 million; total imports: (1956) US\$193.7 million, (1958) US\$226.2 million, (1962) US\$304.1 million. The proportion fell to around 10% in 1964-1965, and less than 5% afterwards. Calculated by the author from *Taiwan Statistical Data Book*, 1988, p. 240 (total imports) and *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 234 (US aid imports).

⁸⁴ Cf. LIN, Ching-yuan, *Industrialization in Taiwan, 1946-1972 – Trade and Import-Substitution Policies for Developing Countries*, New York/London, Praeger Publishers, 1973, p. 70.

⁸⁵ Between 1951 and 1965, average annual aid disbursements were even higher, i.e. US\$96 million (US\$1.44 billion in 15 years). Cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 225.

⁸⁶ Between 1951 and 1965, annual direct foreign and overseas Chinese investment averaged even less, i.e. US\$9 million (US\$134.7 million in 15 years). Cf. *Statistics on Overseas Chinese and Foreign Investment, Outward Investment, Mainland Investment*, Investment Commission, Ministry of Economic Affairs, Taipei, ROC (various issues).

⁸⁷ This motivation is reflected in the statutory sources of aid funds voted by the American Congress: (1951-1968) 67.4% (US\$999.3 million) for “defense support” and “direct forces support”, 26.1% (US\$387 million) for “surplus agricultural commodities” under the “food for peace” program, 6.5% (\$95.9 million) for “development loans/grants” and “technical cooperation”. Cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 227.

⁸⁸ Cf. British Report entitled “A Survey of Present Conditions in Formosa” (12th January-5th February, 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 221.

Clearly, neither Washington nor London was impervious to the major business opportunities offered by Taiwan. Moreover, in their capacity as advisors to the Chinese administration, the privileged position of Americans offered them the best opportunity to take full advantage of the resumption of international trade.⁸⁹

Necessity Knows no Law

Useful though it was, American aid could not meet Formosa's entire needs, nor was it sufficient to finance the island's long-term development. It was therefore essential for Taiwan to renew commercial partnerships as soon as possible. Cut off from the Chinese Mainland, the Nationalist government now turned to what was to become one of its most important trading partner – Japan.

The return of Formosa's recent colonizer to the island's economic sphere could not have been wholly predicted, since Chiang Kai-shek had actively sought to remove all Japanese influence from Taiwanese society. Firstly, the Nationalist government had confiscated most of the Japanese properties on the island, including government and privately-owned property, as well as the funds of religious institutions, social welfare agencies and Japanese civilians. This was carried out in the face of strong opposition from US representatives in Formosa (i.e. the Formosa Liaison Group of the United States Army), which denounced the action as having no legal basis (no legal instrument transferring Formosa to China had yet been implemented, and no compensation was given to make up for it).⁹⁰ Secondly, despite the findings of an investigation conducted by Japanese officials in October 1945 that showed that 43.6% of Japanese living in Taiwan wished to remain there, it was decided that all Japanese citizens, must be repatriated.⁹¹ Thirdly, in order to win over the hearts of Formosans who had been subject to the influence of their Japanese colonizers for half a century, the Nationalist government actively promoted the use of Mandarin. In April 1946, they set up the "Commission for the Promotion of the National Language" (*guoyu tuixing weiyuanhui* 國語推行委員會), whose responsibilities included opening "national language promotion schools" (*guoyu tuixing suo* 國語推行所) in every district and district level's city. From July 1951, it became strictly

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Cf. *ibid.*, pp. 197-198.

⁹¹ Out of 323,269 included in the investigation, 141,009 wished to remain in Taiwan. The total number of Japanese living in Formosa at the time was estimated to be 526,674 (including 130,000 prisoners of war). Cf. *ibid.*, pp. 143-144.

forbidden to use any language other than Mandarin in any school (primary or secondary) or university on the island.⁹²

But necessity knows no law, particularly when economic interests are at stake. Under the Japanese administration, Taiwan had developed an exceptionally close commercial relationship with Japan. During the 1930s, Japan was the main – if not exclusive – source of Taiwan’s imports (89.4% in 1938), as well as the main market for Taiwan’s exports (93.2% in 1937).⁹³ Indeed, under Japanese rule, Formosa’s economy was shaped to meet Japan’s needs: Japan provided raw materials and manufactured consumer goods, which were paid for with food products. It is noteworthy too that Japan also acted as a “middle-man” between Formosa and the rest of the world. Many goods imported by Taiwan from Japan were re-exports, while many goods shipped from Taiwan to Japan were subsequently re-exported to other countries.⁹⁴ In 1935, Taiwan’s main exports were sugar (43.2% of the total) and rice (30.1%) – far ahead of bananas (2.9%), tea (2.7%), pineapples (2.3%), alcohol (2.1%) and camphor (1.3%). Most of these products were destined for Japan: 99.9% of rice exports, 96.3% (sugar), 92.5% (bananas), 90.5% (pineapples) and 93.5% (alcohol). In the same year, the island’s main imports were fertilizers (16.5%), textiles (13%), metal products (8.3%), timber (4.3%), tobacco, alcohol, opium (6.2%) and tires (3.6%). Only 52.4% of fertilizer imports came from Japan, but for other products the figure was much higher: 88.9% for textiles, 95.1% for metal products, 90.4% for timber, 98.5% for tobacco, alcohol, opium’s imports, and 99.7% for tires.⁹⁵

The last years of the Pacific War saw a decline in Japan’s share of Taiwan’s trade (in 1944 and 1945 Japan accounted for 73.6% and 74.9% of the island’s imports, and 69.3% and 59.3% of its exports).⁹⁶ In the year after Japan’s surrender, trade between the two territories came to a virtual standstill, although it was not long time before economic exchanges were resumed, albeit initially on a tiny scale. In 1947 and 1948, for example, just 3.1% and 7.9% of the island’s exports were shipped to Japan.⁹⁷ The revival would have been more significant if trade had not been hampered by conflicts of interest. Initially, for example, the Chinese Shipping Guild exerted pressure to exclude

⁹² Hitherto “Japanese”, as well as “minnan” (*minnanhua* 閩南語), “hakka” (*kejiahua* 客家話) and all aboriginal languages had been the most common mother tongues of Formosans. Cf. LI, Xiaofeng, *Taiwan shi 100 jian dashi (xia) (100 Important Events in Taiwan’s History* (Vol. 2)), Taipei, Yushan she, 1999, pp. 14-16.

⁹³ Imports (1938): (total) T.W.\$366.7 million, (Japan) T.W.\$328 million; exports (1937): (total) T.W.\$440.2 million, (Japan) T.W.\$410.3 million. Cf. *Taiwan Trade Statistics for the Last Fifty-Three Years (1896-1948)*, *op. cit.*, pp. 1-3.

⁹⁴ Cf. British Report entitled “A Survey of Present Conditions in Formosa” (12th January-5th February 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 192.

⁹⁵ Cf. TU, Zhaoyan, *Riben diguo zhuyi xia de Taiwan (Taiwan Under Imperial Japan)*, Taipei, Renjian, Renjian Taiwan zhengzhi jingji congkan, di yi juan, 1993), pp. 159-160.

⁹⁶ Imports (1944): (total) T.W.\$164.7 million, (Japan) T.W.\$121.3 million; exports (1944): (total) T.W.\$311.2 million, (Japan) T.W.\$215.7 million; imports (1945): (total) T.W.\$22.3 million, (Japan) T.W.\$16.7 million; exports (1945): (total) T.W.\$24.1 million, (Japan) T.W.\$14.3 million. Note that the figures concerning the year 1945 are up to the end of August only. Cf. *Taiwan Trade Statistics for the Last Fifty-Three Years (1896-1948)*, *op. cit.*, p. 4.

⁹⁷ Exports (1947): (total) T.W.\$36.14 billion, (Japan) T.W.\$1.11 billion; exports (1948): (total) T.W.\$226.27 billion, (Japan) T.W.\$18.09 billion. Japan’s share in Taiwan’s imports was even smaller: 0.8% in 1947; 0.1% in 1948. Cf. *ibid.*

foreign shipping from trade with Japan, despite severe shortages of Chinese maritime shipping. This obstacle was eventually overcome, with most freight cargo being carried by British ships.⁹⁸ Secondly, the Central government in Mainland China endeavored to maintain strict control over all trade with Japan. They insisted that all commercial transactions should take the form of “barter trade”,⁹⁹ exclusively conducted through the Central Trust (*zhongyang xintuo ju* 中央信託局)¹⁰⁰, but with Japanese goods received in exchange for Taiwanese products being shipped to the Mainland rather than to Formosa.¹⁰¹ The Provincial Government tried to circumvent this obstacle, most obviously through the use of Hong Kong as an entrepot.¹⁰²

In the wake of defeat at the hands of the Communists and the consequent loss of the Chinese Mainland market, the expansion of economic exchanges with Japan became even more urgent. In April 1949, the Taipei Chamber of Commerce demanded that the Central Government give Formosa the right to deal directly with Japan, with commercial trade officers of the Provincial Government being permanently stationed in Tokyo. The same month saw the signature of the first commercial contract between Formosan and Japanese private traders since the return of the island to Chinese rule in the form of an exchange of Taiwanese derrick and bananas for Japanese fishing nets, gas pipes, motors, trucks, artificial silk and other products. The total value of the deal was US\$111,000.¹⁰³ In July the Provincial Government obtained the agreement of the Central Government to reduce customs duties on cotton cloth (from 60% to 20%), cotton yarn (from 50% to 5%) and fertilizer and scrap iron (from 20% to 5%).¹⁰⁴ In October the Director of the Taiwan Camphor Bureau visited Japan and signed an agreement for the sale of 80% of Formosa’s output of fragrant oil. In early December the first shipment of Taiwanese coal to Japan since the handover was made. All these initiatives helped boost Taiwan’s trade with Japan, so that by 1949 Japan accounted for no less than 27.3% of the island’s exports and 26.7% of its imports.¹⁰⁵

⁹⁸ Cf. British Report entitled “Summary of Events in Formosa during the First Six Months of 1948” (24th July, 1948), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, pp. 325-329.

⁹⁹ In such a trade, goods are exchanged for other goods instead of being sold for money. The problem lies in the fact that most firms in the Far East were specialized in one particular line of products and had no experience in dealing with any other. Cf. British Report (16th February-4th March, 1946), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 229.

¹⁰⁰ This organism was set up in 1935 with the purpose of handling the Republic of China’s external trade.

¹⁰¹ Cf. British Report entitled “Summary of Events in Formosa in September 1948” (12th October, 1948), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, p. 360.

¹⁰² The Director of the Department of Supply, Trade and Industry of the Hong Kong Government visited Formosa in September 1948 at the invitation of the Provincial Government to discuss the sale of coal to Hong Kong. Cf. *ibid.*

¹⁰³ Cf. Formosan Economic Notes (British Report) (15th April-15th May 1949), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 8 (1945-1949)*, *op. cit.*, pp. 560-561.

¹⁰⁴ High customs duties had been imposed to protect Mainland China’s industries. Trade restrictions between Taiwan and Japan reflected the policies of both the Chinese authorities and the S.C.A.P. (Supreme Commander for the Allied Powers – the US administration that assumed power in Japan after the surrender). Cf. *ibid.*, pp. 572-575.

¹⁰⁵ These percentages must be considered to be minimum values. There is no official figure for the structure of Taiwan’s trade by countries in 1949, although British sources give “different” estimates: a) (from July to December 1949) Taiwan’s imports from Japan = US\$15 million, Taiwan’s exports to Japan = US\$12.3 million; b) (1949) Taiwan’s total imports =

Moving Towards Normalization

Taiwan's economic needs were not the only factor that encouraged normalisation of relations with Japan. A significant political factor was the imminent signing up of both territories to the security zone which Washington was establishing in the Far East.¹⁰⁶ In addition, Japan's own economic interests were at stake.¹⁰⁷ Formosa was in a position to help alleviate Japan's food shortages (Japan's population had increased by 12.7% between 1944 and 1950)¹⁰⁸ through the provision of sugar, rice, bananas, etc. It also had the means to help Tokyo kick-start the Japanese industry through the supply of raw materials, such as coal, salt, copper, aluminum and paper pulp. As the main energy source, coal was especially important for Japan's economy, the sharp decline in domestic output having hindered the recovery of industrial production.¹⁰⁹ Lastly, the island might help Japan recover overseas markets lost after the surrender, not only in Taiwan itself, but also in Southeast Asia, where strong anti-Japanese sentiment made it hard to market Japanese goods. Cooperation between Japanese businessmen and their Taiwanese counterparts would enable them to develop products that could be sold under a "made in Taiwan" label, and Japan could also use Taiwanese firms as go-betweens in helping build up business relations with overseas Chinese living in the region.¹¹⁰

On 6th September 1950, less than a year after the transfer of the Central Government to Taipei (8th December 1949)¹¹¹, a trading agreement was signed between Taiwan and Japan¹¹², designed to

US\$26 million / US\$56.3 million (figure taking into account the depreciation of the "old" Taiwan dollar in the first half of 1949); Taiwan's total exports = 33.9 million / 37 million (figure taking into account the depreciation of the old Taiwan dollar in the first half of 1949) / 45 million (figure based on the foreign exchange sold by the Bank of Taiwan). Cf. Formosa Economic Notes (British Report) (16th January-15 February, 1950), pp. 203-204; (16th February-15 March, 1950), pp. 214-215; (16th August-15 September, 1950), p. 296, in Robert L. JARMAN (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 9 (1950-1951)*, Slough, UK, Archive Editions, 1997.

¹⁰⁶ The Japan-US Security Pact was signed on 8th September 1951, and the Taiwan-US Security Pact on 2nd December 1954. Cf. François JOYAUX, *Géopolitique de l'Extrême-Orient* [Tome II, Frontières et stratégies], Bruxelles, Editions Complexe, 1993, pp. 181-186.

¹⁰⁷ Cf. LIAO, Hongqi, *Maoyi yu zhengzhi: Tai Ri jian de maoyi waijiao (Trade and Politics: Trade Diplomacy between Taiwan and Japan) (1950-1961)*, Banqiao, Daoxiang, 1895 xilie, 2005, pp. 43-60.

¹⁰⁸ From 73.8 m. in 1944 to 83.2 m. in 1950. This rise was largely attributable to the return of many Japanese expatriates to their homeland. Figures are taken from TAKAFUSA, Nakamura, *A History of Showa Japan, 1926-1989*, Tokyo, Tokyo University Press, 1998, p. 352.

¹⁰⁹ Cf. *ibid.*, pp. 293-294.

¹¹⁰ Taiwanese businessmen who were culturally close to Fujian immigrants in Southeast Asian countries (especially Indonesia) had long played an active role in trade between Japan, China and Southeast Asia – especially in the tea trade between Taiwan and Southeast Asia during the period of Japanese rule in Formosa. This includes native islanders as well as Taiwan *sekimin* (席民), i.e., Taiwan registered people, some of them even adopting multiple nationalities (Chinese, Japanese, Dutch, etc.) in order to take advantage of this trade. Cf. LIN, Man-Houng, "Taiwanese Merchants, Overseas Chinese Merchants, and the Japanese Government in the Economic Relations Between Taiwan and Japan, 1895-1945", *Journal of Asia-Pacific Studies* (Waseda University) 4, March 2002, p. 7, and "Overseas Chinese Merchants and Multiple Nationality: A Means for Reducing Commercial Risk (1895-1935)", *Modern Asian Studies* 35 (4), 2001, pp. 997-1005.

¹¹¹ The same month, KMT's headquarters and the head office of the Central Bank and the Central Trust were also transferred to Taipei.

¹¹² This agreement was signed between Yin Zhongrong, adviser to the Ministry of Economic Affairs in the Nationalist Government, and A.J. Keche, the United-States' representative to the Allied forces' HQ. Cf. Qinxu, *Taiwan quan jilu (Chronicle of Taiwan) – 15000 B.C. ~ 1989 A.D.*, Taipei, Qinxu, 1990, p. 316.

facilitate closer trade relations between the two territories. “Barter trade” arrangements were abandoned, items were added to the lists of permitted imports and exports, and private merchants were allowed to handle most trade transactions. Even so, the degree of trade liberalization remained limited: bilateral trade was capped at US\$100 million per year (this figure was later raised), all transactions had to be made through a special bank account, and private merchants were excluded from international trade in products such as rice, sugar, salt and fertilizers.¹¹³ Two months later (December 1950) the Provincial Government resumed rice exports to Japan (40,000 tons).¹¹⁴ Between 1950 and 1951 Japan’s share in Taiwan’s total exports increased from 36.1% to 48.3%. Its import share too rose, albeit less sharply, reaching 26% in 1950, and 34% in 1951.¹¹⁵

The “Taiwan-Japan Trading Agreement”, originally intended to last for one year (1st July 1950 ~ 30th June 1951), was renewed on an annual basis until the end of the decade. In the early 1950s, Taiwan’s authorities embarked on infrastructure construction¹¹⁶ for industrial development within a policy framework of import-substitution.¹¹⁷ External trade was severely restricted, foreign exchange was strictly controlled, and a multi-exchange rate system was adopted in order to encourage domestic production of manufactured goods that had previously been imported, while discouraging consumption (all this in a context in which capital was in short supply and private savings were insufficient to finance domestic investment).¹¹⁸ Meanwhile, the take-off of Japan’s economic growth¹¹⁹ generated a dramatic increase in its demand for industrial raw materials. Anxious to expand their overseas sales and aware that Taiwan’s familiarity with machinery using Japanese technology might facilitate the penetration of the island’s market, Japanese multinationals

¹¹³ Cf. Formosa Economic Notes (British Report) (16th August-15th September 1950), p. 296; (16th September-15th October 1950), pp. 308-309, in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 9 (1950-1951)*, *op. cit.* A detailed presentation of the “Taiwan-Japan Trading Agreement” (*Tai Ri maoyi xieding* 臺日貿易協定) followed by the “China-Japan Trading Regulations” (*Zhong Ri maoyi banfa* 中日貿易辦法) can be found in Liao, *Maoyi yu zhengzhi...*, *op. cit.*, pp. 12-43.

¹¹⁴ Cf. Formosa Economic Notes (British Report) (16th November-15th December 1950), in Jarman (ed.), *Taiwan – Political and Economic Reports, 1861-1960, 9 (1950-1951)*, *op. cit.*, p. 334.

¹¹⁵ Cf. *Industry of Free China* III (6), June 1955, p. 82.

¹¹⁶ Actually, the Japanese had already begun to develop infrastructural facilities in Formosa. For instance, Taiwan’s first hydroelectric power station, located in Shengkeng (深坑) near Taipei, and named “Guishan hydroelectric powerhouse” (*Guishan shuili fadiansuo* 龜山水力發電所), was operational as early as 1905. Subsequently, other small and medium-sized power stations were built all over the island. In July 1919, these were all merged to form the “Taiwan Power Ltd Company” (*Taiwan dianli zhushi hui* 臺灣電力株式會社). In the same year, construction of a large-scale power plant got under way in Sun Moon Lake the first phase of which was completed in June 1934, and the second phase in July 1937. The increasing capacity in power supply gave an impetus to the island’s industrialization. Cf. Li, Lin, *Taiwan shi*, *op. cit.*, pp. 181-182; *Taiwan shi xiao shidian*, *op. cit.*, p. 147.

¹¹⁷ It could be argued that Taiwan had already embarked on import-substituting industrialization under Japanese rule, although on a small scale and driven by wartime contingencies. Cf. HSIAO, Frank S.T., HSIAO, Mei-Chu W., “Taiwan in the Global Economy – Past, Present and Future”, in Peter C.Y. CHOW, (ed.), *Taiwan in the Global Economy – From an Agrarian Economy to an Exporter of High-Tech Products*, Westport, London, Praeger Publishers, 2002, pp. 182-184.

¹¹⁸ Cf. Joseph S. LEE, “The Role of State in Economic Restructuring and Development: The Case of Taiwan”, *Occasional Paper Series* (CIER) 9403, April 1994, pp. 3-11.

¹¹⁹ The United States stimulated Japan’s economic growth through the system of “special procurements”, e.g., purchasing goods for use by US military in the Korean War and sub-contracting US exports to Japanese manufacturers. Cf. Takafusa, *A History of Showa Japan, 1926-1989*, *op. cit.*, pp. 304-307.

began to set up operations in Formosa: Toyota (*Fengtian* 豐田) (exclusive distributor) in 1949, Hitachi (*Rili* 日立) (representative office) in 1953, Sanyo Electric (*Sanyang dianqi* 三洋電器) (joint venture) in 1955.¹²⁰ Taking advantage of connections nurtured during the period of Japanese colonization, in March 1953 Matsushita Electric (*Songxia dianqi* 松下電器) had formed a partnership with Hong Jianquan (洪建全), a Taiwanese businessman whose family had acquired wealth during the colonial period, to sell Matsushita's electrical appliances under the brand name "National" (*Guoji pai* 國際牌).¹²¹

Until the mid 1950s, these economic developments gave a boost to trade between Taiwan and Japan. Thus, in 1955 Japan accounted for 59.5% of Taiwan's exports and 30.5% of its imports.¹²² Subsequently, however, the trend was reversed.¹²³ Although the share of Japanese goods in Taiwan's imports remained buoyant (35.3% in 1960), as a destination for Taiwan's exports, Japan's significance fell sharply (to 37.7% in 1960).¹²⁴ In any case, in 1961 the "Taiwan-Japan Trading Agreement" was ended – an event that marked the normalization of economic relations between the two territories.

Conclusion

From the late 1930s to the early 1950s, the Formosans were trapped in a political game over which they had no control. At first, they seemed to be dogged by ill fortune. After suffering exploitation by the Japanese colonial authorities, their resources were commandeered by the Chinese in order to supply the Nationalist troops fighting the Communists on the Mainland, – and to enrich corrupt officials. The cost of the Pacific war and the "228 Incident" were further serious setbacks. Yet following a decade or more of such misfortunes, the political game was to turn to Formosa's

¹²⁰ Information gathered by the author directly from Toyota (20th September 2000), Hitachi (28th September 2000) and Sanyo (20th October 2000).

¹²¹ At this point Matsushita Electric's only other brand name was "Panasonic". In November 1946, Hong Jianquan had set up a shop called "Jianlong" (*Jianlong hang* 建隆行), which specialized in the assembly and sales of electrical products. "Jianlong" later changed name for "Jianlong Electric" (*Jianlong dianqi dian* 建隆電氣店). Cf. Information gathered by the author directly from Matsushita (13th October 2000).

¹²² Cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 199 and p. 201.

¹²³ Notice that this reflected a change in the structure of Taiwan's external trade. Imports of durable consumer goods dropped sharply: "textiles" represented 14.2% of Taiwan's total imports in 1952, but only 1.9% in 1960. Conversely, imports of production goods and raw materials surged: while the part of "machinery" increased from 6% (1952) to 15.4% (1960), those of "iron and steel" and "cotton" rose respectively from 2.3% (1952) to 9.5% (1960), and from 0.5% (1952) to 7.3% (1960). Meanwhile, "sugar", "rice", "tea", "bananas", "canned food" and "fishery products" continued collectively to account for the lion's share of the island's exports, though on a declining trend (59.4% in 1960 versus 87.1% in 1952). Meanwhile, Formosa's textile industry saw a remarkable increase in its share of the island's exports (14.2% in 1960 versus 0.7% in 1952). Calculated by the author from *Taiwan Statistical Data Book*, 1988, *op. cit.*, pp. 228-229 and pp. 240-241.

¹²⁴ Cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 199 and p. 201.

advantage. Indeed, far from being a new blow to its economy, the division across the Strait and the loss of its main trading partner (Mainland China) proved to offer a lifeline to the island.

Firstly, for example, the severing of cross-Strait relations protected Taiwan from the Great Leap Forward and the Cultural Revolution – events that were to cause severe economic dislocation in China for many years. Secondly, it put Taiwan under Washington’s protection. The United States’ military umbrella, together with the provision of American raw materials, consumption goods and public capital contributed greatly to economic development and political stability on the island at a time when recovery was still ongoing. Thirdly, it forced Formosa to resume economic relations with Japan far more rapidly than might have been expected. This made it possible to compensate, within a very short period of time, for the loss of Chinese market: both in terms of exports (thanks to shipments of Taiwanese goods and minerals to Japan) and also of imports (thanks to Taiwan’s purchases of Japanese fertilizers, machinery and textiles). In addition, Japanese firms were able to establish strong and lasting relations with Taiwanese businessmen that subsequently helped shape the island’s economic future.

Indeed, the special relationships Taiwan built up with the United States and Japan in the late 1940s paved the way for the island’s post-war economic development. More than half of foreign direct investment (FDI) in Formosa between 1966 and 1979¹²⁵ originated in the United States (32.3%) or Japan (18.8%).¹²⁶ Many American and Japanese firms went into partnership with local private companies, whether by signing Original Equipment Manufacturing (OEM) contracts or setting up joint ventures, providing technologies and overseas sales networks while taking advantage of Taiwan’s cheap and well educated labor force, as well as gaining access to its expanding domestic market. This enabled the island’s small and medium-sized enterprises (SMEs) to nurture an important intangible asset – namely, a flexible organizational framework that could respond rapidly to market *stimuli* and satisfy client demands in terms of price, quality and delivery deadlines.¹²⁷ American and Japanese corporations undoubtedly contributed a great deal to the outstanding growth Formosa experienced for more than three decades (average annual growth of 8.8% for national income, and 6.3% for per capita income, 1955-1987)¹²⁸ by facilitating industrial upgrading and helping drive the island’s export boom. By 1987, per capita exports in Taiwan (US\$2,744) were

¹²⁵ According to Taiwan’s balance of payment’s figures, FDI totalled US\$798 million between 1966 and 1979. Cf. *Zhonghua minguo tongji yuebao*, Statistical Bureau, Executive Yuan, Taiwan, 109, January 1975, pp. 101-102; *Balance of Payments ROC*, The Central Bank of China, Taiwan District (various issues).

¹²⁶ These percentages are based on the overseas Chinese and foreign investment “projects” approved by the Taiwanese authorities the total amount of which is higher than the balance of payments’ figures: (US\$ million) 2,117.7 (USA: 683.5; Japan: 398.9). Cf. *Statistics on Overseas Chinese ...*, *op. cit.*

¹²⁷ See for instance HSING, You-tian, *Making Capitalism in China: The Taiwan Connection*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1998; CHEN, Tain-Jy (ed.), *Taiwanese Firms in Southeast Asia – Networking Across Borders*, Cheltenham, UK, Northampton, MA, US, Edward Elgar, New Horizons in International Business, 1998.

¹²⁸ Constant 1991 prices in NT\$. Calculated by the author from *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, pp. 33-34.

higher than the corresponding figure for both the United States (US\$1,033.3) and Japan (US\$1,894)¹²⁹, and its foreign exchange reserves had reached US\$76,7 billion.¹³⁰

Nevertheless, while presenting Taiwan with new economic opportunities, the division across the Strait also incurred a political cost. Under the authoritarian rule of the Kuomintang, the island experienced many years of political dictatorship.¹³¹ Separation from the Mainland was also at the heart of a highly sensitive issue, that of the so-called “two Chinas”. Still unresolved in 2014, this question continues to jeopardize relations between Taipei and Peking and remains a source of concern for the United States and the wider international community.

Paradoxically, political differences did not prevent the resumption of economic exchanges between the two sides. Indeed, both the island’s businessmen and government authorities had little option but to adapt to the changes that had begun to affect Taiwan’s macroeconomic environment. Deng Xiaoping’s policy of economic openness offered such potentially favourable business opportunities that Taiwanese SMEs soon came to regard investment in China as a way of circumventing rising production costs at home. In the 1970s and early 1980s, when martial law remained in force, smuggling activities increased in scale despite the risks incurred in breaking the law. But eventually the government in Taipei was forced, part at least, to fulfil private sector expectations by authorizing “indirect” trading operations (July 1985) and investment (October 1990) on the Mainland.¹³² So it was the movement towards trade and investment liberalization across the Strait that got under way.¹³³ Some thirty years after the normalization of economic relations with Japan, the island’s authorities once again acknowledged that necessity knew no law, even though such economic pragmatism offered no guarantee that the political impasse would be resolved.

¹²⁹ Taiwan, cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 189; Japan, United States, calculated by the author by dividing the export volume (US\$229,224 million for Japan; US\$254,122 million for the United States) by population figures (121,023,579 for Japan; 245,920,994 for the United States). Population figures for Japan and the United States are from United Nations Statistics Division, UNSD Statistical Databases, National Accounts Main Aggregates Database, <http://unstats.un.org/unsd/snaama/resQuery.asp>, 20th June 2013; export volume for Japan and the United States is from Department of Economic and Social Development (Statistical Office), *1992 International Trade Statistics Yearbook*, 1, Trade by Country, United Nations, New York, 1993, p. 488 and p. 982 (United Nations Statistics Division, UNSD Statistical Databases, UN Comtrade, Annual Totals Table for Imports and Exports, Tables published in the *International Trade Statistics Yearbook*, Previous Editions, <http://comtrade.un.org/pb/first.aspx>, 20th June 2013).

¹³⁰ Cf. *Taiwan Statistical Data Book*, 1997, *op. cit.*, p. 4 and p. 189.

¹³¹ Martial law remained in force in Taiwan from May 1949 to July 1987.

¹³² “Goods” had to transit through Hong Kong or Macao, while “capital” had to be routed through a front company registered in a third territory.

¹³³ More details concerning the development of economic exchanges between Taiwan and China can be found among others in Philippe CHEVALERIAS, “Taiwan-Chine: priorité aux échanges économiques”, *Politique internationale* 119, Spring 2008, pp. 365-377, and “The Taiwanese Economy After the Miracle: An Industry in Restructuration, Structural Weaknesses and the Challenge of China”, *China Perspective* 83, 2010/3, pp. 35-44; Françoise MENGIN, *Fragments d’une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013.



n° 36, novembre 2014

Jérôme Soldani

Institut d'histoire de Taiwan, Academia Sinica, Taipei

**Les imaginaires du « sport national » :
les représentations du baseball entre Etat et société civile**

Mars 2008. La campagne présidentielle bat son plein. Sur l'une de ses grandes affiches électorales, Ma Ying-jeou, candidat du Parti nationaliste (Kuomintang, KMT), est photographié une balle de baseball dans la main droite, un gant sur la main gauche et vêtu du maillot rayé noir et blanc de la célèbre équipe des Yankees de New York. Au même moment, le président sortant, Chen Shui-bian (Minjindang, PDP), mène campagne pour l'adhésion de son pays aux Nations unies, pour la première fois sous le nom « Taiwan ». Sur la façade du palais présidentiel est affiché le symbole choisi pour cette campagne : un globe terrestre brandi par une main droite comme on tient une balle de baseball et à l'intérieur duquel est inscrit en anglais « UN¹ for TAIWAN. Peace Forever ».

A Taiwan, le baseball est plus qu'un sport. C'est une passion nationale où l'ensemble de la société puise quantité de symboles et de références dont la portée dépasse largement le cadre ludique et sportif, et dont les plus hautes sphères du pouvoir politique ne sauraient faire l'économie. Lorsqu'il fut question, en 2000, de changer les illustrations des billets de banque, la décision fut prise de choisir plusieurs activités considérées comme emblématiques de Taiwan pour supplanter les portraits de Chiang Kai-shek et Sun Yat-sen. Pour le billet de 500 dollars fut retenue la photographie d'une équipe de Taitung – celle de l'école primaire de Puyuma (Nanwang 南王 pour l'administration taiwanaise) – célébrant sa victoire au championnat du monde 1998 dans la catégorie

¹ UN pour « United Nation ».

« Protect Our Nation's Youth » (PONY). Ce choix, au-delà de ses raisons esthétiques, a été justifié par un responsable de la Banque centrale de Taipei, interrogé en septembre 2006, pour son actualité et ses vertus consensuelles de représentation nationale, détachée des questions de la condition autochtone².

De quel ordre sont ces représentations, et à quelles fins sont-elles assignées et disputées par les principales idéologies politiques en présence ? Dans quelle mesure sont-elles partagées ou contestées par les individus qui composent la société taiwanaise ? Ces questions seront abordées sous l'angle de la construction de l'identité nationale taiwanaise, en se gardant d'en limiter la redéfinition constante à une seule interprétation. Les données empiriques présentées dans cette contribution sont le résultat de trois enquêtes de terrain sur le baseball de Taiwan³, objet d'une thèse soutenue en novembre 2012. Ces enquêtes ont été en grande partie menées auprès de deux équipes scolaires, à Tuku (comté de Yunlin) et Chengkung (comté de Taitung), et au sein d'une équipe professionnelle, les Elephants de Brother, ainsi que parmi les supporters de cette dernière et de l'équipe nationale. Les jeux Olympiques de Pékin en août 2008, suivis depuis Taipei, et surtout leur phase qualificative de baseball qui se tenait opportunément à Taiwan au mois de mars ont également servi à l'observation.

Les sources mobilisées – discursives, narratives et iconographiques – tendent à souligner l'ambivalence des représentations en jeu. Elles révèlent aussi les tensions inhérentes au travail collectif que constitue la construction d'un imaginaire social du baseball⁴. On parlera même d'« imaginaires » au pluriel, puisque ces représentations s'opposent parfois et ne se comprennent que dans leur historicité. Elles se nourrissent des contextes politiques qui se sont succédé depuis l'introduction du baseball à Taiwan il y a plus d'un siècle sous l'administration japonaise, et des multiples réappropriations dont il a fait l'objet.

² A la suite de Scott Simon, qui relève qu'il s'agit d'une catégorie avant tout juridique et administrative renvoyant à la relation entre une communauté ou un individu et un Etat, je traduis le terme *yuanzhumin* (原住民) par « autochtone » plutôt que par « aborigène », et utilise le substantif « Austronésiens » pour désigner les individus appartenant aux groupes linguistiques correspondants. Voir Scott SIMON, *Sadyaq Balae ! L'autochtonie formosane dans tous ses états*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.

³ Soit une durée totale de vingt mois passés sur le terrain entre 2006 et 2010.

⁴ L'« imagination » recouvre ici le sens que lui donne Arjun Appadurai, à savoir « un champ organisé de pratiques sociales, une forme de travail (au sens à la fois de labeur et de pratique organisée culturellement) et une forme de négociation entre des sites d'actants (individus) et des champs globalement définis de possibles ». Arjun APPADURAI, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, Payot, 2005 [1996], p. 69.

L'héritage de la période japonaise

Quand les Japonais prennent possession de Taiwan en 1895, ils pratiquent le baseball depuis déjà plus de deux décennies, soit le début de l'ère Meiji (1867-1912). Le *national pastime* américain s'est implanté au Japon avec l'apparition des nouvelles compagnies ferroviaires et son adoption au sein de prestigieuses écoles qui ont choisi de s'ouvrir à la « modernité occidentale ». La plus importante d'entre elles, Ichiko (ou Tokyo First Higher School), l'une des cinq écoles préparatoires de l'université impériale de Tokyo, est devenue dès le début des années 1890 un moteur de la diffusion du baseball et un symbole de la fierté nationale japonaise. Plusieurs fois victorieuse face à l'équipe américaine du Yokohama Athletic Club, elle propose un modèle alternatif à celui de sa rivale, fondé sur une discipline de fer et une ascèse inspirée de la philosophie zen. L'élite japonaise était ainsi formée à une pratique rigoureuse d'un baseball au carrefour des questions de statut social et de nationalisme⁵.

Les Japonais importent le baseball sur le sol taiwanais au tournant du XX^e siècle⁶. Leurs enfants ne tardent pas à le pratiquer dans les écoles qui leur sont réservées. Une première compétition officielle est attestée en 1906⁷. Elle oppose trois lycées japonais de Taipei. La première fédération de baseball à Taiwan est officialisée par le gouvernement en 1915. Elle regroupe quinze équipes scolaires exclusivement japonaises. Il semblerait que les Japonais aient été peu enclins à partager leur passe-temps favori avec les Taiwanais, peut-être par crainte que cette situation d'égalité avec des individus considérés comme inférieurs n'attise les consciences identitaires des colonisés⁸. Mais s'ils ne sont pas encore conviés sur les terrains, les Taiwanais se passionnent pour ces compétitions et s'adonnent parallèlement au baseball ou aux jeux qui en sont dérivés⁹.

Au tournant des années 1920, cette pratique est perçue comme une opportunité par les Japonais, qui entament une politique d'« assimilation » (*dōka* 同化) de la population taiwanaise¹⁰. La normalisation des rencontres sportives doit contribuer à une pacification des relations entre les

⁵ Donald RODEN, « Baseball and the quest of national dignity in Meiji Japan », *The American Historical Review*, 85 (3), 1980, pp. 511-534.

⁶ TSAI Tsung-hsin 蔡宗信, *Riju shidai Taiwan bangqiu yundong fazhan guocheng zhi yanjiu : yi 1895 (Mingzhi 28) nian zhi 1926 (Dazheng 15) nian wei zhongxin* 日據時代台灣棒球運動發展過程之研究：以1895(明治28)年至1926(大正15)年為中心 (*Etude sur le processus de développement du baseball à Taiwan sous l'occupation japonaise : de 1895 à 1926*), mémoire de master, Taiwan Normal University, 1992, p. 13.

⁷ HSIEH Shih-yuan 謝仕淵, « Rizhi shiqi Taiwan bangqiu shi yanjiu de shiliao shiguan yu keti » 日治時期台灣棒球史研究的史料、史觀與課題 (« Données historiques, points de vue et sujets dans les études sur l'histoire du baseball taiwanais sous l'occupation japonaise »), *Taiwan shiliao yanjiu* 台灣史料研究 (*Taiwan Historical Materials Studies*), 28, 2006, pp. 32-48.

⁸ Tsai, *Riju shidai Taiwan bangqiu yundong fazhan guocheng zhi yanjiu*, op. cit., p. 92.

⁹ Andrew D. MORRIS, *Colonial Project, National Game. A History of Baseball in Taiwan*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2010, p. 15 ; HSIEH Shih-yuan 謝仕淵, HSIEH Chia-fen 謝佳芬 (eds), *Taiwan bangqiu yibai nian* 台灣棒球一百年 *One Hundred Years of Baseball in Taiwan*, Taipei, Guoshi, 2003.

¹⁰ Morris, *Colonial Project, National Game...*, op. cit., pp. 31-53.

colonisateurs et les colonisés. La première équipe taiwanaise à entrer dans l'histoire est celle de l'Établissement d'enseignement agricole du port de Hualien (*Hualian gang nongye buxi xuexiao* 花蓮農業補習學校). Connue sous le nom japonais de Nōkō (Nenggao 能高 en mandarin), elle est fondée en 1921 à l'initiative d'un Taiwanais han, Lin Kui-hsing (林桂興), qui obtient le soutien des autorités japonaises du comté de Hualien. Exclusivement composée d'Austronésiens du groupe amis (pangcah), elle réalise en 1925 une tournée triomphale au Japon. Quatre de ses membres rejoignent par la suite la prestigieuse Heian High School de Kyōto, dont trois poursuivent des études à l'Université Hōsei. L'un d'eux parvient même à jouer en ligue professionnelle japonaise¹¹.

La réforme du système scolaire joue un rôle déterminant. La généralisation de l'enseignement public et la scolarité obligatoire pour les enfants taiwanais des deux sexes sont très tôt envisagées comme des moyens de contribuer à l'apaisement des populations locales et au développement du territoire. Le taux de scolarisation en primaire passe de 5 % dans les premières années du XX^e siècle à 71 % en 1943. Parallèlement, certaines écoles sont réservées aux Japonais, tandis que certains établissements à vocation professionnelle autorisent la mixité¹². Le baseball est systématiquement introduit dans les écoles publiques fréquentées par les Taiwanais après 1919¹³. En 1929, Yigong (一公), première école primaire de la ville de Kaohsiung réservée aux enfants taiwanais, est aussi la première équipe composée de joueurs locaux à remporter le titre de champion de Taiwan dans sa catégorie et dans une compétition qui l'oppose à des formations japonaises¹⁴. Eu égard à l'exploit, l'histoire de Yigong reste peu connue. Les sources de l'époque, presque exclusivement japonaises, ont peu médiatisé l'événement¹⁵.

Tout autre fut le destin de l'équipe de l'École agricole et forestière de Chiayi, Kanō (Jianong 嘉農 en mandarin), qui domina le baseball de Taiwan dans les années 1930. Formée à la fin des années 1920, elle remporte le championnat de Taiwan à quatre reprises entre 1931 et 1936, et se hisse en 1931 à la deuxième place du prestigieux tournoi du Koshien qui se déroule près d'Osaka¹⁶. Outre ses prouesses sur le terrain, ce qui vaut la postérité à cette équipe est sa mixité ethnique : elle se compose en effet de quatre Austronésiens, trois Japonais et deux Han. Plusieurs Taiwanais de

¹¹ YU Junwei, *Playing in Isolation. A History of Baseball in Taiwan*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2007, pp. 17-18.

¹² Patricia E. TSURUMI, *Japanese Colonial Education in Taiwan, 1895-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 1977.

¹³ Les enfants des deux sexes pratiquent la course, le tennis, le basket-ball, le volley-ball et la natation, tandis que le rugby, le football (*soccer*), le hockey sur gazon et le baseball sont réservés aux garçons. *Ibid.*, p. 169 ; Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, p. 16.

¹⁴ HSIEH Shih-yuan 謝仕淵, « 1929 nian Kaohsiung diyi gongxuexiao yu diyihui quandao shaonian yeqiu dahui » 1929 年高雄第一公學校與第一回全島少年野球大會 (« 1929, première école publique de Kaohsiung et première compétition de baseball junior de l'île »), *Gaoshi wenxian* 高市文獻 (*Takao Historiography*), 17 (3), 2004, pp. 110-120.

¹⁵ Hsieh, « Rizhi shiqi Taiwan bangqiu shi yanjiu de shiliao shiguan yu keti », art. cité.

¹⁶ TSAI Wu-chang 蔡武璋, LIN Hua-wei 林華韋, LIN Mei-chün 林玫君 (eds), *Diancang Taiwan bangqiushi – Jianong bangqiu, 1928-2005* 典藏台灣棒球史 - 嘉農棒球 1928-2005 (*Collection de l'histoire du baseball de Taiwan. Le baseball de Jianong, 1928-2005*), Taipei, Xingzhengyuan Tiyu Weiyuanhui, 2005.

l'équipe feront carrière au Japon. Comme avec Nōkō dix ans plus tôt, l'administration japonaise tire parti de la deuxième place de Kanō au Koshien pour en faire un symbole de l'assimilation des Taiwanais, et plus particulièrement des Austronésiens¹⁷. Son succès est providentiel pour le gouvernement, qui doit faire oublier les événements survenus un an auparavant : le massacre de 134 Japonais par un groupe de guerriers seediq au cours de rencontres sportives organisées dans leur village de Musha (Wushe 霧社 en mandarin) et l'exécution systématique de ces guerriers en représailles¹⁸.

L'argument de la mixité ethnique, principalement invoqué par l'administration japonaise pour assurer la métropole de la bonne marche des affaires de la colonie, ne doit pas voiler la disparité des situations. Les enfants engagés dans ces compétitions étaient sans doute peu sensibles aux questions politiques liées à la colonisation ; la plupart des discours recueillis à ce sujet le sont d'ailleurs très *a posteriori*¹⁹. L'attitude des Japonais à l'égard des insulaires n'était sans doute pas plus homogène. Bien que les rencontres entre Taiwanais et Japonais s'intensifient dans les années 1930, ils portent rarement le même maillot, suivant les cloisonnements du système scolaire en vigueur. Les joueurs taiwanais qui intègrent l'équipe de leur école se voient imposer de bons résultats scolaires pour continuer à jouer, quand ils ne sont pas déjà les meilleurs élèves de l'établissement. Le baseball incarnant pour les Japonais la quintessence de leur mode de vie, et la réussite scolaire nécessitant une bonne maîtrise de la langue et de la culture japonaises, ces jeunes Taiwanais font déjà partie de la frange la mieux assimilée.

En matière de baseball, l'héritage de la période japonaise est double. Plus qu'un épisode ou une émanation matérielle de la modernisation de Taiwan dans la première moitié du XX^e siècle, il constitue une part indissociable des représentations sociales de la modernité qui perdurent dans l'imaginaire des Taiwanais²⁰. Les Japonais ont laissé en partant une structure hiérarchique rigide, qui régit encore à ce jour le baseball scolaire. C'est un système fondé sur les classes d'âge, dominé par l'autorité de la figure paternaliste de l'entraîneur sur l'équipe et des « aînés » (*xuezhang* 學長, ou *sempai* en japonais) sur les « cadets » (*xuedi* 學弟, ou *kohai* en japonais), où priment la « morale » (*pinde* 品德) et ses avatars que sont les valeurs de « discipline » (*jilü* 紀律), « obéissance » (*fucong* 服從) et « politesse » (*limao* 禮貌). Les entraînements forcés sont ponctués de sanctions physiques, parfois sévères, quand les consignes ne sont pas comprises ou respectées. Les plus jeunes

¹⁷ Andrew D. MORRIS, « Taiwan. Baseball, colonialism and nationalism », in George GMELCH (ed.), *Baseball without Borders. The International Pastime*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2006, pp. 65-88 ; Morris, *Colonial Project, National Game...*, *op. cit.*, pp. 41-44.

¹⁸ Leo T. S. CHING, *Becoming « Japanese ». Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley, University of California Press, 2001, pp. 131-148.

¹⁹ Les entretiens sur le sujet avec les acteurs de cette époque n'ont commencé qu'à partir des années 1990, avec l'intérêt naissant d'universitaires et de réalisateurs de films documentaires pour cette question.

²⁰ Ching, *Becoming « Japanese »...*, *op. cit.*, p. 11.

sont au service de leurs aînés, tantôt protecteurs tantôt bourreaux. Tous vivent dans des dortoirs à l'intérieur des établissements²¹. La continuité et la reproduction de ce système sont garanties par l'accession d'anciens joueurs aux fonctions d'entraîneurs, professeurs, directeurs d'école ou encore d'élus locaux. Ce mode de fonctionnement est toujours revendiqué à ce jour comme la « tradition » (*chuantong* 傳統) du baseball taiwanais. Loin de le remettre en cause, le Kuomintang y a puisé notamment des fondations solides pour l'enseignement des valeurs morales qu'il entendait diffuser au sein de la société taiwanaise après la « rétrocession » (*guangfu* 光復) de l'île en 1945.

Culture physique des masses sous l'autorité du Kuomintang

Lorsque le KMT prend possession de Taiwan à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'une de ses principales préoccupations est la « re-sinisation » d'une population considérée comme « asservie » (*nuhua* 奴化) par un demi-siècle de présence japonaise²². Tout ce qui pourrait la rappeler est suspect, voire proscrit ; et le baseball fait clairement partie de ces stigmates. Bien que déjà connu sur le continent, ce sport n'y a pas rencontré le même succès qu'à Taiwan²³. Mais, plutôt que d'interdire cette passion locale, les autorités nationalistes choisissent de se la réapproprier pour en faire un levier du combat contre le legs du pouvoir précédent. Or, si les règles du jeu sont traduites en 1960 du japonais en mandarin pour en uniformiser la pratique à travers le pays, il n'en demeure pas moins difficile, pour le gouvernement, de « siniser » une pratique profondément inscrite dans les traditions locales, si peu représentée en Chine continentale, et dont les langues véhiculaires sont principalement le hokkien et le japonais, agrémentés de termes américains²⁴. D'autant que les joueurs d'avant-guerre, ceux de Kanō notamment, contribuent à la diffusion de la pratique et du modèle japonais en occupant de nouvelles fonctions : entraîneurs, directeurs d'établissements scolaires, élus locaux, etc.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le baseball est intégré au programme nationaliste de la « culture physique » (*tiyu* 體育) pour les masses, instrument de l'arsenal

²¹ Dès le secondaire, la plupart des écoles entretenant une équipe permanente disposent d'internats. Les joueurs y demeurent généralement toute la semaine, quand bien même ils résident en face de l'établissement. Ceux qui habitent au loin ne rentrent chez eux qu'une ou deux fois par an. Les aînés dirigent la vie du dortoir. L'entraîneur y dispose le plus souvent d'une chambre qui lui sert de bureau et dans laquelle il ne dort pas systématiquement.

²² WANG Fu-chang, « Why bother about school textbooks ? An analysis of the origin of the disputes over Renshi Taiwan textbooks in 1997 », in John MAKEHAM et HSIAU A-Chin (eds), *Cultural, Ethnic and Political Nationalism in Taiwan. Bentuhua*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, pp. 55-99 ; HSIAU A-Chin, « Identité générationnelle et élaboration historique : le mouvement d'opposition politique des années 1970 à Taïwan », traduction française par Martine Lahitte, in Samia FERHAT et Sandrine MARCHAND (dir.), *Taiwan. Ile de mémoires*, Lyon, Tigre de Papier, 2011, pp. 125-146.

²³ Joseph A. REAVES, « China : silk grows and gold gloves », in Gmelch (ed.), *Baseball without Borders...*, *op. cit.*, pp. 43-64.

²⁴ Morris, *Colonial Project, National Game...*, *op. cit.*, pp. 57-64.

idéologique et conceptuel du KMT²⁵ bien avant son repli à Taiwan²⁶. Avant 1945, ce programme avait déjà pour objectif l'adhésion de la population au Parti nationaliste naissant sur les ruines de l'empire qing et la lutte contre les Japonais sur le continent²⁷. Modèle concurrent de celui des *sports*, dans le sens de *système sportif*²⁸, le *tiyu* est nourri des valeurs « confucéennes » promues par le KMT, au premier rang desquelles figurent la « piété filiale » (*xiao* 孝) et l'« harmonie sociale » (*he* 和)²⁹. Il est un outil de la fabrication du « bon citoyen » (*hao guomin* 好國民) – c'est-à-dire un individu « discipliné et responsable »³⁰ – par l'instrumentation des corps et des esprits par le corps³¹. Si la notion de « culture physique » est antérieure à l'avènement de la République en 1911, elle est redéfinie pour correspondre au projet de réintégration de la Chine dans le concert des nations modernes et à celui de marche vers le progrès. Pour ses promoteurs, la transformation de la Chine impériale en un Etat-nation moderne passe par la régénération du corps social et national, elle-même étroitement liée à celle du corps des individus qui le compose. L'historien Andrew Morris parle pour cette époque de « la téléologie systématique de la relation entre force individuelle, discipline, et santé et la “force” militaire, industrielle et diplomatique d'un corps national »³².

La notion de « race » (*minzu* 民族) est primordiale dans le *tiyu*, celui-ci étant voué à régénérer la « race chinoise » dont la déliquescence supposée est dénoncée à la fin de la dynastie mandchoue à travers la caricature de l'« Homme malade de l'Asie »³³. L'*éducation physique* des masses s'adresse cependant à tous les peuples d'une Chine voulue comme un grand Etat pluriethnique, l'une de ses finalités étant le ralliement des « minorités » à la République chinoise. De ce point de vue, le

²⁵ Le concept de « culture physique » existe aussi en République populaire de Chine, où il est censé s'opposer à la culture athlétique bourgeoise des nationalistes. Mais la « culture physique rouge » (*hongse tiyu* 紅色體育) demeure au service de la construction du *corps national* chinois et reste structurellement très proche de la version promue par le Kuomintang. Andrew D. MORRIS, *Marrow of the Nation. A History of Sport and Physical Culture in Republican China*, Berkeley, University of California Press, 2004, pp. 125-128 ; Gladys CHICHARRO-SAITO, « Education physique et incorporation de la morale dans les écoles élémentaires en République populaire de Chine », *Perspectives chinoises*, 2008/1, pp. 30-40.

²⁶ Morris, *Marrow of the Nation...*, *op. cit.*, pp. 235-236.

²⁷ LU Zhouxiang, « Sport, nationalism and the building of the modern China Nation State (1912-49) », *The International Journal of the History of Sport*, 28 (7), 2011, pp. 1030-1054 ; Jérôme SOLDANI, *La Fabrique d'une passion nationale. Une anthropologie du baseball à Taïwan*, thèse de doctorat, Université Aix-Marseille, 2012, pp. 168-174.

²⁸ Sébastien DARBON, *Diffusion des sports et impérialisme anglo-saxon. De l'histoire événementielle à l'anthropologie*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2008, pp. 1-5.

²⁹ Jérôme SOLDANI, « Pourquoi les Taïwanais jouent-ils au baseball ? Etude diachronique d'une diffusion réussie », *Ethnologie française*, numéro spécial « Diffusion des sports », 41 (4), 2011, pp. 677-689.

³⁰ Morris, *Marrow of the Nation...*, *op. cit.*, p. 16.

³¹ Andrew Morris (*ibid.*) définit le *tiyu* et le distingue du *sport* selon les termes suivants : « Le *tiyu* était plus que du sport, de l'éducation physique, de l'exercice physique ou un ensemble de tout cela, son *yu* (aspect d'enseigner/cultiver) était un élément important qui prétendait transformer la culture physique moderne, avec sa légitimité scientifique, ses règles précises en ce qui concerne le mouvement physique et son accent mis sur l'enregistrement rationnel des records, en un ensemble de préceptes moraux relatifs à la façon de vivre et de jouer afin de façonner un nouveau citoyen discipliné et responsable » (ma traduction).

³² *Ibid.*, p. 3 (ma traduction).

³³ *Ibid.*, p. 12.

baseball de Taiwan, en contribuant à l'adhésion des Austronésiens au régime, est l'une des plus grandes réussites du mouvement d'adhésion aux valeurs du Parti nationaliste³⁴.

La régénérescence du corps social est à la fois une question d'hygiène corporelle – en contradiction avec l'« érosion des corps » imposée par la compétition sportive de haut niveau, les entraînements intensifs et le mode de vie ascétique qu'elle implique³⁵ – et de discipline morale socialement et culturellement construite et dictée. Sport et culture physique reposent donc sur deux conceptions distinctes, la seconde se situant au carrefour d'influences occidentales, japonaises, mais aussi locales avec le « principe de préservation du corps » (*yangsheng* 養生), relevant de la piété filiale, qui exige qu'à sa mort l'individu soit en mesure de restituer son corps intact à ses parents³⁶. Dans la perspective nationaliste, la piété filiale peut se convertir en « patriotisme » (*zhong* 忠)³⁷. La culture physique est l'affirmation d'une primauté de l'Etat sur la société civile, et de la confusion de leurs intérêts³⁸. C'est ce principe qui a longtemps justifié les entraînements forcenés et l'emploi abusif de jeunes joueurs au nom du devoir de défense de l'honneur national. Certains d'entre eux, parmi les plus brillants, et donc les plus usés physiquement, n'ont pas pu poursuivre de carrière après leur scolarité.

Les heures de gloire du baseball scolaire taiwanais

En 1969, les joueurs taiwanais s'imposent pour la première fois dans les séries mondiales de la Little League Baseball (catégorie des 10-12 ans) qui se jouent chaque année depuis 1939 à Williamsport (Pennsylvanie), aux Etats-Unis. Les jeunes héros sont accueillis en triomphe par un demi-million de personnes massées dans les rues de Taipei. Seize autres titres sont remportés dans cette même catégorie jusqu'en 1996. Les finales, bien que retransmises tard dans la nuit en raison du décalage horaire, rassemblent les familles devant les nouveaux postes de télévision et demeurent encore à ce jour d'inoubliables moments pour plusieurs générations. Les nuits blanches et les

³⁴ YU Junwei et Alan BAIRNER, « Schooling Taiwan's Aboriginal baseball players for the nation », *Sport, Education and Society*, 15 (1), 2010, pp. 63-82.

³⁵ Baptiste VIAUD, « L'apprentissage de la gestion des corps dans la formation des jeunes élites sportives. Les paradoxes de la médecine du sport ? », *La Revue internationale de l'éducation familiale*, 24, 2008, pp. 57-76.

³⁶ Marcel GRANET, *La Religion des Chinois*, Paris, Armand Colin, 1998 [1922], p. 117.

³⁷ Dans les manuels scolaires des années 1980, les valeurs morales les plus fréquemment citées sont le patriotisme et la piété filiale. Voir Jeffrey E. MEYER, 1988, « Teaching morality in Taiwan schools : the message of the textbooks », *The China Quarterly*, 114, 1988, pp. 267-284. Elles sont parfois associées dans la locution « changer la piété filiale en fidélité (envers son pays) » (*yixiao zuozhong* 移孝作忠). Voir Charles STAFFORD, « Good sons and virtuous mothers : Kinship and Chinese nationalism in Taiwan », *Man*, 27 (2), 1992, pp. 363-378.

³⁸ TANG Chih-chieh 湯志傑, « Tiyu yu yundong zhijian: cong jiongyi yu xifang "guojia /shimin shehui" er fen chuantong de fazhan guiqi tan yundong zai Taiwan de xiankuang » 體育與運動之間：從迥異於西方「國家/市民社會」二分傳統的發展軌跡談運動在臺灣的現況 (« Between the physical education and sports : sports in Taiwan – A country without a tradition of the distinction "state/civil society" »), *Thought and Words : Journal of the Humanities and Social Sciences*, 47 (1), 2009, pp. 1-126.

manifestations de liesse donnant lieu à des jeux de rue apparentés au baseball sont ancrées dans la mémoire collective.

En 1971, près de dix millions de téléspectateurs – les deux tiers de la population de l'époque – assistent en direct à la victoire d'une équipe de Tainan³⁹. Les joueurs sont reçus par le couple présidentiel et qualifiés par Chiang Kai-shek de « vertueux citoyens chinois »⁴⁰. Mais, tandis que ces jeunes taiwanais sont censés porter les valeurs « confucéennes » emblématiques de la nation chinoise promues par le KMT, ils sont perçus par leurs adversaires et le public américain comme des robots fabriqués pour gagner⁴¹. Pour s'assurer de la victoire, les autorités n'hésitent pas à falsifier, avec la complicité des établissements scolaires, l'identité et l'âge des enfants, envoyant ainsi aux Etats-Unis des sélections des meilleurs joueurs nationaux et non les représentants d'une école⁴². Ne pouvant plus répondre à des contrôles de plus en plus drastiques, la fédération taiwanaise est contrainte de se retirer de la compétition en 1997, pour la réintégrer en 2003.

Le gouvernement attise l'engouement autour de ces équipes et grossit démesurément l'importance de tournois pour enfants, érigés en cause nationale⁴³. Les triomphes en Little League sont célébrés dans les manuels scolaires. Les autorités créent le mythe de la « triple couronne » (*sanguanwang* 三冠王) afin de regrouper les trois titres mondiaux juniors remportés la même année⁴⁴. Le baseball accède au statut de « sport national » (*guoqiu* 國球)⁴⁵. Jusqu'aux années 1970, il avait constitué une ligne de démarcation identitaire avec les continentaux, qui lui préféraient le football et surtout le basket-ball⁴⁶, dont la pratique s'était diffusée rapidement dès l'après-guerre dans toutes les strates de la société *via* l'école et le service militaire, où il est ardemment pratiqué et encouragé par le régime. Dans les représentations sociales, le baseball, sport de la société rurale taiwanaise dont les langues véhiculaires sont principalement le hokkien et le japonais, est opposé au basket-ball, sport de l'élite continentale et urbaine parlant le mandarin. Le gouvernement utilise

³⁹ Taylor, cité par YU Junwei et Alan BAIRNER, « Proud to be Chinese : Little League Baseball and national identities in Taiwan during the 1970's », *Identities. Global Studies in Culture and Power*, 15, 2008, pp. 216-239.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 225.

⁴¹ Joseph T. SUNDEEN, « A "Kid's game" ? Little League Baseball and national identity in Taiwan », *Journal of Sport and Social Issues*, 25 (3), 2001, p. 258.

⁴² Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, pp. 66-68 ; Yu et Bairner, « Proud to be Chinese... », art. cité, p. 224.

⁴³ Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, p. 72.

⁴⁴ Durant cette période, Taiwan domine trois catégories : Little League (10-12 ans), Senior League (13-15 ans) et Big League (16-18 ans). Elle réalise le « triplé » à six reprises (1974, 1977, 1978, 1988, 1990 et 1991). HSU Tsung-mao 徐宗懋 (ed.), *Sanguanwang zhi meng* 三冠王之夢 (*Le Rêve de la triple couronne*), Taipei, Dalin, 2004 ; Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, pp. 72 et 169-171 ; Yu et Bairner, « Proud to be Chinese... », art. cité, pp. 216-239.

⁴⁵ Cette notion de « sport national » est étroitement liée à la rhétorique du Parti nationaliste, mais cette expression est aujourd'hui encore couramment utilisée pour désigner le baseball. En chinois, il se dit aussi *bangqiu* (棒球), qui peut se traduire littéralement par « jeu de balle et de batte ». Dans la langue taiwanaise, « baseball » se traduit *ia-kiū* (野), qui est la transcription directe du japonais *yakyū*, qui signifie littéralement « balle des champs ».

⁴⁶ Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, p. 26.

aussi les exploits en Little League pour conserver le soutien des Chinois d'outre-mer, qui représentent une manne financière et un appui diplomatique important pour le régime⁴⁷.

Cette instrumentalisation du baseball s'intensifie lorsque le KMT perd son siège à l'ONU en 1971 au profit de l'ennemi communiste puis quand les Etats-Unis établissent, en 1979, des relations diplomatiques avec la Chine, scellant l'isolement de l'île sur la scène internationale. Mais, durant la guerre froide, c'est le basket-ball, plus facilement associé aux Etats-Unis que le baseball, toujours étroitement lié à son héritage japonais, qui remplit le rôle de sport-symbole dans la lutte contre le communisme⁴⁸. Le basket-ball est, avec le football, le « sport national » (*guomin de yundong* 國民的運動) de la République de Chine depuis 1936. Il est aussi largement pratiqué en République populaire depuis 1949, ce qui permet un plus grand nombre de confrontations entre les équipes représentant les deux régimes chinois. Le basket-ball demeure le sport des continentaux, dominé par une élite urbaine en pleine ascension économique grâce aux possibilités nouvelles d'enrichissement à partir du tournant des années 1950⁴⁹. Les nationalistes vont œuvrer à ce que le baseball suive la même trajectoire.

La « légende » de Hungyeh

L'histoire officielle a retenu que les exploits de Taiwan en Little League avaient été impulsés par un fait d'armes non moins extraordinaire : en 1968, l'équipe de l'école élémentaire de Hungyeh (紅葉), un petit village montagnard du comté de Taitung, uniquement composée de jeunes bunun, défait à deux reprises l'équipe japonaise championne du monde en titre, devant 20 000 spectateurs rassemblés dans le stade de Taipei.

Le réexamen des faits révèle une réalité différente, qui a beaucoup de mal à s'imposer face au récit officiel. Plusieurs détails ont été, plus ou moins volontairement, éludés ou oubliés. Il s'agissait notamment de rencontres amicales ; il y a eu cinq rencontres et non trois ; un seul joueur de l'équipe japonaise était membre de la formation de Wakayama championne du monde en titre, les autres étant originaires de tout le Kansai ; les parties se jouaient avec des balles molles, comme les Taiwanais en avaient l'habitude pour cette catégorie d'âge, et non avec les balles dures dont les Japonais étaient plus familiers ; neuf des onze joueurs de Hungyeh avaient dépassé l'âge réglementaire de 12 ans, et tous étaient enregistrés sous de faux noms. Ces irrégularités étaient couvertes par le gouvernement, qui avait minutieusement préparé les rencontres. Ainsi Hungyeh et Chuiyang (垂楊), situés dans le

⁴⁷ Yu et Bairner, « Proud to be Chinese... », art. cité, p. 229.

⁴⁸ Morris, *Colonial Project, National Game...*, op. cit., p. 63.

⁴⁹ Françoise MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013, pp. 31-102.

comté de Chiayi, s'entraînaient depuis un mois sur une base militaire mise à leur disposition près de Linkou, dans le comté de Taoyuan⁵⁰. D'un point de vue anthropologique, ce n'est pas tant la véracité des faits qui importe ici, mais la façon dont s'est construite la postérité de l'événement, et éventuellement l'écart entre sa manifestation et ce qui appartient à la mémoire collective⁵¹.

Pour beaucoup de Taiwanais, c'est avec Hungyeh et la victoire sur le Japon – alors que l'équipe rassemblait des joueurs du Kansai – que le baseball s'est popularisé et a gagné ses lettres de noblesse. Pour Yu Junwei, la « légende de Hungyeh » (*Hongye chuanqi* 紅葉傳奇) relève de la *tradition inventée*, au sens que donne Eric Hobsbawm à cette notion⁵², c'est-à-dire un instrument nationaliste visant à légitimer un nouvel ordre social et politique dans un Etat « moderne »⁵³. Le plus grand tour de force de ce récit est d'avoir à ce point suggéré l'assujettissement des Austronésiens au pouvoir nationaliste, par la voie de l'éducation et sans la moindre violence ni résistance de leur part. Les jeunes bunun, rétifs à l'enseignement scolaire, deviennent grâce au baseball des élèves assidus et de « bons citoyens » défendant avec héroïsme les couleurs de la République. Et, comme ne manque pas de le rappeler une plaque commémorative du musée attenante à l'école élémentaire de Hungyeh, le mérite de la découverte et de la mise en valeur de leur « talent sportif caché » (*qianzai de yundong caineng* 潛在的運動才能) revient à un Han, Lin Chu-peng (林珠鵬), directeur de l'établissement à partir de 1963, qui a trouvé dans le baseball, pratiqué dans le village avant son arrivée, un moyen de remédier à l'absentéisme chronique dont souffrait son école et de rapprocher les différents groupes austronésiens voisins souvent en conflit⁵⁴. La « légende de Hungyeh » glorifie un parti nationaliste chinois prométhéen qui apporte le feu de la civilisation aux « barbares » (*fan* 番), et le baseball en est la torche.

Ces vertus civilisatrices sont parfaitement mises en scène dans un film sorti sur grand écran en 1988, *Petits Géants de Hungyeh* (*Hongye xiaojuren* 紅葉小巨人), qui ne lésine sur aucun poncif ni caricature, de la grand-mère utilisant les pages d'un manuel scolaire pour allumer le feu du poêle aux petits joueurs découpant les semelles de leurs chaussures pour rester dans le règlement tout en continuant d'aller pieds nus. L'un des moments forts du film de Chang Chih-chao (張志超) est la protestation des petits joueurs adressée à leurs frères aînés venus les enlever de l'école pour partir chasser, et à qui ils déclarent préférer rester pour jouer au baseball et « devenir civilisés » (*chengwei wenmingren* 成為文明人).

⁵⁰ YU Junwei, « The Hongye legend in Taiwanese baseball : separating myth from reality », *The International Journal of the History of Sport*, 24 (10), 2007, pp. 1264-1280.

⁵¹ Alban BENZA et Eric FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, « Qu'est-ce qu'un événement ? », 38, 2002, pp. 5-20.

⁵² Eric HOBBSAWM, « Inventing tradition », traduction française par André Mary, Karim Fghoul et Jean Boutier, *Enquête*, « Usages de la tradition », 2, 1995 [1983], pp. 171-189.

⁵³ Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, pp. 37-47 ; Yu, « The Hongye legend in Taiwanese baseball... », art. cité, p. 1265.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 1268.

De façon assez scrupuleuse, le film reprend la trame narrative et les détails du « mythe », de l'affrontement contre les « champions du monde » japonais, bien supérieurs en taille, aux entraînements avec des bâtons de bambou pour battes et des cailloux en guise de balles – qui ne servaient en réalité qu'à des jeux en dehors de l'école⁵⁵. Il en souligne également la dimension socio-économique. En dépit de leur pauvreté, les joueurs de Hungyeh ont terrassé la riche équipe japonaise grâce à ce tempérament « effréné et insouciant » (*bu shou jushu, ziyou zizai* 不受拘束 自由自在) qui caractérise le style de jeu des Austronésiens. Par extension, « la légende de Hungyeh » décline l'idéologie volontariste promue par le KMT, qui souhaite convaincre la population qu'elle peut désormais dépasser sa misère par ses propres efforts et grâce à l'action du gouvernement⁵⁶.

La parabole du destin taiwanais

Le mouvement pro-indépendance ne pouvait laisser le monopole de représentations aussi importantes dans l'imaginaire taiwanais à la seule partie adverse. Le 31 décembre 2000, dans son premier discours de Nouvel An à la nation, le président Chen Shui-bian, commentant une photographie célèbre, consacre Hungyeh comme symbole de l'expérience et de l'esprit de Taiwan :

« Dans cette photographie en noir et blanc, il y avait un jeune autochtone, pieds nus, à la batte. Son visage montrait une pleine concentration, comme s'il fixait toute son énergie sur sa responsabilité. Pendant ce temps, ses coéquipiers se tenaient près des lignes, scrutant avec anxiété et dispensant des encouragements. Un si beau moment saisit parfaitement Taiwan au XX^e siècle, et demeure un souvenir que je n'oublierai jamais⁵⁷. »

Les indépendantistes, revendiquant un baseball proprement insulaire, utilisent également la Little League Baseball pour leurs actions militantes. Lors de la finale de 1971, des activistes font survoler le stade de Williamsport par un avion remorquant une banderole sur laquelle on peut lire « Vive l'indépendance taiwanaise (*Taiwan duli wansui* 台湾独立万岁). GO GO TAIWAN ». La première phrase est volontairement écrite en caractères simplifiés, un signe d'opposition ouverte au Kuomintang qui ne les reconnaît pas, et un message adressé à la Chine. L'incident provoque l'ire des autorités nationalistes, qui prennent la décision de différer dès lors les directs de cinq minutes pour éviter de nouvelles déconvenues.

Pour dégager l'imaginaire du baseball du cadre de la culture physique nationaliste, les partisans de l'indépendance mobilisent le récit des exploits des équipes taiwanaises durant la

⁵⁵ WANG Hueimin 王惠民, *Hongye de gushi* 紅葉的故事 (*L'Histoire de Hungyeh*), Taipei, Lianhebao, 1994.

⁵⁶ Morris, *Colonial Project, National Game...*, *op. cit.*, pp. 84-88.

⁵⁷ Morris, « Taiwan. baseball, colonialism and nationalism », chap. cité, p. 84 (ma traduction).

première moitié du XX^e siècle. Ils soulignent un héritage culturel lié au Japon et à la période japonaise, et assument toute l'ambiguïté sous-jacente de cette relation entre attachement et rejet, ce qui n'est pas sans rappeler les contradictions du cricket antillais décrites par C. L. R. James dans *Beyond a Boundary*⁵⁸. Les opposants les plus radicaux au KMT associent étroitement les trajectoires historiques de Taiwan et du baseball taiwanais par distinction avec le continent chinois. Dans cette conception, le « sport national » opère comme une parabole du destin taiwanais. Nōkō renvoie aux initiatives proprement taiwanaises, devançant même les décisions du gouvernement japonais d'associer les insulaires à la pratique du baseball. Yigong a été la première équipe locale à triompher de l'occupant. L'histoire de Kanō, qui se conte à son tour sur un mode légendaire, célèbre l'association victorieuse, dans une même équipe, des Taiwanais han et austronésiens avec des Japonais. Elle prend une tournure dramatique avec l'assassinat de trois anciens joueurs de Kanō et du fondateur de l'équipe de Nōkō, Lin Kui-hsing, lors de la répression qui suivit l'incident du 28 février 1947. Le baseball devient le lieu de la mobilisation d'une mémoire, contre l'historiographie imposée par le Kuomintang.

Entre horizon « bleu » et horizon « vert »

Les représentations du baseball mobilisées par les mouvances nationalistes et indépendantistes peuvent être regroupées sous deux complexes assez homogènes, et qui partagent de nombreux points communs. Ils forment deux horizons, l'un « bleu », l'autre « vert » – pour respecter les couleurs que se sont données les deux principales formations politiques concurrentes. Leur constitution n'est donc pas antérieure aux années 1990 qui ont vu le paysage politique taiwanais se transformer. Il faut cependant nuancer leur dichotomie. Il s'agit de deux idéaltypes, ou plutôt de deux idéal-types, dans la mesure où ils tiennent de la construction du chercheur et ne se réalisent jamais pleinement⁵⁹. Ils sont interdépendants, s'interpénètrent et interagissent, de sorte qu'ils s'influencent mutuellement et que l'imaginaire taiwanais du baseball se situe entre ces deux pôles : il se construit par leur mise en tension. Pour en comprendre les mécanismes et les enjeux, il est donc nécessaire d'en dessiner les contours et les tendances.

La principale ligne de clivage réside sans doute dans le rôle assigné au « sport national » à l'extérieur des frontières. Dans son acception « bleue », le baseball est une activité essentiellement tournée vers la mobilisation nationale et le soutien au régime. Les victoires lors des compétitions internationales ou étrangères sont autant de bénéfiques pour la politique intérieure, y compris lorsqu'il

⁵⁸ C. L. R. JAMES, *Beyond a Boundary*, Londres, Yellow Jersey Press, 2005 [1963].

⁵⁹ Dominique SCHNAPPER, *La Compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Paris, PUF, 2005 [1999], pp. 16-21.

s'agit de s'assurer le soutien des Chinois d'outre-mer. Que le candidat Ma Ying-jeou arbore, lors de la campagne présidentielle de 2008, le maillot des Yankees de New York et non celui de l'équipe nationale indique que c'est moins la pratique en elle-même qui est valorisée que son image. Le maillot fait référence à un joueur, Wang Chien-ming (王建民), alors lanceur pour les Yankees, partisan déclaré de l'indépendance, et que ses performances classent parmi les meilleurs de la ligue américaine – la plus prestigieuse au monde. Ce sont ses succès autant que ses qualités morales de combativité, d'humilité, et ses valeurs familiales qui sont revendiqués par le candidat du Kuomintang. La dimension éducative du baseball occupe ici une place primordiale.

L'autre camp préfère présenter Wang comme un produit de Taiwan, ainsi qu'en témoignent les nombreuses épithètes qui lui ont été attachées : « Gloire de Taiwan » (*Taiwan zhiguang* 台灣之光), « Fils de Taiwan » (*Taiwan zhizi* 台灣之子), « Made in TaiWang », « King of TaiWang »⁶⁰, etc. Ses origines tainanaises sont régulièrement rappelées. Wang, et tous les autres joueurs taiwanais capables d'intégrer les plus grandes ligues étrangères et d'y briller, sont considérés comme des représentants de Taiwan et d'une culture locale du baseball dans le monde, au travers d'un style de jeu singularisé⁶¹. La campagne d'adhésion à l'ONU de 2008 soulignera encore cet aspect. Le baseball « vert » met en évidence une pratique, ancrée dans un territoire et une histoire, qui symbolise une appartenance au monde du baseball et, par extension, à la communauté internationale et globalisée.

Les partenaires de jeu sont aussi les principaux acteurs de la géopolitique taiwanaise, à l'exception notable et significative de la Chine. Les représentations que les Taiwanais ont des autres nations en compétition entrent en résonance avec les relations politiques et économiques. Les Etats-Unis font toujours figure d'idéal quasi inaccessible. Ils se situent dans une modernité à conquérir, faite de technologies et de performances toujours plus poussées, et les jeunes joueurs rêvent d'y faire carrière et fortune. Le Japon est le prisme par lequel le baseball et la modernité sont parvenus à Taiwan. Il demeure encore à ce jour une référence dans la manière de jouer comme d'innover. Mais cette vision n'est pas partagée par le camp « bleu », qui le perçoit toujours comme un modèle concurrent de celui qu'il tente d'imposer. La Corée du Sud est le rival détesté, considéré de niveau égal, et ses joueurs sont systématiquement stigmatisés comme tricheurs.

Le fait que la Chine soit longtemps restée à la marge des compétitions de baseball de haut niveau semble avoir été pour le moins opportun. Cette absence de concurrence a permis le développement de représentations non crispantes entre les deux rives et entre les principales forces

⁶⁰ Ces deux dernières expressions sont utilisées en anglais.

⁶¹ Jérôme SOLDANI, « "Partout le même, chaque fois différent". Une interprétation du baseball taiwanais dans le contexte global », *Journal des anthropologues*, « Les cultures sportives au regard de la globalisation », 120-121, 2010, pp. 121-148.

politiques à Taiwan – contrairement à ce qui s’est passé pour le basket-ball ou les jeux Olympiques⁶². Mais les deux victoires de la Chine sur Taiwan lors des JO de Pékin en août 2008 et de la dernière World Classic Baseball Cup en mars 2009 ont perturbé ce fragile équilibre. Le nouveau rapport de force qui en découle rattrape la réalité politique et l’évolution des relations entre les deux rives, tout en réaffirmant les clivages internes. Les discours, politiques ou non, et les articles de presse se font l’écho d’interprétations divergentes de ces deux défaites historiques. Dans le camp « vert », elles ont été accueillies comme une humiliation et une autre preuve que la montée en puissance de la Chine était une menace. Côté « bleu », leur impact a été relativisé par la satisfaction que les confrontations se soient chaque fois déroulées sans heurts et dans le respect mutuel, voire dans un esprit fraternel.

Dans le nouveau contexte de détente entre nationalistes et communistes, la réappropriation des symboles a tendance elle aussi à jouer dans le registre des inversions⁶³. Le choix du drapeau, qui dépasse le seul cadre des compétitions de baseball, est à ce titre exemplaire. Lors des rencontres internationales, les Taiwanais ne peuvent utiliser le drapeau officiel de la République de Chine ni son hymne national, généralement proscrits – cet Etat dispose d’un drapeau spécifique aux événements sportifs, représentant le soleil à douze pics et les cinq anneaux olympiques dans une fleur de prunier, emblème de la République. Mais, chaque fois qu’ils le peuvent, les Taiwanais de tous bords politiques brandissent le drapeau national, dans leurs stades ou à l’étranger dès qu’un enfant du pays foule les terrains de sport. Les indépendantistes, qui y voient toujours le symbole du parti oppresseur et lui préfèrent d’ordinaire celui de la République de Taiwan (*Taiwan gonghe guo* 台灣共和國) qu’ils appellent de leurs vœux, se rallient à la même bannière que leurs adversaires politiques lors de ce type d’événement. Parfois, un autre symbole de l’affirmation de leur appartenance y est associé : un fanion revendiquant l’« esprit Taiwan » (*Taiwan hun* 台灣魂) accroché sous le drapeau de la République de Chine, ainsi que cela a pu être observé lors des qualifications pour les JO de Pékin qui se sont déroulées à Taiwan en 2008. C’est de visibilité dont il est ici question, or la communauté internationale associe Taiwan au drapeau de la République de Chine plus qu’à n’importe quel autre. Ironiquement, ce sont les nationalistes qui hésitent aujourd’hui à brandir leur étendard pour ne pas provoquer le voisin continental⁶⁴.

Ce ralliement à un même drapeau dans les rassemblements sportifs éclaire l’identification à une même équipe nationale, qu’elle soit appelée « Chinese Taipei » ou « Taiwan ». Si elles renvoient à des entités différentes, ces deux appellations sont volontiers confondues en certaines circonstances

⁶² XU Guoqi, « La représentation nationale de la Chine et la question des deux Chine dans le mouvement olympique », *Perspectives chinoises*, 2008/1, pp. 19-29.

⁶³ Mengin, *Fragments d’une guerre inachevée...*, op. cit., pp. 319-447.

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 452-453.

puisque, dans la réalité, la composition de l'équipe nationale ne représente que la communauté de Taiwan. Les partisans de l'« indigénisation » (*bentuhua* 本土化)⁶⁵ peuvent se reconnaître dans une équipe officiellement appelée « Chinese Taipei » tout en continuant, s'ils le souhaitent, à la dénommer « Taiwan ». Même si certains refusent d'admettre l'une ou l'autre de ces appellations, cette ambiguïté profite à une démonstration ponctuelle d'unité nationale.

Les acteurs sont libres de puiser dans n'importe lequel de ces imaginaires nationaux. Ils peuvent le faire sans se revendiquer pour autant d'un quelconque bord politique. Il est par ailleurs des discours qui ne rentrent pas dans les catégories de ce clivage. Certains commentaires sont plus strictement techniques, collant au plus près aux situations de jeu et moins aux débats identitaires. La défaite face à la Chine lors des JO de Pékin a pu ainsi être qualifiée de honteuse par certains de mes interlocuteurs du monde du baseball professionnel non parce qu'il s'agissait de l'équipe « chinoise », mais en raison de son statut de formation de seconde zone, battue encore il y a peu par de larges écarts.

Un baseball « autochtone » ?

D'autres catégories de discours peuvent traiter des appartenances à un niveau non national. Il en est ainsi des revendications et des stéréotypes concernant les autochtones. Bien qu'éloignés de la réalité, ces stéréotypes sont tenaces. Les Austronésiens jouant au baseball sont le plus souvent présentés comme les instruments passifs de la construction nationale, des individus éduqués – et éventuellement sauvés de l'alcoolisme – par le sport. S'ils assument en partie les discours que la majorité han énonce sur eux, y compris les plus caricaturaux, c'est pour mieux revendiquer leur propre identité et défendre d'autres intérêts substantiels. Il ne faut pas négliger l'hétérogénéité de cette population. Pour ne considérer que les disparités ethniques, on remarque que certains des seize groupes reconnus sont historiquement moins actifs dans le baseball que d'autres. C'est le cas des groupes atayaliques qui, bien que comptant parmi les plus importants démographiquement parlant, n'ont jamais eu qu'un seul représentant en ligue professionnelle taiwanaise. Les Atayal, comme les Taroko, pratiquent plus souvent le basket-ball et le football. Les Bunun, vivant eux aussi en région montagneuse, ou les Puyuma, bien moins nombreux, se révèlent, pour leur part, beaucoup plus dynamiques dans ce domaine, signe que les facteurs géographiques ou démographiques ne sont pas plus déterminants que les processus historiques et socioculturels⁶⁶. Enfin, les compétitions de

⁶⁵ Concernant cette notion, voir Damien MORIER-GENOUD, « Où en est la pensée taiwanaise ? Une histoire en constante réécriture », in Anne CHENG (dir.), *La Pensée en Chine aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 2007, pp. 323-349 et John MAKEHAM et HSIAU A-chin (eds), *Cultural, Ethnic, and Political Nationalism in Contemporary Taiwan : Bentuhua*, New York, Palgrave Macmillan, 2005.

⁶⁶ Ces disparités sont liées à des processus de diffusion complexes qui ne peuvent être développés ici. Voir Soldani,

baseball peuvent être le théâtre de rivalités locales et interethniques. Ainsi les villages amis et bunun redoutent-ils les confrontations avec les Puyuma, dont ils soupçonnent les chamanes de vouloir empoisonner leur équipe.

Le discours que tient la majorité han sur les Austronésiens est souvent stigmatisant, les décrivant comme paresseux, de faible intelligence ou prédisposés à la violence⁶⁷. Le choix du baseball est par ailleurs souvent interprété comme un détournement des études – mais un détournement perçu comme un moindre mal dans la mesure où les jeunes joueurs continuent de fréquenter l'école⁶⁸. Il peut aussi avoir des connotations positives. Le tempérament « effréné et insouciant » qui caractérisait les joueurs de Hungyeh sert toujours à qualifier un style de jeu, lui-même largement idéalisé, beaucoup plus libre que celui pratiqué par les Han. Cette rhétorique du groupe majoritaire peut prendre les contours d'un discours racial comparable à celui qui a cours sur les sportifs africains-américains, quand le parallèle n'est pas fait explicitement⁶⁹. Du fait de dispositions physiques « naturelles », le style de jeu des Austronésiens ou des Africains-Américains serait, par définition, plus agressif et plus physique que celui de leurs homologues han ou « blancs ». Dès la période japonaise, les Austronésiens ont gagné la réputation d'être « naturellement » bâtis pour le sport : leurs facultés physiques auraient profité de leur milieu de vie montagnard pour se développer et ils seraient biologiquement mieux pourvus que leurs voisins han en termes de masse musculaire et d'endurance cardiovasculaire. Des enquêtes génétiques ont récemment été menées pour étayer ces thèses. Même si elles sont reprises à bon compte par les premiers concernés, rien ne vient cependant valider scientifiquement de telles affirmations⁷⁰.

Cette forme de discrimination a contribué à faire de la filière baseball du système éducatif l'un des premiers choix d'orientation pour les Austronésiens, malgré les désagréments d'un milieu où ne survivent que les plus aptes. Les autochtones ont fait leurs les stéréotypes dont ils sont l'objet. A défaut de se reconnaître dans la nation chinoise voulue par les nationalistes ou dans la nation taiwanaise souhaitée par les indépendantiste – et que le baseball doit aider à construire –, ils continuent de se réappropriier la pratique de ce sport, devenu un marqueur de leur propre identité. Joueurs et spectateurs autochtones comparent souvent la fierté de la victoire au « retour de la chasse ». Les Austronésiens voient aussi dans le baseball l'un des rares moyens de promotion

« Pourquoi les Taiwanais jouent-ils au baseball ?... », art. cité.

⁶⁷ Yu et Bairner, « Schooling Taiwan's Aboriginal baseball players for the nation », art. cité, pp. 63-82.

⁶⁸ Jérôme SOLDANI, « L'ethnicité à l'épreuve du quotidien. Ethnographie d'une équipe de baseball lycéenne à Taïwan », *Tsantsa*, 17, 2012, pp. 96-105.

⁶⁹ Nicolas MARTIN-BRETEAU, « Un "sport noir" ? Le basket-ball et la communauté africaine-américaine », *Transatlantica*, 2011-2, <http://transatlantica.revues.org/5469> (consulté le 29 septembre 2014).

⁷⁰ LIN Wen-lan 林文蘭, *Bangqiu zuowei « yuan /yuan meng jieti » : jiaoyu tizhi, wenhua chuangsheng yu shehui jixu fanyan 棒球作為「原/圓夢階梯」：教育體制、文化創生與社會階序繁衍 (Indigenous Baseball Dreams : The Educational Regime, Cultural Production and Reproduction of Social Hierarchies)*, thèse de doctorat, Taipei, National Taiwan University, 2010, pp. 25-51.

économique et sociale à leur portée : les joueurs autochtones constituent, en moyenne, 30 % des effectifs de la ligue professionnelle taiwanaise⁷¹, alors qu'ils proviennent d'une minorité évaluée à 2 % de la population totale du pays. D'autres facteurs incitatifs jouent également, comme la possibilité qu'offre le baseball de poursuivre des études avec une bourse et la multiplication des équipes scolaires, dans le comté de Taitung notamment. Mais la faible place laissée à l'enseignement général et le manque patent de débouchés tendent à reproduire les inégalités sociales déjà existantes⁷². Si les causes biologiques de l'implication des Austronésiens dans le sport sont aussi peu probantes que pour les Africains-Américains, les conséquences socio-économiques sont quant à elles tristement comparables⁷³ : en dépit de leur forte représentation sur les terrains, peu atteignent le niveau professionnel, il faut attendre 2003 pour voir un joueur autochtone nommé capitaine de l'équipe nationale, 2006 pour voir Wang Kuang-hui (王光輝) devenir le premier entraîneur général autochtone d'un club professionnel⁷⁴, et 2011 pour voir le maillot d'un joueur professionnel arborer son nom autochtone. La ligue professionnelle, apparue au tournant des années 1990, tend à reproduire certains de ces stéréotypes, mais contribue également à un bouleversement des pratiques et à une nouvelle synthèse des représentations du baseball taiwanais.

L'ère du baseball professionnel

Au tournant des années 1990, l'Etat se désengage progressivement du baseball amateur. Les équipes scolaires étant de moins en moins financées par l'argent public, les directeurs d'établissement se cherchent des partenaires dans la sphère publique ou privée. Si les édiles locaux se montrent parfois généreux, usant de leur fortune personnelle dans l'espoir d'en retirer quelques avantages électoraux, ce sont souvent les parents des joueurs qui, constitués en « groupe de soutien » (*houyuanhui* 後援會), financent l'équipe de leurs deniers. Leur rôle se révèle parfois de premier ordre, allant jusqu'au choix de l'entraîneur, sa rétribution et son maintien. Ce transfert de responsabilité du public vers le privé suit le glissement de la politique économique de l'Etat vers un modèle plus libéral. Il est aussi lié à une politique identitaire de « taiwanisation » par un renforcement des prérogatives locales.

Avec la levée de la loi martiale en 1987 s'est ouverte une période de libéralisation politique, sur fond de croissance économique. Les autorités publiques doivent désormais composer avec la

⁷¹ Yu et Bairner, « Schooling Taiwan's Aboriginal baseball players for the nation », art. cité, p. 75.

⁷² Lin, *Bangqiu zuowei « yuan /yuan meng jieti »...*, thèse citée, pp. 122-126.

⁷³ Allen GUTTMANN, « Amères victoires. Les sportifs noirs et le rêve américain de mobilité sociale », *Terrain*, 25, 1995, pp. 25-36.

⁷⁴ Yu et Bairner, « Schooling Taiwan's Aboriginal baseball players for the nation », art. cité, p. 74. Cette période correspond à une politique culturelle du Parti démocrate progressiste qui contribue à changer l'image des autochtones.

pression croissante d'entrepreneurs privés désireux d'investir dans le sport. L'émergence de la société civile semble avoir joué dans la création d'une ligue professionnelle de baseball à Taiwan⁷⁵. Planifiée dès 1987, celle-ci a été officialisée en 1989 et sa première saison s'est jouée en 1990 – une date relativement tardive en comparaison de ses deux modèles, américain et japonais, qui ont respectivement professionnalisé la discipline en 1876 et 1934. Sa structure et son règlement ont volontairement été calqués sur le modèle corporatiste de la ligue de baseball japonaise avec qui elle partage, aujourd'hui encore, de nombreux points communs⁷⁶.

La Chinese Professional Baseball League (Zhonghua Zhiye Bangqiu Dalianmeng 中華職業棒球大聯盟, ou CPBL) est née des efforts conjoints de patrons de grandes entreprises privées et de la Baseball Association of the Republic of China (Zhonghua Minguo Bangqiu Xiehui 中華民國棒球協會)⁷⁷, l'organisme public en charge du baseball. Mais sa création n'emporte pas l'adhésion générale. Beaucoup craignent que la professionnalisation entraîne un affaiblissement de l'équipe nationale lors des grandes rencontres internationales, qui demeurent la priorité des pouvoirs publics. Il est vrai que si la ligue assure une meilleure préparation et garantit la disponibilité des joueurs pour ces compétitions⁷⁸, la professionnalisation du baseball a mis un terme au sacrifice physique pour la patrie d'athlètes plus soucieux désormais de préserver leur corps, qui est aussi leur premier instrument de travail.

La ligue professionnelle est cependant perçue comme une aubaine par les personnalités politiques, et ce jusqu'aux plus hauts représentants de l'Etat, qui y voient un lieu privilégié d'apparition médiatique. Lee Teng-hui, qui a joué au baseball lors de sa scolarité durant la période japonaise, ouvre les premiers All Star Game en 1990 et la première saison de la Taiwan Major League en 1997 en lançant la première balle – fictive – des rencontres. En 2000, Chen Shui-bian, nouvellement investi président de la République, prononce son premier discours dans l'enceinte du stade du lac Chengcing, dans le comté de Kaohsiung, le jour de l'inauguration de la saison et de l'édifice. En 2009 et 2010, c'est Ma Ying-jeou, pourtant peu familier de la pratique du baseball, qui ouvre la saison professionnelle par un premier lancer fictif. La ligue, soucieuse de ne pas devenir le théâtre d'affrontements entre supporters, a pourtant exclu tout signe d'appartenance politique de ses enceintes, ainsi que le stipule le règlement intérieur des stades ; et les responsables des groupes de supporters dans les tribunes ne manquent pas de rappeler au public que l'on ne fait « pas de politique dans les stades » lorsque certains se laissent aller à une harangue partisane. Par ailleurs, des élus

⁷⁵ Tang, « Tiyu yu yundong zhijian... », art. cité.

⁷⁶ William W. KELLY, « The Hanshin Tigers and the Japanese professional baseball », in Gmelch (ed.), *Baseball without Borders...*, *op. cit.*, pp. 65-88.

⁷⁷ En anglais, elle est connue sous le nom de Chinese Taipei Baseball Association (Zhonghua Taipei Bangqiu Xiehui 中華台北棒球協會, ou CTBA).

⁷⁸ Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, pp. 91-96.

locaux ont fait de la construction d'un stade un symbole de leur mandat, tel Hu Chih-chiang (胡志強) en 2006 avec le stade intercontinental de Taichung, ou Chu Li-luan (朱立倫) avec le stade international de Taoyuan inauguré après la fin de son mandat en 2010⁷⁹.

Les équipes de la CPBL ont pourtant la particularité de ne pas avoir d'ancrage géographique. Elles ne sont pas formellement domiciliées dans une municipalité, même si certaines se sont fixées dans la ville qui abrite le siège de l'entreprise propriétaire, cette dernière monopolisant en général l'identification de son club, qui porte son nom, au détriment de toute appartenance locale. Les rencontres « à domicile » se disputent selon le choix des clubs dans n'importe quel stade du pays accrédité par la fédération. Si l'entretien d'une équipe est généralement présenté comme un véritable gouffre financier⁸⁰, il est difficile d'en évaluer les bénéfices en termes d'image pour ces grandes entreprises qui disposent pour la plupart d'une trésorerie autorisant ce type de dépenses. L'équilibre budgétaire des clubs est par ailleurs soutenu par les droits des retransmissions télévisées, qui restent leurs principales sources de revenus, et par les différents sponsors que chacun sera parvenu à obtenir. Il s'agit le plus souvent de grandes entreprises avec lesquelles le patron du club entretient des relations privilégiées d'« entraide » (*renzhu* 人助)⁸¹.

Les clubs de la ligue doivent cependant faire face aux affaires de matchs truqués. Au cours de la saison 1997, l'équipe des Eagles de China Times (Shibao Ying 時報鷹) est suspendue de la CPBL. Plusieurs de ses joueurs, mais aussi ceux d'autres équipes, dont certains s'étaient illustrés en remportant la médaille d'argent lors des jeux Olympiques de Barcelone en 1992, sont condamnés et exclus à vie de la profession pour avoir reçu de l'argent des mains de bookmakers liés aux organisations criminelles de l'île en échange d'un trucage des rencontres. Ce scandale porte un grave coup à la crédibilité des joueurs de baseball, tenus jusqu'ici pour des modèles par le public, ainsi qu'à la ligue, qui s'est montrée incapable d'endiguer ce problème endémique. Des joueurs de toutes les équipes ont été mis en cause dans des affaires similaires. Cela n'a pas empêché les paris illégaux de continuer à prospérer. Mais l'affluence des matchs en a été fortement affectée⁸².

Impuissante à régler le problème, la ligue demande le soutien de l'Etat. Son intervention est souhaitée par une large frange des acteurs et par de nombreux spectateurs, imprégnés de l'imaginaire d'un baseball florissant sous l'autorité nationaliste. En réponse à un mouvement engagé le 1^{er} novembre 2009 par plusieurs supporters pour lui demander de « sauver le sport national » (*jiu guoqiu* 救國球), le gouvernement organise une « conférence nationale » au Palais présidentiel. Ces

⁷⁹ Le nom de l'élu est généralement inscrit en évidence sur l'édifice, accompagné du caractère « épigraphe » (*ti* 題).

⁸⁰ Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, p. 97.

⁸¹ Gilles GUIHEUX, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan. La main invisible de la prospérité*, Paris, CNRS, 2002, pp. 206-208.

⁸² Yu, *Playing in Isolation...*, *op. cit.*, pp. 119-125 ; Soldani, *La Fabrique d'une passion nationale...*, thèse citée, pp. 310-350.

assises rassemblent le président de la République, Ma Ying-jeou, le Premier ministre, Wu Den-yih (吳敦義), les propriétaires des clubs, les dirigeants de la ligue, des universitaires, des représentants des supporters et de plusieurs procureurs des grandes villes du pays. La mise en œuvre d'un programme de sauvetage, intitulé « plan de revitalisation du baseball » (*bangqiu zhenxing jihua* 棒球振興計畫), présenté en mars 2009 par la ministre des Sports Tai Hsia-ling (戴遐齡), est accélérée⁸³. Les subventions publiques allouées aux clubs amateurs sont revues à la hausse. Chaque équipe professionnelle est dorénavant en contact permanent et rapproché avec le bureau du procureur (*jianchaguan bangongshi* 檢察官辦公室) le plus proche de son siège. La retraite des joueurs est revalorisée, un salaire minimum est fixé à 70 000 dollars taiwanais (1 850 euros), le système de transfert des joueurs est assoupli. Des procureurs se rendent à plusieurs rencontres à partir de la saison 2010 pour en assurer la surveillance. Avec le retour aux affaires du KMT en 2008 et la présidence de Ma Ying-jeou, on assiste à un retour de l'Etat central dans son rôle de tuteur, garant du « sport national ». Moins attractive que les ligues japonaise et américaine, régulièrement suivies par les Taiwanais devant leurs postes de télévision et qui accueillent les joueurs taiwanais réputés les meilleurs, la CPBL se trouve toujours dans une situation précaire. Elle attire en moyenne en saison quelque 3 000 spectateurs par rencontre. En revanche, elle affiche complet lors des matchs de play-off et de finales. Elle peut notamment compter sur son plus gros contingent de supporters, celui des Elephants de Brother (Xiongdi Xiang 兄弟象).

« Nous sommes tous frères » : les valeurs de l'équipe des Elephants de Brother

La non-domiciliation des clubs de la CPBL a pour conséquence de réduire le jeu des appartenances locales. C'est ce qui explique sans doute la versatilité d'une partie des supporters à la moindre avanie, même si certains d'entre eux revendiquent un attachement à l'équipe « basée » dans leur ville d'origine, comme les Lions à Tainan⁸⁴. Les clubs développent en contrepartie une image reconnaissable et positive pour fidéliser leur public. Dans ce domaine, c'est incontestablement l'équipe des Elephants de Brother qui réussit le mieux, capable de mobiliser plus de supporters que ses rivales dans n'importe quel stade de l'île, en dépit des scandales dont elle a pu faire l'objet. Un tel succès s'explique par une politique de l'image qui reprend à son compte les canons d'une tradition nationale du baseball fondée sur des valeurs morales exemplaires. La famille des

⁸³ L'ensemble de ces mesures sont détaillées sur le site Internet du Bureau des affaires sportives (*Xingzhengyuan tiyu weiyuanhui* 行政院體育委員會, ou en abrégé *Tiweihui* 體委會, en anglais Sports Affairs Council), créé sur le continent en 1932 avant d'être relocalisé à Taiwan en 1949 et placé sous la direction du Yuan exécutif : <http://www.sa.gov.tw/News/NewsDetail.aspx?wmid=345&typeid=4&No=1215> (consulté le 29 septembre 2014).

⁸⁴ Des tentatives d'ancrage local ont été récemment conduites par certains clubs. A l'issue de la saison 2010, l'équipe de La New Bears, basée à Kaohsiung, est rebaptisée Lamigo Monkeys et change de domicile pour le nouveau stade de Taoyuan, le nom chinois de l'équipe (*taoyuan* 桃猿) étant homophone de celui du comté (Taoyuan 桃園).

propriétaires du club, par son histoire et son engagement, emprunte une trajectoire étroitement liée à celle du baseball, notamment dans son souci de conformité avec ses valeurs, et occupe une place prépondérante dans son développement récent⁸⁵.

Petit retour en arrière. Le 1^{er} septembre 1984, l'équipe de baseball de l'hôtel Brother (Xiongdi Fandian Bangqiu Dui 兄弟飯店棒球隊) voit le jour en tant que formation amateur. Elle prendra le nom d'Elephants lors de sa professionnalisation en 1990. L'entreprise Brother est dirigée par Hung Teng-sheng (洪騰勝), considéré à Taiwan comme « le père du baseball professionnel » (*zhibang zhifu* 職棒之父) pour sa participation active dans la création de la ligue. Il est l'aîné d'une grande famille de cinq frères et trois sœurs, originaires de Tainan, dans le sud de l'île. Dans les années 1950, son père, Hung Chao (洪朝), bien que ne pratiquant pas lui-même le baseball, a fondé une équipe composée des employés de son entreprise tainanaise, Huanan (華南), fabriquant des machines à coudre destinées à l'exportation pour une société japonaise du nom de Brother⁸⁶.

Lycéen, Hung Teng-sheng rejoint l'équipe de Huanan. Après avoir étudié le commerce à l'Université nationale de Taiwan à Taipei, il crée une société important des machines à écrire de la même entreprise japonaise Brother. En 1975, il ouvre un hôtel du même nom dans le centre-ville de Taipei. En 1984, il fonde une équipe de baseball amateur recrutant des joueurs universitaires ou faisant leur service militaire. L'année suivante, il achète un terrain à Longtan (龍潭), dans le comté de Taoyuan, à environ 50 kilomètres au sud de Taipei. Il y fait construire en 1986 un stade de baseball où il joue avec ses frères et les employés de l'hôtel chaque mardi après-midi, y compris en pleine saison des pluies, à l'exception de celui de la semaine de la Fête du printemps. Le stade de Longtan, aujourd'hui trop vétuste, a accueilli pendant plusieurs années les matchs de la ligue professionnelle dans le comté de Taoyuan. Il sert encore de terrain d'entraînement pour les professionnels, et de camp d'été pour des groupes d'enfants qui s'y inscrivent pour rencontrer leurs idoles.

L'ensemble de la fratrie Hung est très impliquée dans le baseball, et dans tout sport servant l'image du club. Le deuxième frère, Hung Teng-jong (洪騰榮), propriétaire d'une société de vente de pièces détachées pour automobiles et le troisième, Hung Jui-lin (洪瑞麟), qui a repris l'entreprise du père aujourd'hui disparu, sont d'importants mécènes du milieu sportif taiwanais. Le quatrième, Hung Jui-ho (洪瑞河), possédait le club des Elephants, et sa fille aînée, Hung Yun-ling (洪芸鈴), en

⁸⁵ A l'issue de la saison 2013, au mois de décembre, la famille Hung a annoncé la vente de son club à la société de portefeuille Chinatrust pour des raisons financières. Si l'équipe a conservé son nom et ses couleurs, il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences de ce changement de propriétaire sur les modalités de sa gestion et les répercussions sur son image auprès des spectateurs.

⁸⁶ WANG Huei-min 王惠民, *Feixiang 20 nian. Xiongdi Xiang ganen jishi* 飛象 20 年兄弟象感恩紀實 (*Les Elephants volent vers leurs 20 ans. Une histoire en l'honneur des Elephants de Brother Elephants*), Taipei, Minshengbao, 2004, p. 9.

était la présidente, jusqu'à son rachat fin 2013. Le dernier, Hung Chie (洪杰), a aidé son frère aîné lors de la fondation de la ligue et s'occupe de la gestion de l'hôtel. Le deuxième et le cinquième des frères sont les seuls à jouer encore avec les employés de l'hôtel. L'aîné est trop âgé et souffre du bras. Le troisième vit à Tainan. Quant à Hung Jui-ho, un infarctus survenu sur le terrain de Longtan, au beau milieu d'une partie du mardi après-midi, lui interdit désormais de pratiquer.

Le lien qui unit la fratrie au baseball est symbolisé par le logotype de l'hôtel et du club : jouant à la fois sur l'image et sur les transcriptions en anglais, il déploie un large faisceau de significations, construites dans le temps et rappelées par le club en toutes occasions. Il s'agit de cinq « H » – un pour chaque frère Hung –, associés à cinq vertus édictées en anglais dans le texte : « Health, Honor, Harmony, Honesty, Humility »⁸⁷. Chacune des lettres est reliée à deux autres par ses branches inférieures de manière à former les cinq pétales d'une fleur de prunier (*meihua* 梅花), jaune et noire, aux couleurs de l'équipe. Cette fleur qui éclot en hiver et supporte le froid évoque la résistance et la persévérance, deux valeurs particulièrement chères au baseball taiwanais. Elle est aussi l'emblème de la République de Chine⁸⁸.

De nombreuses autres entreprises taiwanaises affichent des valeurs cardinales résumées en quelques mots, à l'exemple de celles de Tainan qui se réfèrent souvent à quatre principes : « diligence, frugalité, honnêteté et fidélité » (*qin jian cheng xin* 勤儉誠信). Essentiellement discursives et performatives, ces maximes ne peuvent pas être prises au pied de la lettre et ne revêtent pas de sens moral absolu. Elles président idéalement au bon fonctionnement de l'entreprise, qui se substitue à la cellule familiale et où le patron endosse le rôle de père symbolique. Cette rhétorique vient atténuer une stricte hiérarchie interne et des conditions de travail très difficiles : dureté des tâches, journées longues, salaires peu élevés et difficilement négociables⁸⁹.

La popularité des Elephants est expliquée par le club lui-même en ces termes :

« Beaucoup de gens se demandent pourquoi la popularité des Elephants de Brother ne se dément pas, et pourquoi il existe toujours un écart (de notoriété) avec les autres clubs. Bien sûr, de nombreuses raisons expliquent cela : sa belle réputation "d'équipe toujours victorieuse", sa bonne tradition de discipline stricte et des matchs à rebondissements légendaires. Mais la clé est certainement l'application et la détermination dans la gestion du club. On peut dire que Brother n'est pas un grand consortium, mais depuis vingt ans il s'enthousiasme pour le baseball sans plainte ni

⁸⁷ Hygiène, honneur, harmonie, honnêteté, humilité, voir *ibid.*, p. 157.

⁸⁸ Marie-Anne DESTREBECQ, « Le symbolisme de la fleur de prunier dans la philosophie, la politique et l'esthétique chinoises des Song à nos jours », *Études chinoises*, 21 (1&2), 2002, pp. 197-209.

⁸⁹ Guiheux, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan...*, *op. cit.*, pp. 198-199.

regret. Cette bonne volonté remporte la reconnaissance et l'adhésion de nombreux supporters. Le club de Brother a établi un modèle de responsabilité sociale des entreprises dans le pays⁹⁰. »

Bien que se revendiquant de la tradition austère et rigoureuse du baseball japonais, ou du moins de la représentation que les Taiwanais en ont, le club des Elephants sait faire preuve d'inventivité pour promouvoir son image. Il commercialise de nombreux produits dérivés, organise des activités en marge des rencontres (fêtes, anniversaires, mariages, etc.) en y associant ses joueurs et en insistant sur la fibre familiale. Brother cultive aussi le même stéréotype de l'équipe pauvre réussissant par ses initiatives et la pugnacité de ses membres déjà convoqué pour expliquer le succès de Hungyeh.

Ce baseball, décrit comme « authentique » et dont l'absence de moyens financiers est compensée par la discipline et l'effort, offre un modèle de référence au baseball scolaire et professionnel. Le club fonctionne comme la parabole d'un système social empreint de valeurs dites confucéennes, c'est-à-dire défini par une structure très hiérarchisée et fondé sur des valeurs morales susceptibles de servir de modèle à la société tout entière. Ce faisant, les Elephants de Brother se posent en parangons de la synthèse des influences japonaise et nationaliste dans le baseball professionnel taiwanais – c'est ce qui contribue à leur popularité. Le baseball professionnel s'inscrit dans la continuité du baseball scolaire amateur en reprenant à son compte ses valeurs exemplaires inspirées du modèle promu par l'Etat, et plus particulièrement celles issues de l'idéologie du Parti nationaliste, qui a par ailleurs tôt fait de transférer aux entreprises privées « la charge d'encadrer la population – voire de lui dispenser un enseignement moral et politique –, puis celle de représenter le régime dans l'arène internationale »⁹¹.

Il est interdit aux joueurs de boire, de fumer ou de mâcher le bétel. Si ces prescriptions ne sont pas toujours suivies à la lettre, le point d'honneur mis à les rappeler en toutes circonstances, et les tentatives de les appliquer au moins en façade, montrent combien les clubs prennent à cœur leur mission d'exemplarité, et ce malgré la répétition des affaires de corruption qui sapent la réputation des équipes et rompent la relation de confiance liant les joueurs aux supporters ainsi que les supporters au club. Les clubs s'appuient sur les performances et le charisme de leurs joueurs les plus emblématiques, néanmoins subordonnés au groupe et aux valeurs dont celui-ci fait la promotion. Au premier rang de celles-ci se trouve le « respect » (*zunzhong* 尊重) : celui des coéquipiers, des

⁹⁰ 很多人都在問，兄弟象為何人氣持久不墜，為何其餘球團和他們總有一段差距。這其中原因當然很多，風光的常勝軍名號，紀律嚴格的優良傳統，屢屢逆轉的傳奇戰役都算是，但最關鍵的，應是球團經營的態度和用心。可以這麼說，兄弟不是什麼大財團，20年來卻能無怨無悔熱心棒運，這份心獲得許多球迷的認同和肯定，兄弟球團為國內樹立一個企業社會責任的典範，是博得最多人認同的主因。Wang, *Feixiang 20 nian...*, *op. cit.*, p. 4 (ma traduction).

⁹¹ Catherine PAIX et Michèle PETIT, « Espace graphique et pratiques de pouvoir : philosophies d'entreprises à Taiwan, préceptes politiques à Singapour », *Strates*, 4, 1989, en ligne : <http://strates.revues.org/4262> (consulté le 29 septembre 2014).

supporters, des adversaires et du public. A la fin de chaque match qu'ils remportent, les Elephants se présentent face à la tribune adverse et s'inclinent pour la saluer avant d'en faire autant avec leur public⁹².

L'imaginaire élaboré par le club des Elephants est connu et relativement partagé par ses supporters, qui s'en font aussi les colporteurs. Jouant sur le nom de l'entreprise, la rhétorique familiale et unitaire est reprise dans la devise « nous sommes tous frères », employée en anglais (« *we are all Brother* ») ou en mandarin (*sihai zhinei jie xiongdi* 四海之内皆兄弟, littéralement « entre les quatre mers nous sommes tous frères »). Le public des Elephants aime également scander « nous n'abandonnerons jamais » (*yong bu fangqi* 永不放棄), allusion aux vertus de résistance et de persévérance chères au club. Pour leur propre maillot, les fans ont choisi le numéro 99 (*jiujiu* 九九), homophone de « pour toujours » (*jiujiu* 久久). Ils se démarquent ainsi des supporters des autres équipes en associant leur appartenance à des valeurs communes sous la dénomination d'« esprit Elephants » (*Xiang hun* 象魂), mais aussi du club, qui préfère parler d'un « esprit Brother » (*Xiongdi hun* 兄弟魂)⁹³. A cette défiance viennent parfois s'ajouter d'après critiques sur les choix de la direction et l'attente de résultats en dehors de toute considération morale. Le recrutement ou l'exclusion d'un joueur, quelles qu'en soient les raisons, peut être abondamment discuté entre supporters et leur opinion se situer à l'encontre des options retenues par le club. Les critiques peuvent être sévères et les démonstrations de mécontentement se manifester dans les tribunes au travers de pancartes brandies et des slogans adressés à la direction. Tout cela fait partie intégrante de la culture des supporters et souligne les limites de la reproduction du modèle proposé par le club.

Conclusion

La réappropriation par les supporters des Elephants des valeurs de leur club, le refus des joueurs d'entamer leur capital physique pour assurer leur carrière, le détournement du drapeau national, ou le renversement par les autochtones des stéréotypes dont les affuble la majorité han pour en faire une revendication identitaire et sociale, sont autant de cas qui invitent à nuancer les thèses de la sociologie critique du sport comme « opium du peuple »⁹⁴. Si l'exemple du baseball taiwanais, imprégné notamment de la « culture physique », montre combien un gouvernement peut

⁹² L'équipe de Brother est la seule à procéder ainsi, les autres équipes se contentant de saluer leurs supporters avant de quitter le terrain quelles que soient les circonstances. C'est une pratique également courante dans le baseball scolaire et le baseball japonais.

⁹³ La notion d'« esprit » s'emploie ici au sens d'« état d'esprit », qui se dit en mandarin *jingshen* (精神). Le terme de *hun* (魂), qui signifie initialement « âme », serait un néologisme venant du japonais.

⁹⁴ Jean-Marie BROHM, *Les Meutes sportives. Critique de la domination*, Paris, L'Harmattan, 2000 [1993].

instrumentaliser une pratique pour encadrer la société, il apparaît aussi comme un lieu de contestation de cette hégémonie par le recours à des représentations concurrentes. Ainsi, les partisans de l'indépendance opposent aux nationalistes les représentations d'un baseball hérité de la période japonaise et ancré dans le territoire taiwanais. Avec l'émergence de la société civile au tournant des années 1990, les tensions avec le modèle dominant se font plus visibles.

Il faut attendre cette période pour que se réalisent à la fois une synthèse des différentes représentations du baseball taiwanais et une libération des initiatives privées dont la professionnalisation est un produit. On peut alors observer une asymétrie entre le modèle britannique qui a vu, au XIX^e siècle, le système sportif émerger en son sein⁹⁵ pour le déposer très tôt entre les mains d'une armée de volontaires, et l'exemple taiwanais où le sport est longtemps demeuré une prérogative de l'Etat pour les besoins d'une éducation par le corps. Il ne s'agit pas, ici, d'opposer deux systèmes politiques ni d'affirmer que Taiwan ne disposait pas de tradition de société civile avant l'abrogation de la loi martiale⁹⁶, mais plutôt de dévoiler les mécanismes de négociations entre les parties à travers une activité aussi emblématique, et donc disputée, que l'est le baseball dans sa dimension de « sport national ».

Le transfert de responsabilité du public vers le privé que constitue la naissance d'une ligue professionnelle, où se joue la transmission de valeurs considérées comme cardinales pour la société, ne signifie pas un effacement complet de l'État au profit de la société civile. Le retour à un certain interventionnisme des autorités publiques sous la présidence de Ma Ying-jeou tend à prouver que celles-ci président toujours aux destinées du sport à Taiwan. Elles sont cependant de moins en moins aptes à imposer leur seule vision du « sport national », et ne maîtrisent plus le calendrier de la redistribution de ses représentations. L'accession récente de la Chine à un plus haut niveau de compétition, notamment, pourrait cristalliser au sein du baseball de Taiwan un nouvel élan nationaliste dont les termes restent encore à définir.

⁹⁵ Darbon, *Diffusion des sports et impérialisme anglo-saxon...*, *op. cit.*

⁹⁶ Tang, « Tiyu yu yundong zhijian... », art. cité.



n° 36, novembre 2014

Damien Morier-Genoud

Université Stendhal-Grenoble 3

**Écriture, mémoire et transmission d'une histoire nationale à Taiwan :
le rôle de la sphère privée et des réseaux para-académiques**

En dépit des divergences d'interprétation qui la sous-tendent, l'histoire de Taiwan est aujourd'hui pleinement émancipée du paradigme d'une monographie locale enchâssée dans le récit d'ensemble de l'historiographie sino-centrée que le Kuomintang avait imposée dans l'île après 1945¹. Si elle demeure le lieu d'affrontements idéologiques et politiques particulièrement vifs, elle embrasse désormais des trajectoires historiques multiples qui, ensemble, lui donnent corps et mémoire dans une dimension nationale singulière².

¹ Sur la lecture sino-centrée du passé insulaire et l'instrumentalisation politique dont l'histoire de l'île a fait l'objet dans l'historiographie nationaliste chinoise d'après-guerre à Taiwan, voir Allen CHUN, « From nationalism to nationalizing : cultural imagination and state formation in postwar Taiwan », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, 31, janvier 1994, pp. 49-69. Voir aussi les deux travaux d'Ann HEYLEN : « De l'histoire locale à l'histoire nationale. La difficile institutionnalisation d'une historiographie taiwanaise », *Perspectives chinoises*, 66, juillet-août 2001, pp. 41-54, et « Narrating history in Taiwan's changing society », *Chinese History and Society*, 32, 2007, pp. 101-122.

² Sur les grandes évolutions et tendances de l'historiographie de Taiwan, comme sur les mutations de la conscience historique dans l'île de 1949 à nos jours, je renvoie aux travaux de WANG Qingjia (Q. Edward WANG), *Taiwan shixue wushi nian (1950-2000). Chuancheng, fangfa, quxiang (Cinquante Ans d'historiographie taiwanaise, 1950-2000. Héritages, méthodes, mouvances)*, Taipei, Maitian chubanshe, 2002 ; et « Jiegou yu chonggou. Jin ershi nian lai Taiwan lishi yishi bianhua de zhuyao qushi » (« Déconstruction et reconstruction. Les grandes tendances de la transformation de la conscience historique à Taiwan au cours des vingt dernières années »), *Hanxue yanjiu tongxun*, 25 (4), 2006, pp. 13-32. Voir aussi CHANG Lung-chih, « Re-imagining community from different shores : nationalism, post-colonialism and colonial modernity in Taiwanese historiography », in Steffi RICHTER (ed.), *Contested Views of a Common Past. Revisions of History in Contemporary East Asia*, Frankfurt, Campus, 2008, pp. 139-155. Enfin, dans un travail récent, je

C'est aux activistes *dangwai* (*dangwai renshi* 黨外人士) des années 1980 que l'on doit les premières tentatives d'élaboration et la promotion à Taiwan d'un récit historique focalisé sur l'île et ses habitants. Ferment d'un imaginaire national nouveau, ce récit s'est imposé comme celui d'une communauté d'appartenance en décalage avec le mythe d'une « Grande Chine » (*da Zhongguo* 大 中) prétendument incarnée par le régime autoritaire de Chiang Kai-shek en exil dans le bastion insulaire après 1949. Représentés par les historiens amateurs issus de l'opposition, ces courants para-académiques participent d'une tradition nativiste en ce qu'ils ont cherché à faire vivre des histoires, des mémoires, ou encore des cultures taiwanaises jusqu'alors réprouvées par l'historiographie nationaliste chinoise. Dès lors, ces héritages pluriels et multiformes ont été érigés en objet de connaissance à part entière³.

Pendant la dernière décennie de la période autoritaire, par le biais de revues militantes comme *Racines* (*Shenggen*), *Le Progrès* (*Qianjin zhoukan*), *Génération actuelle* (*Zhe yi dai zazhi*), *Les Années 80* (*Bashi niandai*) ou encore *Formosa* (*Meilidao*), les activistes *dangwai* ont, pour repenser l'histoire de l'île, bénéficié d'une marge de manœuvre beaucoup plus importante que celle dont disposaient les chercheurs du milieu académique, contraints pour leur part de composer avec l'idéologie officielle du régime qui les avait cooptés. Le combat que les militants *dangwai* ont engagé contre la doxa nationaliste chinoise à Taiwan, jugée aliénante, par sa nature exogène, et en discordance avec la réalité taiwanaise, a exercé une influence croissante sur le milieu académique local. Au lendemain de la levée de la loi martiale en 1987, il s'est vu accréditer par une large partie de la communauté scientifique, qui a fini par lui emprunter ses propres outils rhétoriques et le discours de l'histoire insulaire qu'il cherchait à promouvoir – ou qu'il véhiculait en substance⁴. Ce changement tient aussi à une nouvelle donne sociologique dans le milieu académique taiwanais lui-même. Au tournant de la décennie 1990, celui-ci a en effet accueilli en son sein un nombre croissant d'anciens activistes *dangwai* alors proches du Parti démocrate progressiste – Chang Yen-hsien, Lee Hsiao-feng, Tai Pao-tsun, Hsueh Hua-yuan, Huang Fu-san, Weng Chia-yin, Wu Mi-cha, pour ne citer qu'eux.

reviens moi-même sur la diversité des traditions historiographiques à Taiwan et la nouvelle mouvance scientifique de l'histoire de l'île qui s'est affirmée dans les années 1990 et 2000. Voir Damien MORIER-GENOUD, « L'historiographie de Taiwan. A la recherche d'une "histoire savante native" », *Perspectives chinoises*, 2010/3, pp. 86-98.

³ Sur les relectures de l'histoire de Taiwan par les activistes *dangwai* des années 1970 et 1980, voir A-chin HsIAU, *Contemporary Taiwanese Cultural Nationalism*, Londres, New York, Routledge, 2000, notamment le chapitre 6, « Crafting a national history », pp. 148-177 ; et « Identité générationnelle et élaboration historique : le mouvement d'opposition politique pendant les années 1970 à Taiwan », in Samia FERHAT et Sandrine MARCHAND (dir.), *Taiwan. Île de mémoire*, Lyon, Tigre de Papier, 2011, pp. 125-146. Voir aussi, toujours du même auteur, *Huigui xianshi. Taiwan yi jiu qi ling niandai de zhanhou shidai yu wenhua zhengzhi bianqian* (*Retour à la réalité. Génération d'après-guerre et changements culturels et politiques à Taiwan dans les années 1970*), Taipei, Zhongyanyuan sheyansuo, 2008.

⁴ Telle est du moins la thèse que je défends dans un travail doctoral que j'ai récemment mené à son terme, et que reprend le présent chapitre, sans toutefois s'y agréger. Voir Damien MORIER-GENOUD, « L'élaboration d'une historiographie native à Taiwan à l'ère contemporaine », thèse de doctorat, Paris, Inalco, 2011.

Par-delà ce renouvellement générationnel, les opposants au régime nationaliste chinois présents dans l'île, dont les aspirations à la démocratie ont pris une teneur plus indépendantiste après 1987, ont pu jouir d'un point d'ancrage dans la société en s'impliquant dans les activités et dans l'organisation interne de certaines fondations et associations créées dans les années 1980-1990 dans le but de revaloriser les études sur Taiwan. En plus d'assurer à leur activisme et à leur engagement un cadre d'expression populaire, de telles structures leur ont permis d'entretenir un dialogue privilégié avec les historiens dits « de l'institution » (*yuannei* 院内), lesquels ont ainsi été invités à réexaminer les séquences de l'histoire taiwanaise que la propagande du Kuomintang avait scellées sous le sceau du tabou, quand elle ne les avait pas tout bonnement frappées de censure.

Prenant pour point de départ de l'analyse et de la réflexion l'action du secteur taiwanais de l'édition et celle de deux organisations à caractère militant – la Fondation Wu San-lien des documents historiques sur Taiwan et la Société taiwanaise d'études historiques –, le présent article se propose de revenir sur le rôle moteur qu'ont joué, au début de la décennie 1990, la sphère privée et les réseaux para-académiques de l'île dans la revalorisation et la diffusion d'une histoire et d'une mémoire nationales proprement taiwanaises. A travers le parcours et les travaux de l'historien Chang Yen-hsien, dont il sera question plus en détail, y seront examinés plus avant les effets d'interpénétration entre les réseaux militants et l'institution académique insulaires. Il s'agira de voir dans quelle mesure cette imbrication réciproque des premiers et de la seconde a contribué à une mutation du discours et à un renversement de la perspective nationaliste chinoise jadis dominante dans le champ de l'histoire taiwanaise.

La multiplication des initiatives privées dans le domaine de l'édition, tribune d'une histoire taiwanaise redécouverte

Après 1987, la libéralisation et la multiplication des initiatives privées dans le domaine du savoir, et en particulier dans le secteur de l'édition, ont dans une large mesure favorisé l'essor des études historiques sur Taiwan⁵. L'abrogation des lois restrictives à l'encontre de la liberté d'expression a eu un impact considérable en effet sur ce que l'on pourrait appeler, au sens strict, les

⁵ Au lendemain de la levée de la loi martiale, le secteur taiwanais de l'édition a connu une période d'essor pendant près de deux décennies. Dans un contexte de croissance économique et de développement des technologies de l'information, le nombre annuel de nouveaux titres publiés est passé d'environ 4 700 en 1985 à plus de 43 000 en 2002. Le nombre de maisons d'édition a quant à lui doublé entre 1994 et 2010. On compte aujourd'hui environ 10 000 maisons d'édition sur l'ensemble du territoire insulaire, dont 70 % comptent moins de dix salariés. Sur les évolutions du secteur de l'édition à Taiwan de 1987 à nos jours, voir les entretiens conduits par HAO Ming-yi [Rex HOW], actuel président du groupe Locus Publishing et ancien directeur général de Times Publishing : *Tamen shuo. Youguan shu yu rensheng de yixie fangtan (Ils le disent. Entretiens sur le livre et la vie)*, Taipei, Wanglu yu shu chuban, 2007. Voir aussi l'article d'André HUANG, « L'édition taiwanaise tourne une page », *Taiwan aujourd'hui*, 27 (1), janvier 2010.

conditions *publicitaires* de l'histoire de Taiwan⁶. La maison Maitian (麥田), créée en 1992 et détenue aujourd'hui par le groupe Cité (城邦), ainsi que les éditions Qianwei (前衛) et Yushanshe (玉山社), respectivement fondées en 1982 et 1995, lancent sur le marché du livre au début des années 1990 des collections spécialisées sur l'histoire, la politique, la culture et la littérature taiwanaises. La ligne éditoriale de ces publications met l'accent à la fois sur la revalorisation de Taiwan en tant qu'entité nationale, et sur la redécouverte des traditions locales dans l'île. C'est dans le cadre de sa collection « Culture et histoire taiwanaises » que la maison d'édition Qianwei a ainsi commencé à faire paraître, au début des années 1990, des écrits sur l'histoire de Taiwan censurés pendant la période autoritaire. C'est le cas de l'ouvrage de l'activiste indépendantiste Shih Ming (Su Beng), *Taiwan n'est pas une partie de la Chine. Quatre cents ans d'évolution sociale à Taiwan*⁷, comme du livre de l'intellectuel anti-impérialiste Chuang Chia-nung, *Taiwan en colère*⁸, ou encore l'ouvrage de Chang Teh-shui, *Alerte ! L'histoire de Taiwan, source de reconnaissance nationale des Taiwanais*⁹. On doit aussi aux éditions Qianwei, à la même époque et dans la même collection, la publication à Taiwan des premiers témoignages et histoires orales sur la répression de 1947, comme les deux ouvrages très poignants de Juan Mei-shu, *Les Larmes du silence et de l'obscurité. Sur les traces d'une famille dispersée par le 28 février*, et *Quarante-Cinq Ans de solitude et de souffrance. A la recherche de mon père Juan Chao-jih, disparu pendant le 28 février*¹⁰.

Après l'abolition du système de contrôle de la presse écrite (*baojin* 報禁), le 1^{er} janvier 1988¹¹, la société éditrice de *L'Indépendant-Soir* (*Zili wanbao* 自立晚報), un quotidien créé dans l'après-guerre sous l'égide de Wu San-lien¹², a elle aussi publié de nombreux essais et travaux signés soit par des activistes du mouvement *dangwai* des années 1980, soit par des militants indépendantistes taiwanais à l'étranger. On peut citer à titre d'exemple l'ouvrage de Lee Hsiao-feng, *Quarante Ans*

⁶ Par « conditions publicitaires », j'entends l'ensemble du procès éditorial et médiatique qui assure une tribune à l'histoire de Taiwan, permet de porter celle-ci à la connaissance du public, et rend possible sa marchandisation et sa diffusion sur le marché.

⁷ SHIH Ming [SU Beng], *Taiwan bu shi Zhongguo de yi bufen. Taiwan shehui fazhan sibai nian shi*, Taipei, Qianwei chubanshe, 1992. Il s'agit ici de la première édition taiwanaise de la synthèse historique de Shih Ming. Ce travail de longue haleine a connu une première édition plus concise, au Japon, en 1962, sous le titre de *Quatre Cents Ans d'histoire des Taiwanais*, puis une seconde en 1994. C'est sous ce même titre qu'il fera l'objet à Taiwan d'une seconde édition remaniée et augmentée en 1998, aux éditions Caogen wenhua. L'ouvrage a par ailleurs connu, en 1980, deux éditions en chinois aux Etats-Unis.

⁸ CHUANG Chia-nung, *Fennu de Taiwan*, Taipei, Qianwei chubanshe, 1990. L'ouvrage a été écrit pendant la guerre civile en Chine et la première édition, datée de 1949, est hongkongaise (éd. Zhiyuan shuju). Il est édité au Japon, en 1971, aux éditions Ryūkei shosha (龍溪書舍) et connaîtra à Taiwan une seconde édition (éd. Shibao wenhua), trois ans après celle de Hongkong, signée par l'auteur sous le nom de plume de Hsu Hsin.

⁹ CHANG Teh-shui, *Jidong ! Taiwan de lishi. Taiwanren de ziguorenshi*, Taipei, Qianwei chubanshe, 1992.

¹⁰ JUAN Mei-shu, *Youan jiaoluo de qisheng. Xunfang er er ba sanluo de yizu et Guji jian'ao. Xunzhao er er ba shizong de baba Ruan Chaori*, Taipei, Qianwei chubanshe, 1992.

¹¹ Sur les évolutions de la presse taiwanaise après la levée de la loi martiale, voir Patricia R. S. BATTO, « Les conséquences de la démocratisation sur la presse quotidienne taiwanaise », *Perspectives chinoises*, 80, novembre-décembre 2003, pp. 64-80. Sur le personnage de Wu San-lien, voir ci-après la section consacrée à la fondation créée à sa mémoire.

¹² Sur le parcours et l'engagement de Wu San-lien, voir ci-après, note 21.

de mouvement démocratique à Taiwan, publié en 1987¹³, et le livre de Wang Yu-teh (Ong Jok-tik), *Taiwan. Une histoire pleine d'amertume*, traduit du japonais par l'auteur et paru pour la première fois à Taiwan en 1993¹⁴.

Si ces publications relèvent davantage de l'essai, ou si elles confinent au manifeste politique plus qu'elles ne participent d'une littérature scientifique – exception faite cependant des études de Huang Chao-tang, Shih Ming et Wang Yu-teh –, elles n'en expriment pas moins une pluralité de mémoires et d'expériences constitutives d'une histoire taiwanaise propre. La parution des *Quarante Ans de mouvement démocratique à Taiwan* de Lee Hsiao-feng officialise en quelque sorte, dès 1987, la mémoire du mouvement *dangwai*, tout en lui conférant une profondeur historique. L'ouvrage est à la fois un témoignage et un panorama du temps présent qui cherchent à inscrire l'opposition *dangwai* des années 1970 et 1980 dans une tradition démocratique puisant ses origines dans l'après-guerre à Taiwan. Cet héritage politique s'illustre notamment à travers l'action des intellectuels libéraux et des hommes politiques indépendants dans l'île, aussi bien continentaux que taiwanais (Lei Chen, Wu San-lien, Peng Ming-min, etc.). L'ouvrage de Shih Ming, réédité en 1998 sous le titre de *Quatre Cents Ans d'histoire des Taiwanais*¹⁵, de même que le livre de Wang Yu-teh ou celui de Chang Teh-shui précédemment cités, ont en commun de raconter l'histoire de Taiwan du point de vue de ses habitants, comme l'exhortent les activistes *dangwai* dans les années 1980. Ils se fondent sur un récit d'ensemble de l'histoire insulaire enraciné dans une expérience du passé communément partagée par les hommes et les femmes ayant vécu sur le sol taiwanais. Dans la perspective narrative qu'ils embrassent, la République de Chine à Taiwan apparaît comme une ère de domination étrangère au même titre que les autres pouvoirs et régimes (européen, mandchou, japonais) qui l'ont précédée ; et le procès de l'histoire insulaire lui-même est orienté vers un âge futur d'émancipation nationale et d'indépendance de l'île¹⁶.

S'inscrivant dans la lignée des périodiques et des revues militantes du *dangwai*, la diffusion de ces publications à Taiwan au début des années 1990 a incité la communauté académique à reconsidérer le passé insulaire en dehors de l'idéologie nationaliste chinoise¹⁷. Pour comprendre

¹³ LEE Hsiao-feng, *Taiwan minzhu yundong sishi nian*, Taipei, Zili wanbao she wenhua chubanshu, 1987.

¹⁴ WANG Yu-teh [ONG Jok-tik], *Taiwan. Kumen de lishi*, Taipei, Zili wanbao she wenhua chubanshu, 1993. Avant de paraître à Taiwan, l'ouvrage a connu deux éditions au Japon, en 1964 et en 1970, aux éditions Kōbundō (弘文堂). L'édition taiwanaise la plus récente est celle paru en 2000 aux éditions Qianwei.

¹⁵ Pour la référence de l'ouvrage, voir ci-dessus, note 7.

¹⁶ Notons toutefois qu'on ne saurait décrire ou analyser cette littérature para-académique comme un courant homogène ou uniforme. Bien qu'ils expriment un engagement commun en faveur de l'indépendance de l'île, les écrits de Shih Ming ou de Wang Yu-teh, par exemple, recèlent des sensibilités politiques différentes et divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Shih Ming se trouve fortement influencé par le marxisme et le socialisme, tandis que Wang Yu-teh s'inscrit dans une tradition politique libérale. Sur cette question, voir Hsiao, *Contemporary Taiwanese Cultural Nationalism*, op. cit., pp. 157-158.

¹⁷ Sur la réception de l'ouvrage de Shih Ming, *Quatre Cents Ans d'histoire des Taiwanais*, dans la communauté académique insulaire au début des années 1990, voir par exemple la discussion entre WU Mi-cha, CHANG Yen-hsien et YANG Pi-chuan dans la revue *China Tribune*, 31 (11), 1991, pp. 65-80.

cette interaction des chercheurs taiwanais avec les invocations, dans la société, d'une mémoire et d'un récit historique proprement insulaires, mais aussi pour saisir les réajustements dont ont fait l'objet ces deux dernières décennies les études historiques sur Taiwan dans le milieu académique, il est indispensable de prendre en compte le rôle considérable qu'ont joué dans l'île les fondations et associations qui participent d'une sphère d'action privée dans le domaine de l'histoire taiwanaise.

La Fondation Wu San-lien et la Société taiwanaise d'études historiques, tribunes d'un récit alternatif de l'histoire insulaire

Pendant la période autoritaire à Taiwan, une réalité économique et sociale ancrée dans la discrimination se profile à l'arrière-plan de la politique nationaliste chinoise, hégémonique et dominatrice dans ses fondements. Les cadres du Kuomintang et les hauts gradés de l'armée nationaliste accaparent l'ensemble des secteurs-clés de l'économie insulaire. En raison du monopole dont jouissent ces derniers dans les domaines de l'industrie, des banques et des entreprises d'Etat, les Taiwanais de souche n'ont souvent d'autre choix que de se reconvertir dans le secteur des petites et moyennes entreprises. Or, cette reconversion favorise l'ascension sociale d'une élite entrepreneuriale taiwanaise très active et très influente¹⁸. Nés pour la plupart dans l'île sous la colonisation japonaise, les membres de cette élite demeurent fortement attachés aux cultures et aux traditions de leur terre natale. Ils sont également conscients de ne pas partager la même expérience historique que les acteurs au pouvoir, perçus comme les représentants d'un régime ayant soudainement fait irruption dans l'île en 1945. Si l'émergence d'une élite d'entrepreneurs taiwanais peut être évaluée sous l'angle politique, social ou économique, elle peut aussi donner matière à une analyse historiographique. L'action d'un entrepreneuriat natif dans l'île n'a pas été sans incidence, en effet, sur les réseaux de financement et d'entraide qui se sont tissés à Taiwan dans les années 1990 et qui ont laissé s'exprimer, en dehors des structures étatiques et de la sphère publique, un discours historique alternatif à caractère nativiste.

C'est en partie grâce à l'action et au soutien – autant financier que moral – de ces entrepreneurs privés, et pas seulement à la faveur de la réforme de l'éducation, que les études historiques sur Taiwan ont connu l'essor que l'on sait après la levée de la loi martiale. En apportant des aides matérielles et des subsides importants à différentes structures privées, comme les maisons d'édition ou la Fondation Wu San-lien, dont il sera question ci-après, cet entrepreneuriat taiwanais a

¹⁸ Sur l'émergence d'une élite entrepreneuriale taiwanaise, son poids dans l'économie insulaire et ses principaux traits sociologiques, voir l'ouvrage de Françoise MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013. Voir aussi l'enquête de Gilles GUIHEUX, *Les Grands Entrepreneurs privés à Taiwan. La main visible de la prospérité*, Paris, CNRS, coll. « Asie orientale », 2002.

encouragé l'organisation d'activités scientifiques variées (ateliers d'étude, conférences, séminaires, universités d'été, projets de publications, etc.). Ces activités ont contribué à revaloriser les multiples facettes de la société et de l'histoire insulaires déniées par l'historiographie nationaliste chinoise d'après-guerre. De nombreux travaux jetant un éclairage nouveau sur les cultures hakka et austronésiennes, sur le legs historico-culturel de la colonisation japonaise, sur les incidents du 28 février 1947, ou encore sur la période dite de « terreur blanche » des années 1950 et 1960, ont été édités grâce au concours de fondations et d'associations entièrement financées par des particuliers. Ainsi, les écrits publiés au Japon par les indépendantistes taiwanais en exil dans l'archipel nippon pendant la période autoritaire à Taiwan, écrits dont on peut dire qu'ils participent d'une historiographie dissidente de l'île, ont été traduits et édités en chinois à Taiwan avec le soutien de certaines fondations privées. C'est le cas notamment des travaux de Huang Chao-tang (Ng Yuzin Chiautong), *Une étude sur la République de Taiwan*¹⁹ et *Essais sur la déchéance de Taiwan*, publiés par la Fondation de recherche sur les sciences contemporaines²⁰.

Outre la parution de ces écrits à teneur militante, les activités populaires organisées par les fondations ont attiré l'attention des chercheurs du milieu académique sur les traditions locales taiwanaises, désormais érigées en objet de connaissance se valant pour lui-même et en lui-même. Cette interaction entre les milieux para-académiques et l'institution universitaire dans le champ des études historiques sur Taiwan s'illustre, entre autres exemples, à travers l'histoire et l'action de la Fondation Wu San-lien des documents historiques sur Taiwan (*Wu Sanlian Taiwan shiliao jijinhui* 吳三連臺灣史料基金會).

Créée en novembre 1991 à l'instigation de la famille de Wu San-lien²¹ et de plusieurs historiens de renom, pour la plupart très proches du Parti démocrate progressiste, cette fondation a

¹⁹ HUANG Chao-tang [NG Yuzin Choautong], *Taiwan minzhuguo zhi yanjiu*, trad. LIAO Wei-chih, Taipei, Xiandai xueshu yanjiu jijinhui, 1993. Cette étude sur la République de Taiwan a d'abord paru au Japon en 1970, aux Presses de l'université de Tokyo, avant de connaître sa première édition taiwanaise en 1993. Elle a fait l'objet de plusieurs rééditions par la suite à Taiwan, la plus récente étant celle de 2005, aux éditions Qianwei, qui reprend le sous-titre de l'édition originale en japonais (*Un chapitre de l'histoire du mouvement pour l'indépendance de Taiwan*).

²⁰ HUANG Chao-tang, *Taiwan lunxian wenji*, Taipei, Xiandai xueshu yanjiu jijinhui, 1996. Ce recueil a été réédité une seconde fois à Taiwan, en 2005, aux éditions Qianwei (trad. CHANG Kuo-hsing, HUANG Ying-cheh et WANG I-lang).

²¹ Né à Taiwan en 1899, dans le bourg de Hsuehchia, Wu San-lien est connu pour son engagement politique sous la colonisation japonaise et sous le régime autoritaire du Kuomintang, comme pour son action d'entrepreneur dans des domaines aussi variés que l'édition, l'éducation ou le textile. Après avoir reçu une éducation à la japonaise dans les écoles publiques du gouvernement colonial à Taiwan, il part poursuivre ses études au Japon en 1915, à l'Université du commerce de Tokyo (*Tōkyō Syōka Daigaku* 東京商科大学), rebaptisée plus tard « Université Hitotsubashi ». Pendant son séjour dans l'archipel nippon, il prend part aux activités de l'Association des étudiants taiwanais pour le renouveau du peuple et écrit dans plusieurs journaux, comme la *Jeunesse taiwanaise* ou le *Journal du peuple taiwanais*. Il devient membre de l'Association culturelle de Taiwan et s'investit dans le Mouvement de pétition pour l'autonomie parlementaire à Taiwan. Diplômé de l'Université du commerce de Tokyo, il travaille comme journaliste au *Osaka Daily*. En 1932, il séjourne brièvement à Taiwan et participe à la création du *Journal taiwanais pour le renouveau du peuple*, journal dont il devient directeur de l'antenne de Tokyo. En 1940, parce qu'il critique ouvertement la politique coloniale japonaise à Taiwan, il est contraint de démissionner de ses fonctions et de se cacher sur le continent chinois, à Tianjin. En 1947, il est élu député à l'Assemblée nationale de la République de Chine. En 1954, après avoir été maire de Taipei à deux reprises, il effectue deux mandats à l'Assemblée provinciale. Sous le régime autoritaire du Kuomintang, il fonde – entre autres – une entreprise

vocation, dès sa naissance, à promouvoir les études historiques sur la société taiwanaise. Le premier travail auquel elle s'attelle est la mise en place d'un centre d'archives et de ressources destiné à collecter les documents condamnés à une existence clandestine par la censure nationaliste chinoise pendant la période autoritaire. Ce centre dispose aujourd'hui d'un fonds important d'ouvrages, périodiques, cartes géographiques, index bibliographiques, etc., traitant de tous les aspects de la société taiwanaise. On y trouve ainsi une rare collection d'archives (documents officiels, biographies, mémoires, tracts, témoignages, histoires orales, photographies...) sur les populations aborigènes de Taiwan, sur la résistance taiwanaise sous la colonisation japonaise, sur les élections locales et les campagnes électorales entre 1945 et 1986, sur la répression de février et mars 1947, sur l'histoire des prisonniers politiques victimes de la « terreur blanche » et, enfin, sur la naissance et les évolutions du mouvement indépendantiste taiwanais à l'étranger de 1947 à 1993.

Dès 1991, la Fondation Wu San-lien entreprend de rééditer les périodiques du mouvement *dangwai* qui avaient eu une vie éphémère pendant la période autoritaire en raison de la censure. Elle lance également sa propre revue semestrielle, *Études des matériaux historiques sur Taiwan*, qui totalise à ce jour quarante numéros. La fondation s'est aussi donné pour objectif d'organiser des conférences et de parrainer des projets de recherche dans le champ de ce qui est désormais étiqueté, dans les rayons des librairies insulaires, « études taiwanaises » (*Taiwan yanjiu* 台灣研究). De décembre 1991 à juin 1994, elle organise un cycle de vingt-huit conférences destiné à dresser un inventaire critique des ressources historiques sur Taiwan (*Taiwan shiliao pingxi jiangzuo* 台灣史料評析講座). Ces conférences proposent un état de la recherche très précis sur les études taiwanaises, dans des domaines aussi variés que la linguistique, l'archéologie, l'anthropologie, la géographie, l'architecture, les arts, l'économie, l'éducation et la religion. Publiés avec le concours des éditions du journal *L'Indépendant-Soir*, les actes de ces conférences sont aujourd'hui en libre consultation dans le centre de documentation de la fondation.

Quatre ans après sa naissance et jusqu'à aujourd'hui, la Fondation Wu San-lien prend part chaque année à l'organisation des universités d'été sur les arts et la littérature de la région des salines (*yanfen didai wenyiying* 鹽分地帶文藝營). De telles universités ont déjà eu lieu plusieurs fois dans l'enceinte du temple Nankunshen situé dans le canton de Peimen (district de Tainan). Regroupant les cantons et les bourgs de Peimen, Hsuehchia, Chiali, Chiku, Chiangchun et Hsikang, la région des salines symbolise l'esprit pionnier de la société insulaire taiwanaise. Riche de traditions et de cultures locales, elle a vu fleurir en son sein de nombreuses croyances populaires, des arts folkloriques bigarrés (musique, céramique, peinture...) et une littérature du terroir portée par des

de textile avec plusieurs industriels et entrepreneurs à Tainan avant de créer, en 1959, *L'Indépendant-Soir*, journal dont il devient directeur de publication. Wu San-lien décède en 1988, un an après la levée de la loi martiale à Taiwan.

écrivains comme Lin Fang-nien, Wu Hsin-jung, Kuo Shui-tan, Lin Ching-wen, Wang Teng-shan... Les universités d'été sur les arts et la littérature s'inscrivent dans une tradition locale qui s'est affirmée à partir de 1979, lorsque plusieurs écrivains et intellectuels originaires de la région (Tu Wen-ching, Huang Chin-lien, Yang Tzu-chiao...), souhaitant renouer avec leurs racines à travers l'histoire et la production littéraire de leur terre natale, y organisent un premier rassemblement. Depuis, des conférences se tiennent chaque année, faisant connaître les œuvres de tel ou tel écrivain local et décernant des prix et des titres honorifiques aux Taiwanais de souche connus pour leur engagement dans la vie politique et littéraire durant la période japonaise puis sous le régime nationaliste chinois.

Ces universités reposent exclusivement sur des liens d'entraide interpersonnels. Les temples populaires jadis érigés par les familles des ouvriers des salines consacrent une partie de leur bien-fonds pour faire venir et accueillir les participants et intervenants. Ainsi, en août 2008, la trentième université d'été sur les arts et la littérature de la région des salines s'est tenue, comme chaque année, dans l'enceinte du temple Nankunshen. Le Prix de la contribution à la nouvelle littérature taiwanaise et le Prix littéraire de la région des salines y ont été respectivement décernés aux écrivains Pai Chiu et Tu Wen-ching. De nombreux universitaires, comme Wu Mi-cha, Hsueh Hua-yuan ou Chang Yen-hsien, ont fait le déplacement et ont pris la parole.

Ces activités dans l'enceinte du temple Nankunshen sont l'illustration vivante de la présence de réseaux para-académiques et alternatifs à Taiwan qui, s'ils se situent en dehors des structures institutionnelles, font intervenir de façon informelle des personnalités de l'institution. De tels réseaux ont assuré jusqu'à ce jour la transmission de tout ce qui se rattache aux cultures locales et aux traditions taiwanaises. La tenue régulière, au cours des trente dernières années, d'universités d'été sur les arts et la littérature a transformé la région en un véritable lieu de commémoration, nourrissant un imaginaire local ancré dans une histoire nationale sans cesse redécouverte. Véritable réceptacle d'une conscience historique native, la région des salines s'enracine aujourd'hui dans une poésie qui lui est propre : terre bordée de mer, elle est héritière et légataire d'une mémoire faisant vivre l'histoire...

L'affirmation d'un discours nouveau de l'histoire de Taiwan : l'interpénétration des réseaux para-académiques et de l'institution

Ce n'est pas seulement l'interaction entre ces réseaux para-académiques et le milieu universitaire, mais aussi leur interpénétration qui expliquent le glissement narratif qu'opèrent le contenu de l'histoire de Taiwan et ses possibles représentations au tournant de la décennie 1990. Les historiens issus de la mouvance indépendantiste ou proches du Parti démocrate progressiste, qui ont

commencé à obtenir des postes à l'université ou à intégrer la communauté des chercheurs, sont en effet très actifs au sein des fondations et des groupes associatifs cherchant à développer les études taiwanaises dans une perspective à la fois nationale et nativiste. La Société taiwanaise d'études historiques (*Taiwan lishi xuehui* 臺灣歷史學會), créée en 1995, est particulièrement emblématique de cette interpénétration. Regroupant sur un mode associatif des étudiants, des professeurs et des chercheurs taiwanais, elle s'est définie dès sa naissance comme un « groupe scientifique d'historiens considérant Taiwan comme sujet central et souverain » (*yi Taiwan wei zhuti zhi lishixue gongzuozhe zucheng zhi xueshu tuanti* 以台灣為主體之歷史學工作者組成之學術團體). Elle intervient surtout dans les universités, où elle cherche à promouvoir les études historiques et à encourager les échanges dans les départements d'histoire du territoire insulaire entre les étudiants taiwanais et étrangers. Sa mission est essentiellement d'ordre pédagogique et promotionnel. Elle a organisé en 2008 un forum interuniversitaire afin que les étudiants taiwanais inscrits dans un cursus d'histoire en master et en doctorat puissent faire connaître leurs travaux et bénéficier d'un échange de points de vue. Elle ne compte à ce jour qu'une centaine d'adhérents et dispose d'un budget très modeste, les frais d'adhésion et le montant des cotisations annuelles étant peu élevés²².

Certaines des personnalités qui siègent actuellement au sein du conseil d'administration de la Fondation Wu San-lien se trouvent être des historiens taiwanais de renom, tel Chang Yen-hsien, né en 1947 à Chiayi et connu pour son engagement en faveur d'une reconnaissance officielle des incidents du 28 février. C'est aussi le cas du très médiatisé Lee Hsiao-feng, né en 1953 dans le district de Tainan, fervent militant de la démocratie et de l'indépendance de Taiwan. Leur carrière dans l'institution universitaire a débuté vers le milieu des années 1980 ; pendant la décennie qui a suivi, ils ont été nommés à des postes de plus en plus importants dans l'enseignement et la recherche, tandis qu'ils s'investissaient dans les activités de la Fondation Wu San-lien.

Diplômé du département d'histoire de l'Université nationale de Taiwan et de la faculté des lettres de l'Université de Tokyo, Chang Yen-hsien est entré en 1984 à l'Academia Sinica, à l'Institut Sun Yat-sen des sciences humaines et sociales, où il a effectué dix-sept années de recherches. Après l'alternance politique de 2000, le gouvernement de Chen Shui-bian lui a confié le poste de directeur des Archives nationales, fonction qu'il occupera jusqu'au retour au pouvoir du Kuomintang, en 2008. Entre 1990 et 2000, Chang Yen-hsien a coédité avec ses collègues Lee Hsiao-feng, Wang Yi-

²² J'ai eu l'honneur de rencontrer en 2008 le président de la Société taiwanaise d'études historiques, le professeur Hsueh Hua-yuan, juriste de formation et membre fondateur en 2004 de l'Institut d'histoire de Taiwan de l'université Chengchi, institut dont il était alors directeur. Hsueh Hua-yuan espérait alors encourager, par le biais de la société, les échanges avec l'étranger, notamment l'Australie, l'Indonésie, le Japon et les Etats-Unis. Il estimait qu'en développant le partenariat avec d'autres pays dans le domaine des études historiques l'île de Taiwan pourrait repenser et affirmer sa « centralité » et sa « souveraineté » (*zhutixing* 主体性) dans le processus de la mondialisation. L'île aurait ainsi, selon lui, la possibilité de se mesurer sur un pied d'égalité scientifique avec ses partenaires, et gagnerait en reconnaissance de soi.

shih, Kao Shu-yuan, Wang Chao-wen et Hu Huei-ling de nombreuses enquêtes sur la répression de 1947, en particulier dans les régions de Jilung (Keelung), Chiayi, Taipei et Tanshui. On lui doit un article très important, paru en 1993 dans le premier numéro de la revue éditée par la Fondation Wu San-lien sous le titre de « L'esprit nouveau des études historiques sur Taiwan »²³. Le ton très engagé de Chang Yen-hsien, dans ce texte qui a quasi-valeur de manifeste, illustre l'affirmation d'une sensibilité indépendantiste dans la recherche académique à Taiwan au tournant des années 1990. C'est du moins ce qui ressort de ce passage sans équivoque :

« [...] L'histoire de Taiwan porte la marque de l'estampille coloniale. Seuls les acteurs au pouvoir dans l'île ont eu le privilège d'en interpréter le cours. Les ères de règne changeaient, le point de vue officiel de l'histoire aussi. Les études historiques sur Taiwan se doivent de faire pièce aux histoires officielles ; elles ont pour tâche de réinterpréter l'histoire tumultueuse du peuple établi sur ce coin de terre insulaire, et ce depuis son propre point de vue.

Les études historiques sur Taiwan se doivent aussi de battre en brèche le modèle des histoires dynastiques, la représentation d'une Chine unifiée, le sinocentrisme, l'idée d'une supériorité culturelle chinoise, l'ethnocentrisme han, bref, toutes les conceptions héritées de l'historiographie chinoise traditionnelle. L'histoire de Chine aime se fonder sur une succession régulière de dynasties ; elle se plaît à dire qui représente le pays, qui en est le seul gouvernement légitime ; l'histoire de Chine soutient toujours cette idée qu'après une longue période d'unification du pays, s'ensuit une période de morcellement, et que, le morcellement ayant fait son temps, l'heure a à nouveau sonné de l'unification. Ce cycle est nécessairement tourné vers un stade ultime d'unification. L'unification est normalité, le morcellement corruption. Seul horizon d'attente ayant lieu d'être, l'unification est chose bonne ; elle ne présente rien de néfaste. C'est pourquoi, dans l'histoire de Chine, la pensée, le discours, les institutions doivent être respectivement unifiés ; toute tentative visant à défendre ce qui relève du pluralisme, de l'autonomie ou de la nature indépendante des choses est décrétée hérétique. Les études historiques sur Taiwan se doivent d'en finir avec cette conception fondée sur le mythe de l'unification pour examiner plus avant le caractère pluriel, autonome et unique de Taiwan²⁴. »

Cet article de Chang Yen-hsien atteste la possibilité de se réclamer désormais haut et fort, au sein de la communauté académique, d'une différence taiwanaise, et surtout d'appréhender cette différence comme objet de connaissance en soi :

« L'histoire de Chine vise à exalter la culture chinoise ; elle la tient pour supérieure à toute autre culture et croit la voir essaimer à l'infini, se propager aux quatre coins du monde. Cette conception sinocentrique et cette idée d'une supériorité culturelle chinoise ignorent ou méprisent les particularismes locaux, ni ne tiennent compte de la relativité des cultures et des valeurs. Cet

²³ CHANG Yen-hsien, « Taiwan shi yanjiu de xin jingshen », *Taiwan shiliao yanjiu*, 1, février 1993, pp. 78-86, reproduit dans CHANG Yen-hsien, LEE Hsiao-feng et TAI Pao-tsun (dir.), *Taiwan shi lunwen jingxuan (Sélection d'essais sur l'histoire de Taiwan)*, Taipei, Yushanshe, 1996, pp. 11-27.

²⁴ *Ibid.*, pp. 25-26 (ma traduction).

ordre-là des choses fait qu'il est difficile de se mettre sur un pied d'égalité et de réciprocité avec autrui pour s'initier à une autre culture ou réfléchir sur soi. Gouvernés par la culture chinoise, nous ne sommes jamais parvenus à entrevoir l'existence d'une culture taiwanaise distincte. Jugée inapte à se développer par elle-même, la culture taiwanaise n'était rien de plus qu'un sous-ensemble de la culture chinoise. Les études historiques sur Taiwan se doivent d'en finir avec cette conception des choses, elles se doivent d'examiner tout ce qui, dans le cours de l'histoire de Taiwan, diffère du cas de la Chine. La réinterprétation de l'histoire de Taiwan et la rénovation de la culture taiwanaise passent par un affranchissement du modèle chinois ; c'est la condition *sine qua non* pour que Taiwan réinvente sa propre culture. [...]

Les études historiques sur Taiwan sont le chantier sur lequel vient se consolider la culture rénovée de Taiwan. En s'émancipant de la tradition de l'historiographie chinoise, celui qui travaille à de telles études ne doit pas seulement dépasser le cadre de la Chine, il lui faut aussi travailler à un esprit nouveau de l'histoire de Taiwan. C'est là un défi immense, et la seule voie qui s'offre à lui. Se mettre à la place du peuple taiwanais pour regarder Taiwan, prendre en considération les intérêts de chaque groupe humain dans l'île, observer les interactions avec la Chine, scruter le cours de l'histoire maritime d'Asie orientale comme celui de l'histoire mondiale, voilà en effet la seule voie qui mènera à un esprit nouveau des études historiques sur Taiwan²⁵. »

À l'époque où il publie cet article, Chang Yen-hsien vient d'être nommé chercheur à l'institut Sun Yat-sen des sciences humaines et sociales de l'Academia Sinica – où il travaillait déjà comme chercheur assistant. Ce texte sera reproduit trois ans plus tard dans un recueil collectif en deux volumes qu'il codirige avec Lee Hsiao-feng et Tai Pao-tsun, paru sous le titre *Sélection d'essais sur l'histoire de Taiwan*. Les vingt-quatre chapitres dont se compose cet ouvrage, signés par une jeune génération d'historiens, d'anthropologues et de sociologues du milieu académique, ex-opposants *dangwai* pour la plupart, offrent une synthèse de l'histoire de l'île depuis la préhistoire jusqu'à l'industrialisation sous le régime du Kuomintang. Y sont notamment analysés les évolutions sociales de Taiwan sous la colonisation japonaise et les incidents du 28 février 1947. La nouveauté et l'unité de ces deux volumes collectifs tiennent à la perspective taiwano-centrée qui sous-tend chaque contribution – conformément à l'appel de Chang Yen-hsien. Les différentes séquences évoquées sont en effet appréhendées à partir du sol taiwanais, lui-même considéré comme entité nationale et plurielle. L'enjeu, ici, n'est plus de saisir à travers ces épisodes une réalité historique chinoise en surplomb, mais de dégager leur intelligence propre – ce qui n'exclut pas la perspective comparée, comme le montre le travail de l'historienne Chou Wan-yao sur la politique du *kōminka* en Corée et à Taiwan. Ces travaux opèrent un renversement de la perspective nationaliste chinoise. Alors que l'idéologie du régime d'après-guerre exigeait que l'histoire de Taiwan s'imbrique et se développe dans le récit d'ensemble de l'histoire chinoise et dans le cadre narratif de la République de Chine,

²⁵ *Ibid.*, pp. 26-27 (ma traduction).

c'est désormais l'exode, puis la sédentarisation de la République de Chine sur le sol taiwanais qui s'insère dans le cadre narratif de l'histoire de Taiwan. Dans cette perspective renversée, la République de Chine n'est plus qu'une séquence parmi d'autres, pour l'heure inachevée, du récit d'ensemble de l'histoire taiwanaise.

Dans son article introductif, Chang Yen-hsien explique que, dans les années 1950 et 1960, l'Université nationale de Taiwan était le seul endroit où l'on dispensait des cours sur l'histoire de l'île. Yang Yun-ping en assurait alors la supervision. Au tournant de la décennie 1970, plusieurs départements d'histoire sont créés dans d'autres universités du territoire insulaire, comme celui de l'Université Chengkung de Tainan, fondé en 1969. Néanmoins, les cours sur l'histoire de Taiwan occupent alors une place très réduite dans les cursus proposés et les conférences sur le sujet se font rares. C'est seulement à partir des années 1980, grâce aux conférences organisées en partenariat avec des centres de recherches privés ou certaines revues, que les études historiques sur Taiwan commencent à s'institutionnaliser dans le milieu universitaire. Entre 1983 et 1992, Chang Yen-hsien recense quinze conférences majeures sur l'histoire et l'historiographie de Taiwan. De par leurs intitulés mêmes, ces conférences témoignent d'une véritable libéralisation des études historiques sur Taiwan, et de l'avènement en demi-teinte d'une perspective nationale proprement taiwanaise.

Un premier pas important dans le sens d'une institutionnalisation de l'histoire taiwanaise au sein de la communauté académique est franchi lorsqu'une commission consultative de l'Academia Sinica propose de mettre en place, le 1^{er} août 1986, un projet d'enquêtes de terrain sur l'histoire de Taiwan (*Taiwan shi tianye yanjiu jihua* 台灣史田野研究計劃) associant différents instituts. Un partenariat est alors noué avec le Conseil national de la recherche en science et la Fondation américaine Henry Luce pour financer le projet, avalisé deux ans plus tard par le gouvernement. En juin 1993, un « Bureau préparatoire de l'Institut d'histoire de Taiwan » (*Taiwan shi yanjiusuo choubu* 台灣史研究所籌備處) est créé et placé sous la direction de Huang Fu-san, un historien spécialiste de la période des Qing à Taiwan²⁶. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate progressiste en 2000, les études historiques sur Taiwan bénéficient de moyens matériels et humains décuplés, ce qui accentue encore leur institutionnalisation. Nombre de chercheurs issus de différents instituts de l'Academia Sinica ou de plusieurs universités de renom dans l'île sont mis à contribution au sein du nouvel Institut d'histoire de Taiwan. Tous ne sont pas nécessairement des historiens de formation, tels les sociologues Ka Chih-ming ou Hsiao A-chin. En 2004, l'Institut d'histoire de Taiwan est enfin inauguré officiellement, après plus de dix ans de préparatifs. Le symbole est de taille. Comme le souligne Ann Heylen, théoriquement, l'existence d'un institut travaillant de façon

²⁶ Voir Wang, *Taiwan shixue wu shi nian...*, op. cit., pp. 136-138, et Heylen, « De l'histoire locale à l'histoire nationale... », art. cité, pp. 50-51.

autonome sur l'histoire de Taiwan contredit la fiction nationaliste chinoise de la République de Chine, fiction selon laquelle aucune « province » ne peut bénéficier d'un statut spécial. L'inauguration de l'Institut d'histoire de Taiwan officialise dans un haut lieu de la recherche académique un recentrage de l'histoire de l'île sur elle-même, histoire désormais conçue comme une discipline à part entière.

Si cette redéfinition de la place des études historiques sur Taiwan au sein de l'institution universitaire traduit une volonté étatique, après l'arrivée au pouvoir exécutif du Parti démocrate progressiste, de revalorisation et de redéfinition de l'entité « Taiwan », envisagée désormais comme objet de connaissance en soi, le recul historique nous permet d'affirmer qu'elle est intervenue en marge d'une transition identitaire amorcée bien plus tôt dans la société civile, comme le révèlent l'action et la réflexion des anciens activistes *dangwai* et des réseaux para-académiques précédemment mentionnés.

Historiographie de Taiwan et pluralisation mémorielle

A l'inverse de l'histoire nationaliste chinoise qui situe le passé et le devenir de Taiwan sur une trajectoire historique en congruence avec celle du continent chinois, l'histoire de Taiwan qui s'est écrite dans le sillage de la transition démocratique du régime insulaire, sous l'impulsion de la sphère privée et des réseaux para-académiques, est porteuse non pas d'une vision homogène du passé, mais d'histoires au pluriel qui s'entrecroisent et se répondent, privilégiant chacune la voix de certains acteurs plutôt que d'autres. C'est de cette diversité qu'une historiographie native, prenant le sol insulaire taiwanais et ses habitants comme sujet-objet de la connaissance, est empreinte aujourd'hui. A cet égard, il importe de bien prendre en compte les effets de décalage, d'agencement et d'interaction entre l'identité officielle du régime en place à Taiwan et le récit qu'engendrent ou alimentent la conscience historique et le sentiment national taiwanais. Les relectures de l'histoire insulaire par les opposants au Kuomintang n'ont pas entraîné la fondation ni la désignation dans l'île d'un régime nouveau doté de sa propre Constitution. Elles n'ont pas non plus été motivées par l'édification d'un tel régime. Un tel projet aurait supposé de ses concepteurs qu'ils s'appuient sur une vision de l'histoire leur permettant de rompre nominalement avec le passé et le pouvoir précédemment en place. De fait, aujourd'hui encore l'appellation officielle du régime à Taiwan est « République de Chine ». Les historiens de l'opposition n'ont pas cherché à éradiquer l'historiographie nationaliste chinoise, comme s'il s'était agi de couler à la place de l'ancien édifice les fondations historiographiques d'un régime nouveau prenant la succession de la République de Chine – et reléguant celle-ci à une ère révolue. La tâche, plus modeste, à laquelle ils se sont attelés a été bien plutôt de se départir de la vision de l'histoire véhiculée par l'historiographie du

Kuomintang, vision qui les dépossédait de leur héritage et de leur vécu historiques propres. Aussi ont-ils œuvré pour une réhabilitation des faits, des épisodes, des sources, des témoignages pouvant pleinement laisser résonner une mémoire insulaire jusqu'alors corrodée par l'historiographie au service du pouvoir. Cette mémoire ne refoule pas l'héritage chinois, mais intègre d'autres apports dans l'île, d'autres histoires habitées par leurs singularités et mues par leurs trajectoires et temporalités indépendantes. Après la levée de la loi martiale, la communauté académique a dû composer avec cet héritage pluriel, qu'elle a fini par intégrer dans le champ de ses recherches.

C'est précisément en ce sens qu'il importe de bien garder en ligne de mire les conditions anthropologiques de production de l'histoire de Taiwan, c'est-à-dire tout ce qui renvoie au facteur humain – donc aux individus et à la sphère privée – et qui détermine la manière dont cette histoire s'écrit et se transmet. Un historien né sur le continent chinois et arrivé à Taiwan en 1945-1949 avec le Kuomintang ne partage pas la même perception de l'histoire ni les mêmes souvenirs qu'un historien né dans l'île avant 1945 et ayant grandi sous la colonisation japonaise. De même, un historien taiwanais resté dans l'île pendant la période autoritaire, obligé de composer avec la propagande officielle – quand il n'était pas tout bonnement condamné au silence –, ne partage pas la même expérience du présent, ni ne jouit de la même liberté de ton et d'opinion que son confrère ayant pris le chemin de l'exil au Japon ou aux Etats-Unis après les violences du 28 février 1947.

L'historiographie dissidente de Taiwan qui s'est élaborée au sein de l'opposition *dangwai* au tournant des années 1980 a contribué à faire émerger une historicité de l'île déniée à sa racine par l'historiographie nationaliste chinoise – historicité entendue ici comme la condition d'être historique de l'île, ou encore comme l'île présente à elle-même comme histoire. Dès lors, le cas de Taiwan enseigne à l'historiographie qu'elle peut être un outil de compréhension et de représentation du passé à la faveur duquel un groupe social se libère d'une forme d'oppression politique et culturelle entretenue dans le présent par un récit historique qui le dépossède de son vécu, de ses traditions et de ses mémoires. Par conséquent, le travail historiographique se doit de rechercher dans quelles conditions et sous quelles formes la pensée collective et les individus dialoguent avec leur histoire. Il lui faut examiner dans quel contexte les hommes ne voient plus seulement cette histoire comme un héritage latent, figé dans une tradition et des institutions, mais aussi comme un outil leur permettant d'agir sur le présent et de le transformer. Une histoire prenant pour objet les mémoires par lesquelles sont traversées les sociétés relève d'un savoir qui saisit cet objet comme autant de processus de remaniement des représentations du passé par des groupes humains à partir de leurs besoins du présent.

Le cas de Taiwan suggère que l'historiographie ne peut plus faire l'impasse sur la trinité histoire-mémoire-identité. Les mémoires, ou plutôt les fragments mémoriels à partir desquels se bâtit l'appartenance taiwanaise dans le présent sont autant de niveaux médians situés entre le récit et les ordres du temps que dicte l'histoire officielle, niveaux dont l'historiographie se doit de prendre acte et qu'elle a désormais pour tâche d'examiner, d'explorer, mais aussi de restituer. L'exemple taiwanais des maisons d'édition et des réseaux para-académiques ayant contribué à la diffusion d'une histoire affranchie du discours sino-centré d'après-guerre montre que l'historien se doit de proscrire tout effet de sacralisation d'un récit national. L'observation du passé ne saurait retenir de la mémoire collective que sa régulation étatique, sans prendre en compte ses phénomènes de pluralisation.



n° 36, novembre 2014

Tanguy Lepasant

Université nationale centrale, Chongli, Taiwan

Processus de construction nationale et génération post-réformes à Taiwan

Contrairement à ce qui s'est passé en Europe, la démocratie n'est pas née sous la forme nationale à Taiwan. La démocratisation amorcée dans la seconde moitié des années 1980 a signifié la fin de plus de quatre décennies de nationalisme chinois « intégral »¹ avec le retour de la question nationale, c'est-à-dire d'un débat portant sur la définition et l'avenir de la communauté politique établie à Taiwan. Elle a permis l'émergence de discours reflétant des conceptions divergentes de la nation, de l'« identité de l'Etat »² et des rapports qui doivent lier les deux rives du détroit de Formose. L'identité d'un Etat correspond (1) au système de représentation et de valeurs qui soutient la légitimité de son existence et de son action, (2) à la délimitation du territoire sur lequel il exerce sa souveraineté et (3) à la détermination des objectifs qu'il poursuit. Elle est matérialisée par un ensemble à géométrie variable de textes fondateurs (Constitution, déclarations, éventuellement textes sacrés), de marqueurs symboliques (drapeau, cartes, monuments, statues, portraits, iconographie numismatique, etc.), d'institutions et de rituels politiques (fêtes et commémorations du calendrier officiel).

Souvent, l'identité d'un Etat est en adéquation avec le système de représentation très largement partagé par sa population et qui fonde le sentiment d'appartenir à une même nation. L'Etat

¹ Selon Anne-Marie Thiesse, le nationalisme intégral « définit l'individu par sa seule appartenance nationale [et] déclare illégitimes les groupements, partis, syndicats, fondés sur d'autres référents ». Anne-Marie THIESSE, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, p. 14.

² Samuel P. HUNTINGTON, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991, p. 118.

est alors l'incarnation institutionnelle de cette nation, l'identification individuelle et collective à l'Etat-nation s'exprimant avec plus ou moins d'intensité au sein de l'espace social national et dans l'oscillation entre périodes de cristallisation et de « relâchement » identitaire. Or, dans le cas de Taiwan, il est important de distinguer la dimension étatique-institutionnelle de la dimension nationale-identitaire. Après son repli à Taiwan en 1949, l'Etat qui exerce sa souveraineté sur l'île – la République de Chine – a prétendu être le seul représentant légal et légitime de la Chine dans son intégralité. Quatre décennies durant, les institutions étatiques et le discours officiel sous toutes ses formes n'ont eu de cesse de matérialiser cette affirmation. Lorsque, à la mort de Chiang Ching-kuo, en janvier 1988, Lee Teng-hui devient président de la République de Chine (toujours officiellement « repliée à Taiwan »), tout tend cependant à invalider ce système de représentation. Dans son écrasante majorité, la communauté internationale nie l'existence de la République de Chine, expulsée des Nations unies en 1971 au profit de la République populaire de Chine, qui y siège désormais comme seule représentante de la Chine. A Taiwan même, de nombreuses voix s'élèvent contre le fossé qui sépare le discours nationaliste du gouvernement – toujours fondé sur le mythe de la restauration de la Grande Chine voulue par Sun Yat-sen – et la réalité vécue par la population. Cette opposition, qui prend diverses formes, dont celle du Parti démocrate progressiste (PDP) à partir de septembre 1986, en appelle le plus souvent au recentrage institutionnel de la République de Chine sur le seul territoire de Taiwan *via* la démocratisation du régime ou, de façon plus radicale, l'indépendance d'une République de Taiwan. L'Etat à la présidence duquel Lee Teng-hui accède en 1988 n'est donc pas l'incarnation institutionnelle de la nation, et ce pour deux raisons au moins : la République de Chine ne représente pas la nation chinoise dans son ensemble, et une partie non négligeable des Taiwanais ne s'identifie pas, ou plus, à la « grande nation chinoise multimillénaire ».

Cherchant à rompre avec cette fiction, les réformes engagées par Lee Teng-hui puis Chen Shui-bian ont tenté de créer une nation taiwanaise qui puisse s'incarner dans les institutions d'un Etat taiwanais. Mais la pression exercée par la Chine populaire et les tensions internes à l'île ont empêché la réalisation d'une grande partie d'entre elles³. Aussi, les deux administrations ont concentré l'essentiel de leurs efforts dans le domaine de la culture, pour atteindre leur but tout en maintenant un compromis institutionnel de façade. Le terme de « culture » doit cependant être précisé. Pris dans son acception anthropologique, il désigne « un système d'idées, de signes, d'associations et de modes de comportement et de communication »⁴. Mais il constitue également un prisme au travers duquel la réalité est interprétée par un individu ou un groupe d'individus. Ainsi,

³ Certaines réformes ont tout de même abouti, comme la suppression de la structure administrative de la Province de Taiwan.

⁴ Ernest GELLNER, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1999 [1983], p. 19.

pour Maurice Godelier, la culture n'est pas seulement matérielle : elle est aussi le fondement et l'expression de la part *idéelle* de toute réalité et de tout rapport social⁵. De même, pour Jonathan Friedman :

« La plupart des auteurs saisissent la culture à travers ses manifestations tangibles : rituels, architecture, symboles, autres objets. Bien que ce soit des produits de l'activité humaine, la production de la culture est souvent exclue de la culture elle-même. Ici, nous sommes face à un problème sérieux qui est relié à la pluralité des phénomènes auxquels renvoie la culture au sens large. [...] Pour parvenir à une solution, on pourrait concevoir la culture comme un processus qui relie les conditions sociales à la formation de l'expérience partagée et à la production et l'élaboration des interprétations de la réalité. [...] Il faut souligner que l'émergence d'interprétations dominantes, loin de ressortir à un phénomène statistique, dépend de la nature des relations d'autorité au sein de la population⁶. »

Si l'on retient cette définition de la culture, l'action de l'Etat considérée ici vise à modifier les conditions sociales liées à la formation de l'expérience partagée et à l'élaboration des interprétations de la réalité. Elle s'applique plus généralement à tous les éléments servant le projet nationaliste axé sur la (re)définition des contours et du contenu de la communauté politique territorialisée qu'est la nation ainsi que sur la création d'une mémoire collective, elle-même étroitement liée à la construction et à la pérennisation de l'identité nationale. Car, comme le note John R. Gillis, « la notion d'identité dépend de l'idée de mémoire et *vice versa*. Le sens profond de l'identité individuelle ou de groupe, c'est-à-dire un sentiment de ressemblance dans le temps et l'espace, est sous-tendu par le travail de mémoire ; et ce qui est commémoré est défini par l'identité assumée »⁷.

Les réformes engagées par les administrations Lee Teng-hui et Chen Shui-bian étaient destinées à créer de nouveaux marqueurs symboliques nationaux, à reconstruire une mémoire collective centrée sur Taiwan (historiographie, patrimoine, commémorations) et à refondre l'identité culturelle de l'île en mettant en avant son caractère multiple, composite, mondialisé et océanique. Mais, en procédant à une taiwanisation par retouches successives et incomplètes, en laissant en place l'« infrastructure identitaire » de la République de Chine (la Constitution, les grandes figures nationales telles que Sun Yat-sen, le drapeau, l'hymne, certaines fêtes), elles ont engendré un Etat – la République de Chine à Taiwan – à l'identité hybride, incarnant toujours officiellement la continuité historique et symbolique du projet nationaliste engagé sur le continent il y a plus d'un

⁵ Maurice GODELIER, *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*, Paris, Flammarion 2010 [2007], pp. 47-48 et 197.

⁶ Jonathan FRIEDMAN, « Culture et politique de la culture, une dynamique durkheimienne », *Anthropologie et société*, 28 (1), 2004, pp. 28-29.

⁷ John R. GILLIS, « Introduction. Memory and identity : the history of a relationship », in John R. GILLIS (ed.), *Commemorations : The Politics of National Identity*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 3 (ma traduction).

siècle tout en étant de plus en plus fortement soumis aux forces inhérentes à la progression d'un sentiment d'appartenance national taiwanais. Cette ambiguïté s'est encore renforcée après 2008 avec la victoire de Ma Ying-jeou à l'élection présidentielle, puis sa réélection en 2012. Revenu progressivement à une idéologie nationaliste panchinoise avec le retour au premier plan de cadres dirigeants du camp pro-unification, le KMT a adopté de nombreuses mesures visant à « resiniser » l'Etat et la population taiwanaise. Il demeure cependant fortement contraint par le jeu démocratique et le sentiment, désormais partagé par une écrasante majorité de Taiwanais, d'appartenir à une communauté politique indépendante et souveraine. Et cela en dépit de leurs divisions sur les questions du nom à donner à l'Etat qui l'incarne ou de son avenir plus ou moins lointain (indépendance formelle ou unification progressive, lorsque les conditions le permettront).

Avec la démocratisation, cette ambiguïté s'est rapidement traduite sur le plan identitaire. Jusque dans les années 1980, la plupart des Taiwanais se pensaient politiquement et culturellement chinois. Mais, au fil des réformes, leur identification massive à la nation chinoise a laissé la place à une constellation identitaire beaucoup plus complexe et mouvante. Trois tendances générales se dégagent des nombreuses enquêtes d'opinion réalisées depuis le début des années 1990 : la progression rapide de l'identité taiwanaise ; le maintien, jusqu'au milieu des années 2000, d'une forte proportion d'individus (autour de 45 %) se revendiquant à la fois taiwanais et chinois ; et l'amorce récente, depuis la fin des années 2000, d'un recul soutenu de cette identité duale.

Ainsi, selon le Centre d'étude des élections de l'université nationale Chengchi, en juin 1992, un quart (26,2 %) de la population se disait chinoise, un peu moins de la moitié (45,4 %) à la fois taiwanaise et chinoise, le quart restant s'affirmant taiwanais (17,3 %) ou ne se prononçant pas (11 %). En 2007, dernière année du second mandat de Chen Shui-bian, les personnes se déclarant uniquement « chinoises » ne représentaient plus qu'une infime minorité de la population (5,9 %), alors que la proportion d'individus se considérant uniquement « taiwanais » avait presque triplé (43,7 %) pour atteindre celle des individus se disant à la fois « taiwanais et chinois » (44,7 %), demeurée au même niveau, les indécis étant quant à eux deux fois moins nombreux qu'en 1992 (5,4 %). Selon la dernière enquête effectuée par le même centre en juin 2014, la part de la population se considérant exclusivement chinoise était tombée à 3,4 %, alors que 60,4 % se disaient uniquement « taiwanais », 32,7 % à la fois « taiwanais et chinois » et 3,5 % ne se prononçaient pas⁸.

Ces trois tendances invitent à se poser la question suivante. Comment les Taiwanais se positionnent-ils face à l'ambiguïté produite par un Etat dont l'identité hybride – à la fois continuité

⁸ Enquêtes menées par l'Election Study Center, National Chengchi University. Pour un tableau récapitulatif des résultats de ces enquêtes sur la période 1992-2012, voir le site Internet du centre : <http://esc.nccu.edu.tw/english/modules/tinyd2/content/TaiwanChineseID.htm> (consulté le 29 septembre 2014).

de la République de Chine et du projet nationaliste chinois dont il reste l'incarnation partielle tout en étant de plus en plus clairement centré sur la communauté de citoyens limitée au seul territoire de Taiwan – les place devant deux projets politiques contradictoires ? Cette interrogation vaut notamment pour la génération « post-réformes » qui fait l'objet de ce chapitre. Née au début des années 1980, durant les transformations ayant abouti à la levée de la loi martiale en 1987, puis à la démocratisation, elle constitue une charnière dans la transition identitaire taiwanaise.

Ces jeunes citoyens, qui avaient tout au plus vingt ans lorsque Chen Shui-bian a été élu en 2000, accèdent depuis une quinzaine d'années à la majorité légale et au droit de vote (fixé à vingt ans), mais aussi au marché du travail. A la différence de leurs aînés, ils n'ont connu ni la dictature ni les excès du nationalisme chinois des deux Chiang qui faisait officiellement de Taiwan et de sa population un instrument au service de la « mission sacrée » du Kuomintang replié à Taiwan : la « suppression de la rébellion communiste » et la « reconquête du continent ». Les Taiwanais nés à partir des années 1980 ont grandi dans un univers politique caractérisé par la consolidation de la démocratie et des libertés que celle-ci garantit. Taiwan est progressivement devenue le centre du discours et des préoccupations politiques, la Chine étant de plus en plus nettement présentée comme un voisin certes incontournable, mais à la trajectoire différente. Parallèlement, la reprise des contacts puis la croissance rapide des échanges économiques entre les deux rives du détroit ont matérialisé chaque jour un peu plus la complexité d'une relation de voisinage à la fois ancrée dans des origines historiques et culturelles communes, animée par une certaine complémentarité économique, mais également définie par la prise de conscience des différences qui séparent les deux communautés politiques.

Les Taiwanais qui ont aujourd'hui entre vingt et un peu plus de trente ans évoluent dans une société travaillée par une série de dynamiques qui ont émergé avec l'accélération de l'intégration de Taiwan au sein de l'économie-monde. Parmi ces dynamiques, notons la transformation rapide du marché du travail insulaire sous l'effet de la concurrence régionale et des limites d'une croissance fondée depuis deux décennies sur le faible coût de la main-d'œuvre chinoise ; la multiplication des médias et des réseaux sociaux, pourvoyeurs d'un « matériau de construction identitaire » toujours plus fourni et hétéroclite ; ou encore l'ouverture croissante de Taiwan à la main-d'œuvre étrangère après près de quarante ans de refus de toute forme d'immigration. Cette « internationalisation » de la population insulaire pose la question de l'identité du « nous » taiwanais sous un angle nouveau. Elle élargit notamment le champ du sens donner à l'affirmation « je suis taiwanais ». Répondre à une telle question revient donc à interroger les catégories « taiwanais » et « chinois » habituellement utilisées sur la scène politique, dans les médias et les cercles académiques. Pour cela, nous procéderons en deux temps. Dans une première partie, nous dresserons un tableau des différentes conceptions des liens Taiwan-Chine à l'origine des réformes institutionnelles et des politiques

culturelles qui ont progressivement façonné l'hybridité de l'Etat et la constellation identitaire à Taiwan. Nous évoquerons la période Lee Teng-hui (1988-2000), avant de nous arrêter plus longuement sur les huit années de présidence de Chen Shui-bian (2000-2008), puis sur le retour au pouvoir du Kuomintang et le premier mandat de Ma Ying-jeou (2008-2012).

A partir du large éventail de configurations idéelles et de mesures concrètes ainsi esquissé, nous proposerons un tableau des différentes conceptions de la nation, des relations Taiwan-Chine et de la définition du futur de Taiwan aujourd'hui à l'œuvre sur la scène politique et au sein de la société taiwanaise. Ce qui nous permettra, dans une deuxième partie, de situer et d'expliquer le positionnement identitaire de la génération post-réformes. Nous nous appuierons pour étayer notre analyse sur les données fournies par deux questionnaires d'enquêtes distribués en 2005 et 2010, le premier auprès d'un échantillon de 564 étudiants âgés de vingt à vingt-cinq ans – c'est-à-dire nés dans la première moitié des années 1980 –, issus de douze universités réparties sur l'ensemble du territoire taiwanais ; le deuxième auprès de 575 étudiants nés dans la seconde moitié des années 1980 et appartenant à quinze universités⁹. Un grand nombre d'entretiens menés entre 2003 et 2012 compléteront ces données statistiques.

Politiques de construction nationale et hybridité de l'identité de l'Etat

La période Lee Teng-hui : réformes sous contrainte et naissance d'une communauté politique taiwanaise

Le Kuomintang taiwanisé et dirigé par Lee Teng-hui a d'abord cherché à faire sortir l'île d'un nationalisme chinois surassimilateur. La démocratisation fut en effet l'expression de la victoire remportée par le camp des réformateurs sur celui des conservateurs. Dans l'esprit des premiers, le maintien au pouvoir du Kuomintang et la survie de la République de Chine passaient par l'abandon des fictions ayant servi de cadre à la légitimation du système de parti unique pendant quatre décennies. Autrement dit, il devenait urgent de procéder à une refonte de l'identité de l'Etat établi à Taiwan pour l'adapter aux réalités internationale et taiwanaise. Ce qui revenait à mettre fin à la relation qui en faisait un instrument au service de l'idéologie et des objectifs définis par le Kuomintang – soit l'abandon du projet nationaliste-révolutionnaire comme principe de légitimation du Parti et la « normalisation » de son rapport à l'Etat. A la fiction du KMT dernier défenseur de la

⁹ Pour une explication détaillée de la méthodologie à l'origine de ces deux questionnaires, voir Jean-Pierre CABESTAN et Tanguy LEPESANT, *L'Esprit de défense de Taiwan face à la Chine. La jeunesse taiwanaise et la tentation de la Chine*, Paris, L'Harmattan, 2009, et Tanguy LEPESANT, « Generational change and ethnicity », *Journal of Current Chinese Affairs*, 40 (1), 2011, pp. 133-157.

Grande Chine incarnée dans les institutions de la République de Chine « temporairement repliées » à Taiwan fut ainsi substituée l'image d'un parti à l'origine du « miracle économique » taiwanais et garant des intérêts de la population de l'île. A cela vint bientôt s'associer une politique de reconnaissance de la pluralité ethnique et de la diversité culturelle de l'île. Lee Teng-hui et les réformateurs disposèrent cependant d'une marge de manœuvre relativement réduite pour mener à bien les transformations qu'ils jugeaient nécessaires.

A Taiwan, ils durent prendre en compte les pressions exercées par l'aile orthodoxe du KMT, viscéralement attachée à l'idéologie de la « Grande Chine », et par l'opposition PDP, elle-même divisée entre partisans d'un ethnonationalisme taiwanais ancré dans la culture hoklo et défenseurs d'une politique de « compromis identitaire » et de coopération avec le KMT. Ils durent aussi faire face aux tensions ethniques entre Hoklo, Hakka et continentaux (*waishengren* 外省人), et à la division de la population sur la question de l'identification nationale. Dans ce contexte, la promotion d'une communauté politique taiwanaise pluriethnique et multiculturelle avait un triple avantage : renforcer la légitimité du KMT « taiwanisé » de Lee Teng-hui auprès de l'ensemble des groupes ethniques en le plaçant au-dessus des suspicions de favoritisme ou de dénigrement ; désamorcer la montée en puissance de l'ethnonationalisme taiwanais fondé sur la supériorité démographique et l'antériorité historique des Hoklo ; intégrer les continentaux dans le nouveau projet politique en faisant de la « culture chinoise » importée par le Kuomintang une couche de la sédimentation culturelle caractéristique de l'expérience et de la singularité taiwanaises.

En conséquence, la politique d'« indigénisation » de l'Etat et de construction d'une « conscience taiwanaise » au fondement d'une nouvelle identité nationale ne s'est pas exprimée sous la forme d'un nationalisme ethnique étriqué, qui aurait exclu la « culture traditionnelle chinoise importée » par le Kuomintang pour ne prendre en compte que les seuls éléments culturels et linguistiques de la culture du groupe hoklo démographiquement majoritaire. La construction d'une conscience nationale taiwanaise a procédé sur un mode inclusif qui peut être résumé par la formule suivante : ce qui doit faire la singularité de Taiwan n'est pas l'accent mis sur une certaine culture (hoklo) mais sur la diversité constitutive du Tout taiwanais. Plus que l'histoire linéaire d'un seul et même peuple, c'est une histoire plurielle, faite de trajectoires s'étant entremêlées pour former la diversité caractéristique de l'expérience taiwanaise, qui a été mise en récit. Autrement dit, si Taiwan ne doit pas rejeter ses liens particuliers avec la Chine, la reconnaissance d'une appartenance à l'espace culturel du *monde* chinois ne signifie pas automatiquement l'inclusion dans l'espace politique de la *nation* chinoise. La nation taiwanaise ainsi imaginée est issue d'une matrice culturelle chinoise à laquelle s'agrège une multitude d'éléments qui lui sont étrangers – influences européenne et japonaise, apport austronésien, internationalisation et mondialisation – et qui a évolué de façon autonome au cours de l'histoire, indépendamment du continent chinois. Ces deux éléments – les

apports extérieurs et la séparation physique et administrative d'avec le continent – sont à l'origine de la singularité de Taiwan.

Au cours des années 1990, l'action réformatrice du KMT a également été entravée par une Chine populaire de plus en plus menaçante face à ce qu'elle percevait et dénonçait comme les « activités séparatistes » de Lee Teng-hui. Si leur marge de manœuvre avait été plus grande, il est probable que les réformateurs auraient opté très tôt pour une formule de type « une Chine, deux Etats », la souveraineté de la République de Chine se limitant au territoire de Taiwan et des quelque soixante-dix îles sous son contrôle. La triple pression de Pékin, de Washington et, à Taiwan, des défenseurs du principe d'indivisibilité de la Chine a abouti à une série de compromis rhétoriques visant à reconnaître la réalité de la division du territoire chinois en deux Etats sans en dire le nom. Ce fut le cas dans la formulation des « Lignes directrices pour l'unification nationale » (*guojia tongyi gangling* 國家統一綱領) attestant l'existence d'une seule Chine mais de deux « entités politiques » (*zhengzhi shiti* 政治實體) distinctes de part et d'autre du détroit. Comme le fait remarquer Françoise Mengin, « dans la mesure où le débat ne pouvait porter ouvertement sur une redéfinition *ex abrupto* des frontières de l'Etat, c'est la démocratisation du régime – en tant qu'instauration d'un régime réellement représentatif – qui a permis de remodeler progressivement la souveraineté nationale »¹⁰.

La limitation du principe de représentativité à la seule population de Taiwan a fortement contribué à l'émergence d'une communauté politique imaginée cantonnée au territoire de l'île. En effet, « la pratique de l'élection est le moment où la communauté de citoyens prend une forme concrète »¹¹ ; elle matérialise l'espace politique commun, en délimite la base territoriale et en définit les enjeux. Or, à partir de 1991, les élections se sont succédé au rythme d'une ou deux par an. Au sein de l'arène politique, les thèmes abordés par le KMT et le PDP ont peu à peu convergé vers la mise en avant des capacités de chacun des deux partis à mieux défendre les intérêts de la population et développer l'île¹². Cela s'explique par la pression exercée sur le KMT par les succès d'une opposition PDP axant ses campagnes sur l'identification à Taiwan, appelant à la prise en compte des « problèmes réellement rencontrés » par la population et proposant des solutions concrètes (assurance maladie, éducation, environnement, etc.), mais également par la volonté de plus en plus clairement affichée par Lee Teng-hui de transformer le KMT en Parti nationaliste de Taiwan. A en croire les propos de Lee Teng-hui, la « pleine réalisation de la démocratie » aurait eu pour conséquence « l'émergence d'un nouveau sentiment d'identité nationale imposé par la force des

¹⁰ Françoise MENGIN, *Trajectoires chinoises : Taiwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, Karthala, 1998, p. 34.

¹¹ Dominique SCHNAPPER, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Paris, Gallimard, 2000, p. 142.

¹² Pour une analyse de l'évolution des thèmes de campagne des partis politiques à Taiwan au cours des années 1990 et après la victoire de Chen Shui-bian en 2000, voir Dafydd FELL, « Le débat politique entre partis à Taiwan depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, 85, septembre-octobre 2004, pp. 5-16.

urnes »¹³. En réalité, comme ailleurs¹⁴, le consensus démocratique construit tant bien que mal autour de valeurs civiques communes a contribué à la coexistence pacifique, mais n'a pas permis à lui seul la création d'une nouvelle identité nationale taiwanaise partagée par l'ensemble de la population.

La République de Chine par défaut : le PDP et la redéfinition de l'indépendance de Taiwan

Le 20 mai 2000, lors de son discours d'investiture, Chen Shui-bian déclarait :

« Aussi longtemps que le régime du Parti communiste chinois n'utilisera pas la force contre Taiwan, je fais le serment, tout au long de mon mandat, de ne pas déclarer l'indépendance, de ne pas changer le nom officiel du pays, de ne pas pousser à l'inscription dans la Constitution de la formule des relations "d'Etat à Etat" et de ne pas promouvoir la tenue d'un référendum visant à changer le statu quo en matière d'indépendance ou de réunification. En outre, la question de l'abolition du Conseil pour l'unification nationale ou des Lignes directrices pour l'unification nationale sera laissée de côté¹⁵. »

Ces « cinq non » (*si bu yi meiyou* 四不一沒有) seront rappelés dans le discours d'investiture qu'il prononça le 20 mai 2004, au début de son second mandat.

Une telle position peut sembler en contradiction avec la charte du Parti démocrate progressiste faisant de l'indépendance de Taiwan l'une des raisons d'être du Parti. Il n'en est rien. En effet, à partir de 1995-1996, le PDP a redéfini son approche de l'indépendance de Taiwan, passant en quelques années de la volonté affichée de créer une République de Taiwan à la défense du principe d'une indépendance déjà acquise sous l'appellation officielle de « République de Chine ». Ce revirement tient essentiellement à trois facteurs : les résultats relativement décevants du PDP, obligé de constater la faible portée d'un discours indépendantiste radical lors d'élections nationales ; la concrétisation de la menace chinoise durant la crise des missiles de 1995-1996 ; et les changements survenus sous la houlette de Lee Teng-hui, qui poussa le Kuomintang à mettre en œuvre, ou à intégrer dans ses programmes de campagne, un grand nombre de propositions et de thématiques du PDP (réintégration de l'ONU, assurance maladie, priorité accordée à Taiwan dans la définition de l'agenda politique, conscience taiwanaise, etc.)¹⁶.

¹³ LEE Teng-hui, « Understanding Taiwan : bridging the perception gap », *Foreign Affairs*, 78 (6), novembre-décembre 1999.

¹⁴ Alain DIECKHOFF, *La Nation dans tous ses Etats. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000, p. 156.

¹⁵ CHEN Shui-bian, « Taiwan se redresse », discours d'investiture du président Chen Shui-bian, Office d'information du gouvernement, 20 mai 2000.

¹⁶ Voir également Fell, « Le débat politique entre partis... », art. cité, pp. 5-16.

Comme l'explique Samia Ferhat, la première étape de l'évolution doctrinale du PDP consista en « une remise en cause publique de l'orthodoxie indépendantiste » par Shih Ming-teh, alors en charge de la présidence du parti, qui « déclara en septembre 1995 à Washington que le PDP n'aurait pas à proclamer l'indépendance de Taiwan, puisque celle-ci était effective depuis de nombreuses années »¹⁷. Puis, au cours de la seconde moitié de l'année 1996, sous l'impulsion de son nouveau président Hsu Hsin-liang, membre de la faction modérée Meilidao 美麗島, le PDP engagea une politique de rapprochement avec le Kuomintang, espérant l'établissement d'un gouvernement de coalition en cas de succès aux élections législatives de la fin 1998. Très critiquée par une partie des membres du parti, notamment ceux de la faction Nouveau courant (*xin chaoliu* 新潮流), cette initiative provoqua à la fin de 1996 le départ des plus fervents partisans de l'indépendance. La vision « pragmatique » – selon laquelle il fallait continuer de tirer profit des opportunités économiques offertes par la Chine populaire tout en accordant la priorité à la défense de la souveraineté et de la sécurité de Taiwan sous le nom de République de Chine – s'est néanmoins imposée parmi une majorité des dirigeants du PDP.

L'année précédant l'élection présidentielle, le PDP ira plus loin encore dans la marginalisation de la clause indépendantiste en faisant à nouveau explicitement de l'unification une possibilité ne pouvant être exclue du futur de Taiwan. Le 20 avril 1999, en visite à Washington, Chen Shui-bian déclarait ainsi devant le National Press Club :

« Taiwan est indépendant. Selon la Constitution actuelle, la dénomination nationale de Taiwan est République de Chine. [...] Les deux Etats d'ethnie chinoise, Taiwan et la République populaire de Chine, devraient développer une relation internationale spéciale. Le fait que les deux Etats séparés, d'ethnie chinoise, deviennent ou non un seul pays doit être décidé par le peuple de Taiwan¹⁸. »

Il est important de noter la proximité entre les formules employées par Chen Shui-bian et celles utilisées par Lee Teng-hui quelques mois plus tard dans l'interview qu'il accorda à la radio Deutsche Welle, et qui est associée à la naissance de la théorie « des relations spéciales d'Etat à Etat » (*teshu guo yu guo guanxi* 特殊國與國關係), ou « théorie des deux Etats » (*liang guo lun* 兩國論). Elles dénotent la convergence des positions du KMT dirigé par Lee Teng-hui et celles du PDP dans les années précédant l'alternance de 2000.

De même, la reconnaissance du caractère « ethniquement chinois » de Taiwan et le retour au principe d'autodétermination comme fondement de l'action du PDP rappellent la conception en

¹⁷ Samia FERHAT-DANA, « Le Parti démocrate progressiste et l'indépendance. La marginalisation d'une revendication ? », *Perspectives chinoises*, 48, juillet-août 1998, p. 38.

¹⁸ Shelley RIGGER, *From Opposition to Power : Taiwan's Democratic Progressive Party*, Londres, Lynne Rienner, 2001, pp. 131 et 152 (ma traduction).

« cercles concentriques » (*tongxin yuan* 同心圓) des relations Taiwan-Chine développée par Tu Cheng-sheng et mise en avant à l'occasion de la réforme des manuels scolaires engagée sous la présidence de Lee Teng-hui et poursuivie sous celle de Chen Shui-bian. Une conception où l'identité taiwanaise apparaît à la fois ancrée à Taiwan, entretenant des relations particulières avec la Chine, et ouverte sur le monde et ses influences.

Le 8 mai 1999, le Congrès du PDP officialisait ces positions par l'adoption d'une « Résolution sur le futur de Taiwan (*Taiwan qiantu jueyiwen* 台灣前途決議文) » reconnaissant aux deux rives des « liens du sang » et des « origines historiques et culturelles » partagées, tout en affirmant que « Taiwan est un pays indépendant et souverain [et que] tout changement dans le statu quo de l'indépendance doit être décidé par les habitants de Taiwan *via* un référendum »¹⁹. Depuis cette date, le PDP considère officiellement Taiwan comme un Etat souverain *déjà* indépendant, constitutionnellement nommé République de Chine, ce qui rend inutile toute déclaration d'indépendance. Il doit en revanche faire tout ce qui est en son pouvoir pour défendre la souveraineté de la République de Chine-Taiwan sur la scène internationale et s'assurer que toute solution au différend qui oppose les deux rives du détroit soit conforme à la volonté de la population taiwanaise. Il n'est par ailleurs pas nécessaire « d'utiliser systématiquement “République de Chine” comme seule dénomination nationale en vue de participer aux diverses organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ». On voit ici la volonté de faire naître une relation d'équivalence sémantique entre les termes « Taiwan » et « République de Chine ».

De ce point de vue, la déclaration de Chen Shui-bian, au début du mois d'août 2002, sur l'existence d'« un pays de chaque côté du détroit (*yi bian yi guo* 一邊一國) », si elle a remis sur le devant de la scène la question de la souveraineté, n'était que la reformulation de principes déjà ouvertement proclamés : Taiwan est un Etat indépendant, non une province de la République populaire de Chine, et ne peut être « unifié » à la Chine sous la formule « un pays, deux systèmes ». Le rejet du principe d'une Chine unique contenu dans l'expression *yi bian yi guo* n'était pas non plus une nouveauté dans la mesure où il figurait déjà dans le point 2 de la Résolution de mai 1999 : « la proclamation unilatérale par la Chine du “principe d'une Chine unique” et “un pays, deux systèmes” est fondamentalement inappropriée pour Taiwan ».

Au lendemain de sa réélection, en 2004, lors d'une interview accordée au *Washington Post*, Chen Shui-bian explique que le principe d'une Chine unique était inacceptable car il signifiait la rétrogradation de Taiwan au rang de « deuxième Hong Kong », et donc la confiscation du droit à

¹⁹ « *Taiwan shi yi zhuquan duli guojia. Renhe youguan duli xianzhuang de gengdong, dou bixu jingyou Taiwan quanti zhumin yi gongmin toupiao de fangshi jueding.* » Le texte de la résolution peut être consulté, en version chinoise, sur le site Internet du Parti démocratique progressiste 台灣是一主權獨立國家。任何有關現狀的更動，都必須經由台灣全體住民以公民投票的方式決定 : <http://www.dpp.org.tw> (consulté le 29 septembre 2014).

l'autodétermination de la population taiwanaise. Entendue de cette façon, la reconnaissance du principe d'une Chine unique comme préalable à la réouverture de négociations était impossible. Et Chen Shui-bian d'ajouter :

« Pour nous, “une Chine” est un sujet de discussion [*an issue*]. Ce sujet peut être discuté. Mais la soi-disant “Chine unique” n'existe pas à l'heure actuelle. Peut-être cela sera-t-il le cas dans le futur. Aussi, nous devrions tous être en mesure de nous asseoir ensemble et de discuter ensemble de la question de la future Chine unique. Mais à court terme, je ne pense pas qu'il puisse y avoir une réponse à cette question²⁰. »

Dans ce contexte, la priorité devait aller à la défense du statu quo, défini en ces termes :

« Pour les 23 millions de personnes à Taiwan, que notre pays soit appelé Taiwan ou République de Chine ne change pas le fait que nous soyons un pays indépendant et souverain. Nous ne sommes pas le gouvernement local d'un autre pays. Voici ce qu'est le statu quo. Nous voulons maintenir cette forme de statu quo²¹. »

En 2005, afin de clarifier la position adoptée par le PDP depuis 2000 quant à la relation liant Taiwan et la République de Chine, Chen Shui-bian mit en avant la « théorie des quatre étapes »²². Selon cette conception de l'histoire – qui sera reprise dans le *Rapport sur la sécurité nationale* rédigé par le Bureau du président et rendu public le 20 mai 2006²³ –, la République de Chine fut créée sur le continent à une époque où Taiwan était encore une colonie japonaise. Elle s'est ensuite repliée à Taiwan (*Zhonghua minguo dao Taiwan* 中華民國到台灣), considéré comme le « dernier bastion de la Chine libre » par le Kuomintang. L'ère Lee Teng-hui fut celle de la « République de Chine à Taiwan (*Zhonghua minguo zai Taiwan* 中華民國在台灣) », marquée par la démocratisation et le recentrage des institutions sur Taiwan. L'arrivée au pouvoir du PDP signifia l'entrée dans une quatrième phase : « la République de Chine est Taiwan (*Zhonghua minguo shi Taiwan* 中華民國是台灣) ». Au cours des campagnes présidentielle et législative 2004, Chen Shui-bian avait déjà abondamment fait usage de ce slogan.

Derrière la volonté de rendre interchangeable les termes « Taiwan » et « République de Chine », la logique suivante semblait être à l'œuvre : en l'absence d'une identification nationale partagée par l'ensemble de la population insulaire, et compte tenu de la persistance de l'irrédentisme

²⁰ *Washington Post*, 30 mars 2004 (ma traduction).

²¹ *Ibid.* Dans une interview accordée au *Time*, Chen Shui-bian réitérait cette position : « Laissez-moi clarifier le statu quo. Taiwan est un Etat indépendant et souverain, et, selon sa Constitution, son nom est République de Chine. » *Time*, 15 novembre 2004, p. 56 (ma traduction).

²² *Taipei Times*, 3 août 2005.

²³ Rapport sur la sécurité nationale 2006 (*2006 guojia anquan baogao* 國家安全報告), Bureau du président, 20 mai 2006, p. 65.

chinois, il était dans un premier temps indispensable de construire un consensus souverainiste transcendant les divisions politiques internes, fondé sur une identification à l'Etat qui gère et défend les intérêts de la population vivant sur le territoire de Taiwan. C'était une condition *sine qua non* de la survie de la communauté politique taiwanaise face à la menace d'une annexion chinoise. Le renforcement de ce consensus était une étape de l'identification à Taiwan, et donc de l'émergence progressive d'une conscience nationale taiwanaise.

Autrement dit, au cours d'une première période allant de 2000 à la fin de 2005, le PDP s'est engagé dans un processus de construction nationale sous contrainte – que l'on pourrait qualifier de « nationalisme pragmatique » – impliquant d'adapter l'édification de la nation taiwanaise au contexte social et international. Lors de son discours d'investiture du 20 mai 2004, Chen Shui-bian déclara ainsi :

« Durant la première phase de démocratisation de Taiwan [...] nous avons rendu la souveraineté au peuple et commencé à promouvoir l'identité nationale de Taiwan. Durant la seconde phase, l'accent a été mis sur l'établissement d'une société civile et sur l'harmonie à travers un sentiment de destin partagé. [...] Nous devons chercher à établir une société civile et, à travers la participation commune et les efforts conjugués, à créer une identification à cette terre et une mémoire commune, si nous voulons dépasser les frontières ethniques, de sang, de langue et de culture, et construire une idée nouvelle et unifiée de destin partagé²⁴. »

Le maintien du cadre institutionnel et symbolique de la République de Chine présentait l'avantage de garantir le statu quo dans le détroit. Un statu quo de façade, sous couvert duquel la construction d'une nation taiwanaise pouvait être poursuivie. La préservation des Lignes directrices pour l'unification nationale jusqu'au début de 2006, malgré le rejet du principe d'une Chine unique sur lequel elles se fondaient, trouve ici ses deux justifications essentielles. Tout d'abord, leur abrogation aurait inévitablement et inutilement déclenché une crise dans le détroit et au sein de la société taiwanaise, toujours divisée sur l'alternative unification/indépendance. Leur maintien faisait partie du compromis sur lequel Chen Shui-bian espérait non seulement fonder l'ouverture d'un dialogue avec Pékin, mais aussi maintenir une certaine unité au sein de la population²⁵. Ensuite, les Lignes directrices présentaient les mêmes avantages pour Chen Shui-bian que pour Lee Teng-hui. Elles garantissaient le statu quo en posant des conditions à la poursuite de la voie vers l'unification qui ne pouvaient qu'obtenir l'approbation de la communauté internationale, et notamment des Etats-Unis (démocratisation de la RPC et renoncement à l'usage de la force contre Taiwan), mais restaient inacceptables par le PCC : la reconnaissance par Pékin de l'« entité politique » qui administrait

²⁴ CHEN Shui-bian, discours d'investiture, 20 mai 2004, Office d'information du gouvernement.

²⁵ CHEN Shui-bian, *Croire en Taiwan (Xiangxin Taiwan 相信台灣)*, Taipei, Yuanshen, 2004, p. 28.

effectivement Taiwan, ce qui impliquait d'accepter de négocier sur un pied d'égalité avec Taipei ; le renoncement à l'option du recours à la force contre Taiwan.

Taiwan – République de Chine : juxtaposition et ambiguïté des marqueurs symboliques nationaux

Le maintien du cadre symbolique offert par la République de Chine présentait un second intérêt pour le PDP. Il lui permettait de pallier l'impossibilité de créer de nouveaux marqueurs nationaux proprement taiwanais (drapeau, hymne, nom officiel, etc.), ce qui aurait été assimilé à une déclaration d'indépendance par Pékin, et accueilli vertement par l'opposition et une partie importante de la population. En d'autres termes, dans l'optique pragmatique du projet nationaliste porté par le PDP jusqu'au début de 2006, il valait encore mieux susciter un sentiment d'appartenance et de solidarité par un ralliement à certains des symboles nationaux hérités de la République de Chine, que ne pas avoir de symboles nationaux susceptibles de souder la population face à l'ennemi chinois.

Cette approche aboutit à la juxtaposition de trois types de marqueurs symboliques nationaux. Les premiers peuvent être rangés dans la catégorie symboles « irremplaçables à usage essentiellement international » ; il s'agit principalement du nom « République de Chine » et du drapeau national censés matérialiser l'existence de Taiwan en tant qu'Etat indépendant sur la scène internationale. Ne pouvant être remplacés en raison de l'opposition d'une large partie de la population taiwanaise et de la menace militaire chinoise, ils devaient être « taiwanisés ». Le titre officiel de « République de Chine » était particulièrement problématique pour le PDP, puisqu'il indiquait explicitement le caractère chinois de Taiwan et, selon l'interprétation qui en était faite, l'appartenance de l'île à la Grande Chine. Afin de diffuser l'idée selon laquelle la « République de Chine *est* Taiwan », le PDP s'est donc lancé dans une entreprise d'ajout systématique du mot « Taiwan » dans tous les documents officiels et les noms des institutions et organismes susceptibles de matérialiser l'existence d'un Etat taiwanais sur la scène internationale. Le mot Taiwan figure ainsi sur les passeports et les cartes d'identité délivrés aux Taiwanais depuis 2004.

Une série d'initiatives visant à supprimer les références à la Chine des titres des publications officielles constituant la vitrine de Taiwan à l'étranger montrent en revanche que, là où il en avait la possibilité, le PDP entendait bien mettre un terme à la relation d'équivalence Taiwan-République de Chine. Au cours des trois années que Yu Shyi-kun passa à la tête du gouvernement (février 2002-janvier 2005), le *Republic of China Yearbook* est ainsi devenu le *Taiwan Yearbook*, le mensuel *Free China Review* la *Taiwan Review*, tandis que le *Free China Journal* s'est appelé le *Taiwan Journal* et *Sinorama*, *Taiwan panorama*. De même, le nom officiel de l'Etat – République de Chine – a disparu des brochures en langues étrangères faisant la promotion du tourisme à Taiwan.

L'utilisation symbolique du drapeau national par l'administration Chen témoigne également d'un renversement partiel de la perspective adoptée par le PDP. Ce dernier rejetait autrefois ce drapeau qu'il considérait comme celui d'un régime étranger, sa création étant étroitement liée à l'histoire et à l'idéologie du Kuomintang²⁶. Mais, après l'alternance de 2000, l'objectif premier de l'administration Chen est de lutter pour que Taiwan soit reconnu en tant qu'Etat indépendant « normal », et cette « normalité » va de pair avec la défense de la dignité de tous les Taiwanais. Or, tout Etat est représenté par un drapeau sur la scène internationale. Chen Shui-bian a résumé le problème de la façon suivante : « Taiwan est le seul pays au monde qui participe aux jeux Olympiques et ne peut ni chanter son hymne national, ni faire flotter son drapeau national²⁷. » A chaque manifestation internationale, les Taiwanais sont placés face à leur condition d'« êtres humains de seconde classe », dans l'indifférence – au mieux l'incompréhension – généralisée.

La volonté de reconstruire une fierté d'être taiwanais et le besoin de créer un sentiment d'unité autour de marqueurs nationaux vont pousser le PDP à se résigner, faute de mieux, à faire usage du drapeau et de l'hymne de la République de Chine. Dans cette optique, le nom « République de Chine », le drapeau et l'hymne furent avant tout considérés comme des moyens d'assurer la défense du statut de Taiwan en tant qu'Etat indépendant de la République populaire de Chine. Pour reprendre les mots de Chen Shui-bian, il s'agissait de faire ressortir la différence entre un « Taiwan démocratique (*minzhu Taiwan* 民主台灣) » et une « Chine communiste (*gongchan Zhongguo* 共產中國) » aux yeux de la communauté et de l'opinion publique internationales²⁸.

On assista ainsi à un renversement complet des rôles entre le PDP et le KMT. Le premier – du moins certains de ses membres – reprocha par exemple à Lien Chan, alors président du Kuomintang, de ne pas avoir prononcé une seule fois les mots « République de Chine » lors du séjour qu'il effectua en Chine, et plus particulièrement lors du discours qu'il prononça à l'université de Pékin le 29 avril 2005. De même, un conseiller PDP de la mairie de Taipei critiqua Ma Ying-jeou, qui cumulait alors les fonctions de maire de Taipei et de président du Kuomintang, pour ne pas avoir eu le courage de faire flotter le drapeau de la République de Chine lors d'une compétition de sport mécanique internationale se déroulant dans la capitale : la délégation taiwanaise fut alors contrainte, sur son propre sol, d'utiliser le drapeau olympique qui représente habituellement Taiwan lors des rencontres sportives internationales²⁹. Il est évident que, dans ces reproches, c'est

²⁶ Le soleil blanc à douze branches sur fond bleu, dessiné en 1895 par Lu Haodong, jeune révolutionnaire et ami de Sun Yat-sen, devint en effet à la fois l'emblème du Kuomintang, l'emblème national de la République de Chine et fut associé à un fond rouge pour former le drapeau national adopté en 1928.

²⁷ *Taipei Times*, 23 juin 2006 (ma traduction).

²⁸ Chen, *Xiangxin Taiwan*, *op. cit.*, p. 194.

²⁹ *Taipei Times*, 12 novembre 2005. Pour une photo du « Chinese Taipei Olympic flag » (*Zhonghua Taipei Aowehui huiqi* 中華台北奧委會會旗), voir http://en.wikipedia.org/wiki/Chinese_Taipei_Olympic_flag (consulté le 29 septembre 2014).

essentiellement la question de la souveraineté et de l'indépendance de Taiwan qui importait au PDP. De même, lorsque, durant la campagne pour les élections législatives de la fin 2004, Chen Shui-bian exigea du KMT qu'il abandonne son emblème, celui-ci étant presque identique à l'emblème national, l'objectif était certainement d'empêcher la confiscation des symboles de la République de Chine par le Kuomintang et leur assimilation aux idéaux « unificationnistes » qu'il défendait, afin de faciliter la « taiwanisation symbolique » du drapeau.

La seconde catégorie de marqueurs symboliques nationaux qui se trouvent juxtaposés dans l'environnement politique taiwanais regroupe ceux que l'on pourrait qualifier de « difficilement remplaçables et à usage essentiellement interne », tels la fondation de la République de Chine (*Zhonghua minguo kaiguo jinian ri* 中華民國開國紀念日), la fête nationale du « double dix »³⁰, la figure du « père de la nation (*guofu* 國父) », Sun Yat-sen, ou encore l'hymne national, bien que ce dernier ait également son importance sur la scène internationale. Leur remplacement étant un sujet trop sensible pour être abordé sans risquer d'approfondir la division de la population, le gouvernement Chen Shui-bian préféra ne pas y toucher et tenta de s'en accommoder, ou d'en « taiwaniser » le contenu.

Sun Yat-sen bénéficie d'une image positive au sein de la population taiwanaise, indépendantistes radicaux exclus³¹. « Père de la nation » chinoise pour certains, il est considéré par d'autres soit comme un personnage respectable mais appartenant à l'histoire chinoise, soit comme un humaniste dont la pensée contient des enseignements bénéfiques pour la société et la démocratie taiwanaises. Chen Shui-bian était bien conscient de cette popularité, lui qui avait utilisé des affiches sur lesquelles on pouvait voir Sun coiffé d'un bonnet avec le logo « A-bian »³² et déclarant « Je trouve que le maire A-bian a fait du bon travail ! » lors de la campagne pour sa réélection à la mairie de Taipei, à la fin de 1998³³.

La popularité de Sun Yat-sen explique également pourquoi Chen Shui-bian coupa court à la controverse qui éclata au début de novembre 2004, en pleine campagne pour les élections législatives, lorsque Yao Chia-wen, le président du Yuan des examens, déclara qu'il n'y avait aucune raison de faire de Sun le père de la nation. Jugeant cette déclaration contre-productive dans le contexte de la campagne électorale, Chen Shui-bian répondit en des termes très forts : « Sun Yat-sen est le père fondateur de notre pays et le drapeau de la République de Chine est le drapeau de

³⁰ Elle commémore le soulèvement de Wuchang. Lancé le 10 octobre 1911, ce soulèvement fut le point de départ de la révolution qui aboutit au renversement de la dynastie qing et à la fondation de la République de Chine.

³¹ Entretiens effectués en novembre et décembre 2004, lors de la campagne pour les élections législatives, à la suite de l'éclatement de la controverse sur le maintien de Sun Yat-sen en tant que père de la nation.

³² « A-bian » est le diminutif de Chen Shui-bian.

³³ Pour une photo, voir Eric SAUTEDE, « Les nouveaux atouts du marketing politique », *Perspectives chinoises*, 50, novembre-décembre 1998, p. 43.

notre pays. Il n'y a pas à argumenter, à calomnier ou à distordre les faits à ce sujet³⁴. » On voit à quel point le jeu démocratique a contraint le PDP à adopter une stratégie de construction nationale faite de compromis et de prudence.

Le gouvernement PDP chercha toutefois à diminuer les effets d'inertie que la persistance de marqueurs symboliques trop ouvertement « chinois » pouvait avoir sur la transition de l'identité nationale en mettant en place une troisième catégorie de marqueurs proprement taiwanais. Certains étaient destinés à doter l'île d'une image internationale la distinguant clairement de la Chine populaire. C'était l'une des tâches que s'était donnée Tchen Yu-chiou, présidente de la Commission aux affaires culturelles – fonction équivalente à celle de ministre de la Culture – durant le premier mandat de Chen Shui-bian (voir *infra*). Dans cette perspective, en 2006, une représentation calligraphiée de la montagne de Jade (*Yushan* 玉山) fut choisie par l'Office d'information du gouvernement comme symbole de Taiwan sur la scène internationale³⁵. Différents objets empruntés aux cultures austronésiennes de l'île furent également convoqués pour faire ressortir la spécificité culturelle de l'île : bateau des Dawu de l'île des Orchidées, chants et motifs des Amis, etc.

Dans la symbolique taiwanaise mise en avant, la carte « logo » de Taiwan et le drame du 28 février 1947 occupent toutefois une place prépondérante. Pour les nationalistes taiwanais, le rôle joué par cette carte fut le même que pour les mouvements nationalistes anticoloniaux décrits par Benedict Anderson :

« Sous cette forme, la carte entrait dans une série reproductible à l'infini, susceptible d'être transférée aux affiches, aux sceaux officiels, aux en-têtes de lettres, aux couvertures de revues et de manuels, aux nappes et aux murs des hôtels. Aussitôt reconnaissable, partout visible, le logo-carte pénétra profondément l'imagination populaire, formant un puissant emblème pour tous les jeunes nationalistes anticoloniaux³⁶. »

Son usage intensif était un moyen de contourner l'impossible redéfinition constitutionnelle des frontières de l'Etat pour les limiter à Taiwan. En rendant la carte de Taiwan omniprésente dans l'environnement symbolique taiwanais, le PDP espérait superposer les frontières de l'Etat et les côtes de Taiwan dans l'imaginaire populaire. C'est ainsi que sur les nouvelles cartes d'identité taiwanaises figurent aujourd'hui à la fois la mention « République de Chine » en caractères chinois, son drapeau, le mot « Taiwan » et la carte de l'île sous deux formes : l'une imprimée au centre du document, l'autre apparaissant en hologramme.

³⁴ *Taipei Times*, 14 novembre 2004 (ma traduction).

³⁵ *Taipei Times*, 8 avril 2006.

³⁶ Benedict ANDERSON, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 [1983], p. 178.

L'importance croissante accordée aux commémorations du 28 février 1947 répond, quant à elle, au besoin de créer une seconde cérémonie de rassemblement national « réellement taiwanaise ». En effet, « les cérémonies nationales [...] inscrivent concrètement l'idée de nation dans le rythme collectif »³⁷. Les nationalistes taiwanais ne pouvaient se contenter de commémorations d'événements uniquement empruntées à l'histoire de la République de Chine. La commémoration des événements du 28 février 1947 se prêtait particulièrement bien aux desseins du PDP, car ce soulèvement est assimilé à la lutte du peuple taiwanais pour la liberté et le droit à l'autodétermination face au dernier d'une série de régimes oppresseurs³⁸. Elle présentait cependant un inconvénient, dans la mesure où elle plaçait les continentaux sur la défensive en les désignant plus ou moins ouvertement comme les responsables du drame. Dès 1997, Lee Teng-hui avait inscrit le 28 février au calendrier des célébrations nationales sous le nom de Jour de commémoration pour la paix (*heping jinian ri* 和平紀念日). Une fois au pouvoir, le PDP continua de rehausser le statut de la commémoration pour en faire l'un des moments les plus importants du calendrier officiel.

Culture et renforcement de la conscience nationale taiwanaise

Pour les institutions en charge de la culture et de l'éducation, l'alternance de 2000 n'entraîna pas de changements de cap radicaux par rapport à la période Lee Teng-hui. Le PDP poursuivit les grands chantiers engagés par l'administration précédente, tout en en faisant plus explicitement des outils au service de la construction d'une nation taiwanaise pluriethnique et multiculturelle. Cette semi-continuité a prévalu également pour les personnes, certains des architectes des premières réformes continuant à servir l'administration PDP. Ainsi, Chen Chi-nan, « père » du mouvement de « construction de la communauté » locale (*shequ zongti yingzao* 社區總體營造), fut nommé conseiller de Chen Shui-bian dès 2000, avant de devenir ministre sans portefeuille chargé des questions de culture et d'éducation dans le gouvernement Yu Shyi-kun en 2002, puis président de la Commission aux affaires culturelles en mai 2004, en remplacement de Tchen Yu-chiou³⁹. Tu Cheng-sheng, l'un des concepteurs des manuels scolaires *Connaître Taiwan*, fut quant à lui nommé directeur du Musée national du Palais en 2000, avant de devenir ministre de l'Éducation de 2004 à 2008.

³⁷ Schnapper, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, op. cit., p. 138.

³⁸ Dans le discours du PDP, deux dates majeures marquent la séparation définitive de Taiwan et du continent : le 17 avril 1895, jour de la signature du traité de Shimonoseki par lequel la Chine cède Taiwan au Japon, et le 28 février 1947, qui consacre l'anéantissement définitif des espoirs nourris par la population au moment du retour de Taiwan à la Chine en 1945.

³⁹ *Taipei Times*, 3 mai 2004.

Les politiques culturelles et les réformes de l'éducation ont été définies sur la base de quelques grands concepts ayant progressivement émergé au sein des cercles indépendantistes pour former le cœur du système de représentation et du discours sur la nation et l'identité taiwanaises aujourd'hui porté par le PDP⁴⁰ : Taiwan est une société de migrants, de colons (*kenzhi shehui* 墾殖社會) ; les Taiwanais et leur culture sont le produit d'un long processus d'accumulation et de métissage ; l'île possède une culture océanique (*haiyang wenhua* 海洋文化) qui diffère de la culture continentale chinoise ; la diversité des apports culturels fait la singularité et la richesse de l'expérience taiwanaise ; la société taiwanaise s'est construite sur les échanges avec le reste du monde ; la culture « chinoise », ensemble composite plutôt que bloc monolithique, ne doit pas être rejetée systématiquement mais acceptée comme l'un des substrats à partir desquels s'est développée une culture taiwanaise originale et plurielle.

Avant la radicalisation des positions du gouvernement Chen au début de 2006, la politique culturelle portée par ces idées avait cherché à construire une nation taiwanaise multiculturelle singulière, sur un mode inclusif ; et ce en dépit de certains épisodes témoignant de la persistance d'un courant ethnonationaliste prônant une vision exclusive de la nation taiwanaise fondée sur le « peuple », les traditions et la langue hoklo, le mandarin étant considéré comme la « langue du colonisateur ». Bien que délaissées au profit du nationalisme pragmatique et du multiculturalisme, ces idées ont pénétré les sphères dirigeantes de l'administration PDP et pris la forme de différentes initiatives dont le but était de faire de la culture hoklo la seule culture taiwanaise légitime. Ainsi, en septembre 2003, le Yuan des examens a intégré des questions en hoklo au test de littérature chinoise de plusieurs concours de la fonction publique⁴¹.

Si cette vision étriquée n'était pas majoritaire au sein du PDP, la plus grande place accordée à la diversité culturelle insulaire dans la sphère publique et l'enseignement entraîna mécaniquement un recul de la « culture traditionnelle chinoise » telle qu'elle avait été définie, importée et défendue par le Kuomintang. Cependant, contrairement à ce que dénonça l'opposition, la politique culturelle du PDP visa moins à une « désinisation (*quzhongguohua* 去中國化) systématique de Taiwan » qu'à une réinterprétation de l'héritage culturel chinois et à la mise en avant d'une culture taiwanaise qui ne soit plus uniquement une « forme frontalière de la culture chinoise »⁴². Le PDP voulut faire sortir les cultures locales du complexe d'infériorité dans lequel leur subordination aux canons de la « tradition chinoise », définis par le Kuomintang du temps de Chiang Kai-shek, les avait placées. Cette démarche ne peut en aucun cas être comparée à la Révolution culturelle déclenchée par Mao

⁴⁰ Entretiens avec Chang Mau-kuei, chercheur à l'Institut de sociologie de l'Academia Sinica, Taipei. Voir aussi Gunter SCHUBERT, « L'émergence d'une nouvelle nation ? Le discours sur l'identité nationale dans le Taiwan de la fin du XX^e siècle », *Perspectives chinoises*, 52, mars-avril 1999, pp. 58-70, et Chen, *Xiangxin Taiwan*, op. cit.

⁴¹ *Taipei Times*, 28 septembre 2003.

⁴² HSIAU A-chin, *Contemporary Taiwanese Cultural nationalism*, Londres, Routledge, 2000, pp. 98-99.

Zedong, comme l'ont prétendu Lee Wei-chin et certains députés de l'opposition⁴³. A quelques exceptions près (notamment Yao Chia-wen, Su Chin-chiang, Lin Yu-tee), les politiques culturelles, ainsi que la poursuite des réformes du système éducatif et du contenu des manuels, ont été menées par des intellectuels nationalistes modérés partageant une même volonté de construire une culture et une identité nationales taiwanaises par un processus d'inclusion et de fusion des différents apports historiques, plutôt que par l'exclusion de certains éléments « étrangers ».

Tchen Yu-chiou, qui fut présidente de la Commission aux affaires culturelles (*Wenhua jianshe weiyuanhui* 文化建設委員會) durant les quatre années du premier mandat de Chen Shui-bian, avant de devenir secrétaire générale de l'Association pour la culture (*Guojia wenhua zonghui* 國家文化總會)⁴⁴, résume cette approche de la façon suivante :

« Alors qu'il est crucial pour Taiwan de développer sa propre identité culturelle et de construire une image internationale unique, je pense qu'il n'est pas nécessaire de nier l'influence de la culture chinoise à Taiwan. Il n'y a aucun mal à ce que la culture taiwanaise ait ses racines en Chine. La culture japonaise vient également de Chine, mais ce pays sut tirer parti de cette influence pour développer une culture propre très distincte. Toutes les discussions à propos de l'éradication de l'influence culturelle chinoise ne sont rien d'autres que des attaques politiques cyniques envers notre propre culture. Devrions-nous garder le Musée national du Palais qui préserve des œuvres venues de Chine ? Bien sûr que nous le devrions. Taiwan n'a aucune raison d'abandonner l'opportunité de développer une culture unique, qui lui soit propre, en se tenant debout sur les épaules d'un géant⁴⁵. »

Il n'en reste pas moins que la politique culturelle du PDP chercha à poursuivre la valorisation de la singularité et de la « subjectivité » de Taiwan (*Taiwan zhutixing*), dans la lignée de ce qui fut entrepris durant le dernier mandat de Lee Teng-hui. Cet objectif était en relation directe avec le développement d'une culture centrée sur Taiwan. Le discours cartographique en fournit un bon exemple. Les cartes historiques de Taiwan ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des cercles de la culture passés aux mains du PDP. Tracées par les différents occupants de l'île (Hollandais, Espagnols, Français, Japonais, Chinois), elles participèrent en effet à la mise en avant de la « subjectivité » taiwanaise en matérialisant la trajectoire historique spécifique de Taiwan. Centrées sur l'île, elles devaient donner corps à son individualité.

⁴³ Voir LEE Wei-chin, « Taiwan's cultural reconstruction movement : identity politics and collective action since 2000 », *Issues & Studies*, 41 (1), mars 2005, pp. 1-51.

⁴⁴ L'Association pour la culture nationale (*Guojia wenhua zonghui*) est le second organisme gouvernemental chargé de l'élaboration des politiques culturelles à Taiwan. Alors que la Commission aux affaires culturelles est devenue un ministère de la Culture depuis mai 2012, l'association dépend quant à elle directement du Bureau du président. Elle a changé de nom plusieurs fois : l'Association pour la renaissance de la culture chinoise (*Zhonghua wenhua fuxing zonghui* 中華文化復興總會) est ainsi devenue l'Association pour la culture nationale (*Guojia wenhua zonghui*) sous Chen Shui-bian, en décembre 2006. Après le retour au pouvoir du KMT, elle a pris le nom d'Association pour la culture chinoise (*Zhonghua wenhua zonghui* 中華文化總會) en décembre 2010.

⁴⁵ Entretien avec Tchen Yu-chiou, *Taipei Times*, 29 mai 2005 (ma traduction).

Durant la période 2000-2008, plusieurs séries de cartes anciennes ont été publiées par la Commission aux affaires culturelles et le ministère de l'Éducation. La première est accompagnée de l'explication suivante : « [à] travers ces cartes, la subjectivité taiwanaise [...] est clairement représentée ; elles permettent aux Taiwanais de comprendre leur patrie et d'envisager l'avenir »⁴⁶. Durant l'été 2003 se tint au musée national d'Histoire de Taipei (*Guoli lishi bowuguan* 國立歷史博物館) une exposition intitulée « Formose – Exposition sur les cartes anciennes et les manières de vivre de Taiwan (*Meilidao – Taiwan gu ditu yu shenghuo fengmao zhan* 美麗島—台灣古地圖與生活風貌展) ». D'une grande diversité, les cartes présentées mettaient en scène le développement de Taiwan au gré des différentes vagues de colons ou d'occupants temporaires – défrichage, agriculture, développement des infrastructures de transport, etc. –, alimentant ainsi le discours sur la diversité des origines dont sont issues à la fois la richesse et la spécificité de l'expérience taiwanaise.

Devenu ministre de l'Éducation en mai 2004, l'historien Tu Cheng-sheng fit également publier une série de cartes anciennes sous forme de calendrier. Trois mille exemplaires de ces calendriers furent envoyés aux lycées, et mille autres vendus au public. Devant le succès remporté par cette initiative, des posters seront ensuite créés. Sur la couverture du calendrier figurait la carte régionale renversée imaginée par Tu Cheng-sheng et rendue célèbre par la controverse qu'elle suscita : reprenant les représentations de plusieurs cartes anciennes dessinées par les Européens, cette carte a subi une rotation contrahoraire de 90 degrés qui place Taiwan au-dessus de la Chine (dont une partie seulement est représentée), et l'île au centre d'un ensemble insulaire. Pour Tu Cheng-sheng, il s'agissait de mettre en avant un autre point de vue et d'insister sur le caractère océanique de Taiwan⁴⁷.

Le gouvernement Chen attachait une importance particulière à l'affirmation du « caractère océanique » de Taiwan. Avant l'arrivée au pouvoir du PDP, la thèse d'une nation océane taiwanaise avait été développée par des intellectuels indépendantistes, tels Lee Hsiao-feng et Lin Yang-min, soucieux de montrer l'appartenance de Taiwan à l'espace culturel du Pacifique, en opposition à la culture continentale chinoise. Une fois au pouvoir, le PDP fera de cette thèse un élément central de sa stratégie de construction de la singularité culturelle taiwanaise. En 2004, la vice-présidente Lu Hsiu-lien publia notamment un ouvrage intitulé *Le Grand Futur de Taiwan. La construction d'une nation océane globalisée*⁴⁸. Durant ses quatre années à la tête de la Commission aux affaires culturelles, Tchen Yu-chiou s'efforça également de « préparer le futur paysage culturel de l'île et

⁴⁶ Cité par CHANG Bi-yu, « De la taiwanisation à la désinisation. La politique culturelle depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, 85, septembre-octobre 2004, p. 47.

⁴⁷ *Ziyou shibao*, 25 janvier 2005.

⁴⁸ LU Hsiu-lien, *Le Grand Futur de Taiwan. La construction d'une nation océane globalisée* (*Taiwan da weilai. Haiyang liguo shijie dao* 台灣大未來海洋立國世界島), Taipei, Zhibenja (Knowable Publisher), 2004.

mettre en évidence sa culture maritime ». « La mer est le nouveau territoire [des Taiwanais] et grâce à elle, [ils ont] un immense avenir devant [eux] »⁴⁹. Là encore, les représentations cartographiques jouèrent un rôle important. D'autres symboles de ce caractère océanique, comme la baleine, furent convoqués. Ce cétacé offrait l'avantage de présenter une forme relativement proche de celle de Taiwan, ce qui permettait des effets de superposition graphique pour la création de logos ou d'affiches. Certes, ces nouveaux symboles ne devinrent pas omniprésents dans le paysage taiwanais, mais ils se retrouvèrent propulsés sur le devant de la scène en 2005, déclarée « Année de Taiwan l'océanique » (*haiyang Taiwan nian* 海洋台灣年) par le gouvernement Yu Shyi-kun dans le but avoué de « construire un pays basé sur la mer »⁵⁰.

L'accent mis sur la dimension maritime de Taiwan fait écho à la volonté de rompre avec le discours, autrefois dominant, réduisant la culture taiwanaise à une forme frontalière de la culture chinoise. L'insularité de Taiwan fut associée à l'ouverture sur l'extérieur, aux échanges internationaux, et donc à la perméabilité de la culture taiwanaise, présentée comme un métissage d'influences locales et globales. Le PDP entendait montrer que si la culture taiwanaise s'enracinait dans la culture chinoise, elle avait évolué au fil d'une série d'accumulations et de fusions avec des éléments exogènes qui lui avaient donné sa forme plurielle, hybride et originale. La mise en exergue de la singularité de Taiwan se trouvait ici reliée à la valorisation du caractère pluriethnique et multiculturel de la communauté de destin insulaire en construction. Poursuivant les efforts engagés dans ce sens sous Lee Teng-hui, le PDP tenta de renforcer l'idée selon laquelle la pluralité culturelle de Taiwan était constitutive de sa singularité et de sa valeur. Pour illustrer cette conception, Tchen Yu-chiou eut recours à la métaphore du « diamant taiwanais (*zuanshi Taiwan* 鑽石台灣) »⁵¹ :

« La diversité de sa culture, de son histoire et de son écologie, combinée avec son industrialisation rapide, ont transformé Taiwan en un diamant étincelant de diversité. Le “diamant” qu'est Taiwan a plusieurs facettes, et chacune a son propre caractère et sa propre beauté. Cependant, peu de gens ont une réelle connaissance de la diversité de Taiwan, aussi, peu sont ceux qui apprécient le diamant⁵². »

En recourant à la métaphore du bijou pour décrire la culture taiwanaise, le PDP chercha à générer une fierté partagée d'être taiwanais – c'est-à-dire une identification à Taiwan débarrassée du complexe d'infériorité à l'égard de la Chine et de la culture chinoise, et, par voie de conséquence, un catalyseur du renforcement de la conscience nationale au sein de la population. La valorisation des facettes culturelles de l'île prit la forme d'une série d'initiatives visant à faire reconnaître les différents héritages constitutifs du Tout taiwanais. C'est en partie dans cette optique que le

⁴⁹ TCHEN Yu-chiou, « Politique culturelle et identité taiwanaise », *Monde chinois*, 3, hiver 2004-2005, pp. 52-53.

⁵⁰ *Taiwan News*, 26 décembre 2004 (ma traduction).

⁵¹ *Zhongyang tongxun she* (CNA), 18 mars 2006.

⁵² Entretien avec Tchen Yu-chiou, *Taipei Times*, 29 mai 2005 (ma traduction).

gouvernement accéda aux demandes de reconnaissance officielle de cinq peuples austronésiens : les Shao en 2001, les Kavalan en 2002, les Truku (Taroko) en 2004, les Sakizaya en 2007 et les Seedeq en avril 2008⁵³. En 2001, il créa la Commission aux affaires hakka, sur le modèle de la Commission aux peuples aborigènes (Yuanminhui 原民會)⁵⁴. Deux chaînes de télévision subventionnées par l'Etat furent également lancées, l'une dédiée à la culture et à la langue hakka, l'autre aux peuples aborigènes ; et, en juillet 2006, un Centre de ressources entièrement consacré aux Austronésiens de Taiwan, fruit d'une coopération entre le Yuanminhui et l'Université nationale de Taiwan, ouvrait ses portes.

Ces initiatives ne suffisant pas à susciter un intérêt réel pour les cultures locales au sein de la population, les institutions en charge de la culture impulsèrent plusieurs projets, dont le programme « Fenêtre sur Taiwan » qui avait pour dessein « de promouvoir le concept de “diamant taiwanais” et d'encourager la population taiwanaise à en connaître davantage sur notre pays [...] »⁵⁵. Les personnes issues des différents groupes ethniques furent invitées à aller à la rencontre des autres cultures locales, afin de dépasser les tensions ethniques et de renforcer la conscience taiwanaise autour du sentiment de l'unité dans la diversité, une idée également présente dans la « Résolution sur la diversité ethnique et l'unité nationale (*zuqun duoyuan guojia yiti jueyiwen* 族群多元國家一體決議文) » adoptée par le PDP en septembre 2004. Au printemps 2005, elle sera exprimée en ces termes par le vice-président de la Commission aux affaires culturelles, Wu Ching-fa : « Taiwan est un lieu avec de nombreux groupes ethniques et une identité confuse. Nous devons établir notre propre identité culturelle et politique et découvrir qui nous sommes à travers la localisation, tout en embrassant en même temps la mondialisation⁵⁶. »

Dans l'optique de l'administration Chen, la reconstruction et l'affirmation d'une identité culturelle taiwanaise devaient non seulement renforcer la conscience nationale, mais aussi lever la confusion régnant sur la scène internationale quant au statut de Taiwan. Dans cette perspective, la mise en avant du caractère singulier, car océanique et pluriel, de la culture taiwanaise allait servir de socle à la construction d'une « image de marque » culturelle susceptible de représenter et de faire connaître l'île dans le monde en la distinguant de la Chine populaire. Il s'agissait d'accroître la visibilité de Taiwan par le biais de la culture. Ce projet, une fois encore, s'inscrivait dans la continuité de la politique culturelle engagée par Lee Teng-hui et dans l'esprit de sa « diplomatie pragmatique » selon laquelle les échanges culturels devaient aider à contourner le problème du

⁵³ Ils rejoignent les neuf autres peuples austronésiens de Taiwan officiellement reconnus à l'heure actuelle : Amis, Atayal, Bunun, Dawu, Paiwan, Puyuma, Rukai, Saisiyat et Tsou.

⁵⁴ Pour un aperçu des activités culturelles parrainées par la Commission aux affaires hakka, voir <http://www.hakka.gov.tw/mp.asp?mp=1> (consulté le 29 septembre 2014).

⁵⁵ Entretien avec Tchen Yu-chiou, *Taipei Times*, 29 mai 2005 (ma traduction).

⁵⁶ Entretien avec Wu Ching-fa, *Taipei Times*, 10 avril 2005 (ma traduction).

déficit de reconnaissance diplomatique et fournir un moyen d'affirmer l'existence de Taiwan-la République de Chine en tant qu'Etat indépendant⁵⁷. Aux yeux du PDP, cela impliquait la création d'une image non chinoise, un « label taiwanais » clairement identifiable sur la scène internationale. Les cultures austronésiennes de Taiwan furent largement mises à contribution : la section consacrée à la culture dans le livret d'introduction à Taiwan édité et distribué par l'Office d'information du gouvernement à partir de la fin de 2003 s'ouvrait ainsi sur un passage consacré aux cultures austronésiennes de l'île⁵⁸ ; les voyageurs débarquant à l'aéroport international de Taoyuan (anciennement aéroport Chiang Kai-shek) étaient accueillis par des affiches sur lesquelles ils pouvaient lire « Naruwan », ce qui signifie « bienvenue » en langue amis ; un tiers de la couverture du *Taiwan Yearbook 2005* était occupé par des Dawu portant un *tsinulikulan* (bateau de pêche traditionnel), et celle du dépliant d'introduction au tourisme distribué dans les bureaux de représentation de Taiwan en 2005-2006 par une femme en costume traditionnel paiwan.

La radicalisation des années 2006-2008

Au cours de ses deux dernières années de présidence, Chen Shui-bian radicalisa sensiblement sa politique de construction nationale. Pour Chen Shui-bian et une grande partie du PDP, la conservation du cadre institutionnel et symbolique de la République de Chine revêtaient un caractère essentiellement tactique. Tout au long de ses deux mandats, la politique de construction nationale fut l'objet de tensions continues entre partisans d'un nationalisme taiwanais radical, passant par la « désinisation » de Taiwan, et défenseurs de l'édification patiente d'une identité nationale taiwanaise transcendant les divisions et les conflits grâce au compromis et à l'adaptation du cadre institutionnel et de l'héritage culturel de la République de Chine à la réalité historico-culturelle taiwanaise. Dans l'ensemble, au cours de la période 2000-2005, les partisans de l'élaboration d'un consensus national par le compromis l'ont emporté tant bien que mal.

Donnant suite à une promesse faite par Chen Shui-bian lors de la campagne présidentielle de 2004, le gouvernement Yu Shyi-kun remit en janvier 2005 un rapport, intitulé « Promouvoir activement la rectification du nom [de l'Etat], faire ressortir la subjectivité de Taiwan » (*wushi tuidong zhengmin, zhangxian Taiwan zhutixing* 務實推動正名, 彰顯台灣主體性), qui définissait une « politique de rectification des noms » (*zhengming zhengce* 正名政策) visant à la disparition, fin 2006, de toute référence à la Chine (*zhonghua* 中華 ou *zhongguo* 中國) dans les intitulés des institutions publiques, des entreprises et des organismes affiliés à l'Etat. Le 1^{er} février 2005, Hsieh Chang-ting, succédant à Yu Shyi-kun au poste de Premier ministre, fit part de ses réserves sur

⁵⁷ LEE Teng-hui, *La Position de Taiwan (Taiwan de zhuzhang 台灣的主張)*, Taipei, Yuanliu, 1999, p. 126.

⁵⁸ *A Brief Introduction to Taiwan*, Government Information Office, décembre 2003, pp. 180-181.

les directives contenues dans le rapport⁵⁹ : elles ne feraient, selon lui, qu'accroître la pression exercée sur le gouvernement par l'opposition (qui contrôlait toujours le Parlement). Priorité devait être donnée, selon lui, à l'élaboration d'un consensus sur les questions relatives à l'identité de Taiwan et à l'amélioration des relations avec les Etats-Unis et le Japon ; or la campagne de rectification des noms aurait des effets négatifs sur les deux tableaux. Durant les onze mois qu'il passa à la tête du gouvernement, le programme ne fut pas mis en œuvre.

La radicalisation amorcée début 2006 peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs. Tout d'abord, le constat de l'impossibilité de tout compromis avec le Kuomintang, progressivement revenu, après l'expulsion de Lee Teng-hui en 2000, à une ligne politique panchinoise et unificationniste⁶⁰. Ensuite, l'intransigeance de la Chine populaire, incarnée par le vote d'une loi antisécession en mars 2005, hypothéquait tout espoir de dialogue. Enfin, le cuisant revers enregistré par le PDP aux élections locales de décembre 2005 et la perspective d'une défaite aux présidentielles de 2008 face à Ma Ying-jeou, élu président du Kuomintang en 2005, semblent avoir incité Chen Shui-bian à accélérer le pas des réformes visant à détruire l'idée selon laquelle l'Etat taiwanais était aussi la continuité de la République de Chine, dont il assurait à la fois l'héritage et l'indigénisation (*bentuhua* 本土化). Le fait d'associer Taiwan à la République de Chine, et plus généralement à un héritage chinois, fut dès lors présenté comme une « anormalité », une « monstruosité » dont le peuple taiwanais devait se débarrasser pour pouvoir vivre dignement.

Courant 2007, une feuille de route fut établie sous la forme d'une « Résolution pour un pays normal » (*zhengchang guojia jueyiwen* 正常國家決議文)⁶¹. Le texte final adopté par le PDP le 30 septembre 2007 identifie deux défis (*tiaozhan* 挑戰) – l'autoritarisme rémanent du Kuomintang et l'hégémonisme chinois – qui, combinés, « ont produit cinq grandes menaces pesant sur la normalisation de l'Etat taiwanais » (*xingcheng dangqian Taiwan guojia zhengchanghua de wu da weixie* 形成當前台灣國家正常化的五大威脅) : « l'anormalité des relations internationales » de Taiwan ; « l'anormalité du système constitutionnel » due au maintien de la Constitution de la République de Chine entrée en vigueur sur le continent en 1947 et, de ce fait, totalement inadaptée à la réalité de l'Etat taiwanais ; « l'anormalité de l'identité nationale » produite par l'endoctrinement de la population taiwanaise ainsi que par la destruction et la stigmatisation des cultures locales par le Kuomintang, qualifié de « pouvoir étranger » (*wailai weiquan* 外來威權) ; « l'anormalité de la justice sociale » ; et « l'anormalité de la compétition entre les partis politiques ». Sont énumérées ensuite les mesures nécessaires à la « normalisation de l'Etat taiwanais » : la suppression des

⁵⁹ *Ziyou shibao*, 1^{er} février 2005, p. 5.

⁶⁰ Voir *infra*.

⁶¹ Le texte intégral de la résolution (en mandarin) peut être consulté sur le site Internet du PDP : http://www.dpp.org.tw/upload/history/20100604120114_link.pdf (consulté le 29 septembre 2014).

références à la Chine et l'emploi de « Taiwan » à chaque fois que cela s'avère possible (*tuidong zhengming* 推動正名) ; l'abandon d'un certain nombre de marqueurs, tel celui du calendrier de la République de Chine au profit du calendrier grégorien ; la rédaction d'une nouvelle Constitution dont la ratification par référendum démontrera que Taiwan est un Etat indépendant et souverain ; l'intégration au sein des Nations unies sous le nom de Taiwan ; la mise en place d'une justice transitionnelle (*zhuanxing zhengyi* 轉型正義) chargée de faire la lumière sur les crimes perpétrés durant la période de dictature ; et le renforcement de la subjectivité et de l'identité nationale taiwanaise. Cette dernière demeurant fondée sur l'idée de « communauté de destin » (*mingyun gongtongti* 命運共同體), sa consolidation nécessite la promotion des cultures locales et des « langues maternelles » (*muyu* 母語), ainsi que la poursuite de la taiwanisation du contenu des programmes scolaires.

Mais c'est la décision, annoncée à la fin de février 2006, de mettre fin aux activités du Conseil pour l'unification nationale et de suspendre les Lignes directrices pour l'unification nationale qui marque le véritable coup d'envoi de la radicalisation. En revenant sur l'une des cinq promesses qu'il avait faites au début de chacun de ses deux mandats, Chen Shui-bian chercha à opérer une rupture symbolique avec les années plus conciliantes qui avaient précédé. En effet, cela faisait déjà longtemps que ni le Conseil ni les Lignes directrices n'étaient plus pris en compte dans l'élaboration de la politique chinoise de Taipei. Le remplacement de Hsieh Chang-ting par Su Tseng-chang en janvier 2006 relança également le mouvement de taiwanisation symbolique et de « rectification des noms ». A la fin février, Su approuvait la proposition de la députée PDP Lin Tai-hua d'abandonner le calendrier de la République de Chine au profit du calendrier grégorien⁶² ; en mars était annoncé un projet de retrait des statues de Chiang Kai-shek et de Chiang Ching-kuo des casernes militaires⁶³ ; et, au début de septembre, l'aéroport international Chiang Kai-shek était renommé « Aéroport international Taiwan Taoyuan »⁶⁴. Mais, une fois de plus, les contraintes pesant sur la capacité du PDP à réformer apparurent au grand jour. Très vite, le gouvernement déclara qu'il ne procéderait au changement de calendrier qu'avec le soutien de la population et que le projet « restait à l'étude » – une façon de temporiser face à la controverse déclenchée⁶⁵. De même, le ministre de la Défense Lee Jye annonça le gel du retrait des statues des deux Chiang après le tollé soulevé par cette décision non seulement dans les rangs de l'opposition, mais aussi au sein de l'armée⁶⁶.

L'entreprise de taiwanisation de l'univers symbolique n'en fut pas moins poursuivie. En février 2007, le rapport sur la rectification des noms remis par Yu Shyi-kun deux ans plus tôt fut mis

⁶² *Taipei Times*, 25 février 2006.

⁶³ *Taipei Times*, 21 mars 2006.

⁶⁴ *Taipei Times*, 7 septembre 2006.

⁶⁵ *Taipei Times*, 14 mars 2006.

⁶⁶ *Taipei Times*, 23 mars 2006.

à exécution. Le gouvernement commença par changer les noms anglais et mandarin de deux entreprises aux enseignes omniprésentes sur le territoire taiwanais : China Petroleum Corp. (*zhongguo shiyou* 中國石油) fut renommée CPC Corp. Taiwan (*Taiwan shiyou* 台灣石油) et la poste (*zhonghua youzheng* 中華郵政, Chunghwa Post Corp.) devint Taiwan Post Co. (*Taiwan youzheng* 台灣郵政)⁶⁷. De même, en mai 2007 fut annoncé un plan de transformation du mémorial Chiang Kai-shek. A la fin de l'année, la place qui l'abrite fut rebaptisée « place de la Liberté » (*ziyou guangchang* 自由廣場) et, à l'intérieur du mausolée, devenu Mémorial de la démocratie taiwanaise, une exposition de photos commémorant les combats menés pour la démocratisation de Taiwan et des cerfs-volants multicolores symbolisant la liberté entourèrent la gigantesque statue du dictateur.

Enfin, en 2007-2008, à l'occasion des campagnes pour les élections législatives et présidentielles, Chen Shui-bian poussa à la tenue d'un référendum destiné à faire admettre l'île aux Nations unies non plus sous le nom de République de Chine, mais sous celui de « Taiwan ».

Ma Ying-jeou et le retour du gouvernement KMT au nationalisme panchnois

Au cours des années 2000, le Kuomintang, sous la présidence de Lien Chan (mars 2000-août 2005) puis sous celle de Ma Ying-jeou (d'août 2005 à mars 2007 et de nouveau depuis juillet 2009), s'est vite éloigné de la « ligne Lee Teng-hui » (*Li Denghui luxian* 李登輝路線) décrite plus haut pour revenir aux canons de l'idéologie de la Grande Chine et du nationalisme panchnois selon lesquels les populations des deux rives font partie d'une même nation conçue en termes essentialistes ; Taiwan est un territoire de la Grande Chine, au même titre que le « continent » ; l'indépendance n'est pas une option pour le futur politique de l'île ; les deux rives du détroit doivent œuvrer à leur rapprochement afin de mettre en place les conditions favorables à la réalisation de l'unification et de la « renaissance » de la nation chinoise.

Ce changement de cap a été rendu possible par la marginalisation du camp prolocalisation, la réintégration de députés unificationnistes ayant quitté les rangs du Parti proche du peuple (PPP) de Soong Chu-yu en 2005-2006⁶⁸ et le noyautage de la direction du KMT par des continentaux de la seconde génération et, de façon plus générale, par des partisans de l'idéologie de la Grande Chine. Parmi eux, outre Ma Ying-jeou, figurent Hau Lung-pin, fils du général Hau Pei-tsun et maire de Taipei depuis décembre 2006, Liu Chao-hsuan (Premier ministre de mai 2008 à septembre 2009), King Pu-tsun (l'un des principaux conseillers de Ma Ying-jeou), Wang Chien-hsuan (président du

⁶⁷ *Taipei Times*, 13 février 2007.

⁶⁸ Au début de 2006, neuf députés du PPP avaient regagné les rangs du KMT. Parmi eux, Lee Ching-hua, Lee Ching-an et Chou Hsi-wei, continentaux de la deuxième génération et virulents opposants à l'administration Chen, régulièrement accusée de « désiniser » Taiwan.

Yuan de contrôle), Kuan Chung (président du Yuan des examens), mais aussi Lien Chan (né en Chine de parents taiwanais et dont la femme, Lien Fang Yu, est continentale) et son fils Sean Lien, Wu Po-hsiung (président du KMT d'avril 2007 à juillet 2009⁶⁹) ou encore Chiang Pin-kung (président de la Fondation pour les échanges à travers le détroit, l'organisme paragon gouvernemental chargé des négociations avec la Chine, de mai 2008 à septembre 2012).

Cette reprise en main du KMT par le camp unificationniste s'est rapidement traduite en actes. A la fin d'avril 2005, Lien Chan se rendait en Chine populaire pour rencontrer Hu Jintao et signer avec lui un accord interpartis en cinq points qualifié de « vision commune ». Dans leur communiqué de presse commun, le PCC et le KMT s'engageaient à « soutenir le “consensus de 1992”⁷⁰, à s'opposer à l'indépendance, à construire la paix et la stabilité dans le détroit, à promouvoir le développement des liens entre les deux rives et à protéger les intérêts des compatriotes de part et d'autre du détroit ». Le 19 août, lors du XVII^e Congrès du KMT, cette « vision commune » fut intégrée à la plateforme du Parti⁷¹.

Depuis 2008, Ma Ying-jeou s'en tient au principe d'une Chine unique. Quelques mois après son élection, il affirmera ainsi à plusieurs reprises que les relations entre les deux rives ne peuvent être qualifiées de « relations d'Etat à Etat », comme l'avaient fait ses deux prédécesseurs, et qu'il est plus juste de parler de « relations spéciales entre les deux rives » (*liang'an teshu guanxi* 兩岸特殊關係) ou de « relations de région à région », conformément à la Constitution de la République de Chine⁷². Il semble que Ma ait alors cherché à savoir jusqu'où il pouvait aller, compte tenu du soutien massif apporté à sa candidature – qui a recueilli 58,45 % des suffrages – et à son parti – qui a remporté 81 des 113 sièges de député aux élections législatives tenues deux mois plus tôt. Il profita en tout cas de cette écrasante victoire pour négocier et signer le plus vite possible une série d'accords concrétisant ses promesses de libéralisation des échanges entre les deux rives.

Mais si l'établissement de liaisons aériennes directes, l'ouverture de l'île au tourisme chinois de masse, la levée de la plupart des restrictions pesant sur les investissements et les délocalisations d'entreprises taiwanaises en Chine et, dans une moindre mesure, la signature d'un premier accord partiel de libre-échange (l'Accord-cadre de coopération économique, ou ECFA) étaient attendus par la population, Ma Ying-jeou n'a pas remporté les élections sur la base d'une feuille de route traçant

⁶⁹ En mars 2012, lors d'un entretien avec Hu Jintao, Wu Po-hsiung proposa notamment que les relations entre les deux rives se fassent dans le cadre d'« un pays, deux régions » (*yi guo liang qu* 一國兩區). *Taipei Times*, 23 mars 2012.

⁷⁰ Sur ce consensus, voir *infra*.

⁷¹ MA Ying-jeou, « Bridging the divide : a vision for peace in East Asia », discours prononcé à la London School of Economics le 16 février 2006, texte disponible sur le site de l'université : <http://www2.lse.ac.uk/publicEvents/pdf/20060213-Ying-jeou.pdf> (consulté le 29 septembre 2014).

⁷² A ce sujet, voir *Taipei Times*, 4 septembre, 8 octobre et 22 décembre 2008. Voir aussi HU Weixing, « Prospects of cross Taiwan strait relations. Toward an involuntional process? », in HU Weixing, *New Dynamics in Cross-Taiwan Strait : How Far Can the Rapprochement Go ?*, Londres, Routledge, 2013, pp. 222-223.

la voie vers l'unification. Il a été élu en faisant campagne sur des thèmes très proches de ceux du PDP : identification à Taiwan, défense de la démocratie et de la souveraineté de l'île, fermeté face aux pressions chinoises, notamment lors des négociations d'accords susceptibles de porter atteinte à la dignité et aux intérêts des Taiwanais⁷³. De plus, comme l'a montré Frank Muyard dans une étude récente, le retour au pouvoir du KMT et l'accélération de l'intégration économique des deux rives n'ont entraîné ni effondrement de l'identité nationale taiwanaise, ni accroissement du désir d'unification⁷⁴. Toutes les enquêtes effectuées sur la période 2008-2014 montrent que l'identification à Taiwan en tant qu'Etat-nation a continué de progresser et que l'unification, qu'elles qu'en soient les conditions, est rejetée par une majorité de plus en plus forte.

Le nationalisme panchnois de Ma Ying-jeou s'est donc également retrouvé sous contrainte, obligé de s'adapter aux résistances engendrées par la consolidation d'une conscience nationale taiwanaise et par le jeu démocratique. Il a notamment tenté de se distancier des prises de position trop ouvertement unificationnistes, telle la « vision en seize caractères » des relations Taiwan-Chine défendue par Lien Chan lors de sa rencontre avec Xi Jinping, à la fin du mois de février 2013⁷⁵, prônant « une Chine (*yi ge zhongguo* 一個中國) », « la paix entre les deux rives (*liang'an heping* 兩岸和平) », « une intégration mutuellement bénéfique (*huli ronghe* 互利融合) » et « la renaissance de la nation chinoise (*zhenxin zhonghua* 振興中華) » : via son porte-parole, Ma Ying-jeou s'est empressé de préciser que cette vision relevait de l'opinion personnelle de Lien Chan (bien que celui-ci soit président honoraire du KMT) et ne reflétait pas la position du gouvernement.

Conscient que l'unification ne peut être qu'un objectif à plus ou moins long terme, dont les conditions doivent être patiemment réunies au travers d'une intégration économique et sociétale, mais aussi d'une « resinisation » de la population taiwanaise, Ma Ying-jeou a opté pour un discours beaucoup plus équivoque, car jouant sur la polysémie des expressions et des symboles. Ainsi, dans la plupart de ses interventions publiques, le rapprochement des deux rives apparaît guidé par la poursuite de la « paix » et la mise en place d'une « situation gagnant-gagnant » ; l'unification n'est pas à l'ordre du jour, et le principe d'une « Chine unique » qui fait directement référence à cette unification, édulcoré de deux façons : en justifiant son recours sur la base d'une interprétation purement juridique de la Constitution de la République de Chine (*xianfa yi zhong* 憲法一中) qui

⁷³ Voir Tanguy LEPESANT, « Chine-Taiwan : le retour du Kuomintang », *Politique étrangère*, 2, 2008, pp. 295-306, et Frank MUYARD, « Elections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires », *Perspectives chinoises*, 2008/1, pp. 82-98.

⁷⁴ Frank MUYARD, « The formation of Taiwan's new national identity since the end of the 1980s », in David BLUNDEL (ed.), *Taiwan since Martial Law. Society, Culture, Politics, Economy*, Berkeley, University of California, Taipei, National Taiwan University Press, 2012, pp. 297-366.

⁷⁵ *The China Post*, 26 février 2013 et *The Washington Times*, 7 mars 2013.

renvoie à l'esprit pragmatique et instrumental des Lignes directrices⁷⁶ ; et en « noyant » ce principe dans une expression alternative, le « consensus de 1992 » (*jiu er gongshi* 九二共識), qui n'y fait qu'indirectement référence et permet de mettre l'accent sur la défense de ce que Ma Ying-jeou appelle le « statu quo ».

Le KMT présente ce « consensus » comme un accord non écrit passé cette année-là avec le PCC et selon lequel Pékin et Taipei reconnaissent l'existence d'une seule Chine dont Taiwan et le continent font partie – le sens à donner à cette « Chine unique » variant de chaque côté du détroit. Pour le Kuomintang, le contenu de cet accord est résumé dans la formule « une Chine, différentes interprétations » (*yi zhong ge biao* 一中各表) : la Chine en question est la République de Chine, dont la juridiction ne s'étend aujourd'hui qu'à la « région de Taiwan » mais dont le territoire et la souveraineté devraient inclure la « Chine continentale »⁷⁷. Dans la pratique discursive, l'expression « une Chine, différentes interprétations » s'efface cependant le plus souvent au profit du seul « consensus de 1992 », comme lors de la campagne pour l'élection présidentielle de mars 2012⁷⁸. Grâce à cette éviction, le « consensus de 1992 » permet au KMT de s'ériger en défenseur de la paix, du dialogue avec Pékin et du « statu quo » associé à la formule des « trois non » mise en avant par Ma Ying-jeou dès sa première campagne présidentielle : « non à l'unification, non à l'indépendance, non au recours à la force ».

En défendant le « statu quo », le KMT entend donner l'image d'un parti réaliste, pragmatique, cherchant un *modus vivendi* avec la Chine populaire afin de protéger les intérêts économiques et les libertés démocratiques de la population taiwanaise. Pourtant, il est évident qu'il n'y a pas de statu quo dans le détroit de Formose depuis 2008. Bien au contraire, l'administration Ma a poussé à une intégration économique, culturelle et sociétale à marche forcée entre les deux rives, quitte à court-circuiter les mécanismes du contrôle parlementaire lors de la signature des dix-huit accords conclus entre le printemps 2008 et l'automne 2012⁷⁹. Ce faisant, la direction unificationniste du KMT nourrit l'espoir de rapprocher les « Chinois des deux rives ». Ici encore, pour définir les relations censées les unir, Ma Ying-jeou use abondamment d'une expression polysémique – *zhonghua minzu* 中華民族 – faisant aussi bien référence à une communauté ethnoculturelle chinoise sans implications politiques qu'à une *nation* chinoise. Si les Taiwanais, dans leur majorité, ne voient pas d'objection à ce « peuple des deux rives » dont Ma parle régulièrement – un peuple descendant des empereurs

⁷⁶ Voir la première section, intitulée « La période Lee Teng-hui : réformes sous contrainte et naissance d'une communauté politique taiwanaise ».

⁷⁷ L'existence d'un tel accord est rejetée par le PDP et l'ensemble du camp indépendantiste, y compris Lee Teng-hui, alors président du Kuomintang et de la République de Chine.

⁷⁸ Tanguy LEPESANT, « Une nouvelle génération de Taiwanais aux urnes : les jeunes électeurs et le scrutin présidentiel de janvier 2012 », *Perspectives chinoises*, 2012/2, p. 83.

⁷⁹ A ce sujet, voir Françoise MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013, pp. 425-432.

Yan et Huang, partageant une même histoire et une même « culture chinoise » –, c'est parce qu'ils le limitent à sa dimension ethnoculturelle. L'objectif de l'administration Ma est d'infuser à l'intérieur de ce cadre un sentiment de communauté de destin économique puis politique, afin de faire glisser progressivement, dans la construction identitaire des Taiwanais, la notion de *zhonghua minzu* de l'ethnicité vers la nation.

En somme, en remettant en cause le processus de construction d'une nation taiwanaise engagé sous Lee Teng-hui et Chen Shui-bian, le KMT a accentué le caractère hybride et équivoque de l'identité de l'Etat. Le discours produit par Ma Ying-jeou oscille ainsi entre une relation d'équivalence du type de celle proposée par Chen Shui-bian avant la radicalisation de sa position – « la République de Chine est Taiwan, Taiwan est la République de Chine » (*Zhonghua minguo jiu shi Taiwan, Taiwan jiu shi Zhonghua minguo* 中華民國就是台灣, 台灣就是中華民國) – et un retour à l'orthodoxie, les institutions de cette république, provisoirement repliées sur l'île, ayant vocation à représenter « l'ensemble de la Chine et des Chinois ». L'instrumentalisation du drapeau de la République de Chine par l'administration Ma est un parfait exemple de ce double discours. Elle vise non seulement à matérialiser les liens historiques qui unissent Taiwan à la République et donc à la Grande Chine, mais aussi, et de façon tactique, à symboliser l'existence et la souveraineté de l'Etat taiwanais sur la scène internationale et face à l'irrédentisme de Pékin⁸⁰.

Le positionnement identitaire des Taiwanais nés dans les années 1980

L'« anormalité » de la situation taiwanaise dénoncée par le PDP, l'identité hybride de l'Etat, mais aussi la complexité croissante des relations avec la Chine populaire, qui fait peser une menace potentiellement mortelle sur la démocratie taiwanaise tout en étant désormais perçue comme un élément-clé de la santé économique de l'île, nous ramènent à la question posée en introduction : que signifie « être taiwanais » ? La première conséquence de l'enchevêtrement symbolique décrit dans les pages précédentes est la polysémie des catégories identitaires « Taiwanais » et « Chinois » ayant cours sur l'île. Quelque temps avant sa mort, Chiang Ching-kuo se disait par exemple volontiers « taiwanais » ; il entendait par là mettre en avant son attachement à l'île de Taiwan comme lieu de vie, ce qui ne l'empêchait pas de considérer les différentes cultures locales comme des sous-ensembles de la culture chinoise et les Taiwanais comme partie intégrante de la Grande Nation chinoise.

⁸⁰ Tanguy LEPESANT, « Une nouvelle génération... », art. cité, p. 82.

Il convient donc de se demander si les personnes qui se disent taiwanaises et/ou chinoises se réfèrent toutes au même groupe, au même « nous ». S'il s'agit d'une identité locale correspondant à un enracinement géographique, à un lieu de résidence, sans référence spécifique à une dimension ethnoculturelle ou politique ; ou bien d'une identité « ethnique » fondée sur une histoire et une culture partagées, mais située à un niveau infra ou transnational ; d'une identité nationale, c'est-à-dire un « nous » forgé sur le sentiment d'appartenir à une communauté politique territorialisée et souveraine ; ou bien encore d'une identité civilisationnelle correspondant au sentiment d'appartenir à une civilisation au sens où l'entend Fernand Braudel, c'est-à-dire un espace géographique marqué par les « signes d'une cohérence culturelle » (s'exprimant dans des modes de vie et de pensée similaires ou apparentés) auxquels s'ajoute une certaine « permanence dans le temps »⁸¹ ?

Si l'on se place du point de vue des Taiwanais nés dans les années 1980, les réformes entreprises au cours des deux dernières décennies ont-elles contribué à brouiller un peu plus les pistes ou ont-elles frayé, à travers le maquis des possibles identitaires, un chemin convergeant vers une identité partagée qui transcende les divisions ethniques et partisans héritées de la période de dictature ?

Ce qu'être « taiwanais » signifie pour la génération post-réformes

Le tableau 1 reproduit en fin d'article montre que les quatre cinquièmes des étudiants qui ont répondu au questionnaire distribué en 2005 se sentent en premier lieu taiwanais. Parmi eux, près de la moitié revendique une identité exclusivement taiwanaise, alors qu'environ un tiers se dit à la fois taiwanais et chinois. Lors de l'élaboration du questionnaire, le choix a été fait de diviser la catégorie identitaire duale « taiwanais et chinois » généralement utilisée dans les enquêtes d'opinion en deux : d'une part « taiwanais et chinois », d'autre part « chinois et taiwanais ». Selon l'hypothèse à l'origine de ce choix, placer l'un des deux termes devant l'autre revêt une signification que le recoupement des réponses obtenues avec celles données ailleurs dans le questionnaire permet de dégager, notamment en distinguant les dimensions politique et culturelle de ces deux catégories lorsqu'elles sont utilisées simultanément.

Plusieurs résultats, complétés par les informations tirées des entretiens menés en parallèle, font effectivement ressortir la dimension politique de l'identité taiwanaise pour une écrasante majorité des personnes qui l'avancent en premier lieu. Ainsi, 83,3 % de ceux qui se déclarent uniquement taiwanais et 71 % de ceux qui se disent à la fois taiwanais et chinois répondent oui à la question « Si, après l'indépendance de Taiwan, il est possible de conserver de bonnes relations avec

⁸¹ Fernand BRAUDEL, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1985 [1969], p. 292.

la Chine, acceptez-vous que Taiwan devienne indépendante ? » La plupart du temps, les jeunes interrogés estiment également que le gouvernement devrait placer les intérêts de Taiwan et de sa population en tête de ses préoccupations lorsqu'il prend des décisions ; ils revendiquent le droit à l'autodétermination pour la population de l'île ; et pensent que l'amélioration du statut de Taiwan sur la scène internationale doit être une priorité dans l'action du gouvernement. C'est ce que montre le tableau 2 (ligne 3) qui synthétise les réponses à la question « Selon vous, quels sont les trois domaines dans lesquels des progrès sont le plus nécessaire pour la société taiwanaise ? ».

Les données du tableau 3, établi à partir des réponses à la même question posée dans le cadre de l'enquête 2010, mais avec un éventail de propositions plus large (22 au lieu de 16), confirment ce qui vient d'être dit. La première colonne de résultats indique qu'aux yeux des personnes revendiquant une identité en premier lieu taiwanaise (uniquement taiwanaise ou taiwanaise et chinoise), la défense des intérêts de la communauté taiwanaise passe davantage par le renforcement des capacités de l'île à rehausser son statut international et à conserver ou à accroître sa marge de manœuvre économique (lignes 2, 8, 9 et 10) que par un rapprochement avec la Chine populaire, qu'il soit économique ou politique (lignes 16, 18 et 21)⁸². Ces résultats invitent à penser que, le plus souvent, « être taiwanais » traduit le sentiment d'appartenir à une communauté politique territorialisée et souveraine, liée par une certaine solidarité fondée sur le partage d'intérêts communs, et se limitant à Taiwan et à sa population – soit le sentiment d'appartenir à une nation taiwanaise. Ils sont corroborés par d'autres enquêtes récentes. L'une d'elles, publiée à la fin du mois d'avril 2013 par Taiwan Indicators Survey (*Taiwan zhibiao mindiao* 台灣指標民調), révèle ainsi que plus des trois quarts (76,2 %) des 20-29 ans interrogés estiment que les relations entre Taiwan et la Chine devraient être qualifiées de relations d'Etat à Etat⁸³.

Conception de la nation et perception de la « République de Chine à Taiwan »

Mais si tel est le cas, il reste à dégager les caractéristiques de cette conscience nationale. Est-elle primordialiste, exclusive, citoyenne, inclusive ? Comment la diversité culturelle de Taiwan est-elle envisagée ? Quels sont les marqueurs retenus pour symboliser la communauté nationale et la faire exister sur la scène internationale ? Après deux décennies de réformes et deux alternances politiques, la République de Chine est-elle devenue l'incarnation institutionnelle d'une nation taiwanaise se percevant comme intégrée au monde chinois, ou bien la nouvelle génération de

⁸² Comme en 2005, les jeunes se disant en premier lieu « taiwanais » constituent les quatre cinquièmes des personnes interrogées (voir le tableau 5).

⁸³ *Taipei Times*, 30 avril 2013.

citoyens aspire-t-elle à son remplacement par un Etat incarnant une nation coupée de ses racines historiques et culturelles et de son ethnicité chinoise ?

Les données du tableau 4 fournissent deux éléments de réponse à la première de ces quatre questions. Tout d'abord, elles montrent qu'une écrasante majorité (75,3 % en 2005 et 80,7 % en 2010) des jeunes interrogés opterait pour l'indépendance si les conditions géopolitiques rendaient celle-ci possible. Mais, en même temps, la prise en compte de l'ensemble des réponses dévoile une vision de l'avenir politique de Taiwan ni totalement tranchée ni définitive. En répondant positivement aux deux questions posées⁸⁴, ou positivement à l'une sans se prononcer sur l'autre, ou encore en ne se prononçant sur aucune des deux, les trois cinquièmes (60,7 %) des personnes interrogées en 2005 et plus de la moitié (51,1 %) de celles de l'enquête de 2010 ont laissé l'horizon politique de Taiwan ouvert. Autrement dit, bien souvent, l'identification à un Etat-nation taiwanais doit être comprise comme un point de départ, une base à partir de laquelle se déploie un éventail de futurs possibles. L'avenir politique de l'île n'est pas catégoriquement limité à l'indépendance éternelle d'une nation taiwanaise vécue sur un mode primordialiste. Une conception de la nation moderne et ouverte semble au contraire prendre forme au sein de cette génération.

L'option de l'unification perd cependant de son attrait au fil des ans. En 2005, près de la moitié des jeunes se disaient favorables à une future unification en cas de compatibilité économique et politique entre Taiwan et la Chine (ligne 12 du tableau 4). Cinq ans plus tard, ils se montrent beaucoup plus réticents : seulement un tiers (33,7 %) considère positivement cette éventualité, et 45,7 % rejettent catégoriquement l'unification quelles que soient les conditions de sa réalisation (contre seulement 32,4 % en 2005).

Pour cette génération, la communauté de destin taiwanaise n'est pas non plus envisagée sur un mode exclusif. Et ce pour deux raisons principales. Tout d'abord, elle ne repose pas sur une ethnicité unique mais sur la reconnaissance du caractère positif de la pluralité des cultures constituant le Tout taiwanais. Ainsi, lors de l'enquête effectuée en 2010, les étudiants interrogés ont placé « le développement du multiculturalisme » en tête des changements (*bianqian* 變遷) les plus bénéfiques apportés à la société taiwanaise au cours des vingt dernières années (voir le tableau 5)⁸⁵. Un tiers d'entre eux (34,4 %) ont fait ce choix au sein d'une liste de quatorze propositions. Il est également intéressant de noter que « l'internationalisation croissante de Taiwan » a obtenu un cinquième des suffrages.

⁸⁴ Ces deux questions étaient : « Si, après l'indépendance de Taiwan, il est possible de conserver de bonnes relations avec la Chine, acceptez-vous que Taiwan devienne indépendant ? » et « Si la Chine continentale se démocratise et rejoint le niveau économique de Taiwan, acceptez-vous l'unification ? ».

⁸⁵ La question posée était : « Selon vous, dans la liste ci-dessous des changements survenus au cours des vingt dernières années, quels sont les deux plus importants pour la société taiwanaise ? »

Mais la différence culturelle ainsi valorisée n'alimente plus systématiquement le maintien de frontières ethniques séparant un « nous » d'un « eux » et générant des solidarités distinctes, voire des antagonismes. L'ethnicité n'est plus pour les jeunes une source centrale de représentation de l'univers social dans lequel ils évoluent, comme c'est encore souvent le cas pour les générations plus âgées⁸⁶. La plupart du temps, les Taiwanais nés dans les années 1980 ne souhaitent pas mettre en avant la dimension ethnique de leur identité, et seule une minorité d'entre eux accorde une signification positive (13,9 %) ou très positive (1,9 %) à la division traditionnelle de la société en quatre grands groupes ethniques (hoklo, hakka, *waishengren* et *yuanzhumin*)⁸⁷. Qu'ils soient portés par les nationalistes panchinois du Kuomintang ou par les nationalistes hoklo de l'aile indépendantiste radicale, les projets ethnonationalistes exclusifs qui s'appuient sur une conception herdérienne de la nation, faisant de la langue, de la littérature et de la culture l'expression de l'âme nationale chinoise ou taiwanaise, n'ont aucune chance de succès auprès de cette génération. Et cela d'autant plus que, généralement, la revendication d'une identité nationale taiwanaise ne s'accompagne pas du rejet de la part chinoise de l'identité culturelle de Taiwan. L'Etat taiwanais est perçu comme faisant partie d'une sphère culturelle chinoise. Les Taiwanais nés dans les années 1980 se reconnaissent ainsi dans les propos de l'ancienne ministre PDP de la Culture Tchen Yu-chiou disant en 2005 que s'il est crucial pour Taiwan de développer sa propre identité culturelle, il n'est pas nécessaire de nier l'influence de la culture chinoise à Taiwan⁸⁸.

Des liens du sang avec le continent sont aussi fréquemment reconnus. Ainsi, plus de la moitié (51,9 %) des jeunes ayant répondu à l'enquête de 2010 sont « d'accord » (45,4 %) ou « tout à fait d'accord » (6,5 %) avec l'affirmation du président Ma Ying-jeou selon laquelle « les peuples des deux rives sont les descendants des empereurs Yan et Huang »⁸⁹. Mais cette ethnicité commune, mélange de liens ancestraux et du sentiment d'appartenir à une même civilisation chinoise, ne se traduit plus en termes politiques. Loin d'avoir comblé le fossé créé par plus d'un siècle de séparation, la multiplication des échanges avec la Chine populaire a fait voler en éclats le mythe du « compatriote » que le Kuomintang prétendait autrefois libérer par la « reconquête du continent ». Au contraire, la densité des contacts humains a généré sur l'île une prise de conscience de l'importance des différences entre Taiwanais et Chinois. Une foule d'anecdotes et de « petits

⁸⁶ Sur cette question, voir Tanguy LEPESANT, « Generational change and ethnicity among 1980s-born Taiwanese », art. cité.

⁸⁷ Enquête 2010. La question posée était : « Les personnalités politiques, les médias et les études académiques divisent souvent la population taiwanaise en quatre grands groupes ethniques : “hoklo, hakka, *waishengren* et *yuanzhumin*”, accordez-vous une signification positive (*zhengmian yiyi* 正面意義) à cette division ? »

⁸⁸ Voir plus haut la citation des propos de Tchen Yu-chiou.

⁸⁹ Discours de mi-mandat prononcé le 20 mai 2010. Cette formule est utilisée par les nationalistes chinois des deux rives pour désigner le peuple chinois et en souligner les origines communes. La légende veut ainsi que, pour reprendre Térance Billeter, l'empereur Jaune (Huangdi 皇帝) soit « un ancêtre non seulement fondateur, mais également civilisateur et géniteur ». Térance BILLETER « Un empereur légendaire au service du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, 47, mai-juin 1998, p. 47.

détails », issus d'expériences vécues ou rapportées, de récits de voyage, d'informations télévisées, viennent alimenter la frontière entre un « nous » taiwanais et un « eux » chinois. Devenus réels, les « compatriotes » se sont métamorphosés en étrangers, un peu à la manière de parents lointains et perdus de vue : la vague impression d'avoir des ancêtres communs ne suffit pas à créer un sentiment d'identité.

Il s'agit d'une différence capitale, qui éloigne cette génération du primordialisme au fondement de l'idée de Grande Chine aujourd'hui défendue en termes similaires par le Parti communiste chinois et le Kuomintang. Loin des slogans nationalistes – tels que « le sang est plus épais que l'eau » (*xie nong yu shui* 血濃於水) – mobilisés par ces derniers pour signifier qu'un siècle de séparation et la présence du détroit de Formose ne peuvent diviser la « famille chinoise »⁹⁰, l'identité revendiquée par les Taiwanais nés dans les années 1980 se rapproche davantage de la conception contenue dans la Résolution pour le futur de Taiwan adoptée en 1999 par le PDP : tout en reconnaissant aux deux rives des « liens du sang » et des « origines historiques et culturelles » partagées, il y était affirmé que « Taiwan est un pays indépendant et souverain » dont la population doit décider seule de son futur.

Les résultats présentés dans le tableau 6 vont dans ce sens. Ils sont issus du questionnaire distribué en 2010, dont l'un des objectifs était de poursuivre le travail de déconstruction des catégories identitaires habituellement employées dans les enquêtes d'opinion à Taiwan, en s'intéressant plus spécifiquement à ce que veut dire « être chinois ». On constate que, lorsqu'ils en ont la possibilité, une écrasante majorité d'étudiants préfèrent utiliser le terme *huaren* 華人 plutôt que celui de *zhongguoren* 中國人 pour qualifier la dimension chinoise de leur identité. Or, la notion de *huaren* fait référence à une communauté de culture chinoise sans les implications politiques contenues dans *zhongguoren*, qui est pourtant généralement proposé dans les questionnaires élaborés par les différents centres de recherche et instituts de sondages basés à Taiwan. Comme le note Chang Mau-kuei, « “zhongguoren” met l'accent sur la mère-patrie chinoise, sur l'Etat-nation chinois, alors que “huaren” dénote un lien avec l'héritage culturel chinois, mais pas nécessairement avec la mère-patrie politique »⁹¹.

Le recours à la catégorie *huaren* permet à un grand nombre de Taiwanais de faire ressortir une facette chinoise de leur identité sans tomber dans le déterminisme essentialiste qui veut que tous

⁹⁰ Lors des négociations qui ont précédé la signature d'un accord-cadre de coopération économique (ECFA) entre la Chine et Taiwan, Zheng Lizhong, vice-président de l'Association pour les relations entre les deux rives du détroit, tenta par exemple de rassurer ses « compatriotes » (*tongbao* 同胞) taiwanais sur les bonnes intentions de Pékin en déclarant : « Nous sommes une famille. Ne vous inquiétez pas. » *Taipei Times*, 25 juin 2010 (ma traduction).

⁹¹ CHANG Mau-kuei, « The movement to indigenize social sciences in Taiwan : the origin and predicament », in HSIAU A-Chin et John MAKEHAM (eds), *Cultural, Ethnic, and Political Nationalism in Contemporary Taiwan : Bentuhua*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 253.

les êtres humains d'*origine* chinoise fassent partie de la *nation* chinoise, conçue comme un organisme vivant réunissant tous les individus de « même sang », au-delà de la volonté de chacun. Les entretiens menés confirment que cette facette culturelle chinoise n'est qu'une composante parmi d'autres de l'identité nationale taiwanaise. Ainsi, contrairement à ce qu'une lecture rapide du tableau 6 pourrait laisser penser, l'identité taiwanaise n'est pas en recul chez les jeunes nés dans la seconde moitié des années 1980 ; s'ils sont moins nombreux (40,9 %) à se dire uniquement « taiwanais » que lors de l'enquête 2005 (48 %), c'est parce que la catégorie *huaren* leur permet de réintroduire leur attachement à un substrat culturel chinois sans renier pour autant la primauté de l'identification à la communauté de destin taiwanaise. A ce titre, il est intéressant de noter que 84,5 % des étudiants se définissant comme « taiwanais et *huaren* » soutiennent l'indépendance de Taiwan si elle peut être acquise tout en maintenant de bonnes relations avec la Chine populaire, alors que seulement 3,6 % s'y opposent et que 11,6 % ne se prononcent pas sur la question.

Ces remarques nous ramènent à l'attitude de cette génération face à l'ambiguïté persistante de l'Etat censé incarner la nation taiwanaise. Si l'on se réfère aux différentes positions du PDP sur la relation entre Taiwan et la République de Chine, la jeunesse semble beaucoup plus proche des idées qui ont porté Chen Shui-bian au pouvoir en 2000, et lui ont permis d'être réélu quatre ans plus tard, que de celles défendues par son administration au cours de la période 2006-2008. Leur définition de Taiwan et de ses rapports avec la République de Chine et la Chine populaire se fait souvent dans des termes relativement similaires à ceux utilisés par Chen Shui-bian en avril 1999, et qui résument l'esprit de la Résolution pour le futur de Taiwan adoptée par le PDP quelques mois plus tard⁹².

Mais, contrairement à la position du PDP en la matière, la République de Chine et son héritage transplantés à Taiwan ne sont pas perçus comme des éléments exogènes avec lesquels il faudrait composer, faute de mieux, ou supprimer dès que cela s'avère possible. Pour la majorité d'entre eux, l'anormalité de la situation de Taiwan n'est pas due aux liens que l'île entretient avec la République de Chine et son passé chinois, mais à l'oppression de Pékin. Les étudiants interrogés étaient le plus souvent hostiles au mouvement de rectification du nom de l'Etat et des organismes qui en dépendent (*zhengming yundong* 正名運動) ainsi qu'aux initiatives qui, durant les dernières années de la présidence de Chen Shui-bian, ont visé à rompre avec la relation d'équivalence entre la République de Chine et Taiwan. Cela apparaît clairement dans les réponses aux questions portant sur l'importance accordée aux célébrations du centenaire de la République de Chine en 2011. Une forte majorité (64 %) des étudiants interrogés ont estimé que ces célébrations étaient importantes (42,6 %)

⁹² Voir *supra*.

ou très importantes (21,4 %) ⁹³. Mais les réponses apportées à une question ouverte leur demandant d'expliquer pourquoi font ressortir la superposition, l'interchangeabilité de Taiwan et de la République de Chine, souvent au prix de l'oubli complet du fait que la République de Chine fut fondée en 1912 sur le continent chinois alors que Taiwan était une colonie japonaise, et qu'elle le resta jusqu'en 1945. Voici quelques exemples des réponses fournies : « parce que c'est notre demeure (*women ziji de jia* 我們自己的家), bien sûr qu'il faut en préparer l'anniversaire ! » ; « parce que nous sommes taiwanais » ; « cent ans, ça se fête ! » ; « le centenaire de sa fondation est très important pour un Etat » ; « pour montrer que nous existons ! » ; « c'est un symbole de souveraineté » ; « pour symboliser le début d'une nouvelle période ». A de rares exceptions près, les quelques personnes ayant estimé que ces cérémonies avaient peu, voire aucune importance n'ont pas appuyé leur jugement sur une critique de la République de Chine. Les arguments généralement avancés ont été soit d'ordre économique et social, soit d'ordre symbolique : « il est moins important de célébrer le centenaire que d'utiliser cet argent pour aider les populations de Taiwan qui en ont besoin » ; « résoudre les problèmes de subsistance du peuple, voilà quelque chose d'important » ; « cent ans, et alors ? »

Conclusion : renforcement et mise à distance de l'identité nationale taiwanaise

Parce qu'elle témoigne à la fois du renforcement et de la mise à distance de l'identité nationale taiwanaise, la génération née dans les années 1980 constitue une charnière de la transition identitaire actuellement en cours. L'affirmation d'une identité nationale taiwanaise au sein de cette génération peut être attribuée à la « clarification » des liens entre Taiwan et la Chine. Les individus nés dans les années 1980 assument mieux leur identité taiwanaise car celle-ci est réconciliée avec son hétérogénéité constitutive et affranchie des tiraillements liés aux conceptions primordialistes cherchant à faire de la nation un organisme pur, « objet exclusif de la loyauté des individus, aux dépens de toute autre forme d'identité ou d'appartenance [...] » ⁹⁴. Ils la revendiquent d'autant plus volontiers qu'ils en valorisent plus facilement le contenu et qu'elle n'implique pas mécaniquement la négation de leur part culturelle chinoise. Inversement, ils sont nombreux à mettre en avant une identité culturelle ou ethnique chinoise en tant que *huaren*, celle-ci n'entraînant pas à leurs yeux un devoir d'allégeance à la nation chinoise et étant compatible avec la définition de la communauté de

⁹³ Enquête 2010. La question posée était : « Selon vous, les célébrations du centenaire de la fondation de la République de Chine actuellement préparées par le gouvernement sont : très importantes ; importantes ; moyennement importantes ; sans importance ; absolument sans importance ? »

⁹⁴ Dominique SCHNAPPER, « Mémoire et identité au temps de la construction européenne », in *Mémoire et identité*, Paris, La Documentation française, 2007, p. 10.

destin taiwanaise dominante durant les années 1990 et 2000, c'est-à-dire tout au long de leur processus de socialisation.

Cependant, ces enfants de la démocratisation, de la réhabilitation des cultures locales et de la mondialisation sont aussi soumis aux effets de la montée en puissance de l'individualisme moderne, qui, comme le note Michel Wieviorka, « fait de chaque personne l'atome élémentaire d'une société où les hommes, théoriquement libres et égaux en droit, participent comme autant d'êtres singuliers à la vie moderne »⁹⁵. Cet individu moderne existe comme *sujet*, ce qui « implique une capacité de se penser avec une certaine réflexivité, de se définir dans un rapport de soi à soi [...] »⁹⁶. Cela signifie à la fois une capacité d'objectivation et de mise à distance réflexive des identités collectives par l'individu-sujet, ainsi qu'une élasticité accrue des liens qui l'unissent aux groupes auxquels il a le sentiment d'appartenir. Autrement dit, la valorisation de l'individu a produit un déplacement du centre de gravité de l'édifice identitaire individuel du « nous » vers le « je ». Envisagée sous cet angle, la nation ne revêt plus un caractère sacré. Elle génère une loyauté limitée et ne peut exiger de ses membres ni allégeance inconditionnelle, ni sacrifice ultime. C'est pourquoi, bien souvent, les jeunes Taiwanais ne sont pas prêts à mourir pour Taiwan⁹⁷.

La nation taiwanaise n'en reste pas moins un élément important de la construction identitaire de ces jeunes, car elle délimite un « chez soi » consubstantiel au territoire de Taiwan ; elle inscrit l'individu au sein d'un « nous » imaginé dont les membres sont liés par une histoire et une expérience communes, et présumés solidaires face à l'adversité. En tant qu'interface avec le monde extérieur, elle est également source de dignité, car elle permet l'établissement de relations *inter*-nationales entre les individus, chacun pouvant s'identifier à un génie national et s'en réclamer. Car, comme le rappellent Benedict Anderson ou Anthony Smith, en dépit de la mondialisation et des flux migratoires transnationaux, « le monde est avant tout divisé en Etats-nations »⁹⁸ avec leurs drapeaux, leurs hymnes, leurs savoir-faire, leurs traditions, leurs héros (morts ou vivants) et leurs épiques de sport. Pour une large part de l'humanité, une personne sans nation n'est ni une personne normale ni un individu complet. Les jeunes Taiwanais ne font pas exception, qui se sentent constamment rabaissés au rang d'« êtres humains de seconde zone » par la pression de la Chine populaire sur la communauté internationale, que ce soit lors de voyages à l'étranger (problèmes de visas), de rencontres sportives (jeux Olympiques, tournois de baseball), d'événements culturels internationaux, ou de crises sanitaires (SARS, grippe aviaire, H1N1). C'est pourquoi « l'amélioration du statut international de Taiwan » est tellement importante à leurs yeux.

⁹⁵ Michel WIEVIORKA, *La Différence*, Paris, Balland, 2001, p. 139.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 143.

⁹⁷ A ce sujet, voir Cabestan et Lepesant, *L'Esprit de défense...*, *op. cit.*, pp. 91-127.

⁹⁸ Anthony SMITH, *National Identity*, Reno, University of Nevada Press, 1991, p. 143.

Tableau 1
Identité avancée par les 20-25 ans (enquête 2005)

Identité	Enquête 2005
taiwanaise	48 %
taiwanaise et chinoise	32,4 %
chinoise et taiwanaise	10,3 %
total identité duale	42,7 %
chinoise	3,2 %
autre/sans opinion	6,1 %

Tableau 2
Questions nécessitant une action prioritaire de la part du gouvernement (enquête 2005)

Domaines d'intervention des pouvoirs publics	enquête 2005
1. Le chômage	51,6 %
2. La sécurité publique	48 %
3. L'amélioration du statut de Taiwan sur la scène internationale	46,3 %
4. La protection de l'environnement	28,7 %
5. La corruption	26,6
6. Les conflits interethniques	24,6 %
7. L'ouverture d'un dialogue sur la paix avec le Parti communiste	17 %
8. La réduction de la dépendance économique de Taiwan envers la Chine	8,3 %
9. La condition sociale des femmes	8 %
10. La protection sociale (l'assurance santé)	7,4 %
11. L'ouverture des trois liaisons directes	6,6 %
12. L'indépendance de Taiwan	6 %
13. L'unification avec la Chine	4,3 %
14. Les capacités de défense militaire de Taiwan	3,2 %
15. Les relations diplomatiques avec les Etats-Unis	2,8 %
16. Autres	1,4 %

Tableau 3
Questions nécessitant une action prioritaire de la part du gouvernement
(enquête 2010)

Domaines d'intervention des pouvoirs publics	Identité taiwanaise ou taiwanaise/ chinoise	Ensemble de l'échantillon des 20-25 ans
1. Le chômage	49,2 %	49,4 %
2. L'amélioration du statut de Taiwan sur la scène internationale	35,3 %	33,4 %
3. La qualité des médias	29,9 %	29,9 %
4. La corruption	28,8 %	28,9 %
5. Les salaires et le pouvoir d'achat	26,2 %	25,9 %
6. La protection de l'environnement	21,5 %	22,3 %
7. La sécurité publique	17,2 %	18,1 %
8. La défense (<i>weihu</i> 維護) de la souveraineté de Taiwan	12,7 %	11,5 %
9. Le soutien aux produits « fabriqués à Taiwan »	10,8 %	10,1 %
10. Réduction de la dépendance économique de Taiwan envers la Chine	10,1 %	8,7 %
11. La conservation de l'héritage culturel (<i>wenhua zichan</i> 文化資產)	9,2 %	9,2 %
12. Les conflits interethniques	6 %	6,8 %
13. La condition sociale des femmes	5,4 %	5,4 %
14. L'indépendance de Taiwan	5,4 %	4,7 %
15. La protection sociale (l'assurance santé)	4,5 %	4,2 %
16. L'ouverture d'un dialogue sur la paix avec le Parti communiste	3,9 %	4,9 %
17. Le renforcement des capacités de défense militaire de Taiwan	3,4 %	3,1 %
18. L'indigénisation (<i>bentuhua</i>) politique et culturelle	2,4 %	2,9 %
18. Le renforcement des liens économiques avec la Chine	1,9 %	2,9 %
20. Le renforcement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis	1,9 %	2,3 %
21. L'unification avec la Chine	0,6 %	0,9 %
22. Autres	5,8 %	6,6 %

Tableau 4
Positions conditionnelles des 20-25 ans sur le futur politique de Taiwan⁹⁹

Positions conditionnelles sur le futur de Taiwan	2005	2010
1. Oui à l'indépendance et à l'unification	35, 1 %	29, 2 %
2. Oui à l'indépendance, non à l'unification	27, 3 %	40, 9 %
3. Oui à l'indépendance, ne se prononcent pas sur l'unification	12, 9 %	10, 6 %
4. Oui à l'indépendance si la paix est maintenue (1+2+3)	75, 3 %	80, 7 %
5. Non à l'indépendance, oui à l'unification	5 %	2,3 %
6. Non à l'indépendance ET à l'unification	2,3 %	2,3 %
7. Non à l'indépendance, ne se prononcent pas sur l'unification	1, 6 %	0,6 %
8. Non inconditionnel à l'indépendance (5+6+7)	8, 9 %	5,2 %
9. Oui à l'unification, ne se prononcent pas sur l'indépendance	6 %	2, 1 %
10. Non à l'unification, ne se prononcent pas sur l'indépendance	2,8 %	2,5 %
11. Ne se prononcent ni sur l'indépendance ni sur l'unification	6,7 %	9,2 %
12. Oui à l'unification en cas de compatibilité (1+5+9)	46,1 %	33,7 %
13. Non inconditionnel à l'unification (2+6+10)	32,4 %	45,7 %
14. Horizon politique laissé ouvert (1+3+9+11)	60,7 %	51,1 %

⁹⁹ Réponses à deux questions – « Si, après l'indépendance de Taiwan, il est possible de conserver de bonnes relations avec la Chine, acceptez-vous que Taiwan devienne indépendant ? » et « Si la Chine continentale se démocratise et rejoint le niveau économique de Taiwan, acceptez-vous l'unification ? » – inspirées de celles utilisées par Wu Nai-teh au début des années 1990. Voir, par exemple, WU Nai-teh, « Identité nationale et soutien partisan, la base sociale de la compétition partisane à Taiwan » (« Guojia rentong he zhengdang zhichi, Taiwan zhengdang jingzheng de shehui jichu » 國家認同和政黨支持, 台灣政黨競爭的社會基礎), *Bulletin de l'Institut d'ethnologie de l'Academia Sinica (Zhongyang yanjiuyuan minzuxue yanjiusuo jiguan* 中央研究院民族學研究所集刊), 74, 1993, p. 44.

Tableau 5
Changements les plus bénéfiques pour Taiwan
(enquête 2010)

Changements survenus à Taiwan au cours des vingt dernières années	
1. Le développement du multiculturalisme	34,4 %
2. La modernisation des transports	28,7 %
3. La généralisation de l'assurance santé	27,7 %
4. L'internationalisation croissante	21,4 %
5. La démocratisation	15,8 %
6. L'amélioration de la condition féminine	14,3 %
7. Le développement économique	13 %
8. L'amélioration des relations inter-ethniques	11,3 %
9. La croissance des échanges économiques et culturels avec la Chine	7,5 %
10. L'indigénisation (<i>bentuhua</i>) politique et culturelle	5,2 %
11. L'ouverture des « trois liaisons directes » (<i>san tong</i> 三通)	4 %
12. La réforme de l'éducation	3,8 %
13. Sans opinion	2,3 %
14. Autres	1 %
15. Sans réponse	9 %

Tableau 6
Identité avancée par les 20-25 ans

Identité	Enquête 2010
taiwanaise	40,9 %
taiwanaise et chinoise (<i>huaren</i>)	33,9 %
taiwanaise et chinoise (<i>zhongguoren</i>)	6,1 %
chinoise (<i>huaren</i>) et taiwanaise	4,9 %
chinoise (<i>zhongguoren</i>) et taiwanaise	2,1 %
chinoise (<i>huaren</i>)	1,4 %
chinoise (<i>zhongguoren</i>)	0,2 %
Peu importe	4,3 %
Autres	5,6 %
Ne sait pas	0,6 %



n° 36, novembre 2014

Esther Lin 卓立

Institut des Hautes Etudes chinoises, Collège de France

**L'univers littéraire de Wuhe :
de l'individu à la communauté, de la sexualité à la politique, de la raison à la folie**

L'île de Taiwan possède une histoire qui lui est propre. Pour autant, existe-t-il une littérature taiwanaise ? Et si oui, en quoi se différencie-t-elle de la littérature chinoise ? Autant de questions auxquelles même les insulaires ne peuvent apporter de réponses univoques et qui, surtout, ne soient empreintes d'idéologie ou de chauvinisme culturel. Nous affirmons que cette littérature existe et qu'elle est riche¹. Le but de cet article n'est cependant pas de présenter une histoire de la création littéraire à Taiwan, mais d'étudier un auteur contemporain taiwanais, Wuhe, né en 1951, dont l'œuvre permet d'éclairer la relation complexe qui lie la sphère privée et la sphère publique, le singulier et le normatif, et de montrer comment une écriture singulière, hors des courants académiques dominants sur l'île, peut illustrer les métamorphoses de la société taiwanaise tout en sondant l'humanité dans son ensemble. Si Wuhe n'a cessé de revisiter l'histoire de Taiwan, la mission qu'il s'est donnée, en tant qu'écrivain, est avant tout de tenir un discours à portée universelle. Après une brève présentation de son parcours intellectuel et de son style novateur, nous articulerons notre analyse autour de deux axes de réflexion : le « Petit moi » et le « Grand moi » dans son univers littéraire, et l'opposition entre la raison et la folie.

¹ Parmi de nombreux travaux, voir par exemple Sung-sheng Yvonne CHANG (張誦聖), *Wenxue changyu de bianqian : dangdai Taiwan xiaoshuo lun* 文學場域的變遷：當代台灣小說論 (*Transformations de champs littéraires : la fiction contemporaine taiwanaise*), Taipei, Lianhe wenxue chubanshe, 2001 ; *Modernism and the Nativist Resistance: Contemporary Chinese Fiction from Taiwan*, Durham, Duke University Press, 1993 ; David D.-W. WANG (王德威), *Taiwan : Cong wenxue kan lishi* 台灣：從文學看歷史 (*Taiwan : une histoire à travers la littérature*), Taipei, Maitian chuban, 2005.

Une vie recluse consacrée à l'écriture

L'œuvre de Wuhe est perçue comme avant-gardiste, difficile d'accès, voire provocatrice par les conservateurs et les puristes de la langue chinoise. Depuis le début des années 1990, le nom de Wuhe (« La grue qui danse » 舞鶴, pseudonyme de Chen Guocheng 陳國城) se répand de bouche à oreille dans un cercle limité d'amateurs d'une littérature peu commerciale. Fuyant les mondanités, l'écrivain a donné peu d'interviews et a peu participé aux débats ou rencontres littéraires. L'entretien qu'il a accordé à Xie Zhaozhen (謝肇禎, né en 1971) en avril 2002 a cependant permis de mieux connaître cet écrivain solitaire et visionnaire².

Du côté maternel, les ancêtres de Wuhe ont débarqué sur l'île autour de 1662 avec les milices du pirate-général de la dynastie déchue des Ming, Koxinga³. Après s'être installés à Zhongzhou, une bourgade renommée pour ses traditions culturelles, ils vont migrer au XIX^e siècle dans la capitale formosane, Tainan. S'étant enrichie dans le commerce du sucre, la famille possède un ensemble de propriétés dans l'une des principales artères de la ville. Du côté paternel, ce n'est qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale que la famille de Wuhe a quitté le village de Jiali pour s'établir à Tainan.

Wuhe passa l'essentiel de son enfance dans la ville de Jiayi, sur la côte ouest, avant que ses parents ne s'installent définitivement à Tainan à son adolescence. Conformément aux mœurs de l'époque, sa mère tient le foyer sous l'autorité du grand-père paternel, un agriculteur devenu instituteur. Wuhe évoque souvent ce monde bourgeois et traditionnel dans ses écrits, en particulier dans son livre le plus récent, *Désordre et fascination*⁴. Son grand-père, un lettré dont la vision du monde et les valeurs morales sont empreints de confucianisme, tentera toute sa vie de perpétuer la tradition d'un monde révolu. Figure relativement absente de ses écrits, son père est un fonctionnaire doublement déçu par le régime colonial japonais puis par celui des Chinois nationalistes vaincus par les communistes. Remarié peu de temps après la mort de sa femme, il s'est désintéressé de son fils. Cette famille bourgeoise et cultivée est vite apparue chaotique aux yeux de l'enfant, confronté à la tension générée par l'emprise du pouvoir masculin subie par certains de ses membres, mais violemment contestée par d'autres. Dans *Désordre et fascination*, qui n'est pas une autobiographie mais un roman biographique, il évoque tout ce qui l'a dérouté,

² XIE Zhaozhen, « Luan mi Wuhe. Wuhe caifang jilu » 亂迷舞鶴. 舞鶴採訪記錄 (« Entretien avec Wuhe »), in XIE Zhaozhen, *Qun yu luan wu : Wuhe xiaoshuo zhong de xing zhengzhi* 群慾亂舞：舞鶴小說中的性政治 (*Une danse chaotique des désirs : la politique et la sexualité dans le roman de Wuhe*), Taipei, Maitian chuban, 2003.

³ Zheng Chenggong (鄭成功), aussi appelé Koxinga (國姓爺), 1624-1662. Sur cet épisode, voir Ralph C. CROIZIER, *Koxinga and Chinese Nationalism History, Myth, and the Hero*, Cambridge, Londres, Harvard University Press, 1977.

⁴ Wuhe 2007. La liste des œuvres de Wuhe mentionnées dans cet article est donnée à la fin de celui-ci. Les références à ces œuvres suivent le système dit de « Harvard », mais ici en note de bas de page. Les extraits ont tous été traduits par Esther Lin, excepté pour Wuhe 2011, traduit par Esther Lin et Emmanuelle Péchenart.

intrigué, fasciné ou écœuré depuis l'enfance. Il y décrit, sur un mode satirique, six types de confucéens contemporains : les « fondateurs » (*shizu ru* 始祖儒) qui, à trente ans, sont des hommes établis mais qui à quarante doutent de tout ; les « néo-confucéens » (*lixue ru* 理學儒) qui brouillent l'esprit des gens par leurs « principes » (*li* 理) ; les « ritualistes » (*lijiao ru* 禮教儒) qui veillent à la chasteté féminine ; les « vieux K fils prodiges » (*baijiazi lao K ru* 敗家子老 K 儒) qui gaspillent leur héritage dans la débauche ; les « marxistes-léninistes » (*malie ru* 馬列儒) qui, bien qu'occidentalisés, rejettent les traditions confucéennes et occidentales ; et enfin les « alchimistes » (*shushu ru* 術數儒), qu'il ne qualifie pas plus avant⁵.

Dès son adolescence, Wuhe manifeste un penchant pour la danse, le théâtre et les lettres. Il commence à écrire très jeune, s'inspirant des écrivains modernistes taiwanais comme Huang Chunming (黃春明, né en 1935), Bai Xianyong (白先勇, né en 1937), Qidengsheng (七等生, né en 1939) ou Wang Wenxing (王文興, né en 1939)⁶, et occidentaux tels Dostoïevski, Thomas Mann ou Boris Pasternak. Ses études de lettres classiques chinoises lui ont permis d'acquérir une grande maîtrise dans l'art de jouer sur les mots et les tournures de phrases. S'il a toujours refusé le discours de la supériorité de la culture chinoise sur les cultures populaires insulaires (minnan, hakka et aborigène) imposé sous la loi martiale par le pouvoir nationaliste, et bien qu'il n'ait cessé de remettre en cause le savoir académique tout au long de ses études, il n'a jamais pour autant renié l'héritage culturel chinois. Et s'il se moque dans ses œuvres du monde universitaire, des valeurs confucéennes ou de certaines pratiques religieuses, c'est pour dénoncer l'hypocrisie et la bêtise des bien-pensants.

Ayant vainement tenté de présenter une création littéraire en lieu et place d'une thèse de doctorat, Wuhe quitte l'Institut des études chinoises de l'Université normale de Taiwan⁷. Contraint alors d'effectuer son service militaire, il va passer près de deux années (1979-1981) dans une caserne à Puli, au centre de l'île. La servitude militaire, qui prive l'homme de ce qui paraît essentiel à Wuhe – la dignité et la liberté –, sera un thème récurrent de ses écrits. Ainsi, dans la

⁵ *Ibid.*, p. 96-97.

⁶ On trouve des traductions françaises des œuvres de ces auteurs : HUANG Chunming, *Le Gong* (*Luo* 鑼), trad. Emmanuelle Péchenart et Anne Wu, Arles, Actes Sud, 2001 ; BAI Xianyong, *Garçons de cristal* (*Niezi* 孽子), trad. André Lévy, Arles, Philippe Picquier, 1995 ; *Gens de Taipei* (*Taibeiren* 台北人), trad. André Lévy, Arles, Philippe Picquier, 2000 ; QIDENGSHENG, « Un été maussade » (« Hui xia » 灰霞), trad. Sandrine Marchand, *Revue de la Maison des écrivains et de traducteurs*, 2003-2004 ; WANG Wenxing, *Processus familial* (*Jiabian* 家變), trad. Camille Loivier, Arles, Actes Sud, 1999 ; *La Fête de la déesse Matsu* (*Haibin shengmu jie* 海濱聖母節), recueil de huit nouvelles, trad. Camille Loivier, Paris, Zulma, 2004.

⁷ Dans son mémoire de maîtrise intitulé *L'Esthétique romanesque de Wuhe* (*Wuhe de xiaoshuo meixue* 舞鶴的小說美學) et soutenu en 2003 à l'Institut de littérature taiwanaise, Université Chenggong, Tainan, Taiwan, ZENG Yueqing (曾月卿, née en 1961) souligne l'impact de cet échec universitaire, notamment la propension de Wuhe à se moquer dans ses œuvres du monde académique taiwanais. Si elle relève nombre de ses qualités littéraires, elle porte sur lui un regard moralisateur, ce qui discrédite quelque peu son analyse.

nouvelle « Mon second frère le déserteur »⁸, écrite en 1985, comme dans son roman *Les Survivants*⁹, il compare le service militaire à la castration de jeunes gens par l'Etat¹⁰, portant un regard très critique sur le régime nationaliste. Une fois libéré, contrairement à ses amis intellectuels militant pour l'indépendance de Taiwan, Wuhe choisit de se retirer du monde et s'installe en 1981 à Danshui. Important port du nord de l'île pendant plus de trois siècles, cette bourgade conserve encore au début des années 1980 un peu de son charme d'antan. Wuhe est loin d'imaginer qu'il y vivra en ermite pendant dix ans, en pleine force de l'âge.

Wuhe quitte Danshui à l'automne 1991 avec quelques manuscrits sélectionnés parmi d'innombrables pages de brouillon¹¹. Les nouvelles dont il sera question plus loin – « Mon second frère le déserteur », « Enquêtes : narrations » ou « Carnet secret d'un homosexuel » – ont été écrites pendant ces dix années de retraite à Danshui¹². Il est important de comprendre quel est alors l'état d'esprit de l'écrivain. Tous les jours il se promène, marchant parfois de longues heures. Il pratique un temps la méditation de l'école Chan (*zen* 禪). Il lit énormément, principalement des ouvrages de sciences humaines, dont beaucoup de traductions, ce qui lui permet de connaître notamment l'œuvre de l'artiste américaine Georgia O'Keeffe (1887-1986) ou celle du peintre norvégien Edvard Munch (1863-1944). Bien qu'imprégné de ces traductions, il ne les cite pas dans ses propres œuvres, à quelques exceptions près comme pour O'Keeffe¹³. Il écrit également des textes à caractère expérimental, à la fois libres de tout tabou et imperméables aux valeurs en vogue, n'hésitant pas à remettre en cause ses propres idées lorsqu'il s'en juge prisonnier. Il se détache peu à peu du monde et renonce même à sa dignité, pourtant si chère. Le thème de la dignité, en tant que source de conflits humains, est en effet au cœur de son roman *Les Survivants*. Au demeurant, à Danshui, il se fera le témoin des bouleversements imposés à la ville par l'urbanisation au nom de la modernisation, et y consacra l'un de ses livres¹⁴. Cette période d'enfermement volontaire, au lieu de compromettre sa vie d'écrivain, aura un effet dynamique sur son épanouissement futur.

A partir de la fin des années 1990, Wuhe se partage entre Danshui, des villages aborigènes et sa ville natale, Tainan, où vivent son enfant et la mère de celui-ci. C'est à cette époque qu'il s'implique dans une recherche sur les aborigènes, notamment les Tsou (鄒族 ou Cou 曹族)¹⁵. Il entend par là rendre compte de la spécificité de l'île et aborder, par le biais de la littérature, la question de l'autodétermination de Taiwan, mais aussi celle de l'homme en tant que sujet suprême.

⁸ Wuhe 2001e.

⁹ Wuhe 2011.

¹⁰ « [...] constatant avec douleur que j'avais été "castré par l'armée" [...] » *Ibid.*, p. 17.

¹¹ La datation des œuvres de Wuhe s'appuie sur une liste proposée in ZENG, mémoire cité.

¹² Elles ont été écrites en 1985 pour la première, en 1986 pour les deux autres (Wuhe 2001d, 2001e et 2002e).

¹³ Voir, par exemple, Wuhe 2011, p. 254.

¹⁴ Wuhe 2002f.

¹⁵ Installés au centre et au sud de l'île. Notons que la transcription de ces termes suit la prononciation habituelle des aborigènes.

Une écriture libérée de tout conformisme

Comme nous l'a rappelé l'écrivain au cours de l'entretien qu'il nous a accordé le 1^{er} octobre 2009, l'essentiel, pour lui, est d'être libre : libre dans ses expressions corporelles et spirituelles comme dans son écriture. Celle de Wuhe est faite de phrases excessivement longues, d'expressions absurdes, voire obscènes, forgées de mots antinomiques, d'un non-respect des syntaxes conventionnelles, d'une superposition dans le cœur même de la phrase de différents sujets¹⁶.

« [...] l'écriture ne peut-elle s'éloigner des phrases convenues de leur style et leur syntaxe habituels pour laisser libre cours aux mots et à l'expression la plus folle, est-ce qu'on donne libre cours aux mots pour exprimer la réalité, ou est-ce la réalité qui en s'infiltrant dans les mots donne libre cours à l'expression la plus folle, sans la possibilité de donner libre cours aux mots et à l'expression la plus folle, c'est comme si l'écriture perdait sa liberté fondamentale, et le geste d'écrire est "instrumentalisé", sans le luxe d'écrire librement, on ne saurait parler de liberté de vivre, "l'écriture" et "les corps" sont devenus des instruments, c'est ainsi qu'à l'âge de quarante-cinq ans j'ai entamé la première année du reste de ma vie, longue survie illuminée par la clarté éternelle du soleil et de la lune, nous pleurons ensemble Mona Fudao jusqu'à ce que la tristesse se transforme en sourire, "qu'est-ce qui te fait rire", dit la Fille souriante elle aussi, accroupie sur une digue de terre, elle contemple au loin le confluent où nous voici arrivés [...]»¹⁷.

Son écriture est également marquée par l'ajout fréquent de commentaires critiques : ceux-ci peuvent s'entremêler purement et simplement au récit proprement dit, comme dans l'extrait ci-dessus, ou se détacher par l'apposition de parenthèses comme dans *Réflexions sur A-bang et Kalusi*¹⁸. Ce dispositif du commentaire en marge du texte atteint un point de perfection dans « Femme libérée »¹⁹, achevée en 1996. Dans cette nouvelle qui raconte, à la première personne, la vie libérée d'une intellectuelle, l'auteur insère à la suite de chaque paragraphe des notes qui l'emportent, par leur importance, sur le corps du texte, à la manière des scholies. Certaines de ces notes usent et abusent des usages académiques : ainsi, un commentaire sur le néoconfucianisme importé du continent chinois dans les années 1940 est suivi d'une annotation portant sur le mot « néo » (*xin* 新) qui, à son tour, est suivie d'une note traitant du concept confucéen de « sage à l'intérieur et roi à l'extérieur » (*nei sheng wai wang* 內聖外王)²⁰. Quoique savantes, ces explications sont truffées de digressions et d'expressions burlesques. Par exemple, quand l'héroïne parle de « Ma carrière littéraire I », apparaît une annotation sur l'envie d'uriner chez les femmes

¹⁶ Le chapitre 2 du mémoire de Zeng Yueqing analyse l'écriture de Wuhe en s'appuyant sur des théories occidentales comme celles de Freud, Saussure ou Bakhtine. Voir ZENG, mémoire cité, pp. 55-105.

¹⁷ Wuhe 2011, pp. 259-260.

¹⁸ Wuhe 1997.

¹⁹ Wuhe 2002d.

²⁰ *Ibid.*, p. 149.

empreinte de suggestions érotiques (« la civilité d'une nation pourrait "se mesurer par les dentelles" »)²¹. D'autres viennent rappeler le contexte politique, telle la Terreur blanche : « Cette "culture des fouets" était en vogue dans l'île pendant les années 1950 et se prolongeait jusque dans les années 1970 ; elle a produit de nombreux "somasochistes" potentiels²². »

Certes, les commentaires entre parenthèses et les annotations insérées à la suite de chaque paragraphe appartenaient déjà au savoir-faire des lettrés de la Chine antique et impériale. Les exemples sont innombrables. Le *Shiji* de Sima Qian (司馬遷 II^e et I^{er} siècles avant notre ère)²³ est l'un des plus illustres : à la fin de chaque chapitre, l'historien livre un commentaire dans lequel il exprime son jugement sur un personnage, un événement ou un règne. Cette manière de formuler explicitement son avis personnel sera imitée par la suite par beaucoup d'historiens. Ainsi, dans *Les Quatre Livres commentés*²⁴ de Zhu Xi (朱熹 1130-1200)²⁵, les notes et commentaires de Maître Zhu sont placés immédiatement après la phrase, dans une police de taille plus petite.

Le roman biographique *Désordre et fascination* est emblématique du caractère expérimental de l'écriture de Wuhe. Aucune ponctuation n'intervient pour faciliter la lecture²⁶. Le texte consiste en un long monologue divisé en sept parties composées de paragraphes de longueur inégale : certains ne comptent qu'un seul mot, d'autres plusieurs lignes, voire plusieurs pages, et comprendre un tel texte demande autant d'efforts que pour déchiffrer du chinois classique. Ensuite, son langage ne cesse de mêler des expressions considérées comme obscènes et des allusions historiques et littéraires. Par exemple, deux vers parodient le *Daodejing* de Laozi : « Le Dao/la voie se trouve dans la vulve l'accomplir-s'accomplir il ne s'agit pas de couleur-d'érotisme²⁷ ».

²¹ « *Yi ge guojia de jinhua chengdu keyi "leisiji"* » 一個國家的進化程度可以「蕾絲計」。 *Ibid.*, p. 165.

²² « *Zhe zhong "bianzi wenhua" lixing daoguo wushi niandai yanzhi qishi niandai, zaojiu chu duoshao qianfude "shouniue : nüedaikuang"* » 這種「鞭子文化」流行島國五0年代延至七0年代，造就出多少潛伏的「受虐：虐待狂」。 *Ibid.*, p. 180.

²³ -145 – -86 av. J.-C ou -140 – -80 av. J.-C ; Sima Qian, *Mémoires historiques (Shiji 史記)*, trad. Edouard Chavannes, 4 vol., Paris, Ernest Leroux, 1895-1901.

²⁴ *Si shu jizhu* (四書集注).

²⁵ Les commentaires de Maître Zhu sur quatre livres confucéens – *Da xue* (大學 *La Grande Etude*), *Zhongyong* (中庸 *L'Invariable Milieu*), *Lunyu* (論語 *Entretiens de Confucius*) et *Mengzi* (孟子 *Mengzi*) – étaient les ouvrages confucéens de référence aux programmes des examens mandarins depuis la dynastie mongole des Yuan (1271-1368). La traduction des *Quatre Livres* du jésuite S. Couvreur a été publiée en chinois, en français et en latin (2^e éd. : Imprimerie de la mission catholique, Ho Kien Fou, 1910).

²⁶ Les textes anciens chinois n'avaient généralement pas de ponctuation au sens moderne. Dans ces textes, les marqueurs de virgule, de point et de point d'interrogation sont des caractères polysémiques, ce qui demande un long apprentissage. Ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle que, pour éduquer le peuple afin qu'il puisse participer à la modernisation du pays, l'idée de faciliter la lecture à l'aide d'un système de ponctuation a fait son chemin. Il convient de noter que, d'après les recherches de Guan Xihua (管錫華), l'ancien système de ponctuation chinois a vu le jour avant le III^e siècle avant notre ère (période préimpériale), s'est développé sous les Han (206 av. J.-C.-220 ap. J.-C.), a atteint la maturité entre les X^e et XVII^e siècles (sous les Song, les Yuan et les Ming) après une phase stable entre les III^e et X^e siècles, pour enfin connaître une phase d'expansion à partir de la fin du XVII^e siècle sous les Qing. Voir *Zhongguo gudai biaodian fuhao fazhan shi* 中國古代標點符號發展史 (*Histoire du système de ponctuation du chinois classique*), Chengdu, Bashu shushe, 2002.

²⁷ *Dao zai yinchun/cheng dao wu se wu bu se* 道在陰唇/ 成道無色無不色. Wuhe 2007, p. 34.

Ailleurs se glisse une allusion religieuse : « La danse du dragon aux fêtes des temples qui existe depuis l'antiquité est en fait l'incarnation des camions-poubelles de l'époque contemporaine²⁸. »

Enfin, bien qu'il soit imprégné des traductions d'auteurs étrangers, Wuhe recourt souvent à des expressions tirées de la culture insulaire, notamment du minnan, sa langue maternelle. Ainsi, pour nommer les lesbiennes, il préfère « A-yao » (阿妖), plus expressif car évoquant pour les natifs de Taiwan une figure de femme fatale, à la transcription phonétique du terme occidental « leishbian » (蕾絲鞭, littéralement « fouet en dentelle »). De même, pour désigner les *queers* et les androgynes, il remplace « ku'er » (酷兒, transcription phonétique de l'anglais *cool*), qui s'est imposé à partir des années 1990, par « gui'er » (鬼兒) – le démon, l'esprit –, alors qu'il emploie le terme « ku'er » pour parler des homosexuels.

Le Petit moi et le Grand moi

Mais le trait le plus marquant de l'œuvre de Wuhe est la tension, explicite ou implicite, entre un Petit moi (*xiao wo* 小我) et un Grand moi (*da wo* 大我). Le Petit moi – l'individu marginal, qui préfère rester célibataire, solitaire, qui ne se conforme jamais aux normes, se moque des conventions, de l'orthodoxie, des valeurs confucéennes et se fiche des progrès technologiques modernes – est une figure de l'irrationnel. En face de lui se dresse le Grand moi, symbole du rationnel et de la rationalisation, de la normalité, du réglementaire, du conventionnel. Ces deux entités ne s'opposent pas nécessairement, car le Petit moi ne veut ou ne peut échapper aux contraintes que lui impose le Grand moi. Cette relation complexe apparaissait déjà dans un récit de jeunesse, « Automne aux pivoines »²⁹, dans lequel la mère symbolisait le Grand moi, incarnation d'un système de valeurs morales, et la fille le Petit moi.

La figure de l'insider/outsider

Le narrateur, souvent double de l'auteur, se tient « en dehors » du récit ou bien joue le rôle d'un *outsider* (*juwairén* 局外人) s'introduisant dans une scène. Il participe un temps à la vie quotidienne d'une communauté afin de mieux observer ce qui s'y déroule. Bien qu'en marge de la société, il peut à l'occasion perturber l'ordre établi. Il semble pertinent, ici, d'évoquer la figure de

²⁸ « *Miaohui gudai lai de changlongzhen jing shi xiandai lajiche de huashen* » 廟會古代來的長龍陣竟是現代垃圾車的化身. *Ibid.*, p. 82.

²⁹ Wuhe 1974. Nouvelle qui lui a valu en 1974 le prix littéraire « Poinciane » (« Fenghuangshu wenxue jiang » 鳳凰樹文學獎). La poinciane est le symbole de la ville de Tainan. Wuhe a écrit qu'il ignorait pourquoi il avait nommé cette nouvelle « Automne aux pivoines ». Le prénom de sa mère signifie « pivoine » et elle était morte à la mi-automne. Zeng Yueqing suggère un lien entre la mère de l'écrivain et le titre de sa première œuvre primée. Voir ZENG, mémoire cité.

l'intellectuel chez Edward Said – même si, dans les années 1980 et 1990, Said n'étant pas encore traduit en chinois, il paraît peu probable que le romancier taiwanais l'ait lu. Said définit l'intellectuel comme un « outsider, “amateur” et perturbateur de l'ordre établi »³⁰, dont l'une des tâches consiste « à briser les stéréotypes et autres catégories réductrices pour la pensée et la communication »³¹. Pour Said, « [...] un intellectuel n'est pas quelqu'un dont on peut prédire les positions publiques, ni les enfermer à l'intérieur d'un slogan, de l'orthodoxie d'un parti ou d'un dogme immuable. L'affiliation politique, l'appartenance nationale et les premières fidélités ne doivent à aucun moment prendre le pas sur les critères de vérité attachés au malheur et à l'oppression³² ».

De même, dans les œuvres de Wuhe, l'intellectuel se tient toujours à distance de la société, des courants de pensée en vogue comme de ses propres partis pris. Chez cet auteur, l'interaction entre le Petit moi et le Grand moi met en lumière, d'une part, la négociation permanente d'un individu avec son entourage immédiat puis avec l'environnement qui les englobe et, d'autre part, sa capacité, grâce à la création littéraire, sinon de peser sur l'échiquier politique, du moins de sensibiliser l'opinion publique.

La nouvelle « Autrefois »³³, écrite en 1979, traite de l'évolution de la société taiwanaise dans les années 1960. Cinq épisodes mettent respectivement en scène cinq personnages, tous liés au personnage principal Gu Shengxiong (古勝雄), fils unique d'une famille emblématique de l'ascension sociale des entrepreneurs insulaires à partir des années 1930. Ce fils de la grande bourgeoisie a pris ses distances avec sa famille et ne partage pas le goût prononcé de son père pour la politique. Un jour, M. Gu père reproche à son fils de « ne pas [s]'intéresser aux affaires familiales et de se comporter comme s'[il était] un vagabond »³⁴. Lorsque le père évoque les nombreux déménagements de la famille, on comprend que le clan n'a jamais éprouvé d'attachement pour un lieu particulier : seul comptait le prestige social du quartier. De fait, la famille s'est définitivement installée en 1965 dans une grande demeure avec jardin avenue Yangde, l'une des artères les plus huppées de Taipei³⁵. Dans les propos de cet homme fier de sa réussite dans les affaires comme dans la société, le mot « qianju » (遷居), « migrer-migration, déménager » résume le destin de la famille Gu. Face à ce clan pour qui seul importe le rang dans la société, l'héritier (*insider*) se vit comme un étranger, un *outsider*. Chez Wuhe, la figure récurrente de l'*insider/outsider* – étranger au milieu auquel il appartient – renvoie à un trait psychologique des

³⁰ Edward SAID, *Des intellectuels et du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996, p. 10 ; ce livre a été traduit en chinois en 2004 par Shan Dexing (單德興), *Zhishifenzi lun* (知識分子論), Taipei, Maitian chuban, coll. « Maitian renwen ».

³¹ Said, *Des intellectuels et du pouvoir*, op. cit., p. 10.

³² *Ibid.*, p. 12.

³³ Wuhe 2002c.

³⁴ « *Ni bu guanxin jiazu de shi, xiang liulang de wairen* » 你不關心家族的事，像流浪的外人. *Ibid.*, p. 107.

³⁵ *Ibid.*, pp. 105-106.

Taiwanais, majoritairement descendants d'immigrés et dont beaucoup ont repris dans les années 1960 le chemin de l'émigration, vers l'Amérique du Nord en particulier. La tension ou la réconciliation entre le Petit moi et le Grand moi sont ainsi associées chez Wuhe à la thématique de la migration, thème récurrent de la littérature taiwanaise.

Le jeune Gu aime fréquenter des intellectuels comme Luo Jizu (羅繼祖) ou bien le dentiste Liao Qing (廖青) qui, tous deux, encouragent les ouvriers à se révolter contre leurs employeurs – cette classe de capitalistes à laquelle appartient sa propre famille. Mais il ne partage pas pour autant leur engagement, refusant de s'impliquer dans quelque cause que ce soit³⁶. Dans leur lutte pour plus de justice sociale, Luo Jizu et Liao Qing illustrent bien la figure de l'intellectuel chez Said, qui vient « perturber l'ordre établi ». A la différence du jeune Gu – fils de grand capitaliste –, ils n'appartiennent pas aux milieux influents et incarnent une autre figure de l'*outsider*, occupant une position marginale par rapport au pouvoir. Entre le Petit moi retranché dans les marges de la société et le Grand moi détenteur de pouvoirs économique et politique, le jeune Gu semble quant à lui opposer une sourde résistance – résistance à sa famille aisée et puissante, résistance à son cercle d'amis militants. Car, chez Wuhe, la résistance naît toujours au plus profond de soi-même pour se défaire de tout héritage.

Revisiter l'histoire

Nous avons déjà évoqué la nouvelle « Femme libérée », écrite à la première personne, à propos de la question formelle des annotations et commentaires. Son titre peut être littéralement compris comme « Femme libérée », « Belle femme » ou « Femme errante » : la première lecture l'emporte, puisque la narratrice y parle sans tabou de sa vie d'étudiante, de ses aventures amoureuses, de son travail, de l'hypocrisie des milieux culturels ou religieux, et incite son amie Sœur Bi (*Bi jie* 畢姊), nonne vierge et pieuse, à se débarrasser de ses préceptes bouddhiques. Dans cette nouvelle, Wuhe aborde de multiples questions : la vie et la mort, la piété et les jouissances du corps, les pouvoirs publics et les autorités religieuses, la raison et la folie. Mais si, dans ses annotations, il a recours à autant d'allusions historiques et littéraires dont la plupart sont chinoises, c'est pour mieux revisiter l'histoire de Taiwan, notamment son rapport à la culture millénaire de la Chine, sur laquelle il apporte un nouvel éclairage, à sa façon, comique et ironique, à travers les propos provoquants de Femme libérée.

³⁶ Gu dit à ses amis : « Je n'ai aucun avis [sur vos actions] – J'ai déjà dit que je suis en dehors de ça » (« *Wo wu yijian. – Wo shuoguo, wo shi ge juwairen* » 我無意見。 – 我說過，我是個局外人。). *Ibid.*, p. 141. Pour exprimer « en dehors de », Gu emploie le terme « juwairen », c'est-à-dire *outsider*.

Avant même la démocratisation du régime nationaliste, Wuhe avait déjà entrepris de revisiter l'histoire insulaire. Ecrite en 1986 pendant sa retraite à Danshui, la nouvelle « Enquêtes : narrations »³⁷ porte sur la Terreur blanche dans les années 1950. Elle ne fut publiée qu'en 1992 dans le 2^e numéro de *Littérature Taiwan* (*Wenxue Taiwan* 文學台灣), une revue fondée l'année précédente par des intellectuels indépendantistes. Deux visiteurs s'introduisent chez le narrateur comme enquêteurs publics et l'interrogent sur le passé de sa famille, notamment sur l'entourage de son père disparu quand il avait dix ans³⁸. Le but de leur visite est de vérifier si celui-ci, qui avait engagé un Shanghaïen au passé suspect comme chef d'atelier dans son usine de confiseries, était un agent des communistes. D'emblée, le récit joue sur le flou des souvenirs fragmentaires de la petite enfance et la mémoire défaillante d'un quinquagénaire. Jadis, il faisait partie du cercle familial mais comprenait mal ce qui s'y passait ; maintenant, il est au centre de l'affaire, mais s'il s'efforce de reconstituer, même partiellement, les jours qui ont précédé l'arrestation de son père, les éléments qu'il fournit sont utilisés par les autorités en fonction de leurs seuls intérêts politiques : la réponse à la question de savoir si son père travaillait ou non pour le compte des communistes dépendra ainsi entièrement du dessein du pouvoir. Cela explique peut-être pourquoi, aujourd'hui comme hier, le narrateur se sent toujours dans le flou³⁹ au sein des structures qui l'encadrent, qu'elles soient familiales ou sociales. En même temps, au fil des questions et des réponses, l'écart (*chaju* 差距) entre des détails concrets et les points sur lesquels s'appuient les visiteurs révèle les failles de l'accusation bien plus que la vérité recherchée par les enquêteurs. Le narrateur qui symbolise le Petit moi sait toujours trouver les lacunes du discours officiel ; il sait aussi répondre par des formules équivoques ou par d'autres interprétations possibles de certains faits. Comment raconter une histoire ? Wuhe invite ses lecteurs à se méfier des versions officielles mais également des témoignages, qu'ils soient publiés ou inédits. « L'histoire est un processus cyclique de “mort-renaissance” », écrit-il⁴⁰. Enfin, il est à noter que dans cette nouvelle sur la Terreur blanche l'auteur donne la parole à l'épouse d'une victime : la mère du narrateur, une veuve qui refuse la mort de son mari et s'épuise à gérer la petite entreprise de confiseries que celui-ci lui a laissée et à assumer ses obligations familiales. Une figure féminine chaste et persévérante, victime oubliée des drames politiques et sociaux : elle a été volée et violée par un homme qui a prétendu lui apporter des nouvelles de son époux.

³⁷ Wuhe 2001d.

³⁸ D'après Zeng Yueqing, le personnage du père s'inspire de l'une des victimes des événements du 28 février : il s'agit de Wang Yulin (王育, 1919-1947), ancien élève de l'Ecole supérieure de Taipei, diplômé en droit de l'Université impériale de Tokyo, procureur à Kyoto puis à Xinzhu à Taiwan, professeur au lycée Jianguo (l'un des plus prestigieux de Taipei). Wang a été arrêté puis exécuté et son cadavre a été trouvé dans la rivière Danshui. Voir ZENG, mémoire cité.

³⁹ Voir par exemple « Je ne m'en souviens pas [...] je n'ai jamais entendu parler non plus [...] » (« *Wo bu jide* [...] *ye wei tingshuo* [...] »), 我不記得 [...] 也未聽說 [...]), Wuhe 2001d, p. 127.

⁴⁰ « *Lishi shi "siwang-zaisheng" de guocheng* » 歷史是「死亡—再生」的過程. *Ibid.*, p. 133.

Réflexions sur A-bang et Kalusi tourne autour de quatre personnages : les deux héros (A-bang et Kalusi), auxquels se joignent l'auteur-narrateur et une jeune intellectuelle nommée Mlle Chaste (*Zhen xiaojie* 真小姐). Contrairement à certains militants, ces quatre personnages sont véritablement soucieux du sort des aborigènes. Né en 1949, Kalusi est un Rukai qui a étudié dans un lycée chrétien et est retourné en 1990 dans son village natal après avoir passé une vingtaine d'années en ville. L'ouvrier A-bang s'intéresse à la culture rukai en tant que photographe – amateur puis professionnel –, immortalisant par ses clichés la vie quotidienne du village afin de préserver l'histoire des Rukai ; ses photographies servent souvent à illustrer les documents de l'administration locale, les journaux ou les programmes des candidats aux élections locales. Enfin, l'auteur-narrateur a habité quelques mois chez Kalusi, avec lequel il a sillonné la montagne et partagé la vie des villageois, observant et notant leurs mœurs et traditions, transcrivant ses discussions avec ses compagnons de route sur l'éternel débat autour des peuples primitifs et des civilisations, ainsi que sur les politiques culturelles concernant les indigènes de Taiwan. Nous nous arrêterons un instant sur Kalusi afin d'examiner comment à travers lui le Petit moi dialogue avec le Grand moi, et dans quelle mesure cette interaction peut influencer les mesures à prendre pour la restauration des traditions aborigènes.

Kalusi est un Petit moi par rapport à son village natal, qui est à son tour un Petit moi face à l'Etat et la société taïwanaise. Ayant vécu en ville, il a appris à connaître des citoyens issus d'autres ethnies : il serait donc un médiateur idéal sur l'échiquier politique. L'homme a pris toutefois ses distances avec ses amis engagés dans le mouvement de restauration des cultures aborigènes, et ceci pour deux raisons principales : d'une part, il ne partage pas leurs aspirations, qui relèvent davantage selon lui d'un calcul politicien que d'un intérêt sincère pour les indigènes ; d'autre part, encouragé par Wuhe, il préfère se faire l'historien des villageois plutôt que de s'activer sur le devant de la scène. Il est de ce fait mal compris par ses amis politiques du village jusqu'au jour où il publie *Héritiers des léopards*⁴¹, ouvrage dans lequel, tel un archiviste, il raconte le passé culturel des Rukai. Le rapport de forces entre l'initiative privée et les normes communautaires s'est inversé, dans la mesure où les fruits du travail de la première ont davantage profité aux Rukai que le collectif représenté par les militants.

⁴¹ L'ouvrage est publié sous son nom chinois : Qiu Jinshi (邱金士), *Yunbao de chuanren* (雲豹的傳人), Taizhong, Chenxing chubanshe, 1996. Le grand-oncle maternel de Kalusi, Lapagau-Dromalahathe, était lui-même un historien du village.

Le schéma Petit moi/Grand moi apparaît également dans les rapports entre le village Haocha (好茶) des Rukai et le gouvernement taiwanais au sujet de la question de la restauration de la culture aborigène. Les villageois tiennent à leurs habitations traditionnelles ainsi qu'à leurs coutumes, telle celle du mariage à l'ancienne dont la description ouvre le livre (« la mariée pleure avec sa mère et ses sœurs la veille de son mariage » ou « demain, avant la cérémonie du mariage, on va tuer un cochon »⁴²). Avant que les autorités ne reconnaissent les droits fonciers des aborigènes, leurs costumes étaient considérés comme des parures barbares, et ils furent contraints de porter des habits japonais puis chinois plus ou moins occidentalisés. Aujourd'hui, le gouvernement taiwanais exporte les beaux costumes aborigènes et leurs recettes ancestrales (comme « le soin de peau naturel de Haocha »⁴³), s'en servant comme d'une richesse culturelle pour promouvoir l'image de Taiwan sur la scène internationale. Or, ce qui s'est traduit pour les indigènes insulaires par un retour à leurs cultures originelles et une revalorisation sensible de leur statut social n'était en réalité pour le pouvoir qu'un instrument de sa politique étrangère et de sa stratégie électoraliste, ainsi que Wuhe l'avait prédit dans *Réflexions sur A-bang et Kalusi*, mais aussi dans son roman *Les Survivants*, sur les aborigènes victimes des « Événements de Musha » et sur la narration de cet épisode⁴⁴.

Les quatre personnages principaux de *Réflexions sur A-bang et Kalusi* illustrent chacun la relation entre le Petit moi et le Grand moi, une relation tantôt sereine tantôt tourmentée. Pour Wuhe, le « droit à la terre » (*tudiquan* 土地權) exprime le rapport de l'homme à la nature. Avant qu'un pouvoir central n'impose sa loi sur l'île, celui qui s'installait le premier sur un lopin de terre pouvait s'en déclarer aussitôt propriétaire – quand il n'était pas tué ou chassé par plus fort que lui. A partir du XVII^e siècle et de l'arrivée des Hollandais, le droit foncier n'a cessé de restreindre la liberté de l'homme sur la terre. Qu'est-ce qui justifie que les autorités puissent confisquer les forêts vierges et les hautes montagnes, interdire de pêcher dans une rivière ou d'exploiter telle parcelle de terre ? « Je déplore qu'en cent ans la civilisation ait anéanti l'artisanat millénaire, et Kalusi ajoutait “la civilisation est encore plus malicieuse que notre magie”⁴⁵. » En revendiquant le respect des indigènes, Wuhe dépasse la question aborigène pour poser celle, universelle, de la protection de l'environnement.

⁴² « *Xinniang he muqin ji jiemei xiangbao kuqi* » 新娘和母親及姊妹相抱哭泣. « *Mingtian hunli qian women hui sha zhu* » 明天婚禮前我們會殺豬. Wuhe 1997, p. 12 et p. 13.

⁴³ « *Haocha chun tianran meifushu* » 好茶純天然美膚術. *Ibid.*, p. 69.

⁴⁴ Musha est l'ancienne prononciation japonaise de Wushe (霧社). Il s'agit de la dernière et de la plus importante rébellion contre les colonisateurs nippons à Taiwan, qui eut lieu en 1930 et qui a coûté la vie à des centaines d'aborigènes et de Japonais. La politique de discrimination et d'exploitation du colonisateur envers les indigènes insulaires est la cause principale de ce soulèvement.

⁴⁵ « *Wo gantan wenming zai bainian jian jiu wajiele qiannian de shouyi*, “wenming shi bi womende wushu gengdude wushu”, *Kalusi ye gantan shuo* » 我感嘆文明在百年間就瓦解了千年的手藝, 「文明是比我們的巫術更毒的巫術,」卡露斯也感嘆說. Wuhe 1997, p. 150.

Trois des quatre personnages sont étrangers au village : ce sont des insulaires d'origine han, donc des *outsiders* aux yeux des aborigènes. Certes, une certaine tension persiste entre ces individus et la communauté indigène, mais leur interaction avec les villageois s'avère constructive et fructueuse, tandis que Kalusi lui-même prend du recul par rapport à l'opinion publique de sa communauté⁴⁶. Dans l'univers de Wuhe, face aux contraintes imposées implicitement ou explicitement par le collectif, le Petit moi peut toujours trouver quelque accommodement pour tenter d'améliorer le cours des choses. En témoigne la large diffusion des photographies d'A-bang. De même, Wuhe a été de plus en plus sollicité pour participer à des jurys de prix littéraires ou donner des conférences, et ses contacts avec le public ont été autant d'occasions de faire connaître ses positions littéraires et politiques.

Enquête ethnographique (2)

Avec *Les Survivants*, paru en 1999, fruit d'une véritable enquête de terrain s'appuyant sur des archives historiques et des témoignages, Wuhe poursuit une réflexion sur la nature humaine dans laquelle il s'inclut, « abolissant la distance artificielle entre l'observateur-juge et l'objet observé »⁴⁷. Formé d'un seul paragraphe comportant peu de points sur plus de deux-cents pages, le roman se présente comme un journal de bord restituant les journées et les réflexions de l'écrivain, qui ne cache pas son point de vue de « contemporain ».

« [...] je caresse la queue du chat, il me donne un brusque coup de langue sur le bout du nez, du fond de mon moi intérieur le “contemporain” a encore son mot à dire, il y a quatre points sur lesquels il s'oppose aux points de vue de Bakan, (1) le contemporain explore tous les points de vue possibles y compris le primitif, dans l'investigation même se cache la critique, parce qu'il n'existe pas d'“investigation pure”, et parce que la critique est d'une nature sans cesse mobile et qui ne se fige pas, (2) le contemporain poursuit les détails, les détails construisent la chose en soi et il arrive qu'on découvre l'ensemble à partir d'un détail, le contemporain s'oppose aux “représentations globales”, il prône la méthode consistant à dévider lentement le fil de soie du cocon, car chaque détail peut jouer un rôle dans la compréhension de l'ensemble, (3) le contemporain s'oppose à cette idée selon laquelle “le fait de se placer sur la scène de l'histoire est incompatible avec la critique”, car sans critique il n'est pas d'“existence de l'histoire”, celui qui écrit l'histoire est nécessairement un observateur de “la scène historique”, observateur parce que critique, (4) quand on imagine ou qu'on reconstitue une scène historique, on met en pratique une théorie, s'il ne procède pas ainsi le contemporain à cause de sa légèreté verra lui échapper toute réalité historique... je me glisse sous les couvertures en

⁴⁶ « Voici ce qui embarrasse le plus Kalusi ce soir : le “mouvement” que Messire Shale dirige ne le laisse pas tranquille dans son village Gucha Bu'an » (« *Jinye, dui Kalusi xiansheng zuidade kunrao shi : Shalejun suo lingdao de “yundong” ling ta wusuo taoyu Guchabu'an* » 今夜：對卡露斯先生最大的困擾是：沙勒君所領導的「運動」令他無所逃於古茶布安). *Ibid.*, p. 86.

⁴⁷ Angel Pino et Isabelle Rabut, « Préface des éditeurs », in Wuhe 2011, p. 13.

compagnie du grand-chat-solitude, le Whisbih-bière a oublié le café-d'avant-le-coucher et le grand chat s'est faufilé dans les vagues de la couette je ne sais où il s'est fourré, je l'ai entendu par deux fois ronronner et ensuite je me suis oublié moi-même⁴⁸. »

Ce roman riche en éléments historiques et en réflexions s'interroge sur ce que l'on croit être un passé révolu alors que celui-ci demeure en nous, autour de nous et au-delà⁴⁹. En 1930, dans les montagnes du centre de Taiwan, des aborigènes coupeurs de têtes, emmenés par leur chef légendaire Mona Rudao, se sont soulevés contre l'occupant japonais avant de tomber à leur tour, victimes d'une impitoyable répression. Les survivants ont été contraints de s'exiler dans un village où ils n'avaient aucune attache : l'Île-entre-deux-eaux⁵⁰, situé dans l'actuelle contrée de Nantou, au centre de Taiwan. En tant qu'individus (Petit moi), ces indigènes n'avaient d'autre choix que d'obéir au pouvoir symbolisant le Grand moi. La version de ce drame privilégiée par le gouvernement nationaliste chinois associe dignités individuelles (celle de Mona Rudao par exemple) et communautaire (celle des aborigènes) à la dignité nationale (chinoise). A l'inverse, les autorités japonaises préfèrent mettre en avant la coutume du « fauchage » des têtes chez les « barbares » de l'île. L'histoire officielle, telle qu'elle a été présentée par le Kuomintang, a réservé à Mona Rudao – l'instigateur du soulèvement – le statut honorable de héros national (*minzu yingxiong* 民族英雄). En 1973, le gouvernement a fait ériger une imposante statue à son effigie et dressé à Musha une stèle en hommage aux martyrs. Chaque année, le 27 octobre, les autorités invitent l'Île-entre-deux-eaux à envoyer une délégation pour rendre hommage aux ancêtres dont les noms sont gravés sur la stèle. Or, cette version a occulté un second événement tragique survenu à Musha l'année suivante : en 1931, les Tuuda (道澤) ont massacré des survivants sedeq hébergés dans un centre de regroupement créé sur ordre des autorités japonaises ; encouragés par les Japonais, ils ont coupé les têtes des Sedeq selon un ancien rituel, transcrit « chucuo » (出草) en chinois – soit « sortir/faire sortir des herbes, partir/faire partir des herbes », « faucher », « couper

⁴⁸ *Ibid.*, pp. 219-220.

⁴⁹ Il serait intéressant de comparer *Les Survivants* avec le roman, achevé en 1990, de LIN Yaode (林耀德, 1962-1996, essayiste, poète et romancier) : *1947 gaosha baihe* (1947 高砂百合 [1947 *Lilium formosalum*]), Taipei, Lianhe wenxue, 2006, pour au moins trois raisons. D'abord, Lin et Wuhe sont des auteurs non aborigènes qui s'intéressent aux tribus des hautes montagnes. Ensuite, les deux romans abordent des événements historiques. Lin mentionne les « Événements de Musha » (p. 16) en disant qu'il ne s'agit que d'un fait historique retenu par les Han alors que le même fait n'évoque rien ni pour la Nature ni pour la tribu de Watao Baiyang (瓦濤•拜揚), un des héros de son roman. Enfin, *Les Survivants* est un long monologue qui soulève quantité de questions, tandis que *Lilium formosalum* adopte la forme d'une histoire romancée tout en s'interrogeant sur l'histoire complexe des Japonais qui ont vécu à Taiwan. Ce roman retrace bien la fierté, le sens de l'honneur, la peur, la cruauté et même un certain attachement à l'île des Japonais qui y étaient envoyés pour la gloire de l'Empereur. Il éclaire les coutumes de la chasse aux animaux et aux hommes chez les habitants des hautes montagnes. Comme Wuhe, Lin Yaode tente d'apporter un regard « contemporain » sur un passé douloureux et complexe de l'histoire de Taiwan.

⁵⁰ Chuanzhongdao 川中島. Son nom est désormais : Qingliu buluo 清流部落.

la tête/décapiter » –, interdit par les Japonais qui le jugeaient barbare⁵¹. Or Wuhe montre que l'idée même de massacre peut relever de la civilisation :

« [...] j'ai trouvé fort surprenant que ni Danafu, ni Bakan, tous deux des intellectuels ayant reçu un enseignement civilisé, ne considèrent le raid contre les centres de regroupement et de protection comme ce que la civilisation nommerait un "massacre", ils s'indignent de ce que la civilisation, avec ses outils civilisés, ait perpétré un "massacre", quasiment un génocide, dans les six villages indigènes, mais ne reconnaissent pas comme "massacre" ce qui a eu lieu entre les indigènes eux-mêmes, il n'y a aucun débat possible, et je ne crois pas que les historiens puissent avancer à ce sujet un discours historique mesuré, "le mot 'massacre' n'existe pas dans le vocabulaire primitif", pendant ces réflexions pleines d'autodérision j'observais le couteau de chasse à décor en écailles de poisson laissé par le père de Danafu, on y voyait encore des mèches de cheveux humains, "l'idée de massacre relève de la civilisation", l'inscription sur le "Mémorial de la Survie", qui se trouve à la sortie du village de l'Ile-entre-deux-eaux ne porte aucune mention des "Seconds Evénements de Musha", si Bakan, en tant que descendant du groupe Mahepo, n'a pas d'opinion particulière sur le culte officiel de Mona Rudao entretenu par le gouvernement, il réproouve, comme Danafu, son instrumentalisation, "le pouvoir a politisé le fauchage et en a fait l'archétype de la résistance antijaponaise", Danafu mentionne rarement Mona Rudao, quant à Bakan il se contente d'évoquer brièvement "Mona Rudao notre héros du fauchage"⁵². »

Ce sont ces positions divergentes qui ont incité Wuhe à se rendre sur les lieux pour rencontrer les témoins de ces événements, afin d'enquêter et de confronter narrations historiques et témoignages. Mais un roman non historique reste une fiction, et Wuhe dit avoir adapté certains détails des témoignages et de son expérience dans *Les Survivants*. L'écrivain a passé deux hivers consécutifs, en 1997 et 1998, chez les Rukai de l'Ile-entre-deux-eaux. C'est là qu'il a rencontré une Atayal qu'il nomme la Fille (*Guniang* 姑娘), l'héroïne de son roman. Comme beaucoup de filles aborigènes, la Fille rêvait depuis son enfance d'aller vivre en ville. Adulte, elle a quitté son village pour Taipei, où elle a d'abord travaillé au sein d'une équipe d'ouvriers du bâtiment d'origine aborigène, puis dans un lieu de rencontres maquillé en restaurant occidental où son physique « exotique » lui a valu un certain succès. Elle incarne le sort d'innombrables filles aborigènes perdues corps et âme dans la prostitution urbaine⁵³. Dans une société de consommation, ces filles sont autant de marchandises destinées à combler les besoins ou les désirs des clients. La vie citadine, incarnation de la civilisation, engloutit en quelque sorte l'âme primitive des

⁵¹ Ce rituel du « fauchage des têtes » était répandu dans les différentes tribus indigènes de Taiwan. Son origine reste peu connue ; il existe plusieurs hypothèses : rite de passage à l'âge adulte, moyen de s'assurer la postérité, manière de s'affirmer comme un grand chasseur, ou encore façon de se venger, de régler des conflits.

⁵² Wuhe 2011, pp. 22-23.

⁵³ Il est à noter qu'il existe aussi des garçons prostitués, bien que les femmes soient majoritaires. Dans *Les Survivants*, un jeune, originaire des hautes montagnes, est une vedette dans un restaurant-bordel.

aborigènes. Mais cette jeune chair excite les hommes et les femmes civilisées plus que les corps « civilisés ».

Au bout de quelques années, lasse des vices et des plaisirs citadins, la Fille retourne dans les hautes montagnes où, au contact de la nature, elle se reconstruit progressivement. Mais les célibataires, jeunes et moins jeunes, désirent celle qu'ils appellent la Petite (*Meimei* 妹妹) et qui parle une « langue des rêves » inconnue jusqu'alors dans le village :

« [...] elle suit le lit de la rivière en ramassant sur son chemin des pierres et des branches mortes qu'elle rapporte dans ses bras ou sur son dos, “regarde comme ils ont du charme ces trésors sculptés par la nature”, elle en a parsemé sa chambre et son salon, elle montre même volontiers comment les distinguer les uns des autres, “celui-ci a été formé par un éclair, il est comme l'ange du temps, celui-là les eaux du torrent l'ont érodé au long des âges, on dirait un vieillard”, qui sait depuis quand les villageois n'avaient plus entendu cette “langue des rêves”, que tout le monde ou presque juge insensée [...]»⁵⁴.

Si elle accepte de coucher avec eux, c'est en signe de « dédommagement » (*huikui* 回饋), dit-elle, car elle s'estime en dette envers son village. Se livrer à la prostitution dans le village n'est pas moral, mais la Fille ne le fait pas pour l'argent, les hommes Atayal la traitant avec beaucoup de tendresse et lui offrant de beaux cadeaux, comme des vêtements dernier cri. Un jour, elle demande à Wuhe s'il a étudié la vie sexuelle des villageois. Personne jusqu'alors, y compris lui-même, ne s'était penché sur cette question, qui est pourtant partie intégrante de la vie des survivants des « Événements de Musha » et de leurs descendants. Forcés de quitter leur village pour s'exiler à l'Ile-entre-deux-eaux, leurs ancêtres ont dû abandonner à contrecœur la chasse et se mettre à cultiver les rizières, comme les paysans han. Puis la télévision et le mode de vie matérialiste qu'elle véhicule se sont imposés dans leur quotidien. Les jeunes villageois rêvent d'aller vivre en ville, les garçons comme ouvriers sur les chantiers et les filles comme prostituées, selon un scénario bien connu. Certains de ceux qui étaient partis sont revenus, leur condition physique ne leur permettant plus de survivre en ville. Mais ce retour n'a rien de facile : il leur faut se réadapter à un nouvel environnement, se refaire une place au sein de la communauté ; surtout, il est quasi impossible pour les hommes célibataires de trouver une épouse, puisque les filles et les jeunes femmes célibataires sont elles-mêmes parties. Ils passent donc leurs journées à boire, à bavarder, à regarder les émissions de variétés à la télévision. Wuhe a tenté de dresser un état des lieux de la vie sexuelle de ces villageois, reflet de la misère de ces survivants dont le gouvernement comme la société se préoccupent peu.

⁵⁴ Wuhe 2011, p. 24.

Mais l'individu – le Petit moi – ne joue pas forcément le rôle du perdant lorsqu'il est confronté au Grand moi – un collectif, une communauté ou la société dans son ensemble. En témoigne le personnage de la Fille : son rôle auprès des célibataires n'a-t-il pas contribué à la tranquillité du village ? Face au drame qui a failli éclater lorsqu'elle décide que le village a été suffisamment « dédommagé », l'Ancien (*Zhanglao* 長老) de la communauté organise une réunion de conciliation et c'est l'auteur-narrateur Wuhe – l'*outsider* de l'Ile-entre-deux-eaux – que les hommes Atayal choisissent comme médiateur entre eux et la Petite ».

Le corps libéré

En 2000, l'année de la publication des *Survivants*, Wuhe fit paraître un livre beaucoup moins dense que le précédent, *Androgynes et lesbiennes*⁵⁵, dans lequel il décrit ses rencontres dans un bar réservé aux homosexuels, notamment aux garçons androgynes et aux lesbiennes. L'auteur déclare dans sa préface qu'il a écrit ce livre pour lui-même et que l'objet en est la liberté du corps⁵⁶. Tout au long du récit, le désir est roi et l'expression sans tabou. Les rares échanges un peu « sérieux », tels ceux portant sur les revendications pour les droits des homosexuels, ont lieu au cours de scènes érotiques. Même si ce livre relève de la littérature érotique, il invite ses lecteurs à se tourner vers leur corps – ses besoins et ses désirs –, quitte à renoncer à leur amour propre. Citons Wuhe :

« Depuis que l'humanité existe, les androgynes appartiennent toujours à la catégorie des nuls. Ils ne se préoccupent pas de ce qui est en dehors de leur corps. La chose la plus significative du monde extérieur à laquelle ils ont renoncé, c'est la "réalité". Ils se moquent complètement des réalités, peu importe qu'elle soit dans ou au-delà des réalités. L'élément le plus significatif à l'intérieur d'eux-mêmes auquel ils ont renoncé, c'est le "soi-même", ainsi que les deux choses défaillantes qui accompagnent le soi-même, "l'amour-propre" et "la dignité"⁵⁷. »

Il peut paraître étonnant que Wuhe proclame dans le même temps la vertu d'être inutile, comme il l'a fait dans sa nouvelle « La tristesse »⁵⁸ : libérer son corps et accepter d'être inutile au regard des normes. N'ayant aucunement l'ambition de rendre service à la société, l'individu pourrait vivre comme bon lui semble, et ce sentiment d'être libre de toute obligation est pour Wuhe une source de bonheur. Être sexuellement disponible et savoir en profiter symbolisent chez lui l'autodétermination d'un individu face à la moralité mise en avant pour assurer l'harmonie

⁵⁵ Wuhe 2000.

⁵⁶ Cela n'est pas propre à *Androgynes et lesbiennes* : Zeng Yueqing a ainsi relevé qu'un sixième des quelque trente mille mots de la nouvelle « La tristesse » (Wuhe 2001b) sont des descriptions érotiques. Voir ZENG, mémoire cité, p. 143.

⁵⁷ Wuhe 2000, p. 79.

⁵⁸ Wuhe 2001b.

sociale. Cela n'est pas sans faire écho à la pensée de Zhuangzi (莊子, -369– -286 av. J.-C.) selon laquelle « le moi originel s'est débarrassé du moi social » (*wu sang wo* 吾喪我)⁵⁹. Pour ce maître taoïste, renoncer au prestige et aux obligations de la vie sociale, à tout ce qui n'est pas de l'ordre de l'inné est indispensable à l'homme pour être vraiment libre dans le monde. On retrouve ici le précepte bouddhiste « détruire ce à quoi on s'attache » (*po wo zhi* 破我執). La théorie de l'inutilité que Wuhe revendique dans ses œuvres se veut, loin de tout nihilisme, une méthode de conservation d'un moi authentique et sincère. Pour illustrer cette théorie, son discours ne manque pas de critiques, voilées ou apparentes, sur le dysfonctionnement du système politique comme sur la cupidité et la vanité des hommes. L'intime et le public, le singulier et le normatif poursuivent ainsi un dialogue à l'infini.

« Lorsque je me suis uni avec Man-A, j'ai enfin compris que moi aussi mon corps a une existence à part entière : les émotions subtiles de mon corps prouvent qu'il possède une autonomie parfaite ; des plaisirs solitaires que je me suis jadis procurés la nuit et que je considérais comme des obscénités, je les évoque un à un et les expose au nettoyage à l'air de la montagne ; je m'amuse en les examinant, j'éprouve ainsi une joie de la renaissance. [...] Je suis vraiment content que mon majeur a pénétré sans arrière-pensée dans une vierge ; mon doigt sent clairement son vagin parsemé de nombreux morceaux saillants de chair, comme d'innombrables étoiles, – à cet instant j'ai constaté la finesse structurale des créatures de la nature ; je dévisage la fille dont je viens de faire la connaissance, et je n'éprouve pas le moindre sentiment d'"obscénité"⁶⁰. »

Complémentaire du binôme Grand moi/Petit moi, la relation dialectique entre la raison et la folie constitue la seconde problématique majeure des œuvres de Wuhe.

Raison et folie

Un personnage sinon fou, du moins bizarre, apparaît dans de nombreux récits de Wuhe : le déserteur dans « Mon second frère le déserteur », Ada (阿達) dans « Carnet secret d'un homosexuel », Tu (*Ni* 你) dans « La tristesse », M. Spécial (*Jiren* 畸人) dans *Les Survivants*, pour n'en citer que quelques-uns. Quant aux autres personnages, ils cachent tous un soupçon de folie. En témoignent la Fille et l'auteur-narrateur déjà évoqués dans *Les Survivants*, ou l'adolescente qui a tué ses parents dans « La mer de mes dix-sept ans »⁶¹. Les liens entre la raison et la folie, présentée souvent comme la face cachée du génie, ont de tout temps fait l'objet de débats en

⁵⁹ Traduit en français par J.-C. Pastor en « J'ai perdu mon moi », Zhuangzi (Tchouang-tseu), *Les Chapitres intérieurs*, Paris, Editions du Cerf, 1990, p. 37.

⁶⁰ Wuhe 2000, p. 177.

⁶¹ Wuhe 2002b.

Occident comme en Orient : pour la littérature chinoise, on pense notamment à Yuan Rang (原壤) dans les *Entretiens de Confucius*, ou aux nouvelles de Lu Xun (魯迅, 1881-1936) « Le journal d'un fou »⁶² et « La véritable histoire d'A Q »⁶³. Chez Wuhe, cette question s'inscrit dans le registre du rapport entre le Petit moi et le Grand moi.

Les figures du Je et du Tu

La nouvelle « La tristesse » est centrée sur deux individus, Je (*Wo* 我) et Tu (*Ni* 你), qui, avant de se rencontrer dans un asile, menaient séparément une vie à la fois d'errance et d'enfermement. Je, le narrateur-auteur puisque Wuhe se met en scène sans se nommer, a décidé de se retirer à Danshui en cette période de grande tension politique qui suit l'exclusion de la République de Chine des Nations unies et la mort du maréchal Chiang Kai-shek. A la différence de ses amis indépendantistes, il a choisi de se mettre en marge de la société afin de réfléchir sur le passé, lointain et récent, sur les luttes idéologiques et sur les conflits entre personnes. Tu est un personnage imaginaire qui a été diagnostiqué comme fou et transféré dans une clinique psychiatrique après avoir survécu à un accident lors d'un entraînement militaire auquel participaient dix-huit parachutistes. Issu d'une famille paysanne, il a grandi dans la nature et, devenu parachutiste professionnel, s'est révélé beaucoup plus vigoureux que ses collègues citadins. Seul survivant de cet accident, il manifeste depuis lors sans retenue sa virilité : il éjacule n'importe où et n'importe quand, exhibant son énorme organe pour imposer son autorité. A l'hôpital militaire comme à l'asile, tout le monde le craint, au point que les autorités lui délivrent un certificat qui l'exclut de l'armée et l'autorise à retourner chez les siens. Se comportant comme un vagabond, il se sent étranger chez ses parents ; un jour, il tente même de violer sa mère sous prétexte de retourner dans le ventre d'où il est issu. Peu après cet incident, on lui trouve une épouse, fille unique d'une famille paysanne assez riche d'un village voisin. Dès lors, les besoins démesurés de sa sexualité sont comblés par la jeune femme. Mais, pour protéger la malheureuse de ses ardeurs, sa famille finit par le faire enfermer pendant dix ans, avant de le renvoyer dans un asile. C'est là que se rencontrent les protagonistes Je et Tu, le réel et l'imaginaire, faisant tous deux partie de la mémoire de l'auteur. Ce jeu entre le Je et le Tu renvoie à la littérature « désinstitutionnalisée » telle que l'entend Michel Foucault :

« La littérature semble retrouver sa vocation la plus profonde lorsqu'elle se retrempe dans la parole de la folie. La plus haute parole poétique, c'est celle de Hölderlin, comme si la littérature, pour arriver à se désinstitutionnaliser, pour prendre toute la mesure de son anarchie possible, était, en

⁶² Kuangren riji 狂人日記.

⁶³ A Q zhengzhuan 阿 Q 正傳.

certains moments, obligée ou bien d'imiter la folie ou bien plus encore de devenir elle-même littéralement folle⁶⁴. »

Le personnage de M. Spécial

Dans le roman *Les Survivants*, nombre de personnages partagent un passé douloureux : le Vieux Loup (*Laolang* 老狼), petit-fils de Mona Rudao, a été contraint de s'exiler en Amérique latine, la Fille a passé des années en ville comme prostituée, Shabo (沙波), volontaire de l'armée japonaise, a été envoyé en Asie du Sud-Est pour creuser des cachettes pour les armes. D'autres sont constamment livrés à eux-mêmes, tel le Vagabond (*Piaoren* 飄人), qui passe son temps à sillonner la forêt sur son scooter, parfois sans but, parfois pour aller rencontrer dans les villages environnants des filles et des garçons innocents au regard de biche. A leurs côtés, il y a M. Spécial, marin au long cours parti sur un bateau de pêche au large de l'Amérique, rapatrié après avoir reçu des coups de poignard pour avoir profité des seins généreux d'une Américaine (vraisemblablement prostituée) dans un bar d'un port argentin. Depuis son retour au village, il se nourrit exclusivement d'alcool, bafouille et ne s'exprime que par des gestes rudimentaires. Mais, en relatant les moments qu'il passe avec M. Spécial, l'auteur-narrateur suggère que la raison et la folie coexistent et que l'homme ne peut se retrouver lui-même que lorsqu'elles se reconnaissent mutuellement.

« [...] une silhouette olivâtre se profile devant les marches à l'extérieur, l'homme baragouine quelque chose, à quelques pas de ma fenêtre, avant de pousser la porte et d'entrer chez moi, "Monsieur Spécial !", bien que je le salue d'une voix peu audible, il semble avoir compris ce que je voulais dire par cette salutation, sans en avoir compris les mots eux-mêmes, de même que je ne comprends qu'à peine un tiers de ses propos sans que cela m'empêche de discuter pendant des heures avec lui, et de passer ensuite autant de temps à me rappeler ce qu'il vient de me dire et en retenir quels mystères s'y sont révélés, de tous les habitants du village, seul le petit frère de la Fille sait ce que vagabonder veut dire et seul ce M. Spécial sait ce que se promener veut dire, il se promène souvent au point qu'il disparaît, tout comme le jeune frère de la Fille part si loin à l'aventure qu'il disparaît, et voilà maintenant que ce monsieur baragouine devant moi, il a trop bu, il a trop bu, vraisemblablement on l'y a entraîné, il vient pour me dire je ne sais quoi d'important, je lui sert un verre rempli aux deux tiers d'alcool de riz, [...] je crains que nous ne retombions dans notre mutisme, nous avons un semblable pendant au mutisme, le sien, causé par les accidents de la vie est moins fort que le mien qui est de naissance, mais entre nous c'est presque une compétition, un jour, nous nous sommes croisés au coucher du soleil sur un sentier de rizières et nous sommes restés côte à côte, tous les deux assis et silencieux, à regarder le soleil qui se couchait derrière les montagnes, cette muette contemplation a duré finalement jusqu'à ce que le croissant de lune surgisse du sommet des

⁶⁴ Michel FOUCAULT, « La folie et la société », in M. Foucault et M. Watanabe, *Telsugaku no butai*, Tokyo, Asahi-Shuppansha, 1978, repris in *Dits et écrits*, tome 2 : 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001, p. 490.

montagnes à l'est, alors, nous nous sommes quittés, toujours muets, avec un dernier regard au croissant de lune, lorsque j'ai regagné mon logement et regardé l'heure, j'ai constaté que notre compétition de mutisme avait duré presque six heures, en compagnie du parfum des rizières, du parfum des palmiers d'arec, du parfum des haricots verts, ainsi que du bruit de l'eau dans les rigoles du système d'irrigation, je m'extrahis de mon siège, j'ouvre la porte et sors de chez moi, M. Spécial sur mes talons, il m'attrape par le coude gauche et se met en route, nous dépassons la cour de la Fille, puis d'autres maisons, toujours muet, je me laisse traîner dans un état de soumission totale comme si en rêve je faisais un voyage dans l'espace, sans volonté, je me soumetts à quiconque voudrait m'imposer la sienne, il me semble que M. Spécial m'a entraîné jusqu'à la tombe d'une fille atayal morte prématurément, ou bien c'était à une grotte située dans le vallon derrière la prunelaie, ou plus probablement, nous soutenant l'un l'autre, nous avons grimpé sur un arbre gigantesque qui a été foudroyé [...]»⁶⁵.

En opposant ainsi le mutisme de naissance du narrateur-auteur à celui de M. Spécial, causé par les accidents de la vie, Wuhe renvoie symboliquement à l'aphasie dont ont souffert les Taiwanais quand il leur était interdit de s'exprimer publiquement dans leurs langues originelles (aborigènes, minnan ou hakka). Pendant plus d'un siècle, la langue officielle à Taiwan a été celle de la minorité au pouvoir, le japonais des colonisateurs nippons puis le mandarin des nationalistes.

L'eau et la folie

L'image de la femme nourricière et protectrice est également une figure récurrente de l'œuvre de Wuhe⁶⁶. Par exemple, dans *Androgynes et lesbiennes*, Hu-A (湖阿) et Man-A (曼阿), mélange de déesse et d'épicurienne, se montrent compréhensives, subviennent aux besoins de ceux ou de celles qui manquent de moyens, savourent les rencontres avec raffinement et dégagent une élégance sereine, à la fois charnelle et intellectuelle. Elles possèdent cependant l'une et l'autre leur part d'ombre. L'appartement que Man-A a loué pour les androgynes et les lesbiennes – « L'abri des homos » (*gui'erwo* 鬼兒窩) – est décoré comme un « océan ondulant de coussins parfumés ». L'élément aquatique est omniprésent dans la nouvelle : les boissons alcoolisées dans le bar fréquenté par les homosexuels et les lesbiennes, l'eau minérale et l'eau-de-vie fait maison par certaines d'entre-elles, le liquide éjaculé ou la décoration intérieure de leur appartement. Il l'est aussi dans bien d'autres œuvres de Wuhe : l'ivresse chez les aborigènes, les vapeurs de la montagne, l'humeur mélancolique des citoyens, les débordements d'une sexualité furieuse mais stérile. On se rappelle également le personnage de Tu dans « La tristesse » qui, unique survivant

⁶⁵ Wuhe 2011, pp. 79-81.

⁶⁶ Dans son mémoire, Zeng Yueqing a dressé la liste de ces femmes qui protègent les héros et comblent leurs besoins matériels (ZENG, mémoire cité, section 2 du chapitre 4). Ses analyses à dominante freudienne et son jugement moraliste appellent cependant à être nuancés.

des dix-huit parachutistes, a été contraint de nager des heures durant pour atteindre la rive, avant de passer le reste de sa vie dans l'enfermement forcé pour avoir tenté de faire autorité par sa libido extravagante. En lisant Wuhe, on ne peut pas ne pas penser à la relation étroite entre l'eau et la folie établie par Foucault :

« Dans l'imagination occidentale, la raison a longtemps appartenu à la terre ferme. [...] La déraison, elle, a été aquatique depuis le fond des temps et jusqu'à une date assez rapprochée. [...] La folie, c'est l'extérieur liquide et ruisselant de la rocheuse raison. C'est peut-être à cette liquidité essentielle de la folie dans nos vieux paysages imaginaires qu'on doit un certain nombre de thèmes importants : l'ivresse, modèle bref et provisoire de la folie ; les vapeurs, folies légères, diffuses, brumeuses, en voie de condensation dans un corps trop chaud et une âme brûlante ; la mélancolie, eau noire et calme, lac funèbre, miroir en larmes ; la démence furieuse du paroxysme sexuel et de son épanchement⁶⁷. »

Dans sa préface à l'édition chinoise des *Survivants* intitulée « Wuhe : ramasseur d'os » (« Shigu zhe Wuhe » 拾骨者舞鶴), David D.-W. Wang⁶⁸ met en avant la thématique de la survie chez l'écrivain taiwanais et tente d'analyser son œuvre à partir d'approches occidentales, et notamment d'auteurs comme Walter Benjamin, Julia Kristeva ou Claude Lévi-Strauss⁶⁹. Pour Wang, Wuhe rejoindrait le modernisme au sens occidental du terme dans ses préoccupations d'écrivain dit « du terroir ». Quand bien même ses personnages et leurs histoires demeurent fondamentalement insulaires, ses œuvres ont une portée universelle. Reste alors la spécificité de l'entité politique et culturelle taiwanaise dans son rapport à la Chine. A cet égard, il semble heuristique d'étudier l'œuvre de Wuhe à l'aune du concept deleuzien de littérature mineure, qui n'est pas « celle d'une langue mineure, plutôt celle qu'une minorité fait dans une langue majeure », et dont les trois caractères sont la déterritorialisation de la langue, le branchement de l'individuel sur l'immédiat-politique, l'agencement collectif d'énonciation⁷⁰.

⁶⁷ Michel FOUCAULT, « L'eau et la folie », *Médecine et Hygiène*, 21^e année, n° 613, 23 octobre 1963, pp. 901-906, repris in *Dits et écrits*, tome 2 : 1954-1975, Paris, Gallimard, 2001, pp. 296-297.

⁶⁸ 王德威, né en 1954, professeur à Harvard et membre de l'Academia Sinica à Taipei.

⁶⁹ « Wuhe : ramasseur d'os », Wuhe 1999, pp. 7-40. Le titre de son introduction fait référence à une nouvelle de Wuhe : Wuhe 2001c. L'expression « ramassage d'os » désigne une pratique funéraire des Taiwanais minnan, qui consiste à ramasser les os du défunt des années après son enterrement.

⁷⁰ Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI, *Kafka. Pour une littérature mineure*, Paris, Minuit, 1975, pp. 29-33. Yang Kailin (楊凱麟, né en 1968) a analysé l'œuvre de Wuhe en ce sens dans son article « L'écriture de *hard core* et l'hétérotopie de la langue nationale. Le dilemme de Wuhe au sein d'une littérature mineure à Taiwan » (« Yingrui shuxie yu guoyu yitubang. Taiwan xiao wenxue de Wuhe nanti » 硬蕊書寫與國語異托邦. 台灣小文學的舞鶴難題), contribution au colloque « Philosophie et littérature : autour des œuvres de Wuhe » (« Zhexue yu wenxue : Wuhe zuopin yantaohui » 哲學與文學：舞鶴作品研討會), publiée dans *Router : a Journal of Cultural Studies* (文化研究), n° 10, 2010, pp. 7-36.

ŒUVRES DE WUHE CITEES DANS CET ARTICLE

Wuhe, 1974, « Automne aux pivoines » (« Mudan qiu » 牡丹秋), *Chengda qingnian* 成大青年, n° 2, 1974, pp. 205-240 ; repris dans *La Tristesse (Beishang* 悲傷), Taipei, Maitian chuban, 2001, pp. 205-240.

—, 1997, *Réflexions sur A-bang et Kalusi (Sisuo A-bang Kalusi* 思索阿邦·卡露斯), Taipei, Maitian chuban, 1997.

—, 1999, *Yusheng* 餘生 (*Survivre*), Taipei, Maitian chuban.

—, 2000, *Androgynes et lesbiennes (Gui'er yu Ayao* 鬼兒與阿妖), Taipei, Maitian chuban.

—, 2001a, *La Tristesse (Beishang* 悲傷), Taipei, Maitian chuban.

—, 2001b, « La tristesse » (« Beishang » 悲傷), in *La Tristesse (Beishang* 悲傷), Taipei, Maitian chuban, 2001, pp. 13-76.

—, 2001c, « Ramassage d'os » (« Shi gu » 拾骨), in *La Tristesse (Beishang* 悲傷), Taipei, Maitian chuban, pp. 77-122.

—, 2001d, « Enquêtes : narrations » (« Diaocha : xushu » 調查：敘述), in *La Tristesse (Beishang* 悲傷), Taipei, Maitian chuban, 2001, pp. 123-144 ; d'abord publié dans *Wenxue Taiwan* 文學台灣 (*Littérature Taiwan*), n° 2, 1992, puis dans *La Mer de mes dix-sept ans (Shiqi sui zhi hai* 十七歲之海), 1^e éd. : Taipei, Yuanzun, 1997.

—, 2001e, « Mon second frère le déserteur » (« Taobing erge » 逃兵二哥), in *La Tristesse (Beishang* 悲傷), Taipei, Maitian chuban, pp. 145-168.

—, 2002a, *La Mer de mes dix-sept ans (Shiqi sui zhi hai* 十七歲之海), 1^e éd. : Taipei, Yuanzun, 1997 ; rééd. Taipei, Maitian chuban, 2002.

—, 2002b, « La mer de mes dix-sept ans » (« Shiqi sui zhi hai » 十七歲之海), in *La Mer de mes dix-sept ans (Shiqi sui zhi hai* 十七歲之海), 1^e éd. : Taipei, Yuanzun, 1997 ; rééd. Taipei, Maitian chuban, 2002, pp. 7-10.

—, 2002c, « Autrefois » (« Wangshi » 往事), in *La Mer de mes dix-sept ans (Shiqi sui zhi hai* 十七歲之海), 1^e éd. : Taipei, Yuanzun, 1997 ; rééd. Taipei, Maitian chuban, 2002, pp. 87-144.

—, 2002d, « Femme libérée » (« Piaonü » 漂女), in *La Mer de mes dix-sept ans (Shiqi sui zhi hai 十七歲之海)*, 1^e éd. : Taipei, Yuanzun, 1997 ; rééd. Taipei, Maitian chuban, 2002, pp. 145-236.

—, 2002e, « Carnet secret d'un homosexuel » (« Yi wei tongxinglianzhe de mimi shouji » 一位同性戀者的秘密手記), in *La Mer de mes dix-sept ans (Shiqi sui zhi hai 十七歲之海)*, 1^e éd. : Taipei, Yuanzun, 1997 ; rééd. Taipei, Maitian chuban, 2002, pp. 237-286.

—, 2002f, *Wuhe Danshui* (舞鶴淡水), Taipei, Maitian chuban.

—, 2007, *Désordre et fascination (Luan mi 亂迷)*, vol. 1, Taipei, Maitian chuban.

—, 2011, *Les Survivants*, trad. de Yusheng 餘生 (Taipei, Maitian chuban, 1999) par Esther Lin-Rosolato et Emmanuelle Péchenart, Arles, Actes Sud.

Les auteurs

Philippe Chevalérias est docteur en études chinoises (Institut national des langues et civilisations orientales, Paris), et maître de conférences à l'université Charles de Gaulle-Lille 3. Ses recherches portent sur l'histoire économique de Taiwan, sur les relations économiques sino-taiwanaises et sur leurs conséquences sociopolitiques.

Tanguy Lepesant est maître de conférences à l'Université nationale centrale (Taiwan) et chercheur associé au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC). Ses recherches portent sur l'évolution des cadres de socialisation, des représentations et des comportements politiques de la jeunesse taiwanaise, les politiques de construction nationale à Taiwan et les relations Taiwan-Chine. Il est co-auteur, avec Jean-Pierre Cabestan, de *L'Esprit de défense de Taiwan face à la Chine. La jeunesse taiwanaise face à la tentation de la Chine* (L'Harmattan, 2009). Ses travaux les plus récents ont été publiés dans les revues *Hérodote* (2013), *Politique internationale* (2013), *Perspectives chinoises* (2012) et *Journal of Current Chinese Affairs* (2011).

Esther Lin 卓立 est diplômée de l'Université nationale de Taiwan et docteur ès lettres de l'université Paris-Sorbonne. Après avoir soutenu une thèse sur les sources chinoises de l'œuvre littéraire de Victor Segalen, elle a orienté ses recherches sur la littérature contemporaine en Chine et à Taiwan. Elle a également traduit de nombreux travaux sinologiques, philosophiques et littéraires parmi lesquels, en collaboration avec Emmanuelle Péchenart, l'un des romans de Wuhe (*Les Survivants*, Actes Sud, 2011). Elle est bibliothécaire à l'Institut des Hautes Etudes chinoises du Collège de France et membre associé de la chaire sur l'altérité de la Fondation Maison des sciences de l'homme.

Françoise Mengin, directrice de recherche à Sciences Po (CERI), a consacré l'essentiel de ses travaux à la question de Taiwan dans son rapport à la formation de l'Etat au sein du monde chinois. Elle a notamment publié *Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine* (Karthala, 2013), dirigé *Cyber China : Reshaping National Identities in the Age of Information* (Palgrave Macmillan, 2004) et, en collaboration avec Jean-Louis Rocca, *Politics in China : Moving Frontiers* (Palgrave, 2002). Ses recherches actuelles portent sur les dispositifs de contournement de la non-reconnaissance des Etats.

Damien Morier-Genoud est maître de conférences en langue et civilisation chinoises à l'université Stendhal-Grenoble 3 et chercheur associé au Centre Chine de l'EHESS. Ses travaux portent sur les conceptions et pratiques de l'histoire dans le monde chinois moderne et contemporain. Il a dernièrement publié « Critique et méthodologie de l'histoire dans la Chine républicaine : divergences de vue entre Fu Sinian et Qian Mu », in Nathalie Kouamé (dir.), *Historiographies d'ailleurs. Comment écrit-on l'histoire en dehors du monde occidental ?* (Karthala, 2014).

Jérôme Soldani est docteur en anthropologie de l'université Aix-Marseille, post-doctorant à l'Institut d'histoire de Taiwan (Academia Sinica, Taipei), à l'Institut d'Asie orientale (IAO) et à l'antenne Taipei du Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC). Ses recherches portent sur les modalités de la diffusion et de la pratique du baseball à Taiwan, et sur les processus identitaires dont ce sport constitue une expression. Ces travaux s'appuient sur plusieurs enquêtes ethnographiques, notamment plus de douze mois passés au sein du club professionnel des Elephants de Brother et auprès de leurs supporters, entre 2008 et 2010.